

هكذا من الامم

# Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16413 - 7,50 F

MARDI 4 NOVEMBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE ÉCONOMIE

■ Les banques  
prises en faute  
■ Immobilier :  
2 pages d'annonces

Le coût des crises

en % du PIB



## ■ Accord russo-japonais

Le président Boris Eltsine et le premier ministre Ryutaro Hashimoto se sont engagés à signer un traité de paix, d'ici à l'an 2000, réglant leur différend sur l'archipel des Kouriles. p. 3

## ■ L'« erreur » de Tiananmen

Achevant une visite d'une semaine aux États-Unis, le président chinois Jiang Zemin a laissé entendre que Pékin avait pu commettre des « erreurs » lors de la répression de 1989. p. 3

## ■ Retraite à l'italienne

Le gouvernement italien et les trois principales centrales syndicales sont parvenus à un accord sur le système de retraites. p. 37

## ■ Baisse des ventes de voitures

Les ventes de voitures sont en recul de 25 % en moyenne par rapport à 1996, mais la baisse est moindre en octobre (-15 %).

## ■ La maison du PCF

Visite dans la « bulle » du 2, place du Colonel-Fabien à Paris. p. 15

## ■ M. Chirac, les Justes et Vichy

A l'occasion de l'inauguration du Mémorial des Justes, M. Chirac a souligné que « le gouvernement de Vichy s'est fait le complice, parfois zélé, de l'occupant ». p. 12

## ■ Un entretien avec Rodolphe Ingold

Médecin psychiâtre, il a développé l'ethnopsychiatrie en France et défend une approche scientifique de la toxicomanie. p. 16

## ■ Rock, pop, rap scandinaves

Le Suédois Jay Johanson et les Islandais de Gus Gus sont les invités du X<sup>e</sup> Festival des Inrockuptibles à Lille. p. 32

## ■ L'incinérateur contesté

Quelque 80 communes du Gard et de l'Hérault ont signé avec un opérateur privé un contrat pour le traitement des déchets qui contient des clauses très contestées. p. 13

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 S ; Belgique, 45 FB ; Canada, 25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 205 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 140 E ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 140 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 8 £ ; Suède, 800 F CFA ; Suisse, 16 SFR ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,30 \$.

M 0147-1104-7,50 F

## La nouvelle grève des chauffeurs routiers

● Les camionneurs salariés cherchent à bloquer les centres névralgiques de l'économie ● Cibles des poids lourds : ports, aéroports, dépôts pétroliers et zones industrielles ● Interventions de la police aux frontières allemande et espagnole ● Marc Blondel appelle à éviter la violence

CENT QUARANTE barrières de chauffeurs routiers paralysaient, lundi 3 novembre dans la matinée, la circulation des poids lourds et les grévistes cherchaient à bloquer les principaux dépôts d'essence, les ports et les plates-formes logistiques du transport de marchandises. Ils laissaient passer les voitures particulières, concentrant leur action sur les centres névralgiques de l'économie. Les forces de l'ordre sont intervenues pour faire lever deux barrières, à la frontière franco-espagnole et sur le pont de l'Europe à Strasbourg.

Partout, les chauffeurs ont estimé insuffisant le protocole d'accord mis au point entre une organisation patronale minoritaire et quatre syndicats de salariés. Ils s'inquiètent d'un non-respect des engagements pris, ceux qui avaient conclu le précédent conflit de 1996 ne l'ayant pas été. La FNTR, membre de la fédération patronale qui avait quitté la table des négociations vendredi



31 octobre, a déclaré au Monde qu'elle était prête à y revenir « sur des bases acceptables ». Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, deuxième syndicat après la CFDT chez les chauffeurs-routiers, estime, dans un entretien au Monde, qu'« il faut absolument éviter que la violence ne s'installe » dans le conflit. Il invite le gouvernement à « faire preuve d'autorité pour régler ce conflit », en faisant respecter par les patrons de ce secteur le droit du travail et les accords signés en 1996. M. Blondel juge que la position dure adoptée par l'UFT, principale fédération patronale de transporteurs, lui a été dictée par le CNPF, qui avait demandé à ses adhérents de geler toute négociation après l'annonce, le 10 octobre, d'une loi-cadre fixant à trente-cinq heures par semaine la durée du travail en 2000.

Lire pages 6, 7 et 8 et notre éditorial page 17

## Les acheteurs fantômes du commissaire-priseur

Guy Loudmer

LE COMMISSAIRE-PRISEUR Guy Loudmer est en détention provisoire depuis le 24 octobre. Mis en examen pour « abus de confiance aggravé », ce baron des salles des ventes parisiennes est soupçonné de multiples malversations, dont une partie remonte à la dernière « vente du siècle », celle de la collection Bourdoo, en 1990. Conduite par le juge Evelynne Picard, l'enquête dévoile l'intervention de sociétés-écrans panaméennes, évanouies après s'être fait adjudger plusieurs œuvres. M. Loudmer admet avoir organisé des « enchères fictives » mais conteste avoir utilisé des comptes bancaires en Suisse et au Luxembourg, dont la trace a été découverte au cours d'une perquisition.

Lire page 10

## Ramazan Alpaslan ou l'histoire d'un suicide pour refus de liberté

RAMAZAN ALPASLAN, jeune Kurde placé en détention provisoire par le juge d'instruction parisien Jean-François Ricard, dans une affaire de terrorisme, ne supportait plus son incarcération. Toutes ses demandes de remise en liberté avaient été rejetées. Jusqu'à la dernière, mais il était trop tard. Ramazan Alpaslan, vingt-huit ans, s'est donné la mort dans la nuit de lundi 27 à mardi 28 octobre, quelques heures seulement avant que la chambre d'accusation de Paris n'ordonne sa remise en liberté.

Réfugié politique en France depuis 1991, où il avait commencé des études de sociologie, Ramazan Alpaslan a appartenu au mouvement kurde Kawa, une organisation politique d'extrême gauche qui milite pour la reconnaissance des droits des Kurdes. A la différence du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), auquel il s'oppose, le mouvement Kawa prône l'action pacifique. Pourtant, c'est dans une affaire de terrorisme impliquant le PKK que Ramazan Alpaslan a été interpellé et placé en détention provisoire, le 6 décembre 1996.

Enquêtant sous la direction du juge Ricard, qui instruit plusieurs dossiers impliquant le PKK - dont celui de l'assassinat, en août 1996,

d'un dirigeant d'un Parti kurde d'Irak -, les policiers ont retrouvé à son domicile une arme, des fausses fiches de paie et des tracts du PKK. Disculpé dans l'affaire d'assassinat, le jeune homme est finalement inculpé dans un dossier de démantèlement d'un réseau terroriste du PKK et mis en examen pour « associations de malfaiteurs, infractions à la législation sur les armes, escroquerie, faux en écriture privée, toutes infractions en relation avec une entreprise terroriste ».

Dès son incarcération, Ramazan Alpaslan, qui refuse de s'expliquer sur l'origine des documents retrouvés à son domicile, nie vigoureusement toute appartenance ou relation avec le PKK. Les expertises balistiques sur l'arme montrent qu'elle n'a pas servi dans des attentats. Mais le juge, qui cherche à en savoir plus, le maintient en détention et refuse les cinq demandes de remise en liberté présentées par ses défenseurs.

Fin septembre, Ramazan Alpaslan fait une première tentative de suicide. Saisi d'une nouvelle demande de remise en liberté, Jean-François Ricard requiert deux experts psychiatriques. L'un d'eux affirme dans son rapport : « Ramazan Alpaslan proteste contre les accusations portées contre lui, expliquant que

son juge veut absolument qu'il appartienne au PKK, qu'il n'a rien à voir avec ce mouvement. Il répète qu'il supporte mal la prison, qu'il considère comme une mesure injuste qui l'empêche de poursuivre ses projets. » Les experts concluent que le jeune homme ne présente pas de troubles psychiatriques incompatibles avec une incarcération. Le juge Ricard ordonne son maintien en détention. Quand, mardi 28 octobre, la chambre d'accusation de Paris infirme cette décision, le jeune homme vient de se suicider.

Depuis sa mort, Jean-Jacques de Felice, Anne-Caroline et Daniel Jacoby, ses défenseurs, dénoncent l'« acharnement judiciaire » dont il aurait été victime. « Les juges ont terrorisés, abusent et abusent de la détention provisoire pour faire pression sur les détenus », affirment-ils. Le juge Ricard refuse de répondre à ces accusations. Alors qu'est relancé le débat sur l'opportunité de déléguer le placement en détention provisoire à un magistrat distinct du juge d'instruction, ce drame illustre les contradictions du magistrat instructeur qui, parfois, ne réussit pas à concilier son rôle d'enquêteur et celui de gardien des libertés.

Cécile Prieur

Lire pages 23 et 24

## L'inébranlable confiance de l'Amérique

POINT D'ORGUE à une folle semaine de Hongkong à New York, le président chinois Jiang a personnellement ouvert, vendredi 31 octobre, par le traditionnel coup de cloche et avec un sourire radieux, la séance de cotations à la Bourse de New York, un geste dans lequel les incommensurables optimistes de Wall Street ont voulu voir le signe que le plus grand pays communiste du monde entendait s'intégrer dans le système financier mondial.

New York est, après tout, la ville où l'on pouvait interroger à sa descente d'avion un chauffeur de taxi sur l'état du Dow Jones et obtenir, sur-le-champ, une réponse d'une spectaculaire précision, « en hausse de 65 points ».

Ici, on ne parle pas de « krach », en commentant les secousses de la semaine passée, mais plus prosaïquement de « plongeon », de « chute », de « baisse » ou de « correction ».

Au « Black Monday » du 19 octobre 1987, lorsque la Bourse avait plongé de 22,8 %, a succédé le « Gray Monday » du 27 octobre 1997, avec une baisse de 7,2 %.

Nou. l'« exubérance irrationnelle » tant décriée par le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, n'a pas cédé la place à l'« hystérie

irrationnelle », comme le prévoyaient certains, lundi. En un seul jour, mardi, Wall Street a effacé plus de la moitié des pertes de la veille : les investisseurs américains se sont ressaisis avec une rapidité et une sérénité qui traduisent une confiance quasi inébranlable dans leur économie et leur système financier.

Même les vendeurs de catastrophes, comme la presse populaire, ont résisté à la tentation. Le New York Post, par exemple, est paru mardi matin avec, sur toute la largeur de sa « une », un mot d'ordre : « Pas de panique ! ».

Pourquoi cette confiance alors que, comparée au pic du Dow Jones en août, la chute était en fait supérieure à 10 % ? D'abord parce que les chiffres de l'économie américaine restent très bons ; la « correction » du 29 octobre a coïncidé avec une excellente nouvelle, celle de l'annonce du plus petit déficit du budget fédéral depuis 1974. Les causes de la baisse brutale des indices boursiers étaient donc bien extérieures - l'Asie - et non intérieures.

Sylvie Kauffmann

Lire la suite page 17

## Le roi de la « pomme »



RUDDOLPH GIULIANI

LE MAIRE de New York a toutes les chances d'être réélu pour un second mandat aux municipales du mardi 4 novembre. Fils de cafetier immigré italien, Rudolph Giuliani, cinquante-trois ans, a rendu ses collègues à sa ville, la Grosse Pomme : la criminalité a chuté, les rues sont plus propres. New York, à l'entendre, serait redevenue « la ville la plus formidable du monde ».

Lire page 2

International	2	Finances/marchés	22
France	6	Anjou/Paris	25
Société	10	Jour, météo	31
Régions	13	Culture	32
Carrière	14	Guide	34
Horizons	15	Alimentation	35
Entreprises	19	Kiosque	35
Communication	21	Radio-télévision	36

هكذا من راحل

## INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 4 NOVEMBRE 1997

**ÉTATS-UNIS** Des élections municipales se déroulent, mardi 4 novembre, dans 223 villes américaines. Le scrutin de New York devrait confirmer dans ses fonctions le

maire sortant, Rudolph Giuliani, cinquante-trois ans, qui, en quatre ans, est parvenu à redorer le blason de cette ville de plus de 7 millions d'habitants. ● A NEW YORK, la crimi-

nalité a en effet baissé de 40 %. Le nombre de meurtres a diminué de moitié, et la sécurité y est mieux assurée. Même si le chômage (9,5 %) y est deux fois supérieur à la

moyenne nationale, la ville attire de plus en plus de petites et moyennes entreprises. ● PETIT-FILS d'immigrés italiens, membre du Parti républicain, « Rudy » n'est pas un vision-

naire mais avant tout un gestionnaire efficace, appréciant peu la contradiction, et qui aimerait bien, secrètement, que le scrutin de mardi se transforme en plébiscite.

# « Rudy » Giuliani rêve d'une réélection triomphale à New York

Baisse de la criminalité et de la délinquance, prospérité économique : fort de son bilan, le maire républicain de la ville brigue un second mandat lors des municipales du 4 novembre. Beaucoup de grandes cités américaines, qui ont rebâti leurs centres dévastés, attirent à nouveau les investisseurs

### NEW YORK

de notre correspondante  
Ce qui a changé à New York ? Andrea Peyser, qui vit à Brooklyn et travaille à Manhattan, où elle tient une chronique au New York Post, réfléchit trois secondes, guère plus : maintenant, répond-elle, elle s'arrête aux feux rouges quand elle rentre chez elle le soir, en voiture. « Avant, j'évitais. La nuit, les femmes, on avait peur. »

« Avant », cela veut dire avant Rudolph Giuliani, le maire républicain qui a battu le maire noir démocrate de New York, David Dinkins, il y a exactement quatre ans, et qui sollicite, mardi 4 novembre, un second mandat. Demandez aux habitants de New York ce qui a changé dans leur ville depuis quatre ans, et la grande majorité, de Queens au Bronx, vous parleront sécurité, ordre public, baisse de la criminalité. Pour l'habitant de Greenwich Village, ce sont les dealers de drogue qui ont disparu de l'entrée de son immeuble. Pour celui de Harlem, c'est le supermarché qui vient de s'ouvrir dans son quartier, car les commerçants n'ont plus peur de s'y installer. Pour l'habitant du Bronx, ce sont les fusillades qui se sont raréfiées : d'un millier par an, le nombre de coups de feu dans l'est de New York est passé à deux cents par an. New York revit : la criminalité, dans son ensemble, a chuté de 40 %, le nombre de meurtres a baissé de moitié et les New-Yorkais, si l'on en croit les sondages, s'apprêtent à réélire « Rudy » Giuliani, qui a présidé à cette métamorphose.

Des esprits chagrins feront remarquer que la criminalité a baissé dans l'ensemble du pays et que le maire de New York a simplement habilement mis à profit une tendance nationale, aidé par une conjoncture économique extrêmement favorable qui lui a permis de



remettre de l'ordre dans les finances de la ville. Mais, pour les habitants de New York, l'amélioration de la qualité de la vie commence par la sécurité : l'économie et la transformation du paysage urbain suivent nécessairement. Il n'y a même pas dix ans, les sans-abri faisaient partie du paysage new-yorkais que l'Empire State Building, et un campement de SDF sous les fenêtres du maire de l'époque, Ed Koch, avait été baptisé « Kochville ».

### DES RUES PLUS SÛRES

Aujourd'hui, les sans-abri sont rares - en partie repoussés, disent les critiques, à la périphérie de la ville, comme les prostituées de Times Square, où les magasins Disney ont remplacé les sex-shops. Harlem et ses gosses est devenu un haut lieu touristique. Le métro est propre et sûr. Trente-trois millions de touristes ont visité New York cette année, un record. Le Bronx est en pleine reconstruction.

Et, signe des temps, reléguant Woody Allen au rayon des mœurs révolues, les New-Yorkais passent de moins en moins de temps chez leur psychanalyste.

En 1993, Rudolph Giuliani avait fait campagne en promettant des rues sûres, plus d'emplois et de meilleures écoles (qui dépendent, aux États-Unis, de la ville ou du comté). En exécutant la première clause du contrat, il a réussi à faire oublier que les autres ne l'ont été que très partiellement : le taux de chômage à New York reste de 9,5 %, soit près du double de la moyenne nationale, et le maire n'a pris que tardivement conscience de l'urgence de la réforme du système scolaire. Le génie de cet ancien procureur général a été de comprendre, que ramener la sécurité dans les rues, d'une part, profitait autant aux pauvres qu'aux riches et, d'autre part, provoquait un renversement de situation qui créait dans l'esprit de tous une dynamique de changement.

New York n'est plus la capitale du crime, clameur M. Giuliani, au contraire : « Les gens viennent du monde entier apprendre comment on fait baisser la criminalité à partir de l'expérience de New York. » Comment ? À l'aide d'une stratégie qui amène les policiers, beaucoup plus présents sur le terrain, à viser d'abord la petite délinquance, en partant du principe qu'elle conduit généralement à la grande. En interrogeant quelqu'un qui fraude dans le métro ou couvre un mur de graffitis, la police peut saisir une arme à feu ou de la drogue, voire découvrir que cette personne était recherchée pour un délit plus grave.

### GUERRE À LA MAFIA

Le rétablissement de la sécurité ne change pas seulement la vie quotidienne de 7,5 millions de simples citoyens : il est essentiel pour l'activité économique et commerciale. M. Giuliani a déclaré la guerre à la Mafia, dont il a débarrassé les marchés de gros, comme la halle aux poissons de Fulton Fish Market. Cet environnement sécuritaire a été une politique d'exemptions fiscales systématiques a convaincu de nombreuses entreprises de rester à New York plutôt que d'émigrer dans le New Jersey ou le Connecticut voisins. Bénéficiant d'avantages fiscaux d'une valeur de 60 millions de dollars (dont 13,5 si elle crée des emplois), la filiale américaine de l'agence de presse Reuters va, par exemple, construire un immeuble de trente-deux étages sur Times Square, où les éditions Conde Nast font aussi ériger, une tour de quarante-huit étages.

Autre conséquence, les relations raciales, loin d'être idéologiques, sont beaucoup moins tendues. S'il arrive encore à Rudy Giuliani de se faire huier par certaines assemblées

noires démocrates, comme à l'enterrement de la veuve de Malcolm X, il affirme rencontrer moins d'hostilité dans les quartiers noirs, dont la composition ethnique a évolué avec l'immigration ; on y vit mieux depuis que la police y a entrepris un travail de longue haleine, un travail de nettoyage des trafiquants de drogue et d'incitation des riverains à former eux-mêmes des associations pour préserver leur quartier lorsque les policiers seront partis. Les remous provoqués par la terrible bavure policière dont a été victime un immigré haïtien au mois d'août ont, tant bien que mal, été surmontés. Dès son arrivée à la tête d'une ville

### La manne de Wall Street

L'immobilier, à lui seul, en témoigne : grâce à la bonne santé de la Bourse de New York - en dépit de la correction de la semaine dernière - l'argent coule à flots dans certains secteurs de la ville. Wall Street doit verser cette année des primes records, allant jusqu'à 50 % de plus que l'an dernier. Trois cents personnes ont reçu en 1996 des émoluments supérieurs à 3 millions de dollars (17,5 millions de francs) et les juristes tout juste sortis de l'université sont embauchés à 150 000 dollars (870 000 francs) par an.

Mais la manne de Wall Street ne profite pas qu'à l'industrie du luxe : la banque d'investissement Goldman Sachs envoie 2 000 de ses employés donner gratuitement des cours d'économie dans les écoles publiques de New York, et les bibliothèques municipales, profitant de donations de plus en plus généreuses, sont saisies d'une fièvre de travaux d'agrandissement et de rénovation. - (AFP)

Sylvie Kauffmann

## Un gestionnaire efficace et pragmatique qui supporte mal la contradiction...

### NEW YORK

de notre correspondante  
Le père de Rudolph Giuliani, cafetier et fils d'immigrés italiens, était un fervent supporter des Yankees, l'équipe de base-ball de

### PORTRAIT

Maire d'une ville démocrate, ce républicain qui a servi Ronald Reagan s'avoue fasciné par... les Kennedy.

Manhattan. Non seulement il le resta lorsqu'il déménagea à Brooklyn, terre de l'équipe rivale, les Dodgers, mais il lui arriva même de contraindre son fils à sortir dans le quartier revêtu d'une veste des Yankees, véritable provocation qui valut au gamin quelques dégoûtantes bousculades.

Les Dodgers sont aujourd'hui exilés à Los Angeles et les Yankees règnent en maîtres sur New York, comme leur maire, Rudy Giu-

liani, qui a doublement savouré leur triomphe l'an dernier en conduisant à travers Manhattan, sous les acclamations de la foule, l'équipe victorieuse des World Series, le championnat national de base-ball. A cinquante-trois ans, Rudolph Giuliani se souviendra sans doute, mardi, de ces défis d'enfance qui forgent le caractère si, comme le laissent prévoir les sondages, il est réélu maire républicain d'une ville majoritairement démocrate.

Mais les racines de Brooklyn lui ont aussi appris la souplesse et le pragmatisme. Rudolph Giuliani se démarque très volontiers des positions de son parti : sur l'immigration, dont il s'est fait l'infatigable avocat quand d'autres républicains appelaient à la fermeture des frontières, sur le contrôle des armes à feu dont, comme tous les maires des grandes villes, il ne connaît que trop les ravages, sur l'isolationnisme en politique extérieure qui « infecte » à ses yeux le discours politique à Washington, ou sur l'avortement pour lequel il prône le droit de choisir. Il a

servi dans des administrations républicaines, dont celle de Ronald Reagan, au département de la Justice, mais ne cache pas sa fascination pour les Kennedy.

En 1994, à peine maire depuis un an, il fit sensation en appelant à voter pour le candidat démocrate au poste de gouverneur de l'Etat de New York, Mario Cuomo, un homme de gauche, contre le candidat républicain qui fut finalement élu. Et, s'il finit l'an dernier par apporter son soutien à Bob Dole, qui se présentait contre Bill Clinton à l'élection présidentielle, ce ne fut que du bout des lèvres.

### UNE INÉLASSABLE PRÉSENCE

Comme sa ville, Rudy Giuliani ne dort jamais. Ancien procureur général, élevé dans une famille si catholique qu'il a un moment envisagé de devenir prêtre, il compense un manque de charme personnel et un physique assez ingrat par une redoutable efficacité. Un incendie ravage un entrepôt de Queens au milieu de la nuit ? Il y est, vaillant

devant les caméras la rapidité de l'arrivée des secours. Un immigré haïtien se fait torturer dans un commissariat ? Présentant le potentiel effet désastreux de la bavure, Rudy Giuliani se précipite à son chevet. Inlassablement, il est là, partout à la fois, à répéter que « New York est la ville la plus formidable du monde ».

Les New-Yorkais semblent aujourd'hui se satisfaire pleinement d'un premier magistrat qui n'est pas un visionnaire mais un excellent gestionnaire. On le trouvera froid, arrogant, voire brutal, mais on votera pour lui. Lorsque le magazine *Vanity Fair*, cet été, a consacré un long article à ce que le tout New York subodorait, à savoir que M. Giuliani ne vivait pratiquement plus avec sa deuxième femme, Donna Hanover, une animatrice d'émissions télévisées, et avait une aventure avec sa directrice de la communication, la révélation (démentie) est tombée totalement à plat : la vie privée du maire n'intéresse plus personne à partir du moment où il fait son travail. Consécration, le *New York*

*Times*, qui avait soutenu son adversaire démocrate il y a quatre ans, vient d'appeler « avec enthousiasme » à sa réélection.

Très susceptible, Rudolph Giuliani supporte difficilement la contradiction et encore moins ceux qui lui font de l'ombre. Il entretient des relations tendues avec les journalistes, qu'il rembarbe régulièrement. Il a poussé son chef de la police, le charismatique William Bratton, à démissionner lorsque les médias se sont mis à lui décerner les lauriers de la baisse de la criminalité en oubliant le maire au passage. C'est sans doute le point faible de M. Giuliani : il ne lui suffit pas de gagner, affirme son adversaire local, il faut qu'il écrase son adversaire, comme en témoigne l'acharnement qu'il manifeste à l'égard de son challenger actuel, la démocrate Ruth Messinger. Plus qu'une réflexion, M. Giuliani, dit-on, voudrait un plébiscite, susceptible de le placer sur une trajectoire politique nationale.

S. K.

## Républicains ou démocrates, les « nouveaux » maires réhabilitent les grandes villes américaines

### NEW YORK

de notre correspondante  
Les élections municipales, qui se déroulent dans 223 villes des États-Unis, mardi 4 novembre, devraient mettre en lumière un phénomène nouveau dans un pays dont les mé-

tropoles ont été ravagées pendant deux décennies par les conflits raciaux et les récessions : stimulées par la croissance économique et revitalisées par une nouvelle génération de maires, de New York à Los Angeles, les grandes villes américaines sont de retour, accueillant les PME en force, domptant la criminalité et rebâtissant des centres-villes dévastés.

Autant la classe politique fédérale, à Washington, paraît parfois à bout de souffle, autant au niveau local les maires parviennent aujourd'hui à faire preuve d'imagination, de dynamisme et de souplesse - et à se faire réélire confortablement. Ils s'appellent, bien sûr, Rudolph Giuliani à New York, mais aussi Richard Riordan à Los Angeles, Richard Daley à Chicago, Ed Rendell à Philadelphie, Michael White à Cleveland, Dennis Archer à

Detroit, Steven Goldsmith à Indianapolis, Bob Lanier à Houston, Thomas Menino à Boston, Kurt Schmoke à Baltimore ou John Norquist à Milwaukee.

### LE TANDEM DU WISCONSIN

Qu'ils soient démocrates ou républicains n'a, à vrai dire, qu'assez peu d'importance : ils appartiennent au courant centriste de l'un ou l'autre parti (dont ils sont d'ailleurs très indépendants) et travaillent généralement en étroite collaboration avec des gouverneurs ou des législateurs du parti opposé dans l'Etat dont ils dépendent.

John Norquist, par exemple, un démocrate, forme un remarquable tandem avec le gouverneur républicain du Wisconsin, Tommy Thompson, sur deux questions cruciales pour l'avenir de la société américaine : la réforme du *welfare* et celle

du « choix scolaire », par lequel les familles peuvent bénéficier de bourses publiques pour mettre leurs enfants dans les écoles de leur choix. Ces maires se rencontrent, échangent leurs expériences ; Rudolph Giuliani, par exemple, cite volontiers en exemple son collègue de Chicago pour expliquer la réforme du système scolaire qu'il entend mettre en œuvre. Leurs méthodes remettent en cause trente ans de gestion municipale : réduction de la bureaucratie, ouverture au capital privé, introduction de la concurrence pour les services municipaux, réduction des déficits budgétaires, souplesse à l'égard de l'immigration, privatisation de l'aide sociale, renforcement des effectifs de police et flottage pour réduire la criminalité.

Ces grandes villes ouvrent les bras aux PME qui, souvent créées par des immigrants, font revivre des quartiers

désertés. A Los Angeles, Hispaniques, Coréens et Chinois ont installé dans un centre-ville à l'abandon un nombre impressionnant d'ateliers de confection et une plaque tournante de l'importation de jouets. A Detroit, Dennis Archer a patiemment courtoisé les milieux d'affaires blancs, qui avaient massivement fui vers les banlieues, pour créer des partenariats avec la Ville et les persuader de réinvestir dans la cité.

### DEUXIÈME GÉNÉRATION

Cleveland, une ville autrefois si polluée que le fleuve, un jour, y prit feu, a retrouvé sa fierté. Le centre-ville, où s'élevait aujourd'hui un stade de base-ball tout neuf et le superbe musée du rock and roll construit par L. M. Pei, est des plus animés ; la valeur de l'immobilier a augmenté de 43 % depuis 1989 et le

rythme de création d'emplois a doublé entre 1990 et 1995.

Plusieurs de ces maires - Michael White à Cleveland, Dennis Archer à Detroit, Bill Campbell à Atlanta, Norman Rice à Seattle - sont des Noirs d'une quarantaine d'années, qui ont succédé à une première génération de maires noirs issus du mouvement des droits civiques. Leur mission est différente de celle de leurs aînés : pionniers dans un contexte politique difficile, ceux-ci avaient un pouvoir à établir, qu'ils ont parfois conçu comme une revanche à prendre sur un *establishment* blanc qui les avait si longtemps exclus. Leurs successeurs, plus pragmatiques et représentants des nouvelles classes moyennes noires, ont une attitude plus conciliante et plus ouverte.

S. K.





## Le président chinois n'exclut pas la possibilité d'une « erreur » à Tiananmen

La visite de Jiang Zemin aux Etats-Unis s'est achevée sur une idylle avec les milieux d'affaires

A la veille de son retour à Pékin, le président chinois, Jiang Zemin, a prononcé, samedi 1<sup>er</sup> novembre, à Harvard, une phrase ambiguë sur la

répression de Tiananmen de juin 1989 en n'excluant pas que des « erreurs » aient pu être commises à cette occasion. Si cette question des

droits de l'homme a perturbé sa visite américaine d'une semaine, M. Jiang a réussi à flatter des milieux industriels en quête de contrats.

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
La visite de Jiang Zemin aux Etats-Unis s'est achevée, dimanche 2 novembre, comme elle avait commencé, par les droits de l'homme et le commerce. Ce double thème aura servi de fil conducteur au périple américain du numéro un chinois. Le président Jiang aurait nettement préféré que le premier ministre américain, Bill Clinton, ne reçoive pas de visite officielle, mais il a toutes les raisons de se féliciter de la volonté, manifestée par ses hôtes, de donner une forte impulsion aux relations commerciales sino-américaines. Avant la dernière étape de son séjour, à Los Angeles, où il a rencontré de nombreux représentants des milieux d'affaires, M. Jiang a effectué deux visites hautement symboliques, l'une à Wall Street, l'autre à l'université Harvard, près de Boston.

D'un côté, le « temple » du capitalisme, de l'autre, celui de la pensée libérale. Ce choix n'était pas dû au hasard : la photo du président de la République populaire de Chine, toujours officiellement communiste, sonnant la cloche du New York Stock Exchange - publiée en première page de la presse américaine - constituait une retombée médiatique remarquablement recherchée par une diplomatie chinoise soucieuse d'illustrer la relance des réformes économiques adoptées lors du 15<sup>e</sup> congrès du Parti commu-

niste. Les Américains avaient, d'autre part, tenté de dissuader M. Jiang de se rendre à Harvard, sachant que les protestations contre la situation des droits de l'homme en Chine et au Tibet y prendraient une ampleur particulière, ce qui s'est avéré.

C'est donc en parfaite connaissance de cause que Jiang Zemin a choisi d'affronter une audience critique et, pour la première fois de son séjour, d'apporter une inflexion à l'intransigeance de son discours sur les droits de l'homme. Interrogé à propos de l'envoi de chars pour mater les manifestations de la place Tiananmen, en juin 1989, le président chinois, après s'être livré à une défense et illustration du « dialogue » démocratique pratiqué en Chine à la « grande satisfaction » de la population, a fait cette réponse ambiguë : « Il va sans dire que nous pouvons avoir des déficits, et même faire des erreurs dans le cours de notre action. Mais nous travaillons d'une manière permanente à améliorer notre travail. » Et, le lendemain, à Los Angeles, il ajoutait : « Au XXI<sup>e</sup> siècle, la Chine sera un pays fort, démocratique et culturellement avancé ».

Dans quelle mesure la petite phrase de Harvard représente-t-elle une réelle ouverture ? Sans aller jusqu'à prononcer un mea culpa, il est vraisemblable que M. Jiang a voulu atténuer l'impression négative

laissée par un discours jusqu'alors sans concession sur les libertés, lequel puit à l'évolution pragmatique de la politique chinoise de Washington.

**CAMOUFLET DE NEW YORK**

Au cours de sa visite, le président Jiang s'est livré à des commentaires « absurdes et insultants qui compliquent la tâche de M. Clinton pour bâtir un consensus national, afin de poursuivre la politique d'engagement avec la Chine », a souligné Winston Lord, ancien secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires asiatiques. Le compromis américano-chinois sur le nucléaire doit passer l'épreuve d'un Congrès qui reste profondément sceptique s'agissant des promesses de Pékin de cesser toute coopération nucléaire avec l'Iran et le Pakistan. L'administration n'a pas démenti les informations récemment publiées par le Washington Times, selon lesquelles des techniciens chinois ont achevé, en juin, la construction d'une usine d'armement chimique en Iran.

Les chefs de file du Sénat et de la Chambre des représentants, républicains et démocrates confondus, ont ostensiblement marqué leur désaveu s'agissant des attitudes aux droits de l'homme en Chine, et le président Jiang a essayé un véritable camouflet quand le maire et le gouverneur de New York, Rudolph Giuliani et George Pataki, ont fait se-

voir qu'ils étaient « trop occupés » pour recevoir l'hôte des Etats-Unis. Jiang Zemin a cependant trouvé des auditeurs mieux disposés à son égard, par exemple à l'occasion d'un déjeuner regroupant des partisans du rapprochement sino-américain : « Comme le président Nixon est allé en Chine pour représenter les intérêts américains, vous êtes ici pour représenter les intérêts de la Chine », lui a notamment dit l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger. Les chefs d'entreprise se sont bousculés pour assister aux différentes manifestations organisées en l'honneur de M. Jiang, lequel a effectué plusieurs visites d'entreprises de haute technologie, comme IBM, AT&T ou General Motors-Hughes Electronics.

Alors que le rythme des investissements américains en Chine a tendance à marquer le pas, en raison du poids des contraintes administratives, les dirigeants chinois ont fait connaître leur intention de baisser les tarifs douaniers frappant les marchandises importées, de 23 % à 17 %, voire même jusqu'à 10 % d'ici à 2005. De telles concessions ont pour but d'accroître les négociations devant permettre à la Chine d'intégrer l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une perspective qu'approuvent à la fois les milieux d'affaires et l'administration Clinton.

Laurent Zecchini

## Moscou et Tokyo veulent signer un traité de paix

Le sommet russo-japonais a été marqué par l'engagement de Boris Eltsine à régler la question des Kouriles d'ici à l'an 2000



**KRASNOIARSK**  
de notre envoyé spécial

Lors du premier « sommet informel » de l'histoire des relations russo-japonaises, qui s'est tenu samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 novembre à Krasnoïarsk, en Sibérie, le président russe, Boris Eltsine, et le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, ont annoncé qu'ils étaient tombés d'accord pour « déployer tous leurs efforts en vue de signer un traité de paix avant l'an 2000, sur la base de la déclaration de Tokyo [de 1993]. C'est-à-dire pour trouver une solution à la question des Kouriles, archipel annexé par l'armée rouge lors de la deuxième guerre mondiale.

Jusqu'ici, Boris Eltsine déclarait que ce sujet, trop sensible, devait être traité « par les générations futures ». Avouant implicitement avoir fait une concession à Krasnoïarsk, le président russe a jugé qu'il allait être « critiqué » en Russie, tout en affirmant que M. Hashimoto le serait aussi chez lui.

Les Russes, qui attendent avec impatience des capitaux pour développer leurs immenses richesses sibiriques, espèrent beaucoup de ce sommet. Sergueï Iastrjembki, le porte-parole de Boris Eltsine, voulait que cette rencontre soit aussi « décisive » pour la Russie et le Japon, qui n'ont pas signé de traité de paix depuis 1945, que le fut pour les peuples allemand et français le sommet de Gaulle-Ade- nauer de 1958 (le 14 septembre, à Colombey-les-Deux-Églises). Mais M. Iastrjembki ajoutait, en toute honnêteté, que la rencontre, organisée dans une résidence sous les pins au bord du fleuve Enisseï, était « condamnée au succès », en raison du grand nombre de journalistes présents (près de 300, dont 200 japonais). Ce fut donc un succès.

Pour l'assurer, Boris Eltsine a pas pu faire moins que de s'engager à « déployer des efforts », durant les trois années qui lui restent légalement à passer au Kremlin, pour résoudre le problème des Kouriles. A-t-il fait d'autres promesses secrètes ? Ce n'est pas exclu. Durant une brève conférence de presse commune en plein air à l'issue du sommet, Boris Eltsine a brusquement demandé à son porte-parole s'il « était possible de rendre public le document » russe préparé dans la nuit en prévision de la discussion du volet politique de la rencontre, abordé en dernier. « Nous réfléchissons », a répondu l'interpellé, pour enterrer discrètement ce qui prenait des allures de « gaffe ».

**UN ACCORD ÉCONOMIQUE**  
Malgré l'intérêt russe pour les capitaux nippons, c'est le premier ministre japonais qui, énonçant en juillet son programme diplomatique « eurasiens », avait ouvert la voie à ce sommet « sans cravate » de Krasnoïarsk, tenu à son initiative. Appelant à résoudre sans délai le problème des « territoires du Nord » - appellation japonaise des Kouriles - pour qu'il n'y ait « ni vainqueur ni vaincu », il avait renoncé à lier politique et économie dans ses relations avec Moscou.

Plutôt que de s'apaiser sur la question des Kouriles, M. Iastrjembki, porte-parole officiel et conseiller diplomatique « informel » du président russe, s'est attardé sur le succès du volet économique. Pourtant ces discussions n'ont abouti qu'à un accord-cadre

général alors que M. Eltsine avait amené une liste de quarante-trois projets précis à mener en commun.

Cet accord économique, baptisé « plan Hashimoto-Eltsine » (pour les japonais) et « Eltsine-Hashimoto » (pour les Russes), développe en réalité un « plan Hashimoto » tout court, lancé par ce dernier en 1995 quand il était encore ministre, pour favoriser les implantations japonaises dans plusieurs régions russes, notamment de Sibirie. Aujourd'hui, ce plan définit six domaines de coopération : investissements ; intégration de la Russie dans le système mondial (mais M. Hashimoto a écarté la question de l'adhésion de Moscou au G8 économique, la renvoyant au président actuel de ce forum, Tony Blair) ; l'aide aux réformes russes ; la formation (mille cinq cents étudiants japonais) ; le « dialogue » énergétique ; et l'utilisation civile de l'atome.

Une aide japonaise à la conversion des industries militaires russes, souhaitée par Moscou, n'a pas été retenue. Quant à la coopération océanique, elle est vue différemment des deux côtés : le Kremlin parle d'une mise au point commune des réacteurs de nouvelle génération (BN 800), alors que le porte-parole du ministère japonais des affaires étrangères a souligné l'engagement de M. Eltsine à signer une convention interdisant l'immersion en mer des déchets... Quant au « dialogue » énergétique, prioritaire des deux côtés, il ne semble pas avoir avancé sur des projets précis.

Les deux dirigeants ont aussi décidé d'« essayer de conclure à la fin de l'année » les négociations, en cours depuis plus de deux ans et servant de test diplomatique, sur les droits de pêche japonais autour des Kouriles. M. Eltsine a confirmé son soutien à l'entrée du Japon au Conseil de sécurité (alors que la Chine s'y oppose). M. Hashimoto a confirmé le sien, en retour, à l'entrée de la Russie dans le Forum de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Une coopération militaire sous forme d'exercices navals dans le domaine « humanitaire » a aussi été envisagée.

Enfin, un deuxième sommet, toujours « sans cravate », est prévu à la mi-avril au Japon, où Boris Eltsine est attendu cette fois-ci avec toute sa famille y compris ses cinq petits-enfants. Des deux côtés, on a en effet snügné que le « but principal du sommet » était que les deux dirigeants parviennent à établir une « relation de confiance et d'amitié ». Ce but est officiellement réalisé : Boris Eltsine a solennellement annoncé que lui et son « ami Ryutaro » se tutoieraient désormais, avant d'embrasser vigoureusement le premier ministre japonais devant les caméras.

Selon le porte-parole de la diplomatie japonaise, les résultats du sommet ont été « excellents, de loin les meilleurs de nos récents contacts ». Mais, a-t-il ajouté, il faut encore « attendre et voir » avant de parler d'un « tournant radical » qui ouvrirait la voie, « si nous pouvons conclure » un accord de paix, à « un décollage économique » en Sibirie et à un « changement énorme sur la scène mondiale, nous permettant de coopérer comme des ollés naturels ».

Sophie Shihab

## Campagne en Italie en faveur des anciens dirigeants de Lotta continua

**ROME**  
de notre correspondant

Cent soixante mille signatures en faveur de la libération d'Adriano Sofri, Giorgio Pietrostefani et Ovidio Bompressi ont été remises, jeudi 30 octobre, au président de la République Oscar Luigi Scalfaro. Pendant une heure, le chef de l'Etat a écouté avec compréhension les arguments de la délégation du comité de soutien aux trois anciens dirigeants du mouvement gauchiste Lotta continua, composée notamment de l'écrivain Antonio Tabucchi et de l'historien Carlo Ginzburg.

Le président a même encouragé les porteurs de la pétition à poursuivre leur campagne, mais la décision de M. Scalfaro avait déjà été prise il y a deux semaines. Dans une lettre adressée, vendredi 24 octobre, aux présidents de la Chambre des députés et du Sénat, il avait expliqué qu'il ne pouvait accorder la grâce aux trois détenus « si peu de temps après la condamnation définitive », car cela constituerait un quatrième degré de juridiction qui n'existe pas dans la Constitution, ainsi qu'une « violation grave du principe d'égalité » devant la loi.

Le chef de l'Etat renvoyait donc au Parlement le soin de se prononcer sur cette « douloureuse affaire » en promulguant une loi qui passerait l'éponge sur tout ou partie des faits commis lors de la période dite « des années de plomb », celles de la stratégie de la tension. Vingt-cinq ans après les faits, au terme de six procès, les trois militants gauchistes avaient finalement été condamnés, le 22 janvier, à une peine de vingt-cinq ans de réclusion criminelle par la Cour de cassation pour le meurtre d'un commissaire de police, Luigi Calabresi, abattu de deux coups de feu, le 17 mai 1972 à Milan. Ce policier, cible des mouvements contestataires en raison de ses fonctions dans la répression antigauchiste, était accusé d'être responsable de la mort, le 15 décembre 1969, d'un militant anarchiste, Giuseppe Pinelli, « tombé » du quatrième étage de locaux de la police lors d'un interrogatoire.

Seize ans après l'assassinat du commissaire, un repent, Leonardo Marino, a accusé ses anciens camarades d'être les auteurs du crime. Arrêtés en juillet 1988, les trois hommes ont toujours nié ces accusations tardives. Ils furent condamnés le 2 mai 1990 à vingt-deux ans d'emprisonnement. La sentence fut cassée en octobre 1992. Commença alors un long pé-

riple judiciaire aboutissant à la condamnation définitive de janvier.

Adriano Sofri et Ovidio Bompressi se sont constitués prisonniers deux jours après que l'arrêt fut rendu, tandis que Giorgio Pietrostefani, qui à l'époque vivait en France, a rejoint lui aussi la prison de Pise le 29 janvier. Depuis, les trois hommes attendent qu'une décision soit prise. Ils espèrent la grâce présidentielle bien que ne payant jamais demandée, puisque cela aurait été reconnaître d'une certaine manière leur culpabilité. Leur sort dépend des parlementaires ou d'une révision du procès. Un recours doit être déposé dans

le courant du mois de novembre. Dans les deux cas, la procédure est longue. Les trois prisonniers, qui ont déjà fait une grève de la faim, en ont commencé une deuxième à partir du 18 octobre par solidarité avec les détenus de la prison romaine de Rebibbia qui protestent contre leurs conditions carcérales.

**SOUTIEN DE DARIO FO**

Adriano Sofri et ses deux compagnons veulent avant tout une révision du procès et l'abolition. Pour cela, ils ont annoncé qu'ils iraient jusqu'au bout. Leur combat provoque beaucoup d'émotion dans les milieux intellectuels et de gauche. Daniel

Cohn-Bendit compare leur cas à celui de Sacco et Vanzetti et estime que leur condamnation est « une condamnation à mort indirecte ». De nombreuses voix s'élèvent pour que la liberté soit rendue à ces hommes, devenus entre temps des citoyens rangés. Dario Fo, le lauréat du prix Nobel de littérature 1997, a décidé de mettre l'argent de sa distinction au service de cette cause. Il fera avec les magistrats de Milan sur le bien-fondé de la sentence. Un projet de loi a été déposé au Sénat afin de faire bénéficier les trois anciens militants d'une liberté conditionnelle.

Michel Bôlle-Richard

**Mexique 11.650<sup>F</sup>**  
Circuit  
«La Splendeur de Mexico»  
13 jours/11 nuits  
en pension complète (sauf un repas)  
au départ de Paris  
entre le 7 et le 13/12/97.  
Mexico - Teotihuacan - Puebla  
Oaxaca - San Cristobal de las Casas  
Palenque - Mérida - Uxmal  
Chichen Itza - Cancun.

**Laos-Birmanie 14.420<sup>F</sup>**  
Circuit «Au Pays des Pagodes»  
12 jours/9 nuits en pension complète  
au départ de Paris le 10/01/98.  
Vienniane - Luang Prabang - Chiang Mai - Mandalay - Pagan - Rangoon  
Nos atouts : Compagnie Thai Airways  
Accompagnateur qualifié de Paris à Paris - 5 dîners spéciaux avec spectacles.

**Tunisie 3380<sup>F</sup>**  
Fransissima La Palmeraie\*\*\*\*  
à Tozeur  
Séjour 7 nuits en demi-pension  
au départ de Paris\*\*  
entre le 1<sup>er</sup> et le 13/01/98.

**FRAM**  
j'y ai dit !  
Votre agent de voyages a des idées, consultez-le et faites le 3616 code FRAM

omphale à New York

La mort de Wall Street

al la contradiction...

les grandes villes américaines



## Les législatives en Jordanie se déroulent dans un climat d'hostilité à Israël

Dix partis, dont le plus représentatif, le Front d'action islamique, boycottent les élections du mardi 4 novembre pour protester contre la normalisation avec Jérusalem et la « dérive de la démocratie ». Ce scrutin est le premier depuis la signature du traité de paix d'octobre 1994

Cinq cent quatre-vingt-cinq candidats se disputent, mardi 4 novembre, les 80 sièges de la Chambre des députés en Jordanie, malgré un appel des islamistes au boycottage de ces troisièmes élections législatives au

suffrage universel. Le Parlement jordanien compte également un Sénat formé de 40 membres nommés par le roi. Le scrutin, le premier depuis la signature du traité de paix israélo-jordanien en octobre 1994, se

déroule selon le suffrage uninominal à un tour, qui a remplacé, en 1993, le scrutin de liste. Un grand nombre de candidats se présentent sur la base de leurs liens tribaux. La Jordanie compte 4,2 millions d'habitants,

dont 1 890 030 électeurs inscrits. La conférence des Frères musulmans – dont l'émancipation politique est le front d'action islamique – boycotte le scrutin pour protester contre ce qu'elle considère comme une alliance

contre nature avec Israël. Elle comptait seize députés dans le Parlement sortant. Malgré la consigne de boycottage, douze islamistes sont en lice. Dix-sept femmes sont candidates, dont huit à Amman.

### AMMAN

de notre envoyée spéciale. Membre du bureau exécutif des Frères musulmans jordanien, Jamil Abou Bakr n'y va pas par quatre chemins : « Le traité de paix jordanien-israélien doit être abrogé. Ce document est devenu la référence de l'ensemble de la politique extérieure et intérieure de la Jordanie. » Si l'on y ajoute « la formidable régression de la démocratie, l'extension de la corruption et le dysfonctionnement administratif », alors on comprend pourquoi les Frères musulmans et d'autres forces politiques boycottent les législatives du mardi 4 novembre, ajoute-t-il, avant de préciser : « Si nous étions dans une démocratie avancée, nous n'aurions évidemment jamais songé à nous retirer (...). Mais ici les lois visent à faire de la majorité (actuelle) une éternelle majorité et de la minorité, une minorité tout aussi éternelle. »

« Où la démocratie marche à reculons, confirme une personnalité proche du pouvoir. La presse est sous contrôle. L'information officielle est à nouveau sélective et apo-

logique. Certaines personnes sont harcelées. La police a encerclé le campus de l'université d'Amman pour empêcher une manifestation d'étudiants, qui réclamaient le droit à se constituer en union. » Mais la vraie raison du boycottage des islamistes, ajoute cette source, est la pression de la base, qui en a assez de ce qu'elle considère comme une dérive proisraélienne. Les proches du palais admettent néanmoins que le traité de paix israélo-jordanien fut un pari hasardeux, dont la Jordanie n'a tiré aucun profit.

Singulière Jordanie, où l'opposition, comme la majorité, critiquent – haut et fort pour les premiers, en privé pour les seconds – la politique et la diplomatie officielles. Si le traité de paix conclu en octobre 1994 avec l'Etat juif a, dans un premier temps, divisé les Jordaniens, aujourd'hui il fait la quasi-unanimité autour de lui.

On aurait pu imaginer que la popularité du roi Hussein atteindrait des sommets, après qu'il eut obtenu la libération par Israël d'une soixantaine de prisonniers palestiniens et jordaniens. C'était, pour

Israël, une manière de se racheter, après un attentat manqué contre Khaled Mechaal, un responsable du Mouvement de la résistance islamique palestinien, Hamas, le 25 septembre, au cœur d'Amman. Mais tout le monde pense ici que le roi, qui a vu dans l'affaire Mechaal un poignard qu'Israël lui plantait dans le dos – « J'ai été trahi par le premier ministre israélien, Benjamin Nétanياهو », a-t-il dit au

Washington Post –, aurait pu mieux monnayer le renvoi chez eux des huit agents du Mossad (services secrets israéliens) impliqués dans la tentative de meurtre.

Les Jordaniens ont le sentiment d'avoir été floués. On leur a dit que le traité de paix amènerait la prospérité. Ils n'ont pas vu le début du commencement. On leur a dit que ce traité était « un pas vers une paix globale », c'est-à-dire incluant

### Le seul Etat ayant accordé des passeports aux Palestiniens

De tous les pays d'accueil des réfugiés palestiniens, depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948 – et jusqu'en 1990 avec le retour de quelque trois cent mille Jordaniens/Palestiniens expulsés du Koweït –, la Jordanie est celui qui en a accueilli le plus grand nombre : selon les sources, ils constituent aujourd'hui entre 40 % et 60 % de la population du royaume. La Jordanie est aussi le seul Etat d'accueil qui a accordé aux réfugiés palestiniens le passeport du pays.

Leur « discours identitaire », souligne Bassma Kodmani-Darwish dans son ouvrage *La Diaspora palestinienne* (PUF, 1997), va de l'« identification totale » à l'« affirmation agressive de l'identité palestinienne », en fonction de la conjoncture et aussi de leur situation économique et sociale, les classes aisées étant mieux intégrées. Près d'un million et demi d'entre eux émargent à l'Unrwa, l'agence de l'ONU chargée de l'aide aux réfugiés, selon la même source. Plus de 20 % de ces derniers vivent encore dans des camps.

les Palestiniens, la Syrie et le Liban, rappelle Ahmad Obelidat, ancien chef des services de renseignement, ancien premier ministre, ancien ministre de l'Intérieur, ancien sénateur ; or non seulement il n'en est rien, relève-t-il, mais l'affaire Mechaal a achevé de convaincre les gens qu'Israël « non seulement menace la stabilité interne de la Jordanie, mais que [leur] pays lui est ouvert pour compléter contre les Etats arabes voisins ».

« Chacun sait, ajoute M. Obelidat, que le gouvernement et le Parlement ne peuvent pas abroger le traité, mais pourquoi faut-il qu'ils aillent plus loin ? Pourquoi n'arrêtent-ils pas la normalisation [avec l'Etat d'Israël] ? Pourquoi interdiraient-ils tout mouvement populaire qui réclame l'arrêt de cette normalisation ? »

### LE SORT DES RÉFUGIÉS

En la matière, les comportements officiels sont incohérents. Khalil Hadadine, un chrétien candidat aux législatives, s'est vu interdire de brandir des slogans réclamant le boycottage des produits israéliens. Mais le quotidien *El Destour* a publié de très larges extraits de la plate-forme de réformes adoptée par les partis – dont les islamistes, qui sont la seule force représentative à l'échelle nationale – qui boycottent les législatives. Or ce document réclame l'abrogation du traité de paix israélo-jordanien.

Tout aussi paradoxalement, des témoins de l'opposition, tels Leith Chbeilat, qui réclame une vraie « monarchie constitutionnelle » en lieu et place du « paternalisme » du roi, et Toujane Fayçal, la seule femme du Parlement sortant, ne sont pas directement inquiétés. En revanche, affirment-ils, ce sont leurs sympathisants qui sont harcelés et les journaux soumis à de fortes pressions pour faire l'impasse sur eux.

Sautant à pieds joints par-dessus le Parlement, le gouvernement a fait adopter en mai une loi très restrictive sur la presse, qui a abouti à la fermeture de plusieurs hebdo-

madaires pour insuffisance de capital. Mais, surtout, cette législation donne libre cours à la répression arbitraire sous prétexte d'atteinte à la sécurité, un concept aux contours pour le moins flous.

Quant à la loi électorale, supposée être provisoire lorsqu'elle a été adoptée par décret gouvernemental en 1993, elle est toujours en vigueur quatre années plus tard. Introduisant le scrutin uninominal à un tour, elle favorise les alliances tribales et familiales aux dépens des sympathies partisans, dans une société où les partis politiques n'ont été autorisés qu'en 1992.

Alors, que vent le gouvernement, ou plutôt le roi, que nul ne critique – il est « inattaquable et non responsable » selon la Constitution –, dont l'autorité n'est pas contestée, mais dont chacun est convaincu qu'il ne saurait ignorer ce qui se passe ? Nombreux sont ceux qui pensent que le souverain estimait pouvoir compter sur Israël pour assurer la sécurité et la stabilité de la Jordanie. Nombreux aussi sont ceux qui se demandent si l'objectif n'est pas de mettre au pas le pays, dans la perspective de décisions impopulaires qui concerneraient, notamment, le sort des réfugiés palestiniens en Jordanie, lorsque sera discuté le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza.

« Nous refusons l'implantation des Palestiniens en Jordanie parce que cela signifierait le renoncement à la Palestine », avertit M. Abou Bakr. L'« implantation » ici est entendue comme l'installation forcée et non librement consentie de ces derniers et sans la consultation des Transjordaniens. La réduction drastique du budget de l'Unrwa, l'agence de l'ONU chargée de l'aide aux réfugiés palestiniens, et le fait que les pays donateurs consacrent des centaines de millions de dollars à l'amélioration des conditions de vie dans les camps de réfugiés palestiniens sont interprétés comme des signes allant dans ce sens.

Mouna Naïm

## Toujane Fayçal, une candidate au franc-parler qui dérange

AMMAN de notre envoyée spéciale. Toujane Fayçal est la seule femme du Parlement jordanien sortant. Ancienne journaliste de la té-

### PORTRAIT

Elle met en garde contre l'émergence de « cellules » de jeunes tentées par la violence

lévision, la cinquantaine élégante, elle confond, dans un même souffle furibond, le gouvernement, l'administration, la prévarication, la corruption, la censure, le traité de paix israélo-jordanien. Rien ou presque n'échappe à son réquisitoire. Et elle prévient : si rien n'est fait pour redresser les déviations, alors « la tempête risque de se lever ».

Les jeunes ont tellement désespéré de l'avenir, affirme-t-elle, que l'on assiste à l'émergence « de cellules pareilles à ce que l'on a vu apparaître en Egypte et en Algérie », c'est-à-dire qui sont tentées par la violence. Ces « cellules » sont « repliées sur un fondamentalisme aveugle », ajoute M<sup>me</sup> Fayçal, qui estime que, malgré leur petit nombre, ces groupes peuvent mettre le feu aux poudres. D'autre part, « certains (qu'elle ne nomme pas) entreprennent des milices armées sous différents prétextes, telle la sécurité... Vous entendez aussi certains jeunes dire qu'ils vont adhérer à tel ou tel parti qui a promis de les armer », affirme-t-elle.

Les Jordaniens sont certes « pacifistes » mais, avec la crise actuelle, « qui garantit qu'en cas d'ennemi » les choses ne s'aggraveront pas, interroge la députée sortante. Elle se dit convaincue que ce genre d'informations ne parvient pas au roi,

parce que les services de renseignement ne sont pas, selon elle, à la hauteur. M<sup>me</sup> Fayçal, qui a un sens aigu de la dramatisation, met en garde contre une possible évolution « à la libanaise » de la situation, ce qui fait sourire certains, même s'ils n'excluent pas que des individus soient tentés par la violence. Il faut l'entendre dénoncer la falsification des cartes électorales, les manœuvres officielles qui visent à manipuler le Parlement ! Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, dit-elle, c'est à la démonstration flagrante que la démocratie s'est si bien ancrée dans les esprits que ceux qui sont aujourd'hui au gouvernement ont peur. « Ceux qui ont volé l'argent du peuple, qui l'ont trompé et trahi, craignent son jugement. Ils ont peur de perdre leurs privilèges illégitimes et de devoir rendre des comptes. »

### INDÉPENDANTE

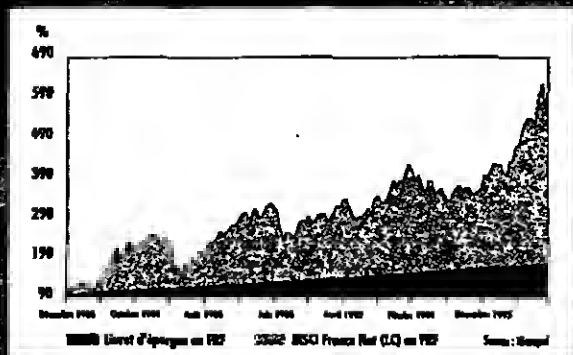
Elle qui, en 1989, a été accusée d'apostasie et d'athéisme par certains islamistes, et qui a eu droit à des menaces et des insultes, estime qu'aucun courant ne doit être exclu du processus démocratique. « Il faut, dit-elle, que la part des islamistes soit reconnue, et ils représentent près de 20 % de la scène (politique). » Les islamistes, pense-t-elle, ont eu raison de boycotter les élections, parce qu'ils n'auraient pas pu faire parvenir au Parlement le nombre de députés auxquels ils peuvent prétendre.

Le problème avec M<sup>me</sup> Fayçal, disent certains, est qu'elle se borne à critiquer ; en quatre années de vie parlementaire, elle n'aurait pas fait grand-chose. M<sup>me</sup> Fayçal est aujourd'hui candidate indépendante pour l'un des trois sièges réservés à la minorité circassienne.

M. Na.

12 MILLIONS D'INVESTISSEURS FONT CONFIANCE A FIDELITY

# QUEL EST LE MOMENT IDEAL POUR INVESTIR?



INVESTISSEMENTS A LONG TERME? FIDELITY VOUS REPOND

La vérité est que cela n'a pas d'importance. L'histoire nous le démontre, à long terme, la bourse reste un des placements les plus rémunérateurs.

Le schéma ci-dessus en est l'illustration parfaite : la bourse a invariablement surperformé les placements sans risque (compte épargne, fonds monétaires), et ce, dans de fortes proportions.

Cela ne veut pas dire que nous ne comprenons pas votre inquiétude face à la volatilité observée sur les marchés. Cependant, hausses et baisses font partie des cycles boursiers. Ce que nous vivons

est parfaitement normal... après deux ans de forte croissance.

Les perspectives économiques de la plupart des pays autour du globe demeurent saines : nous pensons que les entreprises bien gérées devraient continuer à y prospérer.

Bien sûr, en ces temps incertains, le plus important est de choisir un partenaire en qui vous ayez confiance. Et qui mieux que Fidelity?

Nous sommes le plus grand gérant de fonds d'investissement au monde, choisi par 12 millions d'investisseurs privés et institutionnels\*.

Nous gérons des fonds depuis plus de 50 ans et pendant cette période nous avons connu des marchés volatils partout dans le monde. Cette expérience nous a enseigné qu'il est plus efficace de garder une vue à long terme et de rester investi, plutôt que d'essayer d'anticiper les moments favorables pour entrer ou sortir des marchés boursiers.

Pour de plus amples informations sur les mouvements de marché, n'hésitez pas à contacter nos chargés de clientèle : ils attendent votre appel du lundi au vendredi, de 8 heures à 20 heures.



CHOISISSEZ LE N°1 MONDIAL

APPEL GRATUIT  
N° vert 0 800 90 69 59  
<http://www.fid-intl.com/cu/fr>

Prospectus disponibles sur simple demande à Fidelity Investments S.A.S., 17 Avenue George V, F-75008 Paris. Commercialisation de Fidelity Funds Share (Share de droit français) autorisée par décision de la CCB en date du 10/09/97, 05/09/97, 11/12/97, 15/01/98, 04/07/98, 14/09/98, 06/02/99, 11/03/99, 14/02/99, 30/05/99 et 18/08/97. Publication BALO 2007/94, 17/10/94, 13/02/95, 22/03/95, 01/01/96, 04/04/97 et 27/08/97. Fidelity fournit uniquement des informations sur ses produits et n'est pas un conseiller en investissement fondé sur des circonstances spécifiques. Les performances passées ne sont pas une garantie de rendements futurs. \* Inclusion FORT au 30/06/97.



# climat d'hostilité à Israël

du mardi 4 novembre 1997

Le climat d'hostilité à Israël s'est aggravé mardi 4 novembre. Des centaines de personnes ont manifesté devant le siège de l'Organisation de l'unité arabe à Jérusalem, exigeant la signature d'un cessez-le-feu immédiat. Les manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles, provoquant des blessures légères. Les forces de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la foule. La manifestation a été organisée par le mouvement Hamas et d'autres groupes palestiniens. Les autorités israéliennes ont condamné les violences et ont promis de poursuivre les auteurs des actes de violence.

## Toujours Favcal, une candidate au franc-parler qui dérange

Favcal, une candidate au franc-parler qui dérange. Elle a été élue députée dans la région de la capitale algérienne. Elle est connue pour ses prises de position courageuses et ses critiques envers le pouvoir. Elle a été élue députée dans la région de la capitale algérienne. Elle est connue pour ses prises de position courageuses et ses critiques envers le pouvoir. Elle a été élue députée dans la région de la capitale algérienne. Elle est connue pour ses prises de position courageuses et ses critiques envers le pouvoir.

## M. Arafat : la rencontre de Washington serait « une perte de temps »

JÉRUSALEM. Cootrainte par une forte pression américaine de participer à une nouvelle rencontre, lundi 3 novembre à Washington, avec une délégation israélienne conduite par David Lévy, l'Autorité palestinienne, estimant que le ministre israélien des affaires étrangères, n'a rien de neuf à proposer, a décidé de limiter sa délégation à trois personnes seulement. Après avoir indiqué, dimanche, que cette nouvelle rencontre convoquée depuis un mois par les Américains pour essayer de sauver la conférence économique israélo-arabe de novembre au Qatar - menacée de boycottage par de nombreux pays arabes - serait « une perte de temps », Yasser Arafat a interdit aux présidents des sous-comités techniques concernant les accords déjà conclus mais non mis en œuvre par Israël, de faire partie du voyage.

Les Palestiniens soupçonnent Israël - qui, lui, a envoyé, dimanche, ses « techniciens » avec M. Lévy - de vouloir « une nouvelle fois agiter la corbeille technique » sans s'engager sur l'essence même des accords : les retraits militaires israéliens prévus des territoires occupés et l'arrêt de la colonisation. - (Corresp.)

## Violences entre musulmans au Pakistan

KARACHI. Des centaines d'étudiants ont attaqué des boutiques et incendié des véhicules, dimanche 2 novembre, à Karachi, au Pakistan, en signe de protestation contre l'assassinat, dans cette ville, de trois personnalités religieuses sunnites. Les victimes étaient des figures de la *madrasa* (école coranique) de Binouri Town, chaikh Hahilullah, le mufti Samiullah et Mohammad Tahir. Selon la police, cet attentat pourrait être une action de représaille après l'assassinat, mercredi 29 octobre, d'un enseignant chiite, Syed Shamin Hasan Kazmi. Le Pakistan est actuellement secoué par une vague de violence opposant extrémistes sunnites et chiites. - (AFP)

## La Grèce accueille les dirigeants des pays balkaniques

HÉRAKLION. Les dirigeants de l'ensemble des pays balkaniques (Grèce, Turquie, Bosnie, Albanie, Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie et Macédoine) sont réunis les 3 et 4 novembre à Héraklion, en Crète. Le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, qui est le premier dirigeant d'Ankara reçu en Grèce depuis 1988, devait rencontrer, lundi, son homologue grec Costas Simitis. La tension a de nouveau monté entre les deux pays ces dernières semaines, au sujet de Chypre et de la mer Égée. D'autres rencontres bilatérales sont très attendues, notamment celle du premier ministre albanais Fatos Nano avec le président yougoslave Slobodan Milosevic. Elle a été préparée, dimanche, par Costas Simitis, qui s'est entretenu successivement avec les deux hommes de la question qui les oppose : celle de la situation des Albanais de la province du Kosovo, en Serbie. - (AFP)

### EUROPE

■ CHYPRE : des militaires chypriotes turcs et grecs ont échangé des coups de feu, dimanche soir 2 novembre, de part et d'autre de la « ligne verte » qui divise en deux la capitale de l'île, Nicosie, a annoncé, lundi, une source militaire turque, précisant qu'il n'y avait pas eu de victimes dans son camp. Cet incident intervient tandis que des forces aéronavales turques et grecques procèdent depuis la fin de la semaine dernière à des manœuvres à proximité de Chypre. - (AFP)

■ SERBIE : Vuk Draskovic sera une nouvelle fois candidat à l'élection présidentielle du 7 décembre. Lors du scrutin du 21 septembre, qui avait dû être annulé faute de participation suffisante, le chef du Mouvement du renouveau serbe (SPO, opposition nationaliste) était arrivé en troisième position, loin derrière le leader de l'extrême droite Vojislav Seselj et Zoran Ljilic, le candidat que soutenait Slobodan Milosevic. - (AFP)

■ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : le président tchèque Vaclav Havel, opéré en décembre 1996 d'une tumeur maligne au poumon, a été hospitalisé, dimanche 2 novembre, avec une pneumonie. Il restera « au moins une semaine » à l'hôpital et devra se soigner encore « pendant plusieurs semaines » à domicile, a indiqué à la télévision le chef du conseil médical chargé de la santé du chef de l'Etat. - (AFP)

■ RUSSIE : le Fonds monétaire international a suspendu le versement à la Russie d'une tranche mensuelle de 700 millions de dollars (près de 4 milliards de francs) faisant partie d'un prêt de 10 milliards de dollars accordés à la Russie au printemps 1996. Cette décision annoncée, vendredi 31 octobre, par le premier vice-premier ministre Anatoli Tchoubais, est due aux mauvaises rentrées fiscales au premier semestre. - (Corresp.)

### MAGHREB

■ ALGERIE : le gouvernement a adressé, dimanche 2 novembre, un rappel à l'ordre à l'opposition qui a décidé de boycotter les conseils issus des élections locales du 23 octobre. Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur a rappelé que les manifestations publiques étaient, soumises à une autorisation préalable de la part des autorités compétentes. Des milliers de personnes, toutes tendances politiques confondues, avaient manifesté, lundi et mardi, à Alger pour exiger du gouvernement qu'il leur « rende leurs bulletins de vote volés ». - (Reuters)

### AFRIQUE

■ CAMEROUN : l'opposition a appelé à une « journée de deuil national », lundi 3 novembre, pour protester contre la prestation de serment du président Paul Biya, au pouvoir depuis quinze ans et réélu le 12 octobre pour un mandat de sept ans, avec 92,54 % des suffrages. Les partis d'opposition qui avaient boycotté le scrutin ont dénoncé une « mascarade électorale ». - (AFP)

## L'Europe centrale et orientale sur la voie du redressement économique

LONDRES. L'Europe centrale et orientale devrait connaître en 1997 sa première année de croissance économique globale, selon un rapport de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), publié lundi 3 novembre à Londres. La progression du produit intérieur brut (PIB) de l'ensemble de la zone (Europe centrale et orientale, ainsi que l'ex-URSS) devrait s'établir à +1,7 % en 1997 et à +3,5 % pour 1998. La BERD note qu'en 1997 des progrès « impressionnants » ont été réalisés en Azerbaïdjan, en Bulgarie, en Géorgie et en Roumanie. En revanche, la Biélorussie, la Slovaquie et l'Ouzbékistan ont fait « marche arrière », tandis que l'Ukraine s'est arrêtée sur la voie des réformes. Le tableau n'est toutefois pas excessivement optimiste : près de la moitié des pays de la région connaissent des déficits inquiétants de leur balance des paiements, et l'inflation s'accroît dans certains pays comme la Roumanie. Les inégalités et la pauvreté ont augmenté très fortement dans les pays de la CEI (ex-URSS). - (AFP)

هكذا من راحل

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 4 NOVEMBRE 1997 / 5

# L'Irak campe sur son refus d'autoriser les experts américains de l'ONU à travailler

La commission chargée de désarmer Bagdad a été empêchée, lundi, de reprendre ses inspections

L'Irak a interdit, lundi 3 novembre, aux membres américains de la Commission de l'ONU chargée de son désarmement (Unscm) d'entrer dans un

site d'inspection, forçant l'ensemble des équipes à se replier sur leur quartier général. La veille, trois inspecteurs américains en provenance de

Bahrein avaient été refoulés. Bagdad a sommé les Américains travaillant au sein de l'Unscm de quitter le pays au plus tard le 5 novembre.

L'Irak a empêché, lundi 3 novembre, des experts américains de participer à une inspection de la Commission spéciale de l'ONU chargée de son désarmement (Unscm), qui a suspendu ses opérations, a annoncé la commission.

Les responsables irakiens ont informé le chef d'une mission d'inspection balistique, à son arrivée sur un site, lundi matin, que « les experts américains étaient interdits d'entrée », a déclaré Nils Carlstrom, directeur du centre de surveillance et de vérification de l'Unscm à Bagdad. L'inspection a été annulée, et l'Unscm a également suspendu deux autres missions d'inspection prévues, a précisé M. Carlstrom. Dimanche, les autorités irakiennes avaient déjà refoulé trois inspecteurs américains qui arrivaient en avion de Bahrein.

« L'Unscm, les équipes d'inspection et les groupes de surveillance qui en dépendent peuvent reprendre leurs activités sans la participation des Américains », avait prévenu Mohammad Saïd El Sah-

haf, le ministre irakien des affaires étrangères, selon lequel Bagdad a « des preuves irréfutables » que les experts américains « profitaient de leur travail à l'Unscm pour exécuter un complot américain hostile à l'Irak et pour provoquer des crises et des tensions » entre l'ONU et Bagdad.

### UNE MISSION DIPLOMATIQUE

Aux Etats-Unis, plusieurs responsables du Congrès avaient réclamé, dimanche, une action militaire contre Bagdad. « Nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour faire appliquer les règlements », a déclaré le speaker républicain de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, qui a précisé à la chaîne de télévision NBC qu'il entendait par là une action militaire. « La seule chose qu'il [le président irakien] semble comprendre est l'action », a réchéri le responsable de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, Richard Gephardt. Le responsable de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott, est allé dans le même sens : « Je sup-

pose que quelque chose devra être fait relativement tôt », a-t-il dit.

Mais le porte-parole de la Maison Blanche, Barry Toiv, s'était borné à constater que « l'Irak continue de montrer un mépris flagrant pour le Conseil de sécurité de l'ONU ». Celui-ci « continue d'examiner ses options », a ajouté M. Toiv.

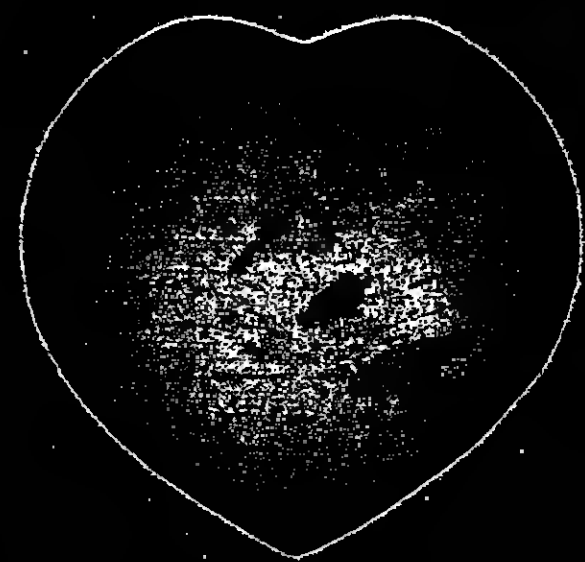
Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, a décidé, selon un porte-parole de l'ONU, Fred Eckhard, d'envoyer, lundi, une mission à Bagdad pour informer les autorités irakiennes que la fermeture manifestée par le Conseil de sécurité n'était « pas négociable ». « Le secrétaire général est très inquiet des conséquences potentiellement graves de la décision du gouvernement irakien [...] concernant la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité exigeant l'élimination des armes de destruction massive », a expliqué M. Eckhard.

La mission fera part au président irakien, Saddam Hussein, de l'« unanimité » des quinze membres du Conseil quant à la

nécessité de cesser les menaces contre les inspecteurs américains de l'Unscm et de garantir une liberté d'action totale à cette commission, ont expliqué des diplomates occidentaux. « L'idée est de confirmer que l'Irak doit respecter les résolutions de l'ONU », a déclaré un diplomate.

La mission comprendra l'Algérien Lakhdar Brahimi, envoyé spécial de Kofi Annan en Afghanistan, l'Argentin Emilio Cardenas, ancien émissaire des Nations unies, et Jan Eliasson, ancien ambassadeur de Suède auprès de l'Organisation internationale. Le Russe Yuli Vorontsov avait été initialement pressenti, mais M. Annan a finalement décidé qu'il ne serait pas approprié d'envoyer en Irak le représentant d'un pays membre du Conseil de sécurité. Washington avait indiqué, vendredi, qu'il était opposé à l'envoi d'une mission de l'ONU, mais selon certains diplomates, les Etats-Unis pourraient approuver une telle mission si elle n'est pas chargée de négocier avec M. Hussein. - (AFP, Reuters)

Désormais, avant de retenir un vol, retenez ce mot :



Nos meilleurs tarifs, pour tous, toute l'année, en France et dans le monde entier. Tempo c'est une nouvelle gamme de prix qui s'adapte à votre rythme : plus vous vous décidez tôt, moins vous payez cher. Renseignez-vous dans votre agence Air France, votre agence de voyages ou au 0 802 802 802. (0,79 F TTC/mn.)

Tempo, se décider plus tôt c'est partir moins cher.

AIR FRANCE  
GAGNER LE CŒUR DU MONDE



مركزا من راصل

6 •

## FRANCE

LE MONDE / MARDI 4 NOVEMBRE 1997

**TRANSPORTS** Les conducteurs de poids lourds dressaient, lundi 3 novembre, cent quarante barrages dans l'ensemble du pays. Leur objectif est de bloquer les dépôts de car-

burant, les centrales d'achat des grandes surfaces et les plates-formes logistiques, sans trop pénaliser les particuliers. ● **LES ROUTIERS.** Lors d'assemblées tenues, dimanche,

dans la plupart des villes de province ont rejeté le protocole d'accord passé entre l'Unotra et quatre syndicats de salariés. Ils redoutent qu'il ne soit pas respecté, d'autant

que l'UFT, principale organisation patronale, n'a pas participé aux négociations. ● **MARC BLONDEL,** secrétaire général de FO, deuxième confédération en nombre parmi les

camionneurs, demande au gouvernement de « faire preuve d'autorité » pour imposer aux chefs d'entreprise le respect de leurs engagements de 1996 (lire page 8).

# Les chauffeurs routiers cherchent à bloquer les centres économiques névralgiques

Les zones industrielles, les dépôts de carburant, les centres commerciaux, les plates-formes de transport sont visés. La circulation des poids-lourds était paralysée par cent quarante barrages, lundi 3 novembre dans la matinée. Les dirigeants syndicaux ont dû durcir leur attitude sous la pression de la base

LES ROUTIERS n'ont pas attendu la fin de l'ultimatum, dimanche 3 novembre à 22 heures, pour commencer leur grève. Dès la journée de dimanche, les premiers barrages apparaissent autour de Rouen, de Bordeaux et dans le Nord - Pas-de-Calais. Lundi matin, à 7 heures, le Centre national d'information routière avait relevé l'existence de 77 barrages. Tout au long de la matinée, de nouveaux barrages sont venus s'ajouter à ceux-ci.

Objectif stratégique d'une base très mobilisée : bloquer les principaux pommers économiques du pays, en particulier les plates-formes de transport, les ports, les dépôts de carburant, les raffineries, les grandes surfaces commerciales et les zones industrielles. La plupart des grands axes routiers étaient également touchés, paralysant dans une large mesure le trafic des poids-lourds sur l'ensemble du territoire. En revanche, les automobilistes pouvaient en général franchir sans difficulté les barrages filants, après quelques instants

d'attente dus aux embouteillages. Lundi, en fin de matinée, aucun incident majeur entre routiers ou entre routiers et automobilistes n'était signalé sur le territoire.

La tentative de blocage des frontières afin d'interrompre la circulation des camions entre la France et le reste de l'Europe s'est heurtée à la volonté des pouvoirs publics de garantir le libre accès du territoire. Le barrage du péage franco-espagnol de Briatou (Pyrénées-Atlantiques) ainsi que le pont de l'Europe qui, à Strasbourg, mène à l'Allemagne, ont été déga-

gés par les forces de l'ordre. Mais des barrages ont été reconstitués en amont de ces deux points de passage dans la matinée. En revanche, l'A 22, entre Lille et Bruxelles, est totalement bloquée dans les deux sens. De même, dans les Alpes, un barrage sur l'autoroute conduisant au tunnel de Fréjus empêche l'arrivée des camions italiens et un barrage filant a été installé au poste frontière de Creutzwald (Moselle).

Les ports sont également des

cibles prioritaires. Les terminaux de liaison transmanche avec la Grande-Bretagne au Havre et de ferry à Calais et à Boulogne sont paralysés par l'action des routiers. Les plateformes logistiques du port de Rouen sont également

Caen, sur tout le pourtour de l'étang de Berre dans les Bouches-du-Rhône, en particulier à Vitrolles, ou au centre régional des transports de Lille.

Nombreux sont les dépôts de carburants à se retrouver bloqués,

fineries d'Amber, de Pauillac et de Bassens près de Bordeaux ainsi que celles de Total, Esso et Mobil au Havre, le dépôt de Dongs sur l'estuaire de la Loire, ceux des villes de Rouen, La Rochelle, Toulouse, d'Avignon, d'Anney, de Chambéry, de Port-la-Nouvelle, Brive, Metz ainsi que le port au pétrole de Strasbourg et le centre pétrolier de Puget-sur-Argens, ravitaillé par pipe-line, qui alimente le Var et les Alpes-Maritimes. Les grandes surfaces et les marchés d'intérêts nationaux (MIN) constituent aussi un objectif des chauffeurs. Des barrages bloquant ont été ainsi installés à Caen, à Salon-de-Provence, Lille et Toulouse.

Les principaux axes routiers sont touchés et aucune région ne semble échapper à la toile tissée par les grévistes. Les routiers qui connaissent parfaitement le terrain bloquent les principaux carrefours que les poids-lourds sont obligés d'emprunter, plusieurs autoroutes et nationales dans les deux sens et les échangeurs à proximité des villes. Les voitures

individuelles peuvent passer mais les camions sont arrêtés. Les principaux « points noirs » concernent l'autoroute A 2, à hauteur de Tourcoing, entre Lille et Bruxelles, le croisement de l'autoroute A 20 et de l'axe Centre-Europe-Atlantique à La Croisière (Creuse), le carrefour routier de Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence) et de Voreppe (Isère) ainsi que celui entre les autoroutes A 9 (Montpellier-Perpignan) et A 61 (vers Toulouse), les communications au nord de Toulouse. La liaison Paris-Bretagne avec des barrages au Mans et à l'ouest de Rennes s'avère difficile de même que celle entre Paris et Marseille, tout au long de la vallée du Rhône, avec des barrages sur l'A 7 à hauteur de Cavallon, Valence et Villefranche-sur-Saône. Enfin, les agglomérations de Lyon, Nantes, Clermont-Ferrand, Rouen, Dijon, Niort et Nancy sont quasiment « encerclées » par plusieurs barrages sur les nationales ou autoroutes environnantes.

Avec nos correspondants

## La FNTR se dit prête à renégocier « sur des bases acceptables »

TOUT AU LONG de la journée du dimanche 2 novembre, les chauffeurs routiers ont exprimé leur rejet de l'accord élaboré, au cours de la nuit précédente, par les quatre principaux syndicats de salariés (CFDT, FO, CFTC et les autonomes de la FNCR) et la fédération patronale Unotra (petites et moyennes entreprises). Cet accord, non signé par la principale union patronale, l'UFT (FNTR, CLTI, FEOCT), est apparu fragile aux chauffeurs routiers, qui gardent en mémoire le non-respect d'une partie des engagements pris par le patronat en novembre 1996. La prime exceptionnelle de 3 000 francs n'a été ainsi versée que par une petite minorité des employeurs. L'UFT s'est contentée de « prendre acte », dimanche midi, de la déclaration commune établie dans la nuit, « sans pouvoir souscrire à un accord sur ces bases ». « L'Etat ayant annoncé qu'un tel accord ferait l'objet d'un arrêté d'exécution le rendant obligatoire », les entreprises « se sont tenues de l'appliquer », avait

cependant ajouté René Petit, président de la FNTR, au nom de l'UFT.

Lundi matin, la FNTR, qui avait pratiqué la chaise vide depuis vendredi, indiquait au Monde être « disposée à s'asseoir de nouveau autour de la table sur des bases de négociation acceptables ». La FNTR considère cependant qu'avec l'occupation du domaine public par les routiers le « conflit a changé de nature et concerne maintenant directement l'Etat ». Dimanche soir, le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, avait justement annoncé, sur Europe 1, qu'il « (ferait) tout ce qui est en [son] pouvoir » pour qu'un éventuel accord entre patrons et chauffeurs routiers « soit appliqué ». Il a critiqué le refus de la principale fédération patronale, l'UFT, de s'associer à la déclaration commune. « Je souhaite une attitude un peu plus positive de l'UFT », a-t-il dit, en critiquant son « attitude passive qui nourrit encore la suspicion quant à la capacité d'appliquer dans ce secteur l'accord ».

### La « déclaration commune » rejetée

Le texte, négocié entre les fédérations syndicales CFDT, FO, CFTC et FNCR et le syndicat patronal Unotra (petites et moyennes entreprises), a été baptisé « déclaration commune » ou « constat de négociations », selon les protagonistes. Il prévoit : ● Une perspective de salaire mensuel de 10 000 francs pour une durée mensuelle du travail de 200 heures au profit de la catégorie des « grands routiers » (plus de six nuits par mois hors de chez eux) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2000. Les grands routiers auront 800 à 900 francs supplémentaires d'aujourd'hui à décembre 1998. Seuls 7 000 à 10 000 chauffeurs, sur 220 000, sont concernés. ● Une augmentation salariale générale, au 1<sup>er</sup> novembre, de 4 % pour les sédentaires et de 5 % pour les conducteurs de qualification intermédiaire. La hausse de 21 % de la rémunération des grands routiers, en moins de trois ans, serait transposée aux différentes catégories de personnel du secteur. Mais pour la catégorie des conducteurs de qualification intermédiaire (200 000 salariés), payés au SMIC, l'augmentation réelle n'est que de 120 francs au 1<sup>er</sup> novembre. ● Le transport de voyageurs n'est pas concerné par ce texte, qui ne s'applique qu'au transport de marchandises.

nières CFDT, il se ravisait quelques heures plus tard en pronant des « actions ciblées » mais en demandant aux chauffeurs de reporter une « action généralisée » au 12 novembre prochain.

« LES LANCERS DU CNPF »

De la même manière, le secrétaire général et principal négocia-

reprochait un peu plus tard au ministre des transports d'avoir « un petit peu » tenté de forcer la main des syndicats de routiers pour qu'ils acceptent la déclaration commune. « Je préférerais qu'il force la main aux patrons [de l'UFT] qui ont fait le camp de la salle de négociations », a-t-il dit, en estimant que les responsables de

### M. Jospin allège la taxe professionnelle des patrons

Le premier ministre a annoncé, samedi 1<sup>er</sup> novembre, un allègement de la taxe professionnelle dans le transport routier d'environ 800 francs par camion. Lionel Jospin a précisé que cet allègement, qui bénéficiera aux patrons du transport routier, sera consenti « à la charge de l'Etat ». « Le gouvernement prend ainsi pleinement sa part à l'amélioration des conditions de travail particulièrement difficiles dans cette profession essentielle pour l'activité économique du pays », a souligné le premier ministre, qui a, par ailleurs, rappelé que, la veille, son ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, avait annoncé des mesures d'ordre législatif ou réglementaire favorables aux chauffeurs routiers. M. Jospin a lancé, samedi, un « appel solennel à la responsabilité de tous les acteurs de cette profession pour qu'ils trouvent, dans ces conditions, les termes d'un accord. Le gouvernement comme le pays tout entier attendent d'eux une attitude de dialogue et de solidarité ».

teur de FO-Transports, Roger Poletti, affirmait dimanche matin : « Après avoir pris quelque repos, je ne me reconnais pas dans la déclaration commune, du fait qu'elle comporte des imprécisions. » Il décidait alors de réserver sa position « afin de ne pas influencer la décision des adhérents de FO », qui devaient décider dans la journée s'il y avait lieu ou non de lever le mot d'ordre de grève lancé pour le dimanche soir. Quelques heures plus tard, il appelait « les routiers à cesser dès ce soir le travail et à rejoindre tous les bouchons passibles ». « 95 % des chauffeurs consultés ont rejeté les propositions et demandé qu'il y ait un appel à la grève », a-t-il expliqué. M. Poletti

l'UFT étaient « les lonciers du CNPF ».

Dans le secteur du transport de voyageurs et des cars scolaires, à la veille de la rentrée des classes, la mobilisation semblait modeste, lundi matin. Les négociations sur le congé de fin d'activité à 55 ans n'ont pas encore abouti et une nouvelle réunion est prévue vendredi dans cette branche particulière. Le patronat a proposé, par ailleurs, une augmentation générale de 3 % au 1<sup>er</sup> novembre et un salaire annuel compris, hors ancienneté, entre 85 000 francs et 91 000 francs sur la base de 169 heures mensuelles.

Christophe Jakubyszyn

## Jean-Louis Amato, patron des « petits », n'a plus « grand-chose à donner »

« JE NE FAIS PAS de politique. » En refusant la tactique de la chaise vide choisie par la principale organisation des transporteurs routiers, l'UFT (Union des fédérations de transport), Jean-Louis Amato, président de l'autre syndicat patronal, l'Unotra (Union nationale des transporteurs routiers automobiles), se défend d'avoir voulu jeter une pierre dans le jardin du CNPF.

L'UFT adhère au CNPF, mais pas l'Unotra, qui représente les petites entreprises du secteur. L'homme est sincère. Il n'a pas le profil du « tueur » tel que défini par l'ex-président du CNPF Jean Gandois. Ce pied-noir de Tunisie âgé de cinquante ans, qui a créé sa société en 1981 à Marseille après avoir été lui-même salarié, affirme : « Nous, patrons de PME, sommes assez proches de nos chauffeurs pour comprendre leurs revendications ».

Depuis bientôt six ans qu'il préside l'Unotra, M. Amato s'efforce de faire entendre la

voix des « petits » face aux « gros » de la FNTR (Fédération nationale des transporteurs routiers), principale organisation de l'UFT. Chaque conflit est pour lui l'occasion de faire avancer la cause de ses adhérents, qui ne représentent qu'environ 6 % des effectifs de la profession, mais dont la typologie des entreprises (80 % d'entre elles ont moins de cinq salariés) est ultra-majoritaire.

« SOUS-TRAITANCE SAUVAGE »

« En 1992 et 1994, nous avons toujours contribué à faire débouquer les situations », rappelle-t-il. La loi sur la responsabilité des donneurs d'ordre en cas d'accident, c'est lui, la suite du conflit de 1992, c'est lui. Les chargeurs et les affréteurs (les commissionnaires de transport, représentés dans l'UFT), sont ses bêtes noires, autant que les gros transporteurs, car tous « usent et abusent de la sous-traitance sauvage pour peser sur les prix ».

M. Amato milite pour « davantage de contrôles et de sanctions pour ceux qui ne respectent pas la législation ». Quitte à passer pour le « père Fouettard » du transport routier. « Le libéralisme, dit-il, ce sont d'abord des règles et des règles appliquées. En Grande-Bretagne, les sanctions sont réelles et sévères. » Ce n'est « pas facile à faire passer auprès de [ses] adhérents », reconnaît-il. Mais les événements nous donnent raison. A qui profite la pogoille, sinon aux plus gros, qui nous étranglent pour mieux nous faire disparaître ou nous racheter à vil prix ? »

M. Amato reconnaît que, le conflit lancé, il sera difficile d'en sortir. « Nous n'avons plus grand-chose à donner, les syndicats le savent. Il faut refonder un vrai pacte social impliquant les transporteurs, l'Etat et les chargeurs. »

Pascal Galinier

## Inquiétude et réprobation dans les pays européens

LA PROBABILITÉ grandissante, samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 novembre, d'une grève des routiers français et d'un blocage des routes comparables à ceux de novembre 1996, a provoqué inquiétude et réprobation dans la plupart des pays de l'Union européenne. Le ministre espagnol de l'Agriculture, Loyola de Palacio, a résumé, dimanche, un sentiment largement partagé en déclarant que les camionneurs français, en menaçant de bloquer les grands axes routiers, « tentent de rompre l'unité du marché intérieur de l'Union européenne ».

De même, le ministre espagnol du développement, Rafael Arias-Salgado, a annoncé qu'il allait saisir le commissaire européen aux transports, Neil Kinnock, pour exiger la mise en place, sur le territoire français, de couloirs de libre circulation permettant le transit des marchandises internationales. Les réactions espagnoles sont d'autant plus vives que le mois de novembre est le plus important pour les exportations agricoles du pays. D'après la Coordination des associations d'agriculteurs et d'éleveurs, le principal syndicat agricole du pays, le mouvement des camionneurs français provoquerait un « désastre aux conséquences incalculables ».

En Grande-Bretagne, la perspective d'une France à nouveau paralysée a suscité, dès dimanche, un certain affolement. Même si les camionneurs anglais, alertés par leurs organisations professionnelles, s'efforcent de quitter la France durant le week-end, « plusieurs centaines de chauffeurs britanniques sont actuellement coincés

en France », du fait de l'interdiction de circuler le dimanche, s'est inquiété le porte-parole de la Road Haulage Association (RHA), l'une des deux grandes associations de transporteurs britanniques. Le problème des Britanniques est évidemment celui des difficultés d'approvisionnement qu'un blocage des routes françaises pourrait provoquer. Pour la RHA, « si les barrages durent ou durent de quelques jours, nous risquons d'être confrontés à des pénuries de légumes, de fromages, de vins ou de viande dans les magasins ». Déjà, une chaîne de supermarchés a affrété un cargo pour acheminer, cette semaine, depuis l'Espagne, une quarantaine de camions.

« PRIS EN OTAGE »

L'association des entreprises de transport routier des Pays-Bas (EVO) n'a pas attendu le déclenchement de la grève pour critiquer, dès dimanche matin, un éventuel blocage des routes françaises, qu'elle a jugé « inacceptable ». La Fédération allemande des transporteurs de fret, qui a déclaré s'attendre à un conflit « très dur et très long », avait recommandé à ses adhérents, depuis quelques jours, de quitter la France avant dimanche.

Les Belges ont également suivi avec attention l'évolution de la situation en France. Tandis que les touristes, nombreux dans l'Hexagone en cette semaine de congés scolaires, ont anticipé leur retour, les pompistes frontaliers se fixaient les mains : dimanche, dès 6 heures du matin, des voitures venues de France, craignant la pénurie, faisaient le plein de carburant. Au port de Zeebrugge, on préparait les grandes manœuvres destinées, le cas échéant, à accueillir les ferries trans-Manche reliant habituellement Calais à Douvres.

Quant aux transporteurs belges, ils hésitent entre deux attitudes : la colère contenue et la résignation. Trois mille camions belges empruntent chaque jour les routes françaises en temps normal. Beaucoup de patrons affiliés à la Fédération belge des transporteurs routiers (Fébetra, majoritaire) redoutaient de voir leurs camions « pris en otage ». Toutefois, pour Alfred Evers, le président de la fédération, la faute n'est pas à rechercher en France, mais bien au niveau européen : « On a aboli les frontières, on a libéralisé les échanges, mais on a oublié d'harmoniser. Le problème du transport doit être révisé au niveau des Quinze. » (Bruxelles Interim, avec AFP, Reuters.)



## Une nuit autour des braseros dans l'attente des premiers « bahuts »

## REPORTAGE

On tente alors d'organiser l'action, dans une sorte d'improvisation intersyndicale. Objectifs fixés par les chefs : bloquer les zones industrielles de Vitrolles, 451 hectares, 750 entreprises, 14 000 emplois et une trentaine d'entreprises de transport, parmi lesquelles bon nombre sont membres de l'UFI. On vise d'abord ces patrons-là, qu'on soupçonne d'être commandités par la partie la plus dure du CNRP, celle qui a refusé la table ronde sur les 35 heures.

Dans cette région de chimie, un autre objectif a été assigné aux grévistes : bloquer le complexe pétrochimique de Lavéra et le port pétrolier de Martigues, à 20 kilomètres de là. A 19 heures, les piquets sont en place. On installe là aussi une voiture en travers de la route. Sur ce piquet,

On pade un peu, et le silence vient, l'attente. A 22 heures, aucun camion n'a encore été pris dans ces filets humains déterminés, qui semblent bloquer du vide. Au petit matin, les bus seront se sont allumés. On lit les premières fatigues sur les visages des hommes qui arborant des gilets de plastique phosphorescent siglés CFTD ou CGI. A l'anjoiy, 12 « bahuts » ont été interceptés et sont allés tranquillement se garer sur le parking. A 6 h 30, ceux de Lavera croient pouvoir intercepter leur premier camion : les 1, ces un petit ravitailleur de restaurant qui ne pénètre pas dans la zone pétrolière. On se demande à mi-voix si la stratégie de filtrage est bonne, mais on attend surtout le café du matin, qui vient dans une bouteille brillante. Sur le point de l'autoroute qui enjambe le canal et la ville, passent quelques gros camions dans la pale leur du matin.

**Michel Samson**



## Les forces de l'ordre font lever des barrages aux frontières

L'intervention des CRS pour  
soir vers 22 heures, les barrages  
routiers au poste frontalier fra-  
Biriatox a provoqué la colère de  
la CFDT. « Je ne suis pas am-  
té », a insisté Christian Lafage,  
général d'Aquitaine de la CFDT.

**« UN COUP DE FOIGNARD »**  
Selon M. Laffargue, c'est le sous-préfet de Bayonne qui a donné l'ordre de dégaier la frontière : « il m'a dit qu'il avait des instructions du gouvernement, notamment du ministre de l'intérieur, afin de garantir la libre circulation, à affirmer le syndicaliste. C'est un coup de poignard dans le dos de nos amis, qui se battent pour leurs salaires ». « Pensez qu'il s'agit d'un gouvernement de gauche qui est arrivé au pouvoir en partie sur la force de notre mouvement de 1996 ! », a-t-il ajouté.

... Roger Poletti, secrétaire général de FO-Trans-  
ports, a jugé, lundi sur France-Inter, « dange-  
reuse » l'intervention des forces de l'ordre et ré-  
gretté qu'il n'y ait « rien de prévu » en ce début  
de semaine pour une reprise des négociations.

**« De toute façon, on en avait envie » :  
au Mans, la grève a cessé d'être virtuelle**

## L'accord était jugé bon, mais la défiance envers les patrons est trop forte

**LE MANS**  
*de notre envoyé spécial*  
Gérard a apporté sa caravane sur laquelle il a placardé la photo de son patron, « l'homme qui use plus vite

## REPORTAGE

« Allez, gars,  
tu t'arrêtes, t'allumes  
les warnings, tu vas  
être bien avec nous »

ses chauffeurs que les piteux de ses camions ». Maurice, « Momo », a déjà installé, dimanche 2 novembre au soir, une cantine dans une remorque. Les téléphones portables sonnent. « Un Anglais et deux Bulgares bloqués en Mayenne ? Non, on ne cède pas », confirme le permanent CFDT Alain Fouet.

Sur la voie ferrée, un train de marchandises passe et les routiers lancent au mécano : « Avec nous, gars ! » Puis, en guise de boutade : « Dis donc, t'as pas des pneus à nous balancer ? » Thierry, Benito et Eric, un chauffeur bloqué, sont partis chercher du bois chez un paysan. Les braseros s'enflamment un à un. Les routiers du Mans ont choisi d'encadrer la « zone industrielle Sud » où se trouvent entre autres les usines Renault et la centrale

Il semblent heureux, habitués : « *Bien sûr, on va retrouver notre semi-remorque où on avait installé une salle de réunion avec télé.* » Depuis dimanche soir, la phrase est lisse, ferme sous les moustaches de Momo : « *Allez, gars, tu t'arrêtes, t'achèves les warriings, tu vas être bien avec nous* », dit-il aux chauffeurs interceptés.

« On peut être là deux jours comme trois semaines », affirment les militants du Mans. « Ça ne peut plus durer. Maintenant, on gagne comme des femmes de ménage ! », dit « Mo-mo ». Un chauffeur intercepté a peur de payer. Il tente un moment de déjouer l'attention des grévistes pour livrer coûte que coûte sa marchandise. « Moi, je peux me faire virer. Dans ma boîte, c'est sûr, on est considéré comme des moins que rien », lâche-t-il.

## « UN CASSE-CROUTE AU VOLANT »

### Un chauffeur gréviste explique

que depuis qu'il a désigné à la télévision, il a reçu deux lettres recommandées de son patron. Il avait simplement montré sa famille un peu plus de 7500 francs — expliqué qu'il passait des semaines de semaine-du-sept heures. « C'est du "Marché ou creve", on t'oblige à mettre ton disque [de contrôle des temps de route] en repos pendant le déchargement, si bien que ton vrai repos, pour manger, tu ne l'as pas. Tu manges un casse-croûte du volant et tu roules », dit-il.

Parole non respectée, dénoncée accrue : l'envie était trop forte, dimanche 2 novembre, d'imposer le même rapport de forces sur le bitume. Répondit le accord signé entre l'Unotra et les syndicats était jugé très bon. « Pour les petits salaires, on obtient une augmentation de 23 % en trois ans, c'est pas rien », lâche Marc Le Saux, secrétaire général du syndicat Sauthe-Mavigne.

délégués, une majorité s'était dessinée pour suspendre le mouvement et croire en ses accords. « La grève est virtuelle, tellement elle est dans les esprits, les entreprises ont anticipé, elles ont fait leurs stocks », disait dimanche matin M. Le Saux. L'accord est bon, la grève ferait le jeu de l'UFET, la fédération des grands patrons qui s'est retirée des négociations : « Pour eux, c'est clair, ils savent qu'une semaine de grève leur permettrait d'absorber les petites boîtes en difficulté ».

Les militants du Mams étaient décidés à laisser les stocks des entreprises s'écouler cette semaine et envisager une action le week-end prochain. Dimanche après-midi, il n'y avait plus d'obésitation : « Il n'y a pas eu d'écouler », soulignent les délégués. Virtuelle, la grève devenait réelle. Momo, Bénito et les autres préparent les tracts, les diavets et les gyrophares. « C'est reparti comme en 40 ! De toute façon, on en avait envie. » Envie de contraindre l'UFT à négocier et aussi de s'attaquer aux entreprises, ces chargeurs jugés coupables de nourrir la guerre des prix.

En pleine nuit, dans le froid, devant les grilles et les camions bloqués des Comptoirs modernes, Momo et les délégués s'énervent contre un agent de maîtrise de la centrale d'achat : « Vous savez très bien que nous nous soulevons. Avec tous les bénéfices que vous faites, vous ne pouvez pas embaucher des manutentionnaires pour décharger les camions. Y a pas assez de chômeurs dans ce pays ? Toi-même t'es exploité et tu défends ton patron, ça me dégoûte », conclut Momo.

Les grévistes finiront par allumer un feu devant les entrepôts malgré l'opposition du « petit chef » : « Regarde bien, lui disent les routiers, on est sur la voie publique et tu vois, c'est la République, ici. »

**Dominique Le Guilledoux**

**COMMENT PRÉPARER...**

**Les Grands Examens de Commerce et de Statistique**  
256 P.

**Sciences Po**  
384 P.

**VENTE EN LIBRAIRIES (DIFFUSION VUIBERT) ET PAR CORRESPONDANCE SIGMA COMMUNICATION - 18 RUE DU CLOÎTRE N-D. 75004 PARIS**

Paris-Bordeaux 321 F  
Paris-Strasbourg 321 F  
Paris-Nîmes 321 F  
Paris-Grenoble 321 F

[illegible]

Tempo, se décider plus tôt ✈ c'est partir moins cher.

**AIR FRANCE**  
CLUB DU MONDE



## Marc Blondel appelle le gouvernement à « faire preuve d'autorité »

Dans un entretien au « Monde », le secrétaire général de Force ouvrière justifie le rejet, par les routiers, du relevé de conclusions signé par une seule organisation patronale. Il appelle Lionel Jospin à intervenir pour que les entreprises respectent leurs engagements de 1996

Secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel estime, dans un entretien au Monde, qu'il faut absolument éviter que la violence ne s'installe dans le conflit des routiers et qu'on ne régle rien par la

force ». Il invite le gouvernement à « faire preuve d'autorité pour régler ce conflit », notamment en faisant respecter le droit du travail et les accords signés dans ce secteur. Il juge que la position dure adoptée par

l'UFT, principale fédération patronale de transporteurs, lui a été dictée par le CNPF. Celui-ci a demandé à ses adhérents de geler toute négociation après la décision de M. Jospin d'instaurer les trente-cinq heures

en 2000. M. Blondel dénonce ce gel des négociations, notamment sur le dossier de la retraite anticipée des salariés ayant commencé à travailler à quatorze ans. Il invite le prochain président du CNPF à main-

tenir le dialogue social à tous les niveaux et à se prononcer définitivement en faveur du maintien de la présence patronale dans les organismes sociaux à gestion paritaire (Unedic, assurance-maladie, retraites).

« Les CRS ont dégagé plusieurs barrages de routiers. Le conflit ne risque-t-il pas de dégénérer ? »

« Il faut absolument éviter que la violence ne s'installe dans ce conflit. On ne la régle pas par la force. Je comprends bien que le gouvernement soit dans une situation difficile, mais je lui demande d'être prudent et de faire preuve d'autorité pour régler ce conflit. Je vais d'ailleurs intervenir immédiatement en ce sens auprès du premier ministre.

« Qu'attendez-vous de l'Etat ? »

« Qu'il aide à la reprise des négociations par des moyens qui ne soient pas exclusivement financiers, afin de donner satisfaction aux routiers. Je réclame, par exemple, un renforcement des contrôles et je crois qu'on ne fera pas l'économie d'une amélioration des services de l'inspection du travail dans ce secteur, où les relations sociales sont complètement détériorées. Cette profession est livrée à l'anarchie et à la concurrence sauvage. Le patronat n'accepte même plus de faire référence à la loi, et le gouvernement ne se donne pas les moyens de la faire respecter.

« Pourquoi l'accord de dimanche matin a-t-il été rejeté ? »

« Il ne s'agit pas d'un accord, mais d'une déclaration du syndicat

patronal des artisans-routiers à la fin des négociations. La réponse des routiers a été très claire : c'est insuffisant. Même si le gouvernement a indiqué qu'il généraliserait les mesures d'augmentation des salaires, le problème du comportement de l'Union fédérale des transports, qui fait partie du CNPF, se pose. Le 10 octobre, à l'issue de la conférence sur l'emploi, le CNPF a dit qu'il gèlerait toutes négociations, y compris au niveau des branches. Depuis, il a confirmé cette position. De là à penser que le comportement de l'UFT répond à cette consigne, il n'y a qu'un pas, que je n'hésite pas à franchir.

« Les négociateurs disent pourtant qu'il y a eu des avancées... »

« Il y a eu incontestablement des avancées par rapport aux positions patronales initiales. Je remarque qu'elles sont intervenues à l'annonce par l'Etat d'un allègement de la taxe professionnelle de 800 francs par camion. Dans une économie libérale, il est pour le moins paradoxal de voir l'Etat sortir de l'argent pour trouver une issue à un conflit ! »

« Ce nouveau conflit, après celui de 1996, ne s'explique-t-il pas aussi par le fait que les accords signés ne sont pas toujours appliqués dans les entreprises ? »



MARC BLONDEL

« La grosse faiblesse de la profession, c'est effectivement qu'elle n'applique pas ce qu'elle décide. Et ce qui est décidé n'est pas toujours arrêté de manière formelle. En novembre 1996, les chauffeurs ont obtenu la prétraite à cinquante-cinq ans. On a estimé à 3 500 le nombre de gars qui pourraient partir. Il y a eu 2 500 dossiers déposés et 519 acceptés. Un an après, on n'est pas encore entré dans la phase de réalisation, mais le gouvernement a dégagé de l'argent, et cela va avancer.

« En revanche, sur la prime de 3 000 francs, qui était l'ébauche d'un treizième mois, j'avais reçu des assurances du patronat des transports ; mais les patrons ont ajouté : " Pour les entreprises qui le voudront. " Moyennant quoi, 5 % seulement d'entre elles ont versé

la prime ! Les patrons de ce secteur sont en situation de négociation commerciale permanente, comme s'ils discutaient le prix d'un démenagement ! »

« Jugez-vous pour autant normal que des routiers bloquent une partie de l'activité économique ? »

« Ce que les routiers font, c'est, avant tout, la grève, et je ne connais pas une grève qui n'ait pas de conséquences sur les autres. Je rappelle que ce n'est pas une grève surprise, puisqu'elle a été annoncée longtemps à l'avance. Si les gars débordent les syndicats, c'est qu'ils avaient préparé la grève, qu'ils étaient frustrés de ne pas y aller. J'ai aussi souvenir que ceux qui ont été les premiers à utiliser ce que certains appellent une dérive de l'action syndicale et à lancer cette idée de blocage, ce sont les patrons eux-mêmes, quand ils avaient utilisé leurs chauffeurs, il y a quelques années, pour protester contre la hausse du prix de l'essence et le permis à points.

« L'annonce des trente-cinq heures pour 2000 ne rend-elle pas tous les patrons justement inquiets pour la compétitivité de leurs entreprises ? »

« Qu'est-ce qu'il fait, M. Jospin, avec la durée légale à trente-cinq heures ? En 2000, la durée légale

sera de trente-cinq heures. A partir de trente-cinq heures, les gens seront payés en heures supplémentaires, soit 25 % de plus. Si les patrons maintiennent la durée effective à trente-neuf heures, cela leur coûtera 2,86 % de masse salariale en plus, une heure en plus ! Si vous tenez compte de l'inflation, le coût du travail sera le même en l'an 2000 que maintenant. Le patronat fait un pataquès autour de tout cela. Sa réaction est surdimensionnée par rapport à la réalité.

**« Il faut absolument éviter que la violence ne s'installe dans ce conflit. On ne le régle pas par la force »**

« Un pataquès qui gèle toute négociation sociale... »

« Oui, et je suis très en colère contre Jean Gandois, car la conférence du 10 octobre, ce n'était pas que les trente-cinq heures. M. Gandois avait dit " oui " à une négociation sur les minima salariaux. J'avais aussi avancé l'idée de faire partir en retraite les salariés qui ont commencé à travailler à quatorze et à quinze ans et qui ont quarante ans de cotisation-vieillesse. Le patronat était d'accord, et le gouvernement avait même proposé une aide, certes insuffisante. 150 000 personnes pourraient partir, cela ferait 150 000 embauches.

« Dans le cadre des trente-cinq heures, on aurait pu renégocier le statut des cadres et poser des règles pour éviter un usage abusif du temps partiel. Je suis aussi d'accord pour que l'on redéfinisse les heures supplémentaires, qui représentent l'équivalent de 100 000 à 230 000 emplois à temps plein. En prenant l'hypothèse la plus basse, on pourrait créer 50 000 emplois. Oui, il y avait du " grain à moudre " au niveau interprofessionnel.

« On vous a pourtant senti réticent sur les trente-cinq heures... »

« J'ai été le premier à en parler à M. Gandois en 1995. En keynésien raisonnable, ma première revendication, c'est les salaires ; ensuite, une mesure pour les travailleurs les plus âgés ; enfin, les trente-cinq

heures. Si l'on conjugue ces trois mesures, on crée un mouvement d'entraînement favorable à l'économie et avec des conséquences que je veux durables sur l'emploi.

« Qu'attendez-vous du futur président du CNPF ? »

« Qu'il ait la volonté de maintenir les relations sociales à tous les niveaux, interprofessionnel, dans les branches et dans les entreprises. Mes revendications sont celles du 10 octobre, notamment sur les bas salaires et sur les salariés ayant commencé à travailler très jeunes. D'une manière plus générale, j'attends aussi du patronat des rencontres plus larges, tous les trois mois, pour parler de sujets comme l'Europe.

« Certains, au sein du patronat, menacent de quitter les organismes paritaires. Cela vous inquiète-t-il ? »

« Je souhaite que le futur président du CNPF soit opposé à cette thèse et qu'il comprenne l'originalité du système français, caractérisé par une forme de démocratie sociale que l'on ne trouve pas ailleurs. J'attends de lui qu'il arrête une fois pour toutes la position du patronat sur la gestion des régimes paritaires. Je souhaite qu'elle soit positive et qu'il ne nous fasse pas un chantage au départ tous les trois mois. Si la pratique contractuelle s'arrête, les rapports avec les employeurs seront plus localisés au niveau des entreprises, mais aussi beaucoup plus rudes, parce qu'ils se bâtiront sur le rapport de forces.

« On a le sentiment que vous approuvez la méthode Jospin... »

« Dans la déclaration de politique générale du premier ministre - mon point de référence pour juger de sa crédibilité -, il y avait des engagements. Pour l'instant, je crois qu'il essaye de les tenir. Il a une certaine morale, et il ne fait pas fi de ses engagements. Par les temps qui courent, c'est assez rare. Cela ne m'empêche pas d'avoir des désaccords fondamentaux avec lui, notamment sur la Sécurité sociale.

« M. Jospin doit se battre contre la pensée unique née de la mondialisation. Il donne l'impression de vouloir y résister. Est-ce qu'il tiendra ? C'est le problème. Dans l'immédiat, avec les routiers, il est devant une grande épreuve. Je l'attends. »

Propos recueillis par Jean-Michel Bezat

## L'Assemblée nationale critique les rémunérations des « préfets sanitaires »

RAPPORTEUR SPÉCIAL de la commission des finances de l'Assemblée nationale pour les crédits de la solidarité et de la santé, examinés par les députés lundi 3 novembre, Jérôme Cahuzac (PS) dénonce, dans son rapport écrit, « l'extrême opacité » qui, en 1996, a présidé à la négociation des contrats fixant les rémunérations des directeurs des agences régionales de l'hospitalisation (ARH). Ces rémunérations avaient été rendues publiques par la CGT au printemps.

Créées par une ordonnance du 24 avril 1996, en application du plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale, les vingt-quatre ARH doivent jouer un rôle essentiel dans la restructuration de l'offre - publique ou privée - de soins hospitaliers. Leurs budgets sont alimentés par le ministère de la santé et par une dotation de l'assurance-maladie. Elles sont constituées en groupements d'intérêt public et emploient chacune sept ou huit personnes.

Pour M. Cahuzac, « on ne peut que déplorer l'extrême opacité qui a présidé (...) à la négociation de chacun des contrats des directeurs des ARH ». « Un principe élémentaire a été écarté lors de la négociation : la rémunération, sur crédits publics, d'agents publics exerçant

des fonctions d'autorité ne peut en aucun cas perdre en transparence ce qu'elle peut, si c'est justifié, gagner en souplesse », écrit le rapporteur, mettant ainsi en cause le gouvernement précédent. Ce dernier, lorsque la CGT avait fait connaître les rémunérations des directeurs des agences, avait indiqué qu'elles correspondaient aux salaires de ces directeurs dans leurs fonctions antérieures (Le Monde du 14 mai).

Ce sont les indemnités qui, pour le rapporteur, appellent une série d'observations. « Ces indemnités ressemblent davantage à une prime unique qui, selon les contrats, varie dans un rapport de 1 à 12 et représente 12 % à 58 % de la rémunération brute totale, écrit M. Cahuzac. Les modalités de fixation de ces " indemnités " sont mystérieuses, parfois même surprenantes. Pourquoi, par exemple, doivent-elles atteindre en Corse le double de ce qu'elles sont en Alsace ? » Le tableau des rémunérations a été fixé en octobre 1996 par une décision signée des ministres de l'économie et des finances, du travail et des affaires sociales et du ministre délégué au budget.

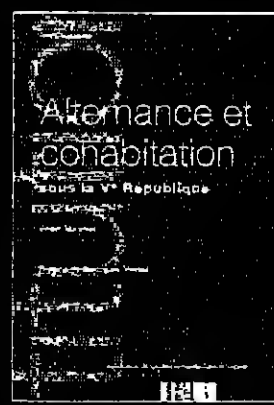
Le rapporteur estime qu'un contrat, celui du directeur de l'ARH d'Ile-de-France, Domi-

nique Coudreau, présente un caractère « particulièrement dérogatoire ». Comportant une rémunération nette annuelle s'élevant à 1 million de francs, ce contrat prévoit en outre une somme de 144 515 francs visant à assurer la prise en charge du loyer du directeur de l'agence, ainsi qu'un véhicule de fonction mis à disposition de ce dernier. « Au total, la rémunération brute annuelle convenue dans ce contrat s'élève, en 1997, à 1 274 838 francs, non compris l'avantage en nature que représente la voiture de fonction », résume le député.

Le contrat fixant ces conditions de rémunération est daté du 20 avril 1997. La rémunération se fonde sur l'accord donné par Alain Juppé. Dans une note à l'attention du directeur du budget, Jean de Courcel, directeur adjoint du cabinet du premier ministre, précisait, le 3 septembre 1996, que M. Juppé avait donné son accord sur les conditions de la rémunération de M. Coudreau, à savoir une « rémunération annuelle nette de 1 million de francs, un loyer pris en charge sur le budget de l'agence et la mise à disposition d'un véhicule de fonction ».

Jean-Yves Nau

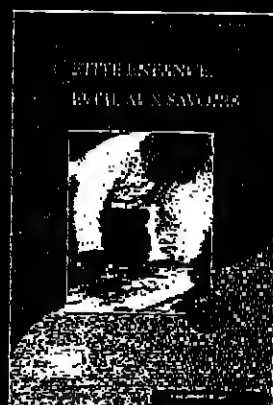
## Le réflexe pour s'informer



**Alternance et cohabitation sous la V<sup>e</sup> République**  
Jean Massot  
Préface de Georges Vedel  
Coll. Les études de La Documentation française  
154 pages, 80 F



**Guide de l'accès aux documents administratifs**  
Troisième édition  
Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)  
246 pages, 90 F



**Petite enfance, éveil aux savoirs**  
2<sup>e</sup> édition  
revue et augmentée  
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité  
Coll. En toutes lettres  
352 pages, 145 F



**Minima sociaux entre protection et insertion**  
Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CSERC)  
224 pages, 120 F

La documentation Française

29-31, quai Voltaire 75044 Paris Cedex 07  
Tél. 01 40 15 70 00 - Télécopie 01 40 15 72 00  
3615 ou 3616 le doc (1,99 F/min)  
http://www.ladocfran.com/pouv.fr



## Le gouvernement approuve le projet d'accord sur le partage du nickel en Nouvelle-Calédonie

Les discussions sur le futur statut du territoire vont pouvoir reprendre

Philippe Essig, chargé d'une mission d'évaluation dans l'affaire du nickel calédonien, a remis, samedi 1<sup>er</sup> novembre, au premier ministre, une note sur « la res-

source minière » du projet d'usine monté par les indépendantistes au titre du réajustement économique du territoire. Le gouvernement a approuvé ces proposi-

tions, qui ont reçu un accord de principe des trois sociétés concernées. La voie est de nouveau ouverte à des discussions politiques en vue du référendum de 1998.

UN AN de perdu, ou presque. Les services du premier ministre ont en effet confirmé, dimanche 2 novembre, qu'un accord était intervenu dans l'affaire du nickel calédonien (Le Monde daté 2-3 novembre). Cet accord repose sur un échange de gisements miniers, Pouv et Koniambo, qui avait déjà été imaginé, en novembre 1996, par les dirigeants de la Société minière du Sud-Pacifique (SMSP).

Le rapport complémentaire, transmis au premier ministre par le médiateur nommé par le gouvernement, Philippe Essig, précise que l'usine de traitement de nickel projetée, dans le nord du territoire, par la SMSP en association avec le groupe canadien Falconbridge, sera alimentée par le massif de Koniambo, plus riche en minerais, dès lors - et la précision est importante - que « la décision de construire l'usine sera prise ».

Le massif de Pouv sera affecté à l'approvisionnement de l'actuelle usine de Doniambo, exploitée, à Nouméa, par le groupe Eramet-SLN. Le transfert des titres de propriété se fera par l'intermédiaire d'une structure ad hoc, afin de préserver, notamment, les intérêts d'Eramet, dont le capital est détenu à la fois par l'Etat et par des fonds de pension américains.

Le rapport de M. Essig précise enfin qu'après de nouvelles réunions de travail à la mi-novembre, l'accord pourrait être mis en œuvre dès le 1<sup>er</sup> janvier. Si l'accord connu,

localement, par l'intermédiaire de la station indépendantiste Radio-Djido, le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) a annoncé que le barrage installé sur l'un des principaux axes routiers serait levé. Pour ce qui est du blocage des centres miniers, mis en œuvre depuis quinze jours pour faire pression sur Eramet, les responsables indépendantistes attendent le retour, prévu lundi, d'André Dang et de Raphaël Pélissier, respectivement président et directeur général de la SMSP.

Du côté d'Eramet-SLN, on s'inquiète des conséquences du délai supplémentaire réclamé par Falconbridge. Celui-ci pourrait conduire la SLN à geler les investissements qu'elle s'appropriait à réaliser pour augmenter la capacité de production de son usine de Nouméa.

### CONCURRENCE CANADIENNE

Inquiets des répercussions de l'exploitation, par l'un de ses concurrents, d'un énorme gisement situé dans le Grand Nord canadien, les dirigeants de Falconbridge sont arrivés à Paris, vendredi, en compagnie d'une impressionnante armada d'avocats. Ils ont précisé, à cette occasion, à M. Essig que la construction de l'usine du Nord pourrait intervenir au plus tard en 2006, ce qui reporterait la mise en service en 2011. En clair, le groupe canadien cherche à gagner du temps, pour avoir une meilleure

appréciation de l'évolution des cours du nickel.

L'associé de la SMSP dans le projet d'usine du Nord nourrit par ailleurs un projet concurrent en Afrique. Très réservé, depuis le début, sur les intentions réelles de Falconbridge, le gouvernement a au reste demandé « que l'échéancier prévu fasse l'objet d'une nouvelle mise au point ».

Le règlement du « préalable minier », posé à partir du printemps de 1996 par la majorité du FLNKS, paraît toutefois en bonne voie. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Jean-Jack Queyranne, espère que la négociation politique sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie pourra s'engager avant la fin de cette année.

Pendant un an et demi, le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, Jacques Lafleur, député (RPR), a accepté, non sans mal, de s'effacer des discussions conduites entre l'Etat et les indépendantistes.

Les contacts, cependant, n'ont jamais cessé. D'éminents juristes métropolitains ont été consultés, et un

important colloque a été consacré, à l'initiative de l'université Mootpeleier-1, à l'Avenir statutaire de la Nouvelle-Calédonie (édité par La Documentation française). Les futurs négociateurs ne partiront donc pas de zéro, mais le temps presse. Le référendum d'autodétermination prévu par les accords de Matignon est attendu en 1998.

Afin d'éviter que, pour des raisons démographiques, la communauté canaque ne soit mise en minorité à cette occasion, le RPCR et le FLNKS sont en fait d'accord, depuis deux ans, pour modifier le sens de ce scrutin : les Calédoniens ne seraient pas invités à se prononcer par « oui » ou par « non » sur l'indépendance, mais à ratifier un accord qui reste à définir et qui situerait, vraisemblablement, le futur statut de la Nouvelle-Calédonie à mi-chemin entre une large autonomie interne et une formule d'indépendance-association. La crise minière n'a fait que retarder la traduction juridique et politique de cette volonté d'entente.

J.-L. S.

## L'armée de terre lance une campagne de recrutement

POUR UN COÛT de 22 millions de francs, l'armée de terre diffusera, en novembre et décembre, au cinéma, à la télévision, sur les chaînes de radio et dans la presse écrite, des messages publicitaires en vue de recruter jusqu'à 10 000 hommes et femmes par an, pour répondre aux besoins de la professionnalisation de ses unités. Cette pratique, qui est fréquente dans les armées étrangères, est relativement inédite en France.

Quinze chaînes de télévision, plus de 3 000 salles de cinéma, 9 réseaux de radiodiffusion, 64 titres de la presse régionale quotidienne et 35 titres de la presse régionale hebdomadaire ont été sollicités. En 2002, l'armée de terre, entièrement professionnalisée, comptera 136 000 militaires - dont 66 000 engagés volontaires - et 34 000 civils. Pour cette campagne de recrutement, l'armée de terre s'intéresse plus spécialement à la tranche des jeunes de 18 à 24 ans, avec un niveau scolaire de la troisième des lycées et collèges jusqu'au baccalauréat.

### DÉPÊCHES

■ **COHABITATION** : Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, a estimé, dimanche 2 novembre sur Radio 1, qu'un moyen d'éviter les cohabitations à répétition serait de dissoudre l'Assemblée nationale au lendemain de l'élection présidentielle. Interrogé sur une sortie de la cohabitation avant l'an 2002, il a répondu : « Le président de la République en a les pouvoirs constitutionnels. Je doute qu'il se lance dans une nouvelle dissolution. Il peut y avoir la possibilité d'un référendum, il peut y avoir sa propre démission, etc. »

■ **MIDI-PYRÉNÉES** : Martin Malvy, député du Lot et maire (PS) de Figeac, ancien ministre, a annoncé, samedi 1<sup>er</sup> novembre, qu'il était candidat à la candidature de chef de file du Parti socialiste aux élections de la région Midi-Pyrénées. « Mon nom a été avancé, je suis disponible, je l'ai fait savoir aux responsables socialistes de notre région », a indiqué M. Malvy.

■ **HAUTS-FONCTIONNAIRES** : le ministère de la fonction publique lance deux cycles interministériels de formation continue destinés à l'encadrement supérieur, mardi 4 novembre. L'un porte sur la « conduite de l'action publique », l'autre sur la « sécurité sanitaire ». C'est un rapport de Véronique Chanut, remis à Dominique Perben, qui avait mis en évidence le manque de formation continue des hauts fonctionnaires. Ces deux cycles sont organisés avec le concours de l'ENA, de l'INAP (Institut international d'administration publique), de l'Ecole nationale de la santé publique, de l'Ecole nationale du génie rural, des eaux et forêts, et de l'Ecole nationale vétérinaire et l'Ecole de la concurrence.

## Philippe Séguin renonce à Epinal pour mieux se consacrer au RPR

PHILIPPE SÉGUIN a annoncé, samedi 1<sup>er</sup> novembre, qu'il démissionnait de ses fonctions de maire d'Epinal, qu'il exerçait depuis 1983, et du conseil municipal de cette ville. Dans une lettre à ses administrés, le député des Vosges explique que cette décision, prise il y a quatre mois, doit lui permettre d'« assumer totalement » ses fonctions de président du RPR « eu égard à l'ampleur du défi » qu'il a « à relever ».

« Il ne s'agit pas à mes yeux que d'assurer la survie et la rénovation d'un grand mouvement politique, nécessaire à notre démocratie. Il s'agit de trouver des solutions à la crise de confiance qui perdure et s'approfondit entre les Français et la chose publique », écrit M. Séguin. « Je m'acquiesce à mon devoir si je ne consacrais pas toutes mes forces et tout mon temps à cette tâche », ajoute-t-il.

Le président du mouvement néogaulliste explique également qu'« à l'heure où l'on s'interroge sur les nouvelles conditions du cumul des mandats » il se doit de « mettre personnellement [ses] actes en accord avec [ses] paroles ».

A titre personnel, l'ancien président de l'Assemblée nationale est, en effet, favorable à une stricte limitation du cumul des mandats pour les députés. Il ne cesse, par ailleurs, de dénoncer comme « une pantalonnade » le fait que les membres de l'actuel gouvernement aient abandonné leur mandat de maire, afin de satisfaire aux exigences de Lionel Jospin, mais pour récupérer le plus souvent des fonctions de premier adjoint avec délégation générale.

Dans sa lettre, M. Séguin indique que cette démission constitue pour lui « un véritable déchirement » : « Que ceux qui pourraient douter de ma détermination à conduire et à gagner le combat dans lequel je suis engagé la mesurent à l'ampleur du sacrifice que je consens », prévient-il. Le député des Vosges laisse enfin clairement entendre que son successeur à la mairie d'Epinal devrait être son premier adjoint, Michel Heinrich.

La décision de M. Séguin intervient un mois et demi après la démission de François Léotard du conseil municipal de Fréjus, dont il était maire depuis 1977. Le président de l'UDF avait alors expliqué qu'il entendait se consacrer à la campagne des élections régionales

qu'il veut conduire en Provence-Alpes-Côte d'Azur, où il brigue la succession de Jean-Claude Gaudin à la présidence du conseil régional.

Le président du RPR, lui, met en avant sa responsabilité à la tête du mouvement néogaulliste, et la nécessité de « participer à la recherche, pour un pays largement désemparé devant tous les bouleversements moraux, économiques, sociaux et culturels, des voies de l'avenir ». On précise, dans son entourage, que M. Séguin n'est pas candidat aux élections régionales.

Cette démission se veut également un signe de rupture avec la conduite choisie par son prédécesseur Alain Juppé, qui avait cumulé la présidence du RPR avec les fonctions de premier ministre, celles de maire de Bordeaux et celles de président de la Communauté urbaine.

### PRÉSIDENCE À PLEIN TEMPS

Depuis son élection, le 6 juillet, à la présidence du RPR, M. Séguin occupe, en règle générale, son bureau de la rue de Lille du lundi au vendredi midi. Il ne lui restait donc plus que deux jours et demi pour traiter des dossiers municipaux. Il a entrepris de sillonner la France pour participer, au rythme d'une fois par semaine, aux assemblées générales de militants qui se tiennent actuellement dans chaque circonscription législative dans la perspective des nouvelles assises du RPR, prévues le 31 janvier. Il s'est ainsi rendu successivement dans le Doubs et dans le Nord, avant de participer, jeudi 6 novembre, à une nouvelle rencontre avec les militants néogaullistes d'Alsace.

Cette présidence à plein temps a permis à M. Séguin de ne pas pouvoir, dans « l'équipe de transition » qui dirige le RPR, le poste de secrétaire général, dont on sait qu'il était convoité par Nicolas Sarkozy. Sous la présidence de Jacques Chirac, cette fonction faisait de son titulaire le véritable patron opérationnel du mouvement : ce fut le cas, successivement, de Bernard Pons, de Jacques Toubon et d'Alain Juppé. Sous la présidence de ce dernier, la « boutique » était parallèlement tenue au quotidien par Jean-François Manzel et Patrick Stefanini. M. Séguin considère que, désormais, le poste de secrétaire général n'est plus aussi essentiel que par le passé.

Cécile Chambrault et Jean-Louis Saux

aire preuve d'autorité.

Les services du premier ministre ont en effet confirmé, dimanche 2 novembre, qu'un accord était intervenu dans l'affaire du nickel calédonien (Le Monde daté 2-3 novembre). Cet accord repose sur un échange de gisements miniers, Pouv et Koniambo, qui avait déjà été imaginé, en novembre 1996, par les dirigeants de la Société minière du Sud-Pacifique (SMSP).

Le rapport complémentaire, transmis au premier ministre par le médiateur nommé par le gouvernement, Philippe Essig, précise que l'usine de traitement de nickel projetée, dans le nord du territoire, par la SMSP en association avec le groupe canadien Falconbridge, sera alimentée par le massif de Koniambo, plus riche en minerais, dès lors - et la précision est importante - que « la décision de construire l'usine sera prise ».

Le massif de Pouv sera affecté à l'approvisionnement de l'actuelle usine de Doniambo, exploitée, à Nouméa, par le groupe Eramet-SLN. Le transfert des titres de propriété se fera par l'intermédiaire d'une structure ad hoc, afin de préserver, notamment, les intérêts d'Eramet, dont le capital est détenu à la fois par l'Etat et par des fonds de pension américains.

Le rapport de M. Essig précise enfin qu'après de nouvelles réunions de travail à la mi-novembre, l'accord pourrait être mis en œuvre dès le 1<sup>er</sup> janvier. Si l'accord connu,

localement, par l'intermédiaire de la station indépendantiste Radio-Djido, le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) a annoncé que le barrage installé sur l'un des principaux axes routiers serait levé. Pour ce qui est du blocage des centres miniers, mis en œuvre depuis quinze jours pour faire pression sur Eramet, les responsables indépendantistes attendent le retour, prévu lundi, d'André Dang et de Raphaël Pélissier, respectivement président et directeur général de la SMSP.

Du côté d'Eramet-SLN, on s'inquiète des conséquences du délai supplémentaire réclamé par Falconbridge. Celui-ci pourrait conduire la SLN à geler les investissements qu'elle s'appropriait à réaliser pour augmenter la capacité de production de son usine de Nouméa.

Inquiets des répercussions de l'exploitation, par l'un de ses concurrents, d'un énorme gisement situé dans le Grand Nord canadien, les dirigeants de Falconbridge sont arrivés à Paris, vendredi, en compagnie d'une impressionnante armada d'avocats. Ils ont précisé, à cette occasion, à M. Essig que la construction de l'usine du Nord pourrait intervenir au plus tard en 2006, ce qui reporterait la mise en service en 2011. En clair, le groupe canadien cherche à gagner du temps, pour avoir une meilleure

appréciation de l'évolution des cours du nickel.

L'associé de la SMSP dans le projet d'usine du Nord nourrit par ailleurs un projet concurrent en Afrique. Très réservé, depuis le début, sur les intentions réelles de Falconbridge, le gouvernement a au reste demandé « que l'échéancier prévu fasse l'objet d'une nouvelle mise au point ».

Le règlement du « préalable minier », posé à partir du printemps de 1996 par la majorité du FLNKS, paraît toutefois en bonne voie. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Jean-Jack Queyranne, espère que la négociation politique sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie pourra s'engager avant la fin de cette année.

Pendant un an et demi, le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, Jacques Lafleur, député (RPR), a accepté, non sans mal, de s'effacer des discussions conduites entre l'Etat et les indépendantistes.

Les contacts, cependant, n'ont jamais cessé. D'éminents juristes métropolitains ont été consultés, et un


important colloque a été consacré, à l'initiative de l'université Mootpeleier-1, à l'Avenir statutaire de la Nouvelle-Calédonie (édité par La Documentation française). Les futurs négociateurs ne partiront donc pas de zéro, mais le temps presse. Le référendum d'autodétermination prévu par les accords de Matignon est attendu en 1998.

Afin d'éviter que, pour des raisons démographiques, la communauté canaque ne soit mise en minorité à cette occasion, le RPCR et le FLNKS sont en fait d'accord, depuis deux ans, pour modifier le sens de ce scrutin : les Calédoniens ne seraient pas invités à se prononcer par « oui » ou par « non » sur l'indépendance, mais à ratifier un accord qui reste à définir et qui situerait, vraisemblablement, le futur statut de la Nouvelle-Calédonie à mi-chemin entre une large autonomie interne et une formule d'indépendance-association. La crise minière n'a fait que retarder la traduction juridique et politique de cette volonté d'entente.

J.-L. S.

La documentation Française

JAÏPUR  
HOMME



BOUCHERON  
PARIS

LA NOUVELLE LIGNE POUR HOMME DE BOUCHERON  
EAU DE PARFUM • EAU DE TOILETTE

BOUCHERON PARIS 120, PLACE VENDÔME - 75, RUE DES SAINTS-PÈRES • 134, AVENUE VICTOR HUGO  
ET CHEZ VOS PROPAGATEURS AGRÉS.

**JUSTICE** Guy Loudmer, l'un des plus célèbres commissaires-priseurs de Paris, a été mis en examen, samedi 24 octobre, pour « abus de confiance aggravé, recel et complicité » par le

juge Evelyne Picard, qui l'a fait incarcérer à la maison d'arrêt de la Santé. **● ENQUÊTANT** sur la vente, le 25 mars 1990, pour 509 millions de francs, des toiles appartenant aux

époux Bourdon, ainsi que sur la gestion de « l'association Bourdon », les policiers de la brigade financière ont mis en évidence de graves irrégularités. **● ILS ONT D'AUTRE PART** établi

que M<sup>e</sup> Loudmer n'avait pas cherché à connaître l'origine de ces tableaux, alors qu'il n'est pas exclu qu'ils proviennent de spoliations de biens intervenues pendant l'Occupation.

**● LES ENQUÊTEURS** reprochent à M<sup>e</sup> Loudmer d'autres opérations pour le moins litigieuses, mettant en jeu d'étranges circuits financiers transitant par Genève et le Luxembourg.

## Les étranges pratiques d'un commissaire-priseur vedette

Florissante en apparence, l'étude de Guy Loudmer était au bord de la cessation de paiement. Le juge Evelyne Picard, qui l'a fait incarcérer à la maison d'arrêt de la Santé, tente de remonter la piste de certains acheteurs fantômes. De quoi semer l'effroi dans une profession déjà mal en point

**GRANDEUR** et décadence. En quelques jours, la vie et la carrière de Guy Loudmer, l'un des commissaires-priseurs les plus réputés de la capitale, ont basculé. Le 24 octobre, il est passé, sans autre transition qu'une garde à vue, du faste des salles des ventes à la brutalité du fait divers, des galeries d'art du Palais de Justice.

Le juge d'instruction Evelyne Picard l'a mis en examen pour « abus de confiance aggravé, recel et complicité », et ordonné son incarcération à la maison d'arrêt de la Santé, suscitant au sein d'une corporation de notables une réprobation mêlée d'effroi (Le Monde du 28 octobre).

Ménée par la brigade financière, l'enquête a déjà commencé d'éclaircir les arrière-plans douteux de certaines transactions prestigieuses, au profit d'énigmatiques sociétés étrangères dotées de comptes bancaires en Suisse et au Luxembourg. Le parquet de Paris avait, à l'origine, ouvert une enquête préliminaire relative aux conditions dans lesquelles l'étude Loudmer avait procédé à la vente, le 25 mars 1990, de la collection de toiles de maître détenues par Luciole et Marcelle Bourdon, couple de galeristes philanthropes. Les recherches policières devaient aussi porter sur la gestion de l'As-

sociation Bourdon, créée à l'instigation du commissaire-priseur, grâce aux fonds issus de cette « vente du siècle » - dont le produit s'était monté à quelque 509 millions de francs -, association dont l'objet est à la fois « la protection des animaux, l'aide humanitaire et le mécénat artistique ».

**PASSIF DE 44,6 MILLIONS DE FRANCS**

Le fonctionnement de cette association, officiellement présidée par Lucien Bourdon, mais dont les fondateurs, âgés de plus de quatre-vingts ans, semblent avoir longtemps été tenus à l'écart, avait été mis en cause par M. Bourdon lui-même, puis par le commissaire aux comptes, qui avait écrit au parquet en 1993. L'information judiciaire qui s'en est suivie a mis en évidence de graves irrégularités (lire ci-dessous). La semaine dernière, deux salariés de l'association, ainsi que son ancienne trésorière, qui avait succédé dans cette fonction en 1993 à M<sup>e</sup> Loudmer, ont été mises en examen. Les découvertes effectuées au cours des derniers jours ont aussi conduit le parquet à délivrer au juge Picard un réquisitoire supplétif portant sur les comptes de l'étude du commissaire-priseur, apparemment grevés par une dette de 56,5 millions de francs.



Cette situation financière délicate pourrait être directement à l'origine de certaines opérations illicites apparemment entreprises par M<sup>e</sup> Loudmer, et dont le juge d'instruction a recueilli plusieurs indices. Saisi au cours d'une perquisition, un dossier décrivant la situation comptable de l'étude estime son passif à 44,6 millions de francs, tout en évaluant le patrimoine personnel de Guy Loudmer - biens immobiliers et œuvres

d'art - à 111,5 millions. « Sur la base de ces éléments, conclut ce document rédigé par un expert-comptable, la question qu'il convient de poser est celle de savoir s'il n'y a pas eu de cessation de paiements. Est-ce que les changements de réglementation en cours ne constituent pas une "opportunité" pour amener l'arrêt d'une exploitation dont on ne voit pas très bien l'issue ? »

La découverte, par les policiers,

de deux courriers échangés par Guy Loudmer et son fils, Philippe, qui est aussi son associé, a apporté la confirmation des difficultés insoupçonnées d'une étude jusqu'alors réputée florissante. Datées des 20 et 21 juin 1997, ces lettres dévoilent l'existence d'un désaccord profond entre M. Loudmer et son fils, à propos de ventes d'objets d'art dont le produit semblait devoir être versé sur deux comptes bancaires : l'un, ouvert à l'Union bancaire privée de Genève et géré par un certain « M. Audrey », présenté par Guy Loudmer aux enquêteurs comme un « gestionnaire de fortune » ; l'autre, ouvert à la Banque du Luxembourg et dénommé « Massimo », qui pourrait être le nom d'un ami italien de Philippe Loudmer.

**« TOUTE LA PROFESSION LE FAIT »**

Expliquant à la brigade financière que son fils « achète et vend des œuvres pour son compte personnel », et ce depuis de 500 cootrols, Guy Loudmer a estimé « avoir le droit de faire des affaires, tout comme le fait [son] fils », précisant au passage que « toute la profession le fait, et depuis longtemps ». Jugeant que les courriers saisis par la police n'ont été l'objet d'une « interprétation défavorable », l'avocat de Guy Loudmer, M<sup>e</sup> Thierry Lévy, a déclaré au Monde que « les opérations mentionnées ont en réalité permis au Loudmer de fournir de la trésorerie à l'étude, qui en manquait ». Dans le même esprit, Philippe Loudmer avait certifié aux enquêteurs que le « compte Massimo » avait été utilisé pour « la sauvegarde » de l'étude, et contesté avoir tiré « un enrichissement personnel de ces opérations ». Il semble néanmoins avoir pris la fuite, le 29 octobre, au moment où les enquêteurs de la brigade financière menaient une perquisition dans son appartement parisien - dans le coffre duquel ont été trouvés, ce jour-là, 350 000 francs en billets de banque.

Sept ans après la fameuse « vente Bourdon », l'enquête évoque aussi l'intervention d'une société panaméenne, dénommée IAI, qui s'était portée acquéreur, lors des enchères, de quatre toiles - le *Garçon d'étage* de Soutine, la *Tour Eiffel* de Delaunay, *Prime d'abond* de Dubuffet et le *Véla sur fond bleu* de Fernand Léger - pour un montant total de 22,9 millions de francs. Après la vente, le marché de l'art s'était écroulé et les tableaux n'ont jamais été payés. Mais le commissaire-priseur, lui, avait bien encaissé les booraires correspondants. Questionné sur

cet épisode, M<sup>e</sup> Loudmer a reconnu avoir « artificiellement fait monter les enchères sans acheteurs réels dans la salle », de façon à « racheter ces tableaux au prix atteint par [ces] enchères fictives, pour le compte des vendeurs, qui ne [lui] avaient rien demandé en ce sens ».

Représentée par un cabinet genevois, la société IAI disposerait de domiciliations aux îles Vierges et à Curaçao. Comptant parmi les clients réguliers de l'étude depuis le milieu des années 80, elle ne semble plus s'être manifestée par la suite, sauf pour renouer, par écrit, à la propriété des toiles. « Seul M<sup>e</sup> Loudmer me donnait des instructions au nom d'IAI », témoigne l'ancienne chef comptable de l'étude. Il ne m'a jamais fait de confidences particulières sur cette société, dont j'ignore l'identité des dirigeants. » Entreposées dans le coffre de l'étude Loudmer jusqu'en 1992, les quatre toiles ont finalement été revendues en 1994 par un autre commissaire-priseur. Mais leur vente n'a rapporté que 9 millions de francs.

Sans lien avec la « vente Bourdon », un tableau signé Miro semble avoir été conservé par M. Loudmer selon un scénario fort semblable. Acheté pour 9,8 millions de francs lors d'une vente aux enchères par une autre société panaméenne, Liberty Art Business Corporation, disposant elle aussi d'une délégation à Genève, la toile a été retrouvée par les policiers au siège de l'étude Loudmer. « Cette société n'a jamais réglé et ses dirigeants, que je ne connais pas, ont disparu », a déclaré le commissaire-priseur, admettant n'avoir « jamais vérifié ni fait vérifier leur adresse à Genève ni à Panama ». En vertu des règles de la profession, c'est donc l'étude qui a dû payer le vendeur, mais les enquêteurs se demandent combien d'opérations de ce type ont été organisées.

Enquiquant les interventions d'une « quinzaine de clients qui n'étaient jamais physiquement présents lors des ventes », dissimulés derrière des noms de sociétés étrangères, l'ancienne chef comptable de l'étude Loudmer a en effet indiqué que les œuvres ainsi achetées étaient systématiquement livrées « en port franc à Genève », soit hors de portée des douanes, prêtes à repartir vers d'autres destinations. Le juge Evelyne Picard pourrait délivrer une commission rogatoire internationale afin de suivre, en Suisse, la piste des acheteurs fantômes de M<sup>e</sup> Loudmer.

Hervé Gattegno

## Les nombreux mystères de la collection Bourdon

LE CATALOGUE, luxueusement édité, indiquait simplement, sous le nom de Guy Loudmer : « Collection de Madame Bourdon et de divers amateurs, dimanche 25 mars 1990 ». La liste des œuvres regorgeait de noms prestigieux, de Picasso à Nicolas de Staël, en passant par Modigliani, dont la *Belle Épicière* fut adjugée, pour 63 millions de francs, à Francis Bouygues et Alain Deln, associés pour l'occasion. Pour Lucien et Marcelle Bourdon, la vente devait marquer la fin des soucis. L'ancien coadreur et la galeriste avaient rêvé de se débarrasser de leur fortune pour échapper au fisc et financer une cause qui leur est chère : la protection des animaux.

Expert en art, Guy Loudmer sut trouver la manière. C'est lui qui les décida à créer, avec le produit de la vente, une association caritative, dont il devait être, jusqu'en 1993, le trésorier et le véritable animateur. Le commissaire-priseur y fit engager la mère de son troisième enfant, ainsi qu'une de ses amies personnelles, qui fut chargée d'acheter des tableaux pour le compte d'un Fonds Bourdon pour l'art moderne (FBAM), créé en 1991 au sein de l'association pour développer son activité de mécénat. « Ce compte a servi, entre autres, à des opérations d'achats et de ventes de tableaux par man intermédiaire, pour le compte de l'étude, avec perception d'honoraires », a reconnu, la semaine dernière, le commissaire-priseur devant les policiers. En deux ans, trente-

trois œuvres furent achetées - pour un total de 6,2 millions de francs -, dont quinze au cours de ventes présidées par M<sup>e</sup> Loudmer. « Aucune de ces acquisitions n'a fait l'objet d'une approbation formelle de l'association », affirme l'expert désigné par le juge d'instruction, Stéphane Lipski.

**« ANOMALIES »**

Relevant des « anomalies » jusqu'aux origines de l'association Bourdon, le rapport d'expertise reprend certaines des critiques formulées à la suite d'un audit réalisé en 1992, dont *Libération* avait, en 1994, divulgué le contenu. Il estime notamment le surplus d'honoraires illégalement perçus par M<sup>e</sup> Loudmer à l'issue de la « vente Bourdon » entre 11,7 et 13,8 millions de francs ; il relève que la plupart des frais liés à l'organisation de la vente ont été imputés aux Bourdon, alors que leur collection ne représentait que 85 % des œuvres vendues ce jour-là.

L'enquête démontre également qu'en dépit de ses obligations professionnelles M<sup>e</sup> Loudmer n'effectua pas de recherches précises sur l'origine des toiles détenues par le couple Bourdon, et jusqu'alors entassées dans une chambre de bonne, sous un lit, sans protection ni assurance. Au point que certains enquêteurs se demandent si cette accumulation d'indéfinites n'a pas été connue dans l'ombre propice d'un secret bien plus lourd. « Je n'ai jamais posé la moindre question aux époux Bourdon sur l'origine

de la collection, a dit aux policiers M<sup>e</sup> Loudmer. Je ne me la suis pas davantage posée jusqu'à 1994-1995, lors de la révélation par la presse de spoliations de biens intervenues pendant l'Occupation ».

Fait troublant, les Bourdon ont préféré s'acquitter, après la vente, de la taxe de 4 % exigée par l'Etat lorsque les œuvres vendues étaient détenues depuis moins de trente ans, alors que tel n'était manifestement pas leur cas. En l'espèce, la taxe se montait à 20 millions de francs. Elle fut versée à l'étude Loudmer, mais celle-ci ne la reversa pas au fisc et, pour cela, un redressement. Signalant que « pour la plupart des tableaux de la collection Bourdon il n'y avait pas de références d'expositions antérieures à 1950-1951 », le commissaire-priseur a émis, sur procès-verbal, l'hypothèse selon laquelle ces toiles pourraient avoir « circulé de façon douteuse pendant l'Occupation », mais qu'il n'a jamais pu obtenir de « preuve formelle ».

Des rumeurs semblent néanmoins avoir circulé avec insistance jusqu'au sein de l'étude Loudmer, selon plusieurs témoignages recueillis par les enquêteurs. Des lettres anonymes portant sur le même sujet avaient été adressées à l'étude. Mais les recherches que Guy Loudmer assure avoir commandées n'ont, assure-t-il, jamais rien donné.

H. G.

## Commissaire-priseur, une spécialité bien française

C'EST un des plus vieux métiers du monde. Presque partout dans le monde, les ventes aux enchères sont pratiquées par des sociétés commerciales, comme Sotheby's ou Christie's, multinationales cotées en Bourse. Pas en France. Pour l'instant, seuls les commissaires-priseurs peuvent vendre aux enchères. Ils dépendent de la chancellerie, et sont nommés avec un

accord. L'intention du législateur était d'en faire des intermédiaires objectifs et neutres entre le vendeur et l'acheteur, et des auxiliaires de justice. Une ordonnance du 2 novembre 1945 définit le commissaire-priseur comme « l'officier ministériel chargé de procéder, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur, à l'estimation et à la vente publique aux en-

chères de meubles et effets mobiliers corporels ».

La meilleure approche récente de la profession a été publiée par un sociologue, Alain Queminn. Son livre, *Les Commissaires-priseurs, la mutation d'une profession* (Editions Anthropos, 1997) dresse le portrait d'un groupe social fier de son statut et de l'ancienneté de ses traditions, souvent familiales. La charge se transmet ainsi fréquemment de père en fils, créant ainsi de véritables lignées de commissaires-priseurs. On l'aura compris, le commissaire-priseur est un notable, conservateur, plus juriste que commerçant, et peu enclin aux facilités, fussent-elles financières.

Depuis vingt ans, la profession est en pleine évolution. L'association de certains noms aux ventes d'œuvres d'art prestigieuses a transformé un petit nombre de commissaires-priseurs en vedettes des médias. L'essor sans précédent du marché de l'art, jusqu'à la crise de 1990, a fait perdre la tête à beaucoup, qui n'ont oublié la tête juridique de leur métier au profit de son aspect commercial. Ainsi,

les agents de la brigade financière, qui enquêtent sur les pratiques de galeristes parisiens comme Jacques Melki ou Thierry Salvador, ont-ils découvert la part de responsabilité des commissaires-priseurs dans leur déconfiture. Les marchands sont les meilleurs clients des enchères, tant comme acheteurs que comme vendeurs.

**« DROUILLE DE MARCHANDS »**

Certaines études font 90 % de leur chiffre d'affaires avec des objets qui leur sont confiés par des professionnels, de la « droiture de marchands », expression fort laide désignant des lots qui souvent ne le sont pas moins.

Entre 1980 et 1990, le nombre des galeries françaises a doublé. Entre 1985 et 1989, les ventes aux enchères d'art moderne ont triplé. Et pour la première fois, les tableaux y enregistraient des prix plus élevés qu'en galerie. La tentation était forte pour le marchand d'acheter une œuvre, puis de la présenter en vente publique. Les banques prêtaient l'argent nécessaire, souvent grâce à l'entremise

de commissaires-priseurs. C'était, bien sûr, au moment où le marché grimpaît allègrement, où tout se vendait, à des prix démentés. La vente faite, l'emprunt était remboursé.

La crise venue, tout le système s'est effondré. Mais le principe demeure. Ainsi, en 1996, M<sup>e</sup> Tajan avait-il réuni des objets créés par Cartier pour organiser une vente à Genève, où les taxes sont plus favorables. Pour immobiliser les lots jusqu'à la date de la vente, il dut parfois avancer des fonds aux vendeurs potentiels, ce qui n'est théoriquement pas permis. M<sup>e</sup> Tajan a publiquement reconnu employer cette méthode depuis vingt-cinq ans, simplement en intervenant auprès des banques pour que son vendeur bénéficie d'une hypothèque sur son bien. Selon lui, cette pratique serait couramment employée par ses confrères.

Autres us et coutumes : les tableaux inventurés aux enchères, mais cédés ensuite lors de transactions privées. La pratique est légale outre-Manche ou aux Etats-Unis, pas en France. Elle s'y répand, ce-

pendant, comme la vente de tableaux dont le commissaire-priseur est le réel propriétaire. Certains commissaires-priseurs l'avouent : « La vente fictive, tout le monde le fait. Les procès-verbaux « corrigés » aussi. Mais ça ne se dit pas. » D'où la remarquable opacité du système des ventes publiques françaises, contraint par le droit à cacher des méthodes couramment utilisées par les Anglo-Saxons.

Enfin, le rôle de la Chambre de discipline s'est également très relâché. Autrefois vigilante, parfois féroce lorsqu'il s'agit de protéger les intérêts financiers de ses membres, elle est devenue d'une prudence de Sioux. En témoignent les propositions d'un commissaire-priseur, cités par Alain Queminn : « De nos jours, la Chambre n'a plus aucune idée sur rien, son seul objectif est de ne pas faire de vagues. De très grandes ventes ont eu lieu avec des catalogues reproduisant un faux sur la couverture. La Chambre a été alertée, mais a préféré ne rien faire. »

Harry Bellet

**NOUVEAU**  
**JANVIER 1998**

**Ateliers Nationaux 3<sup>e</sup> Cycle**

IAE de Paris s'appuie sur ses partenariats pour mettre au point ses DESS en apprentissage.

**Dès Janvier 1998, ouverture de DESS Systèmes d'Information.**

Renseignements :  
☎ 01 44 25 27 40  
e-mail : floch.iae@univ-paris1.fr

Institut d'Administration des Entreprises de Paris  
142, rue Saint-Charles - 75740 Paris Cedex 13  
Ministère 3616 code IAE (1.29 F/mn)

**L'Apprentissage à l'Université**



## Dès 1998 chaque Français pourra, de son vivant, s'opposer à un prélèvement d'organes

Un registre national informatisé du refus se met progressivement en place

L'Etablissement français des greffes lance, lundi 3 novembre, une campagne d'information sur la mise en place d'un registre national informatisé

du refus au prélèvement post mortem des organes et des tissus. Ce registre, dont la mise en service est fixée au mois de juin 1998, était pré-

vu par les lois de bioéthique de 1994, dans un contexte de pénurie croissante de greffons pour cause d'opposition familiale.

UNE LARGE campagne nationale d'information des professionnels de santé, médecins et pharmaciens, est lancée, lundi 3 novembre, par l'Etablissement français des greffes avec le concours de *La Revue du praticien*. Cette campagne précède la mise en place prochaine d'un registre national informatisé du refus au prélèvement post mortem des organes et des tissus. Ce registre permettra à chaque Français, dès 1998, de s'opposer de son vivant à un prélèvement d'organes ou de tissus mais aussi à une autopsie visant à déterminer la cause de la mort ou encore à un prélèvement à des fins scientifiques. Ce refus pourra ne concerner que l'un ou l'autre de ces prélèvements. En revanche, pour des raisons pratiques, le refus concernant le prélèvement d'organes sera global. En d'autres termes on ne pourra pas, par exemple, s'opposer au prélèvement du cœur et accepter celui des reins.

En fait, c'est avec un retard certain sur le calendrier initial que ce registre verra le jour, sa mise en

service étant dorénavant fixée au mois de juin 1998 alors que le principe législatif de sa création date de 1994. Avant l'adoption des lois de bioéthique, le principe qui prévalait était celui du consentement présumé, dont les modalités étaient définies par la loi Caillaud du 22 décembre 1976. En pratique, toute personne qui, de son vivant, n'avait pas fait connaître son opposition au prélèvement d'organes était considérée comme un donneur potentiel. Sans remettre en cause ce principe, les lois de 1994 ont prévu de faciliter l'expression du refus en créant un registre national automatisé, ce refus pouvant être révoqué à tout moment.

### MÉFIANCE ET MÉCONNAISSANCE

Cette initiative s'inscrit dans le contexte d'une pénurie croissante de greffons disponibles due, pour beaucoup, à l'augmentation de la proportion des oppositions familiales. Dans le rapport qu'il avait remis sur ce thème en 1995 à Edouard Balladur, alors premier ministre, Marcel Porcher, député (RPR) du Val-d'Oise, avait analysé

les facteurs qui peuvent expliquer cette tendance. Il faut compter avec l'écho qu'ont pu avoir certaines affaires douloureuses comme celle qui, à Amiens, a vu une famille poursuivre des médecins ayant effectué dans des conditions fort discutables un prélèvement de globes oculaires. Il y a encore certains amalgames faits avec les trafics ou commerces d'organes existant dans certains pays et, plus généralement, une méconnaissance et une méfiance vis-à-vis de cette activité chirurgicale.

Comme le demandait M. Porcher, le prochain registre, géré par l'Etablissement français des greffes, ne pourra être consulté, avec toutes les garanties de confidentialité, que par un petit nombre de personnes. Si le nom du défunt ne figure pas sur le registre, l'équipe médicale souhaitant effectuer des prélèvements d'organes continuera, comme par le passé, à demander l'accord de la famille et à respecter sa décision. Les spécialistes estiment toutefois que l'absence de la manifestation du refus sera un argument important per-

mettant de réduire la fréquence des oppositions. Les responsables du registre inciteront à ce que la décision fasse l'objet de débats au sein des familles de manière à lever toute ambiguïté sur les volontés du défunt.

Rien ne permet aujourd'hui de préciser la proportion des Français qui manifesteront de leur vivant leur opposition à cette forme de don qui conditionne l'existence et le développement de la pratique de la greffe d'organes et de tissus. Quelle que soit cette proportion, il semble acquis que l'on assistera prochainement à l'ouverture du débat sur le prélèvement d'organe (de rein) chez des donneurs vivants. La pénurie de greffons pourrait en effet conduire certains à obtenir, lors du réexamen des lois de bioéthique prévu pour 1999, un assouplissement des contraintes en vigueur qui font que cette pratique - couramment mise en œuvre outre-Atlantique - demeure encore en France une rareté.

J.-Y. N.

## Plébiscite en faveur des femmes au Consistoire israélite de Paris

Avec 5 719 votants et 5 578 suffrages exprimés, la participation au premier tour de l'élection au Consistoire israélite de Paris, dimanche 2 novembre, a été légèrement plus faible que celle du précédent renouvellement de 1993. Aucun des 48 candidats n'a atteint la majorité absolue des votants et n'a été élu. La surprise de ce premier tour est l'arrivée en tête de trois des quatre femmes qui se présentaient pour la première fois et sont proches du président sortant Moïse Cobeo (qui n'était pas rééligible). Anne-Marie Boublil a obtenu 2 409 voix, Evelynne Chiche 2 276, Michèle Rotman 2 259 et Muriel Schor 1 943. Avant cette dernière, seuls se sont intercalés Dov Zerah, chef de cabinet d'Edith Cresson à Bruxelles, avec 2 257 voix, Haim Nissenbaum, porte-parole du mouvement loubavitch, avec 1 977 voix et Gil Taieb (1 949). Le second tour aura lieu dimanche 16 novembre. Quatorze administrateurs doivent être désignés.

### DÉPÊCHES

■ **SANS-PAPIERS** : quelque trois mille personnes ont manifesté, samedi 1<sup>er</sup> novembre à Paris, en faveur de la régularisation de tous les étrangers vivant en France sans papiers. A l'appel de la « coordination nationale », les manifestants ont défilé pour une « vraie régularisation » sans critères, au lendemain du jour limite fixé par la circulaire Chevènement pour le dépôt des dossiers dans les préfectures.

■ **ACCIDENT** : huit parachutistes et leur pilote ont été tués dans l'accident d'un avion d'entraînement au parachutisme qui s'est écrasé, samedi 1<sup>er</sup> novembre, peu après son décollage de l'aérodrome de Chambry, près de Laon (Aisne). L'appareil, un Pilatus de fabrication suisse appartenant au centre régional d'apprentissage de Picardie, s'est écrasé dans un marais après avoir heurté des arbres.

■ **JUSTICE** : cinq jeunes gens ont été éconômés après le meurtre d'un autre jeune, âgé de dix-neuf ans, mercredi 29 octobre à Poitiers, à coups de fusil à pompe. Un groupe s'était présenté au domicile de la victime, Frédéric Verdun, qui avait été tué sur le coup. Le mobile serait lié à des rivalités entre des bandes de quartiers de Poitiers, selon la police.

■ **Un gardien de la paix a été grièvement blessé, vendredi soir 31 octobre à Montreuil (Seine-Saint-Denis), après avoir été percuté par un véhicule volé auquel il faisait signe de s'arrêter. Le conducteur, âgé de dix-sept ans, et ses passagers, âgés de quinze ans, ont été placés en garde à vue.**

### TROIS QUESTIONS À DIDIER HOUSSIN

1 Vous êtes directeur de l'Etablissement français des greffes. Le monde des transplantateurs craint-il que la mise en place d'un registre national du refus nuise, en pratique, à l'activité de la greffe d'organes et de tissus ?

Sans aucun doute. Pour autant, la création de ce registre était inscrite dans les lois de bioéthique de 1994 et précisée par un décret du 5 juin dernier. Le problème auquel nous sommes confrontés est de tout mettre en œuvre pour informer le citoyen-sans, pour autant, faire la promotion du refus du don. Le seul exemple dont nous disposons en la matière est celui du Portugal, où un tel registre national informatisé existe depuis plus de deux ans. Dans ce pays, trente-cinq mille personnes, soit 0,3 % de la population, se sont inscrites. En Belgique, où il existe un autre système, 1 % de la population s'est exprimée en faveur du refus. Par ailleurs, des enquêtes conduites dans notre pays laissent penser que 10 % de la population seraient opposés à des prélèvements post mortem. C'est dire l'importante marge d'incertitude dans laquelle nous nous trouvons.

2 Où la France se situe-t-elle dans le paysage européen du don et du prélèvement d'organes ? Il existe deux types de situation : le consentement explicite et le consentement présumé. Dans le premier cas, vous exprimez, de votre vivant, votre accord ou éventuellement votre refus pour un prélèvement post mortem. C'est notamment le cas de la Grande-

Bretagne, où plus de trois millions de personnes se sont inscrites sur le registre du consentement explicite. Dans le second cas, celui du consentement présumé, seules les personnes opposées aux prélèvements se manifestent. Comme au Portugal. En pratique, il est plus simple de constituer un registre de ceux qui sont opposés qu'un registre de ceux qui sont favorables aux prélèvements : ne serait-ce que parce que les personnes favorables sont beaucoup plus nombreuses que les autres.

3 Est-ce la raison qui, en définitive, a conduit au choix français ?

Je ne le crois pas, même si les discussions qui, sur ce thème, ont précédé l'adoption des lois de bioéthique ont, chez les parlementaires, été très vives. Mon analyse est que nous sommes en République, avec le principe de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. La fraternité se situe au-dessus de la liberté dans le principe du consentement présumé. Mais comme on ne veut pas négliger totalement la liberté, nous avons créé ce registre du refus. Dans d'autres pays, anglo-saxons, où la liberté est placée à un niveau supérieur, on aboutit à un système du consentement explicite. On observe d'autre part en Europe et en Amérique du Nord que les pays où prévalent le consentement explicite et le consentement présumé se répartissent de manière égale. Et il n'est pas intéressant de remarquer que chaque partie trouve que le système d'en face possède plus d'avantages que d'inconvénients.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

### CORRESPONDANCE

#### Une lettre de Christian Poncelet

A la suite de notre article « A Remiremont, la bataille d'un quartier pour son club de football » (*Le Monde* du 7 octobre), nous avons reçu de Christian Poncelet, sénateur et maire de la ville, la lettre suivante :

S'agissant des « remarques » que j'aurais faites en 1994, au lendemain d'un incendie qui a provoqué la mort de sept jeunes Africains à Remiremont, j'ai réfuté les exploitations politiciennes de ce drame et les accusations portées alors contre la commune. En ce qui concerne le projet de l'OPAC Vosges, j'ai moi-même obtenu des crédits de l'Etat pour construire six pavillons adaptés et leur construction va démarrer prochainement. Enfin, tout récemment, j'aurais lu, selon vous, « en petit nègre » (curieuse expression qui vous appartient) un mot d'excuses des « mamans en colère ». En fait, lors d'une rencontre publique avec les dirigeants des clubs sport-

tifs de la ville, j'ai souligné simplement les différences de ton et de style des courriers successifs qui m'ont été adressés et qui montraient, à l'évidence, que des manipulations s'exercent sur ces « mamans ».

Une grande majorité de la population, toutes tendances politiques confondues, constate, comme moi, un repli communautaire des Africains du quartier du Rhumout, orchestré par certaines personnes non dénuées d'arrière-pensées. Ce repli se traduit par la scission artificielle du club de football multiracial et multiconfessionnel de la ville, le FCR, et par la création ex nihilo d'un club « ethnocentré » qui réclame terrain, installations sportives et subventions municipales. Cette volonté militante affichée par quelques personnes de créer un ghetto, une forme d'apartheid à rebours financé par des fonds publics, dans un quartier de Remiremont, je ne peux la tolérer.

## VOTRE SANTÉ N'EST PAS UN COMMERCE



La Mutualité Française rassemble 3000 mutuelles qui protègent 30 millions de Français. Ce sont de vraies mutuelles, à but non lucratif, qui favorisent l'accès de tous à des soins de qualité.

### CONNAISSEZ-VOUS BIEN LA MUTUALITÉ FRANÇAISE ?

La Mutualité Française œuvre pour la modernisation de notre système de santé et de protection sociale en jouant un rôle capital dans 4 domaines :

- **Les mutuelles complètent les remboursements de la sécurité sociale**  
Par ailleurs, grâce au « tiers payant » que les mutuelles de la Mutualité Française s'efforcent de généraliser, leurs adhérents peuvent bénéficier de soins sans avance de fonds.
- **Les 1500 établissements mutualistes médicaux, para-médicaux et sociaux**  
Hôpitaux, cliniques, pharmacies, centres d'optique, centres dentaires, centres pour personnes handicapées, maisons de retraite, centres de convalescence, centres de loisirs et de vacances... permettent l'accès de tous à des soins et des services de qualité.
- **La prévoyance**  
Pour constituer une épargne, mieux préparer la retraite, faire face à l'invalidité et aux maladies de longue durée...
- **La prévention et la promotion de la santé**  
Lutter contre le SIDA, la toxicomanie, les maladies cardio-vasculaires, le tabagisme... la Mutualité Française est aujourd'hui un partenaire incontournable pour une véritable politique de santé publique.



**MUTUALITÉ FRANÇAISE**  
De vraies mutuelles

## La communauté juive inaugure un Mémorial des Justes en plein procès Papon

Jacques Chirac a réaffirmé la responsabilité de l'Etat dans la déportation des juifs de France et Catherine Trautmann a rendu hommage à ceux qui, désobéissant aux ordres, ont sauvé « des vies humaines » et donc « la vie même »

Jacques Chirac persiste et signe : à l'occasion de l'inauguration à Thonon, dimanche 2 novembre, d'un Mémorial des Justes élevé à l'initiative du Consistoire israélite de France, le président de la République a

réaffirmé la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des juifs : « Oui, trahissant les valeurs et la mission de la France, le gouvernement de Vichy s'est fait le complice, parfois zélé, de l'occupant. »

C'est une réponse à ceux qui, comme Philippe Séguin récemment, tendent à mettre entre parenthèses le rôle de Vichy. Cette manifestation en hommage aux Justes, suivie par environ 2 000 personnes, intervenait en plein procès Papon. Elle faisait partie d'un « travail de mémoire » dont se sont félicités les participants - dont Catherine Trautmann, représentant le gouvernement, et Mgr Gaston Poulain pour l'épiscopat -, également convaincus que « la France doit assumer toute son histoire, comme dit encore le président de la République. Le blanc comme le gris. Les heures de gloire, comme les zones d'ombre ».

THONON (Haute-Savoie) de notre envoyé spécial

Il y a ceux qui cachaient. Ceux qui donnaient l'alerte. Ceux qui fournissaient les faux papiers, les tickets d'alimentation. Ceux qui aidaient un enfant, un résistant à franchir une frontière, une ligne de démarcation. On les appelle les Justes. Dimanche, sous les accents déchirants d'un violon, des hommes et des femmes âgés, assistés par des enfants juifs, plantent des arbres dans la « clairière » du domaine de Ripaille, près de Thonon. Soixante-dix arbres au total, comme les soixante-dix nations d'Israël. L'émotion monte d'un cran quand un détachement de la 27<sup>e</sup> division d'infanterie de montagne entonne le *Chant des partisans*.

Qui saura jamais combien furent ces Justes qui, parfois au péril de leur propre vie, ont sauvé des juifs de l'arrestation, de la déportation, d'une mort quasi certaine ? Le mémorial de Yad Vashem, à Jérusalem, a accordé le titre de « Justes parmi les nations » à 1 600 Français. Mais la comptabilité du crime est plus facile que celle du dévouement. « Dans la discrétion, ils ont des dizaines de mil-

liers de Justes qui ont su désobéir aux ordres venus de la barbarie », dit Jean Kahn, président du Consistoire israélite de France, organisateur de cette manifestation, utile contrepoint au débat ouvert sur Vichy et la mémoire.

Ah, fallait-il ériger un mémorial à ces Justes qui disent n'avoir fait que leur devoir ? « Nous n'avons pas fait tout cela pour les honneurs », s'offusque une grand-mère de quatre-vingt-douze ans, qui veut taire son nom et qu'enlacent deux sœurs juives qu'elle a sauvées pendant la guerre. Au milieu de la « clairière des Justes » se dresse désormais une sculpture de cuivre patinée et de laiton. Elle représente un globe et trois personnages soutenant un cœur stylisé aux facettes dorées. Dévoilé dimanche, ce monument est l'œuvre d'un jeune artiste de dix-neuf ans, Nicolas Moscovitz, qui, au pied, a écrit cette citation du Talmud : « Sauver une vie, c'est sauver l'humanité entière. »

Pour ce mémorial, les responsables juifs avaient d'abord approché, en vain, les autorités de la commune du Chambon-sur-Lignon

(Haute-Loire), qui protégea de nombreux juifs pendant la guerre. Puis ils ont choisi Thonon et la Haute-Savoie, terre de fidélité et de résistance. Le maire, Jean Denais, ne s'est pas fait prier. Dimanche 2 novembre, plusieurs centaines de personnes avaient donc pris, au départ de Paris, le « train de l'espoir » en direction du Léman.

### CHOIX DE LA DATE

Dans le bar même du TGV, autour du grand rabbin Joseph Sitruk, revêtu de leur châle, les plus religieux d'entre eux récitèrent la prière, alors que Samuel Pizar rappelait le souvenir d'un autre train, celui qu'il prit à treize ans en direction du camp d'Auschwitz, dont lui seul, de toute sa famille, revint.

Si le projet d'un mémorial des Justes est ancien, le choix fait de son inauguration en plein procès Papon n'était pas innocent, au risque d'accréditer la thèse d'une France des bons et d'une France des méchants. Dans son message, Jacques Chirac lui-même donne le ton : « Si le mal doit être reconnu, le bien ne doit pas être méconnu. » Représentant le

gouvernement, Catherine Trautmann oppose aussi « la France des Justes, la France qui tend la main à l'exilé, au paria » à « la France de tous les autres, meurtriers, collaborateurs au majorité silencieuse attendant d'être emportée par le vent de la victoire, quel que soit le vainqueur ».

Enfonçant le clou, Samuel Pizar, oppose « Thonon » et « Bordeaux », le choix des Justes et le choix « hideux » des autres. Antoine Spire insiste : « Si les Justes savaient où allaient les juifs, qu'on ne nous dise pas que Papon et ses amis l'ignoraient ! » Tous ces discours rassurent une assistance qui, après l'intervention de Philippe Séguin, pour qui la vraie France était à Londres, craignait une évolution du discours d'un président de la République qui, le 16 juillet 1995, avait reconnu la responsabilité de l'« Etat français » dans les persécutions. Son discours de Thonon montre que M. Chirac n'a pas changé. « C'est cette position que retiendra l'Histoire », souligne Serge Klarsfeld.

« Obéissant à l'appel intérieur qui vous commandait de dire non, vous sauvez des vies humaines et vous sauvez la vie même », dit Catherine

Trautmann aux Justes. Si leur action doit être célébrée, c'est précisément parce qu'elle incarne des valeurs (fraternité, tolérance) qui ont fait la « grandeur » de la France. A Thonon, tous les discours convergent. « Il ne s'agit pas de raiver de vieilles querelles, conclut le porte-parole du gouvernement, mais simplement d'affirmer qu'à ne pas s'interroger sur leur passé les sociétés sont condam-

nées à le revivre. » C'est pour cette même raison que le Consistoire israélite de France appelle encore les Justes anonymes à se faire connaître et reconnaître. « Il faut faire vivre, parce que ces témoins disparaissent », ajoutait l'un des acteurs d'une journée qui fut une grande leçon d'histoire et de civisme.

Henri Tincq

## « Nous n'avons fait que suivre notre conscience »

THONON (Haute-Savoie)

de notre envoyé spécial

« Souver ? C'est naturel quand on a sous les yeux l'innocence d'un enfant. Nous n'avons fait que suivre notre conscience. » Jeanne Gruffat s'excuse presque d'être là. Son mari fut déporté à Buchenwald parce qu'il avait refusé d'arrêter des juifs. Restée seule à Saint-Jean-d'Aulps (Haute-Savoie), elle continua de cacher des enfants, « j'avais vingt ans et je n'avais pas peur, dit-elle. Ça me paraissait normal. On ne savait pas très bien ce qui se passait. C'était la nuit... »

En avril 1944, André Romanet est secrétaire de mairie dans une commune du Beaujolais et instituteur à « la laïque ». L'un de ses enfants meurt le jour même de la rafle à la colonie d'Izle (Ain). La menace sur les enfants juifs se faisant plus pressante, on lui demande d'en cacher quelques-uns. Il n'hésite pas. Au total, il en cachera jusqu'à soixante-dix, que cet « antichrétien » allait chercher à vélo chez les sœurs de Notre-Dame de Sion, à Paris. « Un enfant, c'est fait pour vivre », dit-il encore aujourd'hui, les larmes aux yeux. Ajoutant : « A cette époque, nous n'avions aucune crainte, donc aucun mérite. »

Les noms de prêtres figurent aussi parmi les Justes. Il y a le cas cé-

lèbre du Père Devaux, de l'Institut catholique de Paris, qui permit à quatre cents enfants d'échapper à l'enfer. Moins connu est ce prêtre de Montbéliard qui accrocha une étoile jaune, une nuit de Noël, au Petit Jésus de la crèche.

### PASSEURS BÉNÉVOLES

Quant à Jean Rosay, curé de Douvaine (Haute-Savoie), il cachait lui aussi des juifs dans son presbytère. Le catéchisme qu'il leur faisait s'arrêtait à l'Ancien Testament. Il fit passer nombre d'entre eux en Suisse, grâce à deux passeurs bénévoles, Joseph Lançon et François Périllat, qui seront arrêtés et déportés en même temps que lui. Il mourra à Bergey Belsen, quelques jours avant la libération du camp.

Les histoires de Justes se suivent et se ressemblent. Comme celle de l'adjudant Gounot, commandant de la brigade de gendarmerie de Sallieu. Le 27 février 1944, il reçoit deux arrêtés d'internement visant Irma et Clarisse Lévy, employées de bureau de la ville, signés par le préfet de la Côte-d'Or, qui devaient être mis à exécution immédiatement. L'adjudant Gounot prévint aussitôt les deux femmes. Quand il arrive avec ses hommes, la maison est vide...

H. T.

## « Vichy s'est fait le complice, parfois zélé, de l'occupant »

VOICI le texte du message du président de la République, Jacques Chirac, lu à Thonon-les-Bains par le préfet de Haute-Savoie pour l'inauguration de la « Clairière des Justes » :



VERBATIM

« Une fois encore, le souvenir nous rassemble. Le souvenir de millions d'hommes, de femmes et d'enfants juifs, victimes de la folie nazie. Le souvenir de familles à jamais séparées, de vies à jamais brisées. Mais le souvenir aussi de tous ceux, très nombreux, qui, n'écoulant que leur cœur et leur conscience d'homme, sauvèrent des juifs. »

Il y a deux ans, j'ai tenu à reconnaître solennellement la responsabilité de l'Etat français dans l'arrestation et la déportation de milliers et de milliers de juifs. Oui, trahissant les valeurs et la mission de la France, le gouvernement de Vichy s'est fait le complice, parfois zélé, de l'occupant. Cinquante ans après, notre pays doit assumer toute son histoire. Le blanc comme le gris. Les heures de gloire comme les zones d'ombre. Pour cela, pour bâtir son avenir sur des bases plus claires, il accomplit aujourd'hui un difficile travail de mémoire.

Mais, si le mal doit être reconnu, le bien ne doit pas être méconnu. Aux heures les plus noires, la noblesse et l'espérance continuaient de vivre. Elles étaient dans le cœur des combattants, si nombreux dans cette belle province. Dans le cœur, aussi et surtout, de tous ces Français anonymes, ces Justes parmi les nations qui, au plus noir de la tourmente, sauvèrent les trois

quarts de la communauté juive résidant sur notre sol.

« Justes », ceux qui protestèrent contre les persécutions frappant les juifs. « Justes », ces prêtres qui délivrèrent des « certificats de baptême » pour leur venir en aide. « Justes », Mgr Saliege à Toulouse, Mgr Delay à Marseille, le pasteur Boegner et tant d'autres qui, profondément blessés dans leur foi et leur dignité de chrétiens, réagirent publiquement et tentèrent d'intervenir auprès des autorités de Vichy. « Justes », ces hommes et ces femmes qui, par solidarité, portèrent l'étoile jaune. « Justes », ces commerçants qui, sans y être obligés, apposèrent l'affichette jaune sur leur vitrine.

« Justes », ces doyens de faculté qui, passant outre aux instructions de leur ministre, refusèrent de communiquer la liste de leurs étudiants juifs. « Justes », ces policiers, ces gendarmes, qui alertèrent les familles juives afin qu'elles puissent échapper aux rafles. « Justes », tous ceux qui recueillirent et protégèrent des juifs, parmi lesquels des milliers d'enfants, ceux qui fabriquèrent de faux papiers, qui trouvèrent des abris sûrs. « Justes », tous nos compatriotes qui ont soutenu moralement et matériellement, dans les conditions si difficiles de l'Occupation, des familles juives privées de tout moyen de subsistance.

Ces femmes et ces hommes de toutes conditions, de toutes religions, ces Justes parmi les nations, nous ne les oublierons jamais. Ils sont l'honneur et la fierté de notre pays. Dans une période sombre marquée par la débâcle, les privations, le désarroi moral, ils ont incarné le meilleur de la France : ses valeurs de fraternité, de justice, de tolérance. Qu'ils en soient remerciés. »

PME

“ Aujourd’hui  
les chiffres parlent  
mieux que les mots :  
80 % des jeunes  
en formation  
par alternance  
sont embauchés  
par les PME. ”

Lucien Rebuffel  
Président de la CGPME

Pour la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME), organisation représentative des 1,5 million de petites et moyennes entreprises, l'insertion en alternance des jeunes est une priorité. C'est pourquoi, grâce à Agefos PME qu'elle gère avec les confédérations syndicales de salariés, la CGPME a permis à 200 000 de ces entreprises de financer des jeunes en contrat de qualification et d'adaptation.

PME, PMI, quand vous le pouvez, continuez d'embaucher.





## Les maires ont du mal à gérer le transfert au privé du traitement des déchets

Un contrat entre des communes du Gard et de l'Hérault et une filiale de la Lyonnaise des eaux encourage l'incinération et comporte un risque financier. Le tout pour une durée devenue illégale au lendemain de la signature du bail... Des dérives courantes, selon l'Association des maires de France

**NIMES**  
de notre correspondant  
Pour quatre-vingt-trois communes de l'Hérault et du Gard, l'heure n'est pas vraiment au recyclage et à la valorisation des déchets, pourtant imposés par la loi et défendus par le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet : la première préoccupation de ces communes, liées par un contrat draconien à la société Océal, une filiale de la Lyonnaise des eaux, sera, dès l'été 1998, de satisfaire l'appétit d'un incinérateur en cours de construction à Lunel-Viel (Hérault).

Sur le papier, cette usine n'admet aucun autre mode de traitement des déchets que l'incinération. Les communes membres du groupement de syndicats Entre pic et étang se sont engagées à lui fournir durant vingt-cinq ans la « totalité » de leurs déchets ménagers. Et mieux vaudrait pour elles ne pas risquer des politiques de collecte sélective trop ambitieuses : en deçà d'un seuil fixé par le contrat (lire par ailleurs), elles seraient contraintes à payer des

indemnités... Ces clauses, rendues publiques par les Verts du Languedoc-Roussillon et une petite association de défense de l'environnement, embarrassent la filiale de la Lyonnaise, qui tente d'en minimiser la portée : « C'est vrai, on aurait dû parler de la totalité des déchets incinérables, car il est évident que ce qui doit être recyclé devra rejoindre les filières de valorisation. L'incinérateur n'est qu'un maillon de la chaîne de traitement, puisque plusieurs communes développent déjà l'appart volontaire et multiplient les déchetteries », explique Alain Talagrand, porteur du projet au sein de la société Océal.

**CLAUSES ILLÉGALES**  
Pour lui, les onze syndicats réunis n'ont pas lieu de s'inquiéter, le contrat sera satisfait dans tous les cas. Sur les quelque 100 000 tonnes de déchets produits par les quatre-vingt-trois communes, pour une population de 180 000 habitants, il mise sur un apport, dès la première année, de 85 000 tonnes.

« Nous ne sommes pas les vilains petits canards de l'incinération.

Dire qu'on monte une filière "tout incinération" est un faux procès puisqu'un recyclage déjà », se défend également Pascal Bonnaud, responsable administratif du syndicat Entre pic et étang, dirigé par le président (div. gauche) du conseil général de l'Hérault, Gérard Saumade. « Dans dix ans se posera le problème de la sous-capacité de l'usine », affirme Pascal Bonnaud, en invoquant la forte croissance démographique attendue dans ce

secteur entre Montpellier et Nîmes. S'agissant du bail, il n'affiche aucun complexe : « Quand vous faites une usine de 290 millions de francs, vous avez deux possibilités : ou la collectivité assume les emprunts et prend le risque financier ou elle recrute une société qui va construire et exploiter, mais qui ne le fera pas sans une garantie d'apport [de déchets], ça tombe sous le sens ! »

Vice-président de l'Association

de protection de l'environnement du Languedoc, Maurice Sarrazin ne partage pas l'optimisme des opérateurs. Les clauses du contrat sont, selon lui, illégales, en contradiction avec la loi de 1992, qui impose la collecte sélective et le recyclage, mais aussi avec le plan départemental des déchets, qui, dans ce secteur de l'Hérault, fixe à 55 % le pourcentage maximum de déchets pouvant être incinérés. « L'incinérateur ne doit être que le dernier maillon de la chaîne. Or, là, elle escamote tout le reste, car elle va fortement mobiliser le potentiel financier des communes », juge cet ancien ingénieur spécialisé dans les questions d'économie d'énergie.

L'association, qui a attaqué le permis de construire et l'autorisation d'exploitation devant le tribunal administratif de Montpellier, dénonce la précipitation avec laquelle le dossier a été monté. Entre le lancement de l'appel d'offres européen en avril 1994 et la signature du bail emphytéotique, il ne s'est pas écoulé plus de dix mois. Les terrains destinés à accueillir l'usine ont été achetés

un an et demi avant l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation. « Le jour de la signature du bail, le contrat ne pouvait déjà plus être dénoncé. Il ne contenait aucune clause suspensive. On était piégé et poings liés », affirme l'association. Pourtant, le préfet de l'Hérault n'a rien trouvé à redire quant à la conformité de la délégation de service public. « Le contrôle de légalité n'a saisi aucune difficulté », expliquent ses services. Sur le fond, l'inspecteur de la Ddass chargé des installations classées rejoint l'analyse du syndicat et de la Lyonnaise des eaux : « Nos projections montrent qu'à l'horizon 2006 l'usine ne sera pas surdimensionnée. En fermant leurs décharges [ce qu'impose la loi en 2002 sauf pour les déchets ultimes], les collectivités devraient être à ce moment-là dans les rails du plan départemental. Tout ce que l'on peut craindre, c'est qu'entre l'ouverture de l'usine et 2006 on ait une période de flaccidité durant laquelle la collecte sélective ne serait pas à son optimum. »

Richard Benguigui

## Une clause à proscrire, pourtant courante selon les experts

**APRÈS L'EAU**, les déchets. Toujours plus technique, chaque nouveau chantier des collectivités locales apporte son lot de contrats de délégation de service public, pas toujours conformes aux intérêts des usagers ni aux objectifs des politiques publiques : manque d'expertise des élus locaux, rapport de forces en faveur des grandes sociétés... Tous ces travers relevés par la Cour des comptes dans un rapport très sévère du 27 janvier sur « la gestion des services publics locaux d'eau et d'assainissement » (Le Monde du 28 janvier), semblent trouver une nouvelle actualité dans le secteur « porteur » des ordures ménagères, investis depuis la fin des années 80 par les « majors » de l'eau, à la recherche de nouveaux marchés. La convention passée entre quatre-vingt-trois communes du Gard et de l'Hérault et une filiale de la Lyonnaise des eaux ne constitue qu'un « exemple » parmi d'autres.

Ce contrat n'encourage pas seulement l'incinération : la durée du bail est devenue illégale au lendemain de sa signature ! Et la clause par laquelle ces collectivités s'engagent à fournir à l'opérateur privé un certain volume de déchets, assortie d'une pénalité financière, est « à proscrire », affirme Philippe

Pilevessé, chargé d'étude au département environnement de l'Association des maires de France (AMF). « Normalement l'opérateur privé supporte le risque d'exploitation, sinon, à quoi bon déléguer ? Or ce type de clause inverse les rôles », analyse-t-il.

**MIEUX VAUT PRÉVENIR**  
Pourtant, une telle pratique, selon lui, reste courante. « Cette clause apparaît dans plus des deux tiers des contrats que nous examinons, confirme un juriste-conseil auprès des collectivités locales ; elle est aussi risquée car la qualification de vice du consentement est très difficile à faire valoir devant les tribunaux administratifs. »

Mieux vaut donc prévenir que guérir. Dans un cas similaire, un syndicat départemental a prévu une clause selon laquelle le nombre de tonnes d'ordures ménagères peut être révisé si les objectifs du plan départemental d'élimination des déchets deviennent incompatibles avec l'économie du contrat. Ce qui s'est produit, le développement de la collecte sélective ayant entraîné une diminution de la production de déchets. Preuve qu'il est possible de « verrouiller » les contrats.

Clarisse Fabre

## Le Centre s'intéresse au site de Luang Prabang (Laos)

**LE PREMIER ACCORD** de coopération entre l'Unesco et une région française vient d'être signé à Paris : le conseil régional du Centre aidera à l'installation d'un centre d'information sur le patrimoine mondial à Luang Prabang, au Laos, à la fois par un apport financier et par son savoir-faire dans ce domaine. La cathédrale de Chartres, le château et le domaine de Bourges, autant de fleurons de cette région, ne sont-ils pas inscrits sur la liste du patrimoine mondial ? Luang Prabang, ancienne capitale d'un des royaumes laotiens du XIII<sup>e</sup> siècle, figure sur cette même liste depuis 1995.

**« CHANTIER-ÉCOLE »**  
La démarche du Centre s'inscrit dans le cadre plus général de la sauvegarde et du développement du site menés par l'organisation onusienne. La contribution de la région doit s'élever à 1 million de francs, au total, pour aider à la restauration du bâtiment des anciennes douanes françaises. Une fois les travaux terminés, ce bâtiment du XIX<sup>e</sup> siècle sera transformé en centre d'information sur le

patrimoine mondial de Luang Prabang. En outre, ce travail de restauration servira de « chantier-école » pour la formation aux techniques de conservation.

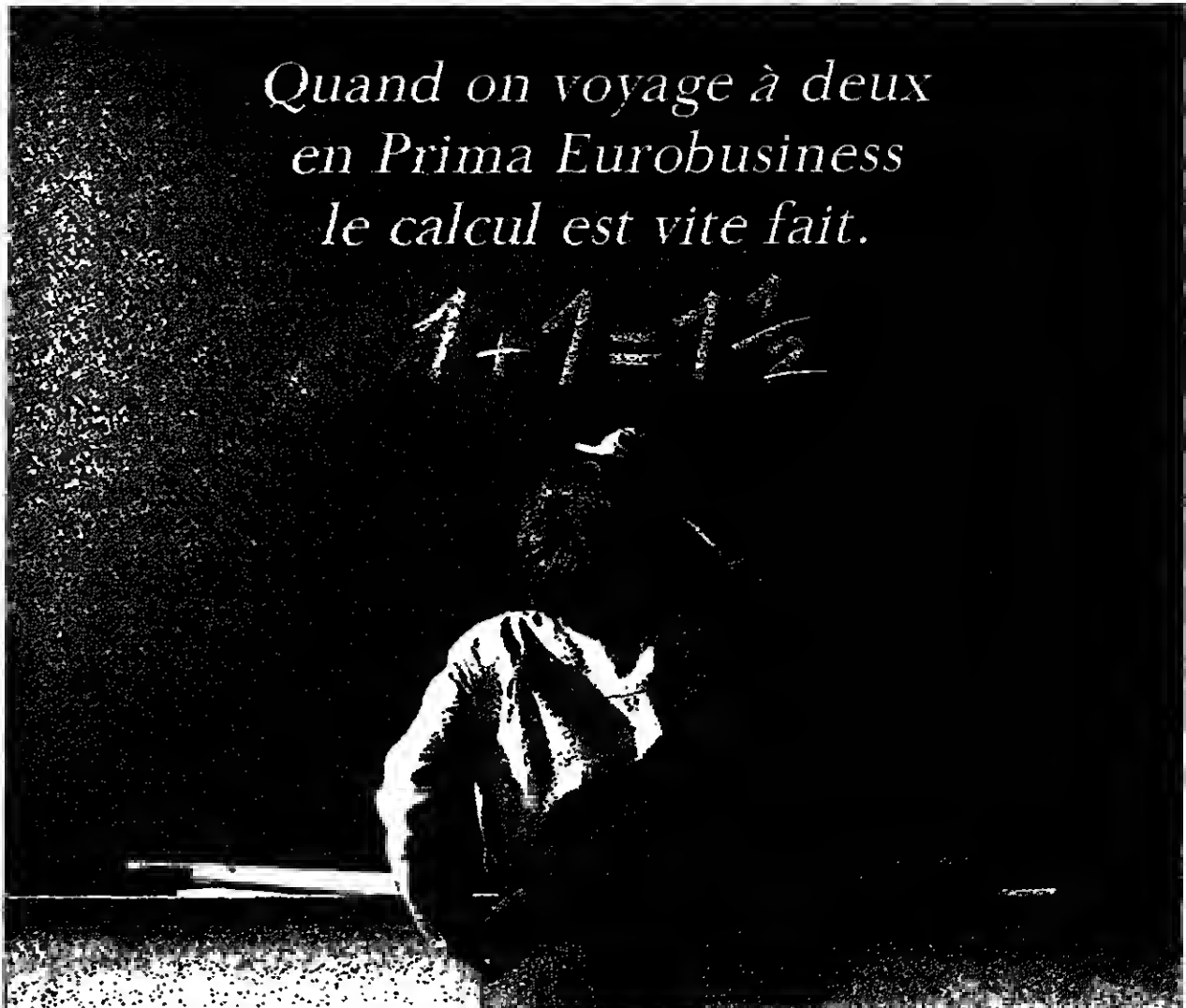
Pour Maurice Doussier (UDF-DL), président du conseil régional, « l'accord avec l'Unesco démontre que les régions françaises ont de plus en plus la capacité à être appelées à coopérer dans tous les domaines avec les pays étrangers ». La ville de Chinon (Indre-et-Loire) trouve aussi, dans cet accord, matière à finaliser sa coopération décentralisée avec Luang Prabang : son maire, Yves Dauge (PS), ancien délégué à la ville aujourd'hui député, est à l'origine de l'intérêt de la région pour la sauvegarde du site laotien.

Il souhaite, pour sa part, que l'action de sa ville en faveur de Luang Prabang (qui repose sur la participation de la population locale à la restauration du patrimoine, ainsi que sur l'installation d'un service de conseil au public sur les techniques de restauration) serve d'exemple pour des projets similaires.

Ali Habib

Quand on voyage à deux en Prima Eurobusiness le calcul est vite fait.

$$1 + 1 = 1\frac{1}{2}$$



Prima  
EUROBUSINESS

"COMPANION FARE"  
DU 1<sup>er</sup> NOV. AU 31 DÉC. 1997  
En voyageant à deux en Prima Eurobusiness à destination de Rome ou Milan, le second billet est à moitié prix.

Compagnons Prima Eurobusiness, la classe affaires selon Alitalia ?  
Du 1<sup>er</sup> Novembre au 31 Décembre 1997, c'est le moment idéal pour découvrir un avion et un confort vraiment uniques. Avec l'opération Alitalia business "Companion Fare", si vous voyagez à deux aller-retour au départ de Paris à destination de Rome ou de Milan en Prima Eurobusiness, la seconde place est à moitié prix. Et comme Alitalia ne fait pas les choses à moitié, en suivant les programmes de CNN et d'Eurosport vous verrez qu'en Prima Eurobusiness, on fait toujours les bonnes affaires.

Alitalia

Contactez votre agence de voyages habituelle ou les bureaux Alitalia.

DISPARITION

# Roger Marche

Un arrière de légende de l'équipe de France de football

NÉ LE 5 MARS 1923 à Villers-Semeuse (Ardennes), Roger Marche s'est éteint, samedi 1<sup>er</sup> novembre, à l'hôpital de Charleville-Mézières, où il avait été admis à la suite d'une attaque cérébrale. Sur nommé le « Saoulier des Ardennes », cet arrière gauche qu'on identifiait, dans les années 50, à son crâne prématurément chauve, porta, entre 1947 et 1959, soixante-trois fois le maillot de l'équipe de France de football, dont il fut quarante-deux fois capitaine. Il fit notamment partie des sélections qui participèrent aux Coupes du monde de 1954 en Suisse et 1958 en Suède.

Roger Marche a commencé une carrière exceptionnellement longue au FC Mohon, où il fut ai-

lier gauche avant de trouver sa véritable place à l'arrière. Il opéra ensuite pour le grand Stade de Reims, avec lequel il gagna une fois la Coupe de France (1950) et deux fois le championnat de première division (1949 et 1953). Il signa enfin, à trente et un ans, au Racing de Paris, où, jusqu'à trente-huit ans, il fut le « chouchou » du public du Parc des Princes. Roger Marche fut confronté aux plus grands joueurs de son époque, à un placement impeccable et à des réactions rapides. Il fut ainsi un des rares à pouvoir museler l'Anglais Stanley Matthews.

Roger Marche connut sa plus grande heure de gloire le 17 décembre 1959 lors d'un match France-Espagne disputé dans un

Parc des Princes archicomble. Se faisaient face deux armées offensives : Guillas, Douls, Kopa, Platon, Vincent côté français ; Artecbe puis Mateos, Kuhlala, Di Stefano, Suarez, Gento côté ibère. Roger Marche était entré en seconde période pour remplacer Kaelbel, blessé. Le score était de 3-3. A la soixante et unième minute, il s'échappa le long de la ligne de touche. Des 30 mètres, il frappa un centre-tir qui allait échapper au gardien Antonio Ramallets. C'était le but de la victoire, le seul que marqua jamais Roger Marche sous le maillot de l'équipe de France, qu'il portait pour la dernière fois.

Alain Giraud

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 31 octobre sont publiés :

● Logement : un décret relatif à l'avance aidée par l'Etat pour l'acquisition d'une résidence principale ; un arrêté relatif aux conditions d'octroi de l'avance aidée par l'Etat pour l'acquisition d'une résidence principale en accession à la propriété.

● Accords internationaux : un décret portant publication de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays arides et semi-arides, adoptée le 17 juin 1994 et signée en France le 14 octobre 1994.

● Lavande : deux décrets relatifs à l'appellation d'origine contrôlée « Huile essentielle de lavande de Haute-Provence » et à l'agrément des bulles essentielles bénéficiant de cette appellation.

● Transport aérien : un décret relatif à la durée du travail du personnel navigant.

● Agriculture : le deuxième tableau des éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires imposables au titre de l'année 1996.

● Santé : un arrêté relatif au consentement de la femme enceinte à la réalisation d'analyses destinées à établir un diagnostic prénatal in utero.

● Interdiction de vente : un arrêté portant interdiction de vente aux mineurs de l'ouvrage *Les Meilleures Histoires drôles de Corlos*, édité par Ramsay.

● Canal Rhin-Rhône : un décret abrogeant le décret du 29 juin 1978 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement de la liaison fluviale Saône-Rhin à grand gabarit.

● Saône : un décret autorisant les travaux d'aménagement de la Saône entre Chalon-sur-Saône et Saint-Symphorien au titre de la loi sur l'eau.

● Equarrissage : un décret relatif au service public de l'équarris-

sage, et concernant la passation de marchés avec des entreprises.

● Vins : un arrêté relatif aux appellations d'origine relevant du comité régional Champagne de la récolte 1997 ; un arrêté relatif à l'agrément des raisins pouvant bénéficier de l'appellation d'origine contrôlée Muscat du Ventoux.

NOMINATION

Christopher Miles a été nommé, jeudi 30 octobre, administrateur du Théâtre national de l'Odéon-Théâtre de l'Europe, par la ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann. Il succède à Emmanuel Hoog, qui a occupé ce poste de 1992 à 1997 avant de rejoindre le cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (1994) et diplômé de l'Ecole du Louvre, Christopher Miles a été chef de bureau du budget au ministère de la culture de 1994 à 1997.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Laurent et Marina ATTALI laissent à Margot la joie d'annoncer la naissance de

Pierre, le 23 octobre 1997.

9, rue Sédillot, 75007 Paris.

Noces de perles

Dorothée et François

Félicitations pour vos trente ans !

Familles DESCAMPS et DELECAUT.

Décès

M<sup>me</sup> Eliane Chastagnol, M. Alain Chastagnol, M. et M<sup>me</sup> Chiron et leurs enfants, Anne et Marc, M<sup>me</sup> Marie Jeanne Chastagnol, Et tous ses parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques CHASTAGNOL, ingénieur des Arts et Métiers et de Supélec, chevalier des Palmes académiques,

survenu le 30 octobre 1997, dans sa soixante-dix-septième année, à Gien (Vr).

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité à Souillac, où il a été inhumé dans le caveau familial.

Une messe sera célébrée à Paris, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup>, vendredi 14 novembre, à 18 h 30.

M<sup>me</sup> Renée Derogy-Weitzmann, M<sup>me</sup> Jacqueline Weitzmann, M. et M<sup>me</sup> Pierre-François Weitzmann, M<sup>me</sup> Marianne Weitzmann, M. Jean Weitzmann, Marie, Laura, Tristan, Lisa et Ophélie, M. et M<sup>me</sup> Serge Weitzmann et leurs enfants, M<sup>me</sup> Janine Loiseau et ses enfants, Jacques et Isabelle Vichniac, Jacques et Geneviève Caen, Les familles Montel, Doubrovsky et Chichen, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Jacques DEROGY,

leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle, parent et allié, survenu le 30 octobre 1997, à Neuilly.

L'inhumation aura lieu le mercredi 5 novembre, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse (boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>1</sup>), où l'on se réunira.

37, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

(Le Monde du 1<sup>er</sup> novembre.)

M. Jean Frochen, son époux, M. et M<sup>me</sup> Alain Frochen et leur fils Jean-François, M. Denis Frochen, M. et M<sup>me</sup> Guy Moriac et leurs filles, Christine, Claire et Anne, ses enfants et petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Françoise FROCHEN, née BIAART,

survenue à son domicile, le samedi 1<sup>er</sup> novembre 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 novembre, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7<sup>1</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part. 48, avenue de la Bourdonnais, 75007 Paris.

— Pierre Tchernia, le président, Et les membres de la commission de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques,

font part de leur tristesse après la disparition de leur ami et sociétaire,

Paul GUTH.

Ils adressent à ses proches et à ses amis l'expression de leurs sentiments affectueux.

SACD. 11 bis, rue Baliz, 75009 Paris.

(Le Monde du 1<sup>er</sup> novembre.)

— Sa famille, Ceux qui l'ont connu et pleurent l'ami Gable et le beau poète. Les membres de la maison de poésie, ont la douleur de faire part du décès de

Robert HOUELOUT, secrétaire de la maison de poésie,

survenu à Paris, le 29 octobre 1997, en sa quatre-vingt-seizième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée en son souvenir le samedi 8 novembre, à 16 heures, en l'église Saint-Thomas d'Aquin, 1, rue Montalembert, Paris-7<sup>1</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M<sup>me</sup> Philippe Leroux, ses parents, Paul et Benjamin, ses frères, font part du rappel à Dieu de

Luis LEROUX,

survenu le 29 octobre 1997, à l'âge de trente-deux ans.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 4 novembre, à 10 h 30, en l'église Sainte-Anne de l'Evangile-Ville (Yvelines).

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Mayer, Cabu et Maillon, Et leurs proches, ont la douleur de faire part du décès de

M. Tony MAYER,

survenu le 1<sup>er</sup> novembre 1997, dans sa quatre-vingt-seizième année.

L'inhumation des cendres aura lieu au cimetière de Ménières, le mercredi 5 novembre, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Calmette, 84560 Ménières.

— M. Luc Plassais et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Edward Pratt, Sa famille, Ses amis et entières, ont la tristesse de faire part du décès du

docteur

Barbara PRATT PLASSAIS,

survenu le 22 octobre 1997, à Paris.

Remerciements

— Aïlles (Gironde), A la suite de la disparition, le 28 octobre 1997, de

M. Jacques THIBAU, ministre plénipotentiaire, écrivain, administrateur de la France d'outre-mer, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, ancien directeur adjoint de l'ORTF, ancien ambassadeur de France en Belgique, au Nigeria et en Grèce, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, officier des Arts et des Lettres.

Marie-Odile, sa compagne, Violaine, Douce et Rose, ses filles, et leur mère, Régine Thibau du Bos, Sarah et sa mère Lucile de Guyencourt, Olivier Aubert, Nicolas Gigon et Laurent Guermava, ses parents, Simon, Victor et Julien, Louise, Paul et Gabrielle (1), ses petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Thibau, M. et M<sup>me</sup> Jean Mongie, Leurs enfants et petits-enfants, remercient tous ceux qui se sont associés à leur chagrin.

Une messe sera célébrée le samedi 22 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Eustache, à Paris-1<sup>er</sup>, pour lui rendre un dernier hommage.

Anniversaires de décès

— Aline et Florence Boyer pensent à

Michel BERNFELD

« Qu'il faut donc aimer quelqu'un pour le préférer à son absence. » Jean Rostand.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

## «les migrants» défi et richesse pour notre société»

Trois jours d'échanges et de confrontations  
ouverts à tous en sept conférences et seize ateliers

Jean BOISSONNAT, Michel FOUCHER, Michel BON, Jean-Marie DELARUE, Paul RICOEUR, Christian DELORME, Stéphane HESSEL, Adil JAZOULI, Jean-François BERJONNEAU, Danièle HERVIEU-LEGER, Mohammed ARKOUN.

Un monde de migrations  
L'insertion des immigrés par le travail  
et l'entreprise dans un contexte de crise  
et de chômage  
Bilan des politiques récentes à l'égard de l'immigration  
Vivre avec l'autre  
Paroles de témoins engagés  
La spiritualité chrétienne et l'action de l'Eglise  
La laïcité et le dialogue inter-religieux

Renseignements et inscriptions :  
Semaines Sociales de France  
3-5, rue Bayard, 75008 Paris  
Tél. : 01 42 56 55 40 - Fax : 01 42 56 55 45

## LE MONDE/ IDM

l'histoire au jour le jour  
1939-1996

Nouvelle édition 1997  
CD-ROM PC-MAC

132 cartes – 260 photos  
1 078 articles  
245 « une » du Monde  
78 enregistrements radio  
19 788 dates indispensables.

En vente au Monde, sur Minital : 3615 LEMONDE  
sur internet : <http://www.lemonde.fr> et dans les grandes surfaces.

## LE MONDE

Novembre 1997

diplomatique

- ENVIRONNEMENT : Soulager la planète, par Ignacio Ramonet.
- AFRIQUE : Des dictateurs sortis des urnes, par Martine-Renée Galloy et Marc-Eric Gruénais. — Au Congo, le pouvoir par les armes (M.-R. G. et M.-E. G.).
- ETATS-UNIS : Une nouvelle stratégie militaire, par Michael Klare. — Imperium américain, par François Géré.
- CHINE : Prudentes privatisations, par Roland Lew.
- QATAR : Dans la cour des grands, par François Sellier.
- IMMIGRATION : La politique française mise à l'épreuve, par Christian de Brie. — Aux frontières des libertés, par Danièle Lochak. — « Bons » étrangers et « mauvais » clandestins, par Emmanuel Vaillant.
- COMMUNICATION : Internet, terrain de jeux pour les publicitaires, par Dan Schiller. — Microsoft, monopole du prochain siècle, par Ralph Nader et James Love.
- SPORT : Le football, symbole des vertus allemandes, par Albrecht Sonntag.
- HISTOIRE : Pourquoi l'Union soviétique a fasciné le monde, par Moshe Lewin.

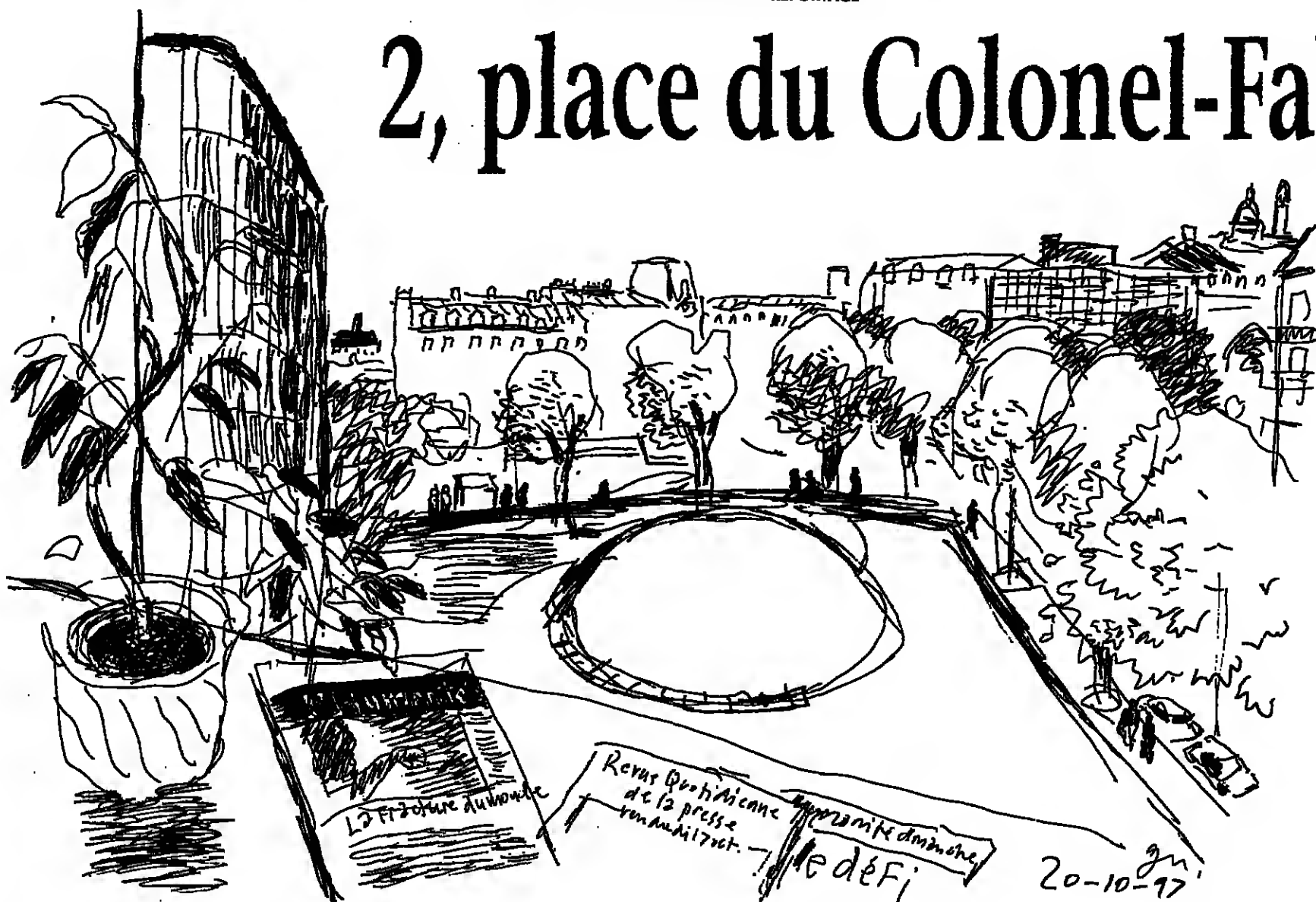
En vente chez votre marchand de journaux - 22 F



# HORIZONS

REPORTAGE

## 2, place du Colonel-Fabien



même si les empires s'effondrent, si les intellectuels et les spécialistes quittent la route. « La maison est beaucoup plus calme », mesure M. Marcellac de son café. « Avant, notamment à l'époque du programme commun, la vie politique nationale était vécue ici de manière vibrante », résume Philippe Herzog - le dernier membre du bureau national à avoir quitté le parti, fin 1996. « Le cinquième étage pilotait, le secteur économique et la politique extérieure formaient deux empires, tout cela vivait. »

Le cinquième a gardé sa moquette - les autres étages partent du lin. Le cinquième a conservé *Liberté*, d'Eluard, sur une tapisserie de Fernand Léger, et la légendaire table ovale du BP, même si le bureau politique est devenu bureau national. Jean-Paul Magann, nouveau secrétaire à l'organisation, a investi le bureau d'à côté, celui de Gaston Plissonnier. Celui-ci savait tout ; il s'est éteint, en 1995, avec tous ses secrets. Pierre Blotin, numéro deux du parti, est du même bois communiste. « Écrire un livre ? La moustache de l'ancien secrétaire particulier de Jacques Duclos frétille. « Ah ! non. Le jour de mon retraite, je prends mon canot à pêche, et je pars chez moi. »

À la cantine, où des menus régime viennent désormais distraire une cuisine « grasse et populaire », comment en riant Bernard Vasseur, où des cuisiniers mobiles, « plus favorables à l'épanouissement de l'individu », sont venues peu à peu scinder la grande salle « collective », on parle d'autre chose. Les membres des « secteurs » - économie, société ou international (l'ancienne « pan-léx ») - continuent pourtant à déjeuner ensemble. « Quand on voit deux personnes faire table d'hôte, c'est soit le début d'un flirt, soit une très grave histoire politique. La plaisanterie, place du Colonel-Fabien, c'est comme pour les personnages tchéques de Milan Kundera. Le rire et l'oubli, pour ne pas devenir fou. »

Car n'est-ce pas, quand même, ces portraits de Staline, ces médaillons de sportifs roumains ? Où donc ont disparu le célèbre croiseur *Aurore*, les tapisseries constructivistes ? Pourquoi seule une corne d'éléphant du Vietnam (1958), sur la table basse d'un petit salon, vient rafraîchir les mémoires ? Personne ne sait plus. Chacun a l'air sincère. Le rhum et les cigares de Cuba, un les a bus et fumés, on le boit et on les fume, mais les « horreurs » des pays de l'Est, aucune idée. Les archives, au premier étage, n'ont été ouvertes qu'en 1993. « Décision politique » importante : un a choisi de mettre à disposition tout le fonds disponible avec les mêmes détails que les archives publiques : trente ans. Mais le personnel manque. Un jeune vacataire, deux bénévoles seulement : Mathilde Angelini, la responsable, décrypte elle-même, sur son petit magnéto, les bandes des BP enregistrées depuis 1952. Les autres documents ne sont pas inventoriés, le fonds Duclos est resté à Montreuil, et, surtout, il manque les « archives Thorez ». Sa « veuve », Jeannette Vermeersch, continue à les refuser au parti comme naguère à Georges Marchais - grand traître, à ses yeux, de son compagnon.

Les vraies confidences, de toute façon, se tenaient ailleurs. Au cinquième, en haut de l'escalier en enfilade, les membres du bureau, dans leur salle à manger personnelle, tenaient tous les mids un « BP bis ». C'est là qu'on faisait et défaisait la ligne du Parti, là que s'est discuté le programme commun. « Le soir de la signature, en 1972, François Mitterrand y a été convié à dîner », se souvient Roland Leroy. Le 24 mai 1997, à la veille du premier tour des élections législatives, Daniel Vaillant et Jean-Christophe Cambadélis y ont déjeuné à leur tour. Pour les hôtes socialistes, on avait épousseté le napperon de la desserte à roulettes, le téléviseur et les fleurs en plastique.

Ariane Chemin  
Dessins : Gérard Nicolas

**C'**EST une étape du « circuit des monuments historiques » et des plus célèbres conférences parisiennes. Avec sa vue panoramique, la salle à manger privée, au sixième étage du siège du Parti communiste français, est devenue « le dernier lieu chic de Paris », s'amuse Bernard Vasseur, responsable des intellectuels. Larges baies vitrées qui ouvrent sur « le Sacré-Cœur, cette horreur construite par la France bourgeoise sur le sang des communistes » : quand on leur pose la question, les invités de Robert Hue préfèrent à un vulgaire restaurant parisien ce lieu réservé naguère aux amis des pays frères ou aux frères des pays amis.

Il y a un an encore, lorsqu'un candidat au parti, on entendait une voix grignoter : « Oui ? Tu veux quoi ? » Mais le PCF a choisi de « s'ouvrir » au monde, et il faut bien que la standardiste donne quelques gages de bonne volonté. « Parti communiste français », annonce-t-elle désormais, nu, dans un aveu désarmant : « Communistes français, bonjour ! »

À l'extérieur, le Parti communiste tient le coup. Un bâtiment principal qui flotte comme un drapeau de verre, une cunupule blanche, un parvis en béton : l'ensemble n'a pas vieilli d'un pouce. Quand Oscar Niemeyer, l'architecte de la capitale administrative du Brésil, élève le nouveau siège, en 1971, le bistrot Les Fontaines change d'ailleurs de nom, et devient Le Brésil. « Un moyen sans compromission de rallier son voisinage », commente aujourd'hui le patron, M. Marcellac. La nuit, le « chapeau », comme disent les voisins, est même devenu tremplin de skate et de rollers. Le jour, le personnel astique la « bulle » qui coiffe la salle du comité central (CC) avec du Glassex.

Le PCF est un parti de symboles. Au 2, place du Colonel-Fabien, rien n'est insignifiant. Pour bâtir cette nouvelle « maison des communistes », le parti rachète, au début des années 70, les terrains de « Mathurin-Mureau », où, dans la Maison des syndicats, se sont tenues tant d'importantes réunions de la CGT. C'est là que Georges Politzer tint son université ouvrière. Là, enfin, dans une maison du boulevard de Belleville qu'il a fallu démolir au début du chantier, que naquit Pierre Georges, alias colonel Fabien, qui, le 21 août 1942, au métro Barbès, tua le premier officier allemand abattu par la Résistance. Dans le

**Dehors, la façade de verre et la « bulle » font encore illusion. Dedans, on sent que les couleurs et les heures glorieuses ont passé. Voyage dans le saint des saints du Parti communiste français**

ball, une plaque rappelle qu'il, « dans les années 30, siégeait le comité anti-fasciste international » et que passaient les volontaires des Brigades internationales.

À la fin des années 60, le temps est à l'union de la gauche et à l'eurocommunisme. Le PCF bouge, il faut que cela se sache. Adieu le « 44 » (rue Le Peletier, dans le neuvième arrondissement), vive « Fabien », dans le dix-neuvième ! En 1966, une réunion du comité central fixe, à Argenteuil, la nouvelle « ligne » du parti en matière d'art : Roland Leroy et Georges Gosnat, le trésorier, peuvent choisir Oscar Niemeyer, communiste brésilien mais surtout libre héritier du « courant moderne ». Son projet rappelle celui des grandes institutions internationales, comme la maison de verre de l'ONU, à New York. Maison ouverte, maison transparente, même si, avec ses caméras électroniques, ses « entrées discrètes et facilement contrôlables », expliquait l'architecte, l'essentiel est préservé.

Colonel-Fabien n'est pas seulement le siège du comité central. C'est la maison du parti, de tout le parti, explique alors Georges Gosnat. Il ne croit pas si bien dire. Les années passent. Le parti se reforme. Le verre des façades, à bien y regarder, est fumé et opaque. Des historiens réputés, fascinés

par cette contre-société, laissent aller leur imagination. « Des hauts dirigeants du parti [...] peuvent s'approvisionner gratuitement à la pompe à essence de « Fabien », écrit ainsi Philippe Robrieux, en 1982, dans son *Histoire intérieure du Parti communiste*.

Faux, bien sûr. Mais, pour certains, la maison devient réellement étrange, et inhospitalière. Au Brésil, où ont toujours traîné quelques « oreilles », Pierre Juquin, Amicel Le Pors et d'autres viennent sans se lasser « échanger des combinaisons programmatiques ». Comme à Montreuil, pour l'immeuble de la CGT, ou à Saint-Denis, pour celui de l'Humanité, politiques et architectes semblent avoir vu un peu grand. Dans son bureau, le permanent commence aussi à se plaindre du béton brut : vraiment « très gris », et si « froid ».

« Les seuls problèmes du bâtiment, c'est l'isolation, l'insonorisation et le chauffage, parce qu'ils ont été faits avant la première crise pétrolière », préfère dire pudiquement Robert Hue. Peut-être faudrait-il changer la maquette murale nive et orange des années 70, les lustres à décapage d'aluminium et les lampes à cote de maille des décennies Georges Marchais. Sans doute faudrait-il égarer les banquettes coudées et le skaï des salons du sous-sol, tristes comme des bails d'hôtels albanais ; éclairer d'une lumière moins blanche les obscures « salles de délégation ». Pour cela, il faut des sous, et les sources sont largement tarées. Depuis la chute d'un mur, en 1989, les pays frères sont de plus en plus rares, les entreprises de plus en plus autonomes, et les élus de moins en moins dociles.

On tente le tout pour le tout. Une jeune journaliste de l'Humanité, Cathy Capvert, décide de quitter la rédaction du quotidien et un directeur pas assez « mutant » à son goût. On lui demande de remplacer Françoise Py, l'attachée de presse de la direction du parti. Depuis l'entrée de ministres communistes au gouvernement, en juin, elle autorise calepins, micro et caméras de télé à traîner dans le hall - « Le foyer de la classe ouvrière », disait Niemeyer - pendant les comités nationaux. Ce hall-là a des souvenirs. A la mort de Louis Aragon, en 1982, puis, en 1983, pour les obsèques de Waldeck Rochet, il a servi de mausolée.

Depuis peu, une camarade permanente s'efforce d'animer le guichet d'accueil où, longtemps, chauffeurs, agents de sécurité et gardes du corps oisifs ont, seuls, attendu le visiteur, et où l'on re-

çoit « même, aujourd'hui, des membres de l'ambassade des États-Unis ». Cette audace est venue à Robert Hue à la suite d'un voyage en Guadeloupe, en 1995 : les jeunes militantes de la « JC », derrière leur guichet, l'avaient enthousiasmé.

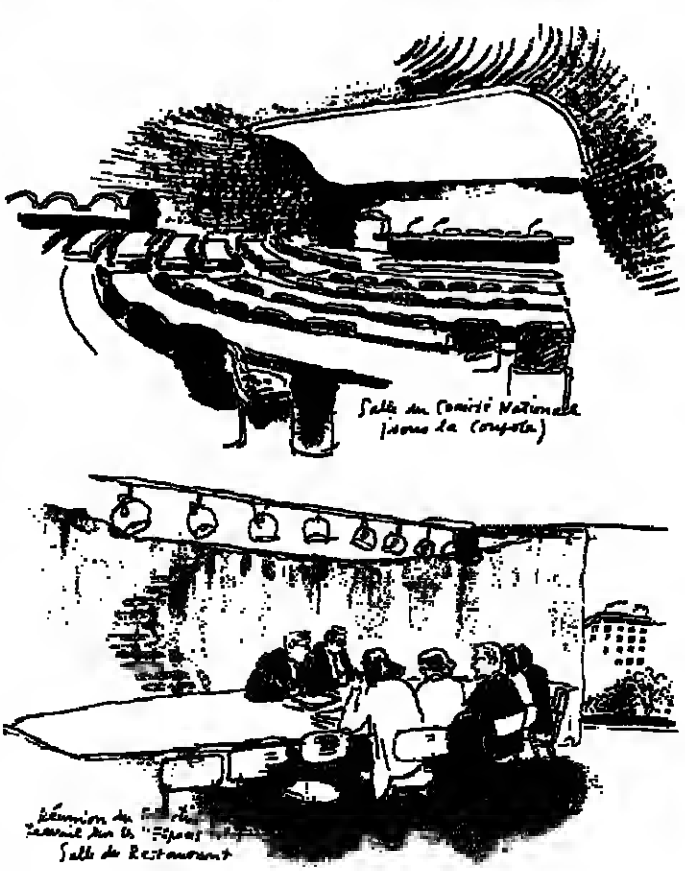
Robert Hue connaît l'art et la manière. Vu de son bureau et du petit écran, « Fabien » ressemble à presque, aujourd'hui, à un siège de parti comme les autres. A chaque duplex télévisé, le nouveau secrétaire national prend soin d'intervenir devant sa biblothèque : il est un homme honnête, aux lettres bien françaises, à combien plus érudite que son prédécesseur. On repère, dans le flou, les œuvres complètes de Jean Jaurès, mais aussi la collection complète de l'État de Poplin, de la Sofres, *La Misère du monde*, de Pierre Boudier, *Une jeunesse française*, de Pierre Pélissier. Et quelques beaux livres de Pissarro que Robert Hue adore. « Pas seulement parce qu'il a peint Pontoise », précise le député du Val-d'Oise.

**A**ILLEURS, le béton gris a la vie dure. L'histoire s'attarde dans le pli des baduttes, des visages, des cuisiniers. Gérard Deibos, le chauffeur bourgeois de Gaston Plissonnier, continue, comme une soixantaine d'autres retraités, à servir bénévolement la cause communiste. Il

veille aux deux caves à vins et « à spiritueux » sans lesquelles ce parti malgré tout bien français ne serait plus tout à fait lui-même. Dans les immenses parkings du sous-sol, les places 1 et 2 restent celles de Georges Marchais et... de Charles Fiterman. « Personne n'ose s'y garer », observe un gardien. Robert Hue n'a pas repris non plus le bureau de l'ancien secrétaire général. Chaque matin, vers 10 heures, après que son chauffeur l'a déposé dans l'étroit passage en bannette qui conduit les « puissants » au cœur du bâtiment, M. Marchais vient travailler, sans se soucier des plantes vertes qui mangent la moitié de son bureau.

Travailler, toujours. Au « premier », la documentation cote soigneusement *Les Lendes républicaines*, *Regard sur le Cher*, *Le Cantal ouvrier et paysan*, *Le Travailleur alpin*, *Les Allobroges de la Drôme* ou encore *La Vienne démocratique*, *Yvelines Dimanche* et *Morne Actu*, comme si la carte électorale du parti ne comptait pas, désormais, d'immenses déserts. Dans la revue de presse nationale et quotidienne, comme dans celle des « fédés », *Le Figaro* est toujours en bonne place : c'est l'ennemi, malgré tout, qui permet d'exister.

Travailler, comme si de rien n'était. Plus de cent quarante salariés occupent la maison, comme au début des années 80. Travailler,





Rodolphe Ingold, directeur scientifique de l'Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance

## « L'éthique de l'ethnographie, c'est de travailler avec les toxicomanes »

Le développeur en France de l'ethnographie répond aux critiques des tenants de ce qu'il appelle la « sociologie standard »

« Vous avez développé en France une nouvelle approche de recherche dans le champ de la toxicomanie, l'ethnographie. Pouvez-vous la situer par rapport aux autres disciplines scientifiques ? »

« La meilleure définition que l'on puisse donner de l'ethnographie c'est, à partir de l'expérience de l'école de Chicago, « l'ethnologie appliquée aux environnements modernes et urbains ». Dans le domaine de la toxicomanie, cette approche a émergé aux Etats-Unis aux environs de la deuxième guerre mondiale avec Alfred Lindesmith, qui a fait la première description du mode de constitution de la dépendance en matière d'héroïne. Elle s'est ensuite beaucoup développée dans les années 60, notamment grâce à Ed Preble, qui a décrit pour la première fois le mode de vie des consommateurs d'héroïne dans le ghetto de Harlem et qui a formé les ethnographes américains actuels : Wayne Wiebe à Chicago, John French à New York, John Newmeyer à San Francisco, Michael Agar à Washington. Depuis les années 90, on dit qu'à New York il y a un ethnographe par bloc. »

« En 1982, à la suite d'une année passée aux Etats-Unis, d'abord à l'université de Chicago puis en Californie, où j'ai eu l'occasion de rencontrer tous les ethnographes qui travaillaient déjà dans ce domaine ou dans des domaines voisins, j'ai créé l'Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance (IREP). Quand je me suis rendu compte que je ne pourrais pas travailler avec ces méthodes en intégrant à des institutions comme le centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), j'ai choisi de créer une structure aussi souple que possible et donc une association loi 1901. »

« Comment cette nouvelle discipline a-t-elle alors été accueillie ? »

« Aux Etats-Unis, il existait une bien meilleure reconnaissance de l'ethnographie en tant que discipline de recherche qu'en France, surtout à Chicago. Mais il est vrai que même aux Etats-Unis, l'ethnographie a toujours été en opposition avec la grande discipline, la sociologie standard, qui a toujours émis des réserves méthodologiques, notamment sur la constitution et la représentativité de nos échantillons. En fait, le développement de l'ethnographie s'est opéré dans un contexte européen. Des structures du même type que l'IREP commencent à exister dans d'autres pays, notamment en Angleterre. Nous nous sommes faits une place petit à petit, d'autant plus facilement que ce que nous faisons, les autres équipes traditionnelles, soit d'épidémiologie soit de sociologie, étaient incapables de le faire. Pour enquêter sur les attitudes et les pratiques des usagers de drogues, nous sommes allés directement rencontrer les toxicomanes, et pas seulement dans les hôpitaux ou en



prison, mais chez eux, dans la rue, pour les interroger, organiser un recueil de données et d'observations de façon très systématique, constituer un corpus cohérent et en faire l'analyse... toutes choses que les sociologues et les épidémiologistes étaient et sont toujours incapables de faire, croyant ne pas pouvoir avoir accès à ces populations. »

« Comment, très concrètement, avez-vous réussi à entrer en contact avec les toxicomanes des rues ? »

« J'ai d'abord fait tout un travail de repérage, de négociations d'accès au terrain, en gardant à l'esprit toute l'importance qu'il y a à se présenter en tant que chercheur, à solliciter la participation active des usagers, dans un échange aussi transparent que possible. L'éthique de l'ethnographie, c'est de travailler avec les toxicomanes. Au départ, j'ai enquired sans avoir d'autres modèles que théoriques, qui venaient en particulier de l'Américain Patrick Hughes. Cela fut très lent et très difficile car je fonctionnais avec un modèle qui malgré tout était abstrait, mais qui s'est révélé opérant. »

« Nos activités contiennent, implicitement ou explicitement, un certain nombre de critiques adressées aux autres disciplines. Nous nous sommes par exemple mis à travailler sur la notion de tendance, qui implique une réflexion sur les notions de temps et de processus d'évolution des consommations et des usages sont

extrêmement importantes. Par là même, nous étions très critiques vis-à-vis de productions épidémiologiques ou sociologiques standard qui s'appuyaient sur des données déjà anciennes, souvent obsolètes ou totalement biaisées, pour faire des diagnostics de tendance. Nous, nous avons la capacité d'organiser un recueil de données opportunistes, c'est-à-dire en temps réel, et d'en mener une analyse comparative année après année. L'ethnographie ne se prive pas de travailler avec telle ou telle

donnée officielle ou avec d'autres techniques. Notre situation interdisciplinaire explique d'ailleurs la grande difficulté que nous avons à nous positionner ou à être positionnés parce que nous sommes toujours un peu malmenés, et parfois malmenant. Cela fait partie de notre fragilité. »

« Vous avez tout de même bénéficié de plusieurs commandes de l'Etat, via la direction générale de la santé (DGS), et donc d'une certaine reconnaissance officielle... »

« En une dizaine d'années, les choses sont rentrées dans l'ordre et nos partenaires chercheurs se sont rendus compte, d'une part, que nous faisons un travail sérieux et, d'autre part, qu'eux-mêmes pouvaient bénéficier de nos travaux. Au sujet de la cocaïne par exemple, nous avons défriché un terrain que personne n'avait exploré auparavant. Mais nos travaux n'ont pas seulement nourri la recherche, ils ont surtout alimenté les décideurs. Il y a de notre part un certain militantisme qui a pour objectif l'éducation et la formation des décideurs. Tous nos rapports sont hautement pédagogiques, lisibles, compréhensibles. »

« Notre étude réalisée en milieu carcéral en 1985-1986 a été la première en France à décrire et à mesurer l'importance de la population des toxicomanes incarcérés et les modalités selon lesquelles ils arrivaient en prison et ils en sortaient. Cette étude a été à l'origine, un peu plus tard, de la mise en place des antennes toxicomanie en prison. Les décideurs ont alors compris qu'il existait un énorme problème, avec un taux de retour en prison effrayant et une absence presque systématique de contact entre ces toxicomanes détenus et les structures de soins à l'extérieur. Notre rapport sur la mise en vente libre des seringues, commandé par la DGS fin 1987 et remis en avril 1988, a aussi fait date. L'enjeu de santé publique était tel qu'il exigeait la production d'analyses et de résultats de façon aussi rapide que possible. »

« Au total, ces enquêtes ont marqué la décision publique, mais pas vraiment le dispositif de recherche. Les commandes d'évaluation nous ont certes donné la possibilité de mener des travaux, mais le drame de notre structure c'est qu'elle ne fonctionnait que par contrat. Si nous faisons réellement partie de la « science officielle », nous ne serions pas obligés de travailler dans un sous-sol de 30 mètres carrés et de maintenir une équipe en survie alors que nous sommes censés œuvrer dans la continuité ! »

« Quelle analyse faites-vous de l'évolution des recherches, di-

sons « classiques », sur les drogues et leurs usages ? »

« Pendant fort longtemps, il n'existait pas de recherche en la matière. Il y avait des données routinières, des statistiques, ministère par ministère, avec le nombre d'interpellations, de recours aux soins, de surdoses, mais hormis l'unité INSERM de Françoise Davidson reprise par Françoise Facy, personne ne s'intéressait à ces questions. C'était un secteur largement sous-développé. Tout se passait comme si, à l'égard de la toxicomanie, on n'avait nullement besoin d'une approche scientifique. Cela était sans doute dû à un certain mépris et à un certain aveuglement du corps social par rapport au phénomène, et également à la difficulté ou l'impossibilité dans laquelle se trouvaient les épidémiologistes et les sociologues d'avoir accès aux toxicomanes. »

« Nous explorons aussi, il faut le dire, un secteur où le pouvoir politique est soumis à un certain nombre de lobbies de la prévention. Analyse scientifique ou pas, rigoureuse ou pas, la politique a été davantage influencée, au moins pendant un moment, par les lobbies plutôt que par les données des chercheurs. Au long cours, la recherche finira par avoir le dessus mais, en attendant, on est toujours dans l'idéologie. »

« Les mentalités ont tout de même évolué. La création de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanes ne reflète-t-elle pas une réelle volonté de tendre à l'objectivité ? »

« De gros progrès ont été réalisés, c'est vrai, grâce à la dimension européenne. Au début des années 80 par exemple, les Espagnols n'avaient pas d'activités de recherche. Ils les ont développées à partir de zéro mais d'une façon considérable, de sorte qu'aujourd'hui ils sont, avec les Hollandais, l'un des pays les mieux équipés en termes de recherche sur les dépendances. En France, l'association Descartes, puis le groupement de recherches « Psychotropes, politique et société » du CNRS ont beaucoup apporté, effectuant un travail de valorisation des travaux des chercheurs. Mais on est encore loin du compte. Pour preuve, l'IREP est dans une situation de survie alors qu'il produit des données importantes, par exemple celles que nous allons prochainement publier sur l'hépatite C, une épidémie toujours actuelle chez les toxicomanes et liée aux pratiques de réutilisation des seringues. »

« Dans les trois quarts des cas, les toxicomanes, aujourd'hui comme il y a dix ans, continuent à réutiliser leur seringue. Nos résultats montrent que, dans leur ensemble, ils n'ont pas compris les mécanismes du risque et, en particulier, qu'ils peuvent se contaminer de façon indirecte, c'est-à-dire sans partage de seringue mais avec le partage de l'eau, du coton, de la cuillère. Leur degré d'information par rapport à l'hépatite C est catastrophiquement bas. Les messages de prévention sont à revoir. »

Propos recueillis par Laurence Folléa

## Une lente légitimation d'une approche américaine

RODOLPHE INGOLD, médecin psychiatre, a introduit en France, au début des années 80, une nouvelle discipline scientifique importée des Etats-Unis : l'ethnographie, définie comme « l'ethnologie appliquée aux environnements modernes et urbains ». »

Après avoir travaillé en tant que psychiatre à l'hospitalisation des toxicomanes, le docteur Ingold est chargé de la création du département de recherches du centre médical Marmottan, dirigé par le professeur Claude Olivenstein. En 1982, il crée l'Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance (IREP) et soutient, en 1993, une thèse de troisième cycle en anthropologie humaine (université René-Descartes Paris-V) intitulée « Contribution à une anthropologie de la pharmacodépendance ». »

Œuvrant pendant plusieurs années dans une certaine marginalité, le docteur Ingold a finalement réussi à faire légitimer son approche et à obtenir plu-



RODOLPHE INGOLD

sieurs commandes des pouvoirs publics.

En juillet 1988, l'IREP publie la première évaluation des effets de la libéralisation de la vente des seringues, intervenue en mai 1987. En juillet 1992 paraît une étude sur la consommation de cocaïne à Paris, puis, en septembre 1993, une enquête ethnographique dans les milieux de la prostitution, intitulée « Le travail sexuel, la consommation de drogues et le VIH ». En 1994, l'IREP alerte les pouvoirs publics sur la montée de la consommation de crack dans la capitale puis démontre l'efficacité de l'eau de Javel dans la lutte contre les épidémies de sida et d'hépatites chez les toxicomanes intraveineux.

Depuis 1982, le docteur Ingold est expert auprès du groupe Pompidou au Conseil de l'Europe, chargé de l'épidémiologie des problèmes de drogue.

L. F.

Jiro Nemeto, président de la Fédération patronale japonaise Nikkeiren

## « Le Japon est assez puissant pour résister aux secousses financières asiatiques »

LA FÉDÉRATION des associations d'employeurs du Japon (Nikkeiren) représente quelque 100 000 entreprises regroupant vingt millions de travailleurs. Fondée en 1948, cette organisation, la plus importante de l'archipel avec le Keidanren, le CNPF nippon, est spécialisée dans les relations du travail. De passage à Paris, au terme d'une tournée en Europe, son président, Jiro Nemeto, répond aux questions du Monde.

« Comment analysez-vous la crise financière et boursière qui frappe plusieurs pays d'Asie ? »

« La crise était prévisible. L'Asie du Sud-Est a connu des phénomènes de forte spéculation dont un boom de l'immobilier. Dans ce domaine, Hongkong est parfois devenu plus cher que Tokyo. A cela s'ajoutent les incertitudes sur l'avenir de l'ancienne colonie britannique depuis qu'elle est redevenue chinoise. Les marchés se

demandent si et comment le slogan « Un pays, deux systèmes » peut se traduire dans les faits. La « bulle » spéculative asiatique a donc fini par éclater, comme elle avait éclaté au Japon en 1992. Mais la crise est beaucoup moins grave que lors des krachs précédents. En 1987, lors du fameux « lundi noir », les fondamentaux de l'économie mondiale, et d'abord ceux de l'économie américaine, étaient très mauvais. L'inflation et le chômage étaient élevés. Et puis, aujourd'hui, Hongkong et derrière lui la Chine disposent de réserves considérables en devises qui peuvent leur permettre d'intervenir s'il le faut. La Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie surmonteront cette épreuve. Cela prendra peut-être deux ou trois ans. »

« Cette tourmente aura-t-elle des effets négatifs au Japon ? »

« Elle survient à un moment où notre économie sort lentement de

la récession. Elle peut donc retarder ce processus de sortie de crise. Et il est vrai que nous sommes très concernés par ce qui se passe en Asie puisque les entreprises japonaises y ont délocalisé 12 % de leur production. Mais l'industrie, les banques et la Bourse japonaises sont assez puissantes pour tenir bon, pour résister à ces secousses financières asiatiques. L'impact négatif ne devrait pas être trop grand. Il peut même y avoir quelques effets bénéfiques car les importations japonaises en provenance des pays d'Asie dont les monnaies auront été fortement dépréciées, coûteront moins cher. »

« Ces turbulences remettent-elles en question ce qu'on a appelé le « modèle asiatique » de développement ? »

« Une première chose est sûre : cette crise ne remet pas en cause le modèle japonais. Ensuite, on a surestimé les capacités écono-

miques réelles des pays d'Asie du Sud-Est. Il est vrai que leurs industries ont atteint un niveau de production convenable, qu'elles sont capables d'exporter d'excellents produits dans le monde entier. Leurs bonnes performances commerciales, ajoutées à l'essor de leurs marchés financiers, ont créé une illusion de puissance industrielle, mais ce n'était qu'une illusion. En réalité, leur assise industrielle demeure très fragile, notamment parce que leur développement se nourrit pour l'essentiel de capitaux étrangers. Il faut absolument que, dans ces pays, l'investissement soit le fait de capitalistes locaux. C'est d'ailleurs le discours que nous leur tenons. Il faudra du temps pour qu'il devienne réalité. »

« Ne pourrait-on pas prévenir, du moins en partie, les secousses financières dans cette région ? »

« Pour éviter des crises à répétition, le Japon est prêt à participer à l'élaboration de mécanismes préventifs, par exemple en coopération avec le Fonds monétaire international. Ce pourrait être aussi le travail des ministres des finances de l'APEC, le forum de coopération économique Asie-Pacifique. »

« Votre organisation, dont le slogan d'origine est « Employeurs, soyez équitables et forts », se proclame réformatrice. »

« Nous souhaitons l'avènement d'un nouveau modèle japonais. Si le Japon veut conserver sa puissance, il doit mener à bien des réformes de structure d'ici à l'an 2000. Notre économie est trop réglementée, trop protégée. Il faut réduire le fardeau fiscal, rendre l'administration plus efficace. En même temps, nous voulons préserver de bonnes relations dans l'entreprise entre la direction et les salariés, car c'est un facteur de sta-

bilité. Notre fédération s'est fixé quatre priorités : un chômage minimum, une meilleure qualité de la vie, le renforcement de notre compétitivité internationale et le respect d'une éthique dans l'entreprise. Il faut maintenir un équilibre entre ces quatre priorités. Pour promouvoir ces idées, nous avons lancé un programme d'action de trois ans, le plan « Oiseau bleu », du nom d'une œuvre du dramaturge belge et Prix Nobel Maurice Maeterlinck. »

« Comment les patrons japonais accueillent-ils la perspective de la monnaie unique européenne ? »

« Pour nous, c'est une bonne chose. La monnaie unique contribuera à la stabilité monétaire mondiale. Nous souhaitons que l'euro réussisse. »

Propos recueillis par Jean-Pierre Langelier



ologie de la pharmacodépendance  
ler avec les toxicomanes)  
qu'il appelle la « sociologie standard »

## Le « mauvais rêve » russe en Bulgarie

L'AMBASSADEUR russe en Bulgarie qualifie ainsi, récemment, l'état des relations entre les deux pays : « Un mauvais rêve ». La Bulgarie, le plus fidèle des satellites européens au temps de l'URSS, est en effet saisie d'une fièvre antrussienne sans précédent. Sous-jacente depuis le remplacement, au début de cette année, des socialistes « russophiles » par un gouvernement de centre-droit « pro-occidental », la tension entre les deux pays est montée d'un cran à la faveur de la négociation d'un contrat de livraison de gaz russe à la Bulgarie.

Il n'y a pas si longtemps, la météo était au beau fixe. A la différence de la plupart des anciennes démocraties populaires, la chute du régime communiste de Todor Jivkov, en novembre 1989, n'avait pas altéré les relations, excellentes, entre Moscou et Sofia. Pour preuve, en mars 1996, le président russe Boris Eltsine crut opportun de préciser que « la CEI (Communauté des Etats indépendants) est ouverte à d'autres Etats... par exemple, à la Bulgarie ». Cette réflexion avait alors soulevé l'indignation de l'opposition bulgare, qui dénonça « une atteinte à la souveraineté ». En revanche, il fallut attendre une semaine pour que Jan Videnov, premier ministre socialiste de l'époque, repousse la proposition russe. Preuve que la « sortie » de Boris Eltsine n'était pas si incongrue.

Située hors des limites de cet « étranger proche » où Moscou entend exercer son droit de regard, la Bulgarie fut et reste malgré tout le plus russophile des pays d'Europe de l'Est. Selon l'Institut bulgare pour les relations internationales, un Bulgare sur deux se sent « proche, voire très proche » de la Russie pour des raisons culturelles et religieuses ou par nostalgie envers l'époque socialiste.

### BRAS DE FER AVEC GAZPROM

Mais, depuis l'arrivée au pouvoir, au printemps, de l'ancienne opposition de droite regroupée au sein de l'Union des forces démocratiques (UFD), la politique étrangère a tourné le dos à l'Est pour embrasser l'Union européenne et l'OTAN auxquelles elle entend adhérer. Pour ce faire, Sofia veut donner des signes de son émancipation vis-à-vis du « grand frère » d'hiver. Les exemples se multiplient d'investisseurs russes refoulés par les autorités. Une partie de la presse soviétique s'est lancée, en octobre, dans une violente campagne accusant Moscou d'espionnage. Pour sa part, le gouvernement bulgare a provoqué le mécontentement de la Russie en n'invitant pas, en octobre, Moscou à une rencontre des ministres de la défense du sud-est européen à laquelle les Etats-Unis participaient. Face à la dégradation du climat, le Parlement a organisé, le 24 octobre, un débat sur l'avenir des relations avec la Russie. En présence du chef de l'Etat, Petar Stoev, les députés ont voté une « déclaration d'opinion » appelant toutefois à redéfinir ces rapports sur la base d'un « intérêt mutuel ».

En toile de fond à la « mauvaise humeur » des Bulgares, apparaissent les discussions sur le renouvellement d'un important contrat gazier, venant bientôt à échéance, et qui doit assurer l'approvisionnement de la Bulgarie pour dix à quinze ans. Car, après avoir coupé le cordon ombilical qui la liait à Moscou, Sofia entend affirmer son indépendance sur le plan économique. D'où le bras de fer engagé avec le gazier russe Gazprom, décrit comme un substitut de la diplomatie russe à l'Est et dont la Bulgarie essaie de dénouer l'étreinte.

Fournisseur unique des 6,5 milliards de mètres cubes de gaz consommés annuellement par la Bulgarie, Gazprom avait réussi, il y a quelques mois, à racheter discrètement des actions - détenues par des hommes d'affaires proches des socialistes - dans le joint-venture russo-bulgare

Topenergy, créé il y a trois ans pour gérer et négocier le contrat gazier. Majoritaires dans Topenergy, les Russes pouvaient dicter leur loi en matière de prix. De haute lutte, Sofia a court-circuité Topenergy, exigeant que les négociations se déroulent dorénavant entre les monopoles gaziers nationaux : Gazprom et Bulgargaz.

### A L'APPROCHE DE L'HIVER

Privée de ressources naturelles et de solution alternative au gaz russe, la Bulgarie dispose d'un atout fort dans ces négociations : sa position géographique. Le raisonnement des Bulgares est simple, comme le résume le premier ministre, Ivan Kostov : « Nous avons besoin de gaz russe, mais ils (les Russes) ont besoin des droits de transit en Bulgarie pour les énormes marchés potentiels de Turquie et des Balkans ». Donnant donnant. Les Bulgares retardent ainsi un projet auquel les Russes tiennent beaucoup, dans lequel ils peuvent difficilement se passer de Sofia. Il s'agit de la construction d'un nouveau gazoduc qui transporterait l'énergie de la Caspienne à travers le sud de la Russie, puis l'Ukraine, la Moldavie, la Roumanie et la Bulgarie. De là des ramifications alimenta-

raient la Turquie, à l'est, la Grèce, au sud, et les autres pays des Balkans à l'ouest et au nord. Forte de sa position de plaque tournante, Sofia aurait convaincu les Russes de lier les discussions sur la fourniture de gaz à ce projet de gazoduc estimé à 500 millions de dollars (3 milliards de francs).

Le contenu de ce protocole n'a pas été rendu public et l'essentiel du contrat sera défini dans les semaines à venir. Pour les Bulgares, l'issue de ces discussions sera déterminante, comme semble le croire M. Kostov. « A la place de la doctrine de la souveraineté limitée de Leonid Brejnev, nous pourrions avoir sa version moderne : "La doctrine Vlahov" », du nom du président de Gazprom. Et de dramatiser : « Si un gouvernement tombait à la suite d'une interception de la livraison de gaz, son successeur ne serait pas un gouvernement bulgare, mais un gouvernement Gazprom ». A l'approche de l'hiver, toujours rigoureux sous cette latitude, M. Kostov sait de quoi il parle. Il doit son poste au mécontentement d'une population transie de froid qui, en février, a chassé les socialistes du pouvoir.

Christophe Châtelot

## Recel par Leiter



Sylvia Kauffmann

## L'inébranlable confiance de l'Amérique en son économie

Suite de la première page

D'autres statistiques publiées un peu plus tard dans la semaine ont confirmé la bonne santé de l'économie américaine : le produit intérieur brut a augmenté au troisième trimestre à un taux annuel de 3,5 %, contre 3,3 % le trimestre précédent, sans que l'inflation montre forcément le bout de son nez puisque l'augmentation des prix des biens et services a été dans le même temps la plus faible depuis 1964. Un chômage toujours en baisse, inférieur à 5 %, et de bons chiffres sur les ventes de logements neufs ont fourni d'autres signes de la vigueur de l'économie.

Paradoxalement, ensuite, la proximité du dixième anniversaire du krach de 1987 n'est sans doute pas étrangère à la sérénité des investisseurs. Depuis deux semaines, ces derniers s'entendent répéter par des médias friands de commémorations que, pour brutal qu'il fut, ce krach avait finalement eu très peu de conséquences, voire avait été bénéfique, et que des mécanismes tels que les circuit-breakers avaient été créés pour éviter les mêmes chutes libres.

Vendredi, le Wall Street Journal décernait des médailles à sept héros de la semaine, ceux qui ont fait leur travail et « qui l'ont bien fait ». Kent Simons, gestionnaire de fonds, a acheté, dès lundi 27 octobre, d'énormes quantités de titres : « oui, reconnaît-il, un vent de panique soufflait sur Wall Street, mais quand vous parlez aux gens dans les entreprises, ils étaient très calmes ». Richard Grasso, président du Stock Exchange, a perçu d'éviter le blocage des transactions grâce à son travail de longue haleine en faveur de l'informatisation des transactions. Lawrence Ricciardi, directeur financier d'IBM, a pris la décision du rachat pour 3,5 milliards de dollars (près de 20 milliards de francs) des propres titres de sa compagnie, évoyant, dès mardi matin, un signal de confiance stratégique aux autres investisseurs.

### UNE CORRECTION « SALUTAIRE »

David Komansky, PDG de Merrill Lynch, est, pour sa part, descendu dans l'arène pour être aux côtés de ses troupes. Eduardo Cortes, vice-président de JP Morgan Investment Management, fort de son expérience de la crise du peso mexicain il y a deux ans, a acheté, mardi, un demi-milliard d'obligations sur les marchés émergents : là aussi, cette firme solide et réputée a su envoyer un signal rassurant. Enfin, Abby Joseph Cohen, stratège de Goldman Sachs et gourou du bull market (marché haussier) de Wall Street, a tenu bon : après avoir soigneusement observé l'évolution des marchés, lundi, elle a conclu qu'il fallait

acheter et en a persuadé les clients de Goldman Sachs. Le Wall Street Journal aurait, en fait, pu ajouter un huitième héros : M. Tout-le-monde, le petit porteur. Grâce aux rentrées d'argent secrétées par l'économie, l'Américain n'a jamais été si actif en Bourse, directement ou à travers les fonds communs de placement. En 1996, les Américains, attirés par un marché boursier en hausse depuis 1982, ont investi 222 milliards de dollars (1 330 milliards de francs) dans ces fonds, soit près de 100 milliards de plus que le précédent record, établi en 1993.

Il y a quinze ans, 7 millions d'Américains possédaient des fonds mutuels ; ils sont aujourd'hui 63 millions à placer ainsi leurs économies pour financer leur retraite ou les études des enfants. Dans leur grande majorité, ils sont restés calmes tout au long de cette semaine pointant particulièrement agitée, beaucoup plus calmes que les gros investisseurs institutionnels.

Pour eux, la Bourse reste le meilleur placement à long terme : les 7,2 % perdus par le Dow Jones, lundi 27 octobre, doivent se lire dans le contexte d'une augmentation de 20 % en 1997, de 26 % en 1996 et de 33 % en 1995.

Déjà, fin mars-début avril, un coup de semonce qui avait fait chuter le Dow Jones de 6,7 % avait permis de tester la résistance des investisseurs individuels. Beaucoup de ces petits porteurs ont fait leur entrée sur les marchés boursiers depuis la reprise économique de 1991 et n'ont donc jamais connu

de grosses secousses ; il n'ont même jamais connu un marché à la baisse.

Enfin, Alan Greenspan a vécu cette crise bien plus sereinement que celle de 1987, ne changeant rien à son programme du jour, surveillant le déroulement de la journée mais sans créer de cabinet de crise. Pour lui, la correction du 29 octobre a été « salutaire », car elle nettoie les marchés des spéculateurs qui contribuent à sa volatilité et va ralentir un peu l'économie, ce qui lui permettra encore quelque temps d'éviter d'avoir à augmenter les taux d'intérêt. Que faudra-t-il pour ébranler la foi des petits porteurs ? Réponse, peut-être, à la prochaine « correction » sur un marché que de nombreux analystes à Wall Street jugent encore surévalué.

Sylvia Kauffmann

### RECTIFICATIF

#### ISMAL KADARÉ

Fayard nous précise qu'il est bien l'éditeur de la quasi-totalité des œuvres d'Ismaïl Kadaré et de ses œuvres complètes en langues française et albanaise. Il est cessionnaire des droits mondiaux des dites œuvres. Il a confié, en accord avec l'auteur, la gestion des droits de traduction de ces œuvres à The Wylie Agency, agent littéraire qui n'a donc pas fait, contrairement à ce que nous avions indiqué dans Le Monde du 21 octobre, « acquisition des droits mondiaux de l'œuvre de M. Kadaré ».

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

## L'Etat de droit social

UN an après un conflit qui avait déjà immobilisé pendant plusieurs semaines l'économie nationale, la France redécouvre la couleur de ses routes. Sous le regard inquiet de ses partenaires européens, elle confirme son incapacité non seulement à faire accepter par la base les compromis sociaux négociés au sommet, mais surtout à les faire appliquer par les patrons de ce secteur.

L'Etat va donc être conduit, bien malgré lui et sans que cela soit une garantie de succès, à jouer un rôle de premier plan. Si le transport routier est un secteur bien particulier (au fonctionnement anarchique, à la concurrence exacerbée, où se côtoient artisans individuels et filiales de grandes entreprises comme la SNCF, etc.), il n'en reproduit pas moins avec force l'un des archaïsmes les plus permanents de la société française : l'absence d'organisations syndicales et patronales véritablement représentatives, et de ce fait la difficulté d'un véritable dialogue social.

Côté salariés, le décalage entre les déclarations des négociateurs syndicaux, très satisfaites, dimanche matin, de l'accord salarial qualifié d'« historique » par l'un d'entre eux - conclu en terme de longues discussions et le vote massif des chauffeurs routiers, dans la journée, en faveur de la grève, est à cet égard révélateur.

Côté patronal, l'attitude des organisations dites représentatives, elles-mêmes très divisées,

est tout aussi symptomatique. Car c'est bien leur incapacité à faire respecter par leurs adhérents les engagements pris en 1996, voire leur refus de les mettre en œuvre, qui est la véritable cause du conflit actuel. En dépit d'une volonté affichée par l'Etat de veiller au respect des accords de 1996, la profession continue donc à vivre dans un état de concurrence féroce où prédominent les formes les plus scandaleuses de dumping économique et social.

Jean-Claude Gaysso, le ministre - communiste - des transports, a promis une loi et, surtout, un renforcement du contrôle du secteur. Le premier ministre, Lionel Jospin, a annoncé une carotte fiscale - une réduction de la taxe professionnelle pour les entreprises concernées.

L'intervention de l'Etat est légitime. Même aux Etats-Unis, lorsqu'un conflit menace le fonctionnement de l'économie dans son ensemble, c'est Bill Clinton, directement, qui est conduit à assumer le rôle de médiateur. Aujourd'hui, c'est non seulement la France, mais l'Europe dans sa totalité qui pourrait souffrir du blocage des routes françaises.

Mais cette intervention est aujourd'hui, plus que jamais, nécessaire, après un an d'engagements non tenus suscitant amertume et déception parmi les salariés. Le respect de l'Etat de droit est aussi celui des lois, règlements et accords sociaux. On attend de la puissance publique qu'elle le rappelle, fût-ce sévèrement, aux entreprises de transport routier.

### Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Perrotin, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Henry Frenay  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhoteau, Robert Solé

Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Gribelmann, Erik Israelowicz, Michel Kelsen, Bernard Le Gendre

Directeur artistique : Dominique Royette  
Rédacteur en chef technique : Eric Auzan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médecin : Thomas Forenz

Directeur caennais : Eric Paillet / directeur délégué : Anne Chassebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rolla / directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Méral, président ; Gérard Courvoisier, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Devere-Méry (1944-1965), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1983), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescourge (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 961 000 F, Acteurs : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Devere-Méry, Société anonyme des Lettres du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

#### Régimes lactés

LES BRUITS contradictoires et les informations mal contrôlées qui circulent au sujet des attributions de régimes aux malades demandent une mise au point. Le ravitaillement en lait, absolument insuffisant dans les villes, ne permet plus de distribuer aux enfants au-dessus de quatre ans ni aux bénéficiaires du régime lacto-végétarien (régime 2) le lait qui devrait leur être régulièrement attribué.

En revanche, le nombre des régimes lactés intégraux (régime 1) est passé de six mille, en 1944, à soixante mille, actuellement. La situation sanitaire n'explique pas à elle seule une si considérable différence, non plus que la complaisance des médecins. Mais ceux-ci, dans les familles de plusieurs enfants âgés de plus de quatre ans, sont tentés de mettre un des membres de la famille au régime lacté intégral pour assurer une

petite ration de lait à chacun des enfants qui, sans cet expédient, n'en recevraient pas.

Il faut cependant trouver une solution qui, ramenant à un chiffre raisonnable le nombre des bénéficiaires du régime 1, rendrait aux enfants l'allocation de lait dont ils sont privés. La meilleure façon de faire consisterait à limiter à dix jours le bénéfice du régime 1, sur certificat médical ordinaire. Pour être renouvelée cette attribution devrait être appuyée d'un nouveau certificat contrôlé par le conseil de l'ordre des médecins. Ce contrôle s'effectuerait sur le vu d'une note médicale confidentielle remise sous enveloppe par la famille au conseil de l'ordre, qui accorderait ou refuserait l'allocation du régime d'après les renseignements purement médicaux fournis par le médecin traitant.

(4 novembre 1947.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



# La morale civique contre l'ordre moral

par Alain Etchegoyen

Il reste encore quelques intellectuels pour sortir leur revolver dès qu'ils entendent le mot de morale. Saïsis d'un spasme pavlovien, ils entendent faire passer leur propre philosophie. Ainsi Michel Onfray, dans l'esthétique et surannée posture du « rebelle », nous donne-t-il le spectacle d'une confusion peu propice au débat démocratique : la volonté de renforcer la « morale civique » et l'« éducation à la citoyenneté » dans l'école marquerait le retour de l'« ordre moral ». Quand on rapproche ailleurs le « travailleur exploité » du déporté et les entreprises des camps d'extermination, il n'est guère étonnant de déboucher sur la confusion entre éducation à la citoyenneté et ordre moral. Néanmoins, à défaut de ses contempteurs, le mot de « morale » mérite d'être justifié puisque la philosophie devrait servir à éclaircir les concepts au lieu de les confondre.

Depuis une vingtaine d'années, le « politiquement correct » faisait employer à l'envi le mot d'« éthique », ce petit vocable étiqueté d'éthique, comme le dit un jour Michel Serres. Par filiosité, par peur d'être renvoyé à l'extrême droite de l'extrême droite, on n'osait plus parler de la morale ; la morale dont il est aujourd'hui question dans le discours de Claude Allègre n'est pas cette morale sexuellement obsédée, politiquement conservatrice et viscéralement haineuse qu'évoque l'« ordre moral ». Je ne vois nulle trace de ressentiment dans la morale républicaine. Elle me semble au contraire plus subversive aujourd'hui que tous les discours individualistes dans lesquels chacun s'ausculte ou se sculpte.

Le discrédit du politique, l'accumulation des affaires, la banalisation de la corruption, le sempiternel argument selon lequel « les autres ont fait pire », la marchandisation des corps, l'eugénisme

rampant, le danger du communautarisme, tous ces phénomènes contemporains rendent nécessaire l'affirmation des principes. Le danger qui nous menace est le suivant : qu'un confonde le fait et le droit ; que les arguments de fait (« les principes de la République sont sans cesse transgressés ») ne se substituent à la volonté de faire passer les principes dans les faits. Bafoués comme ils le sont nécessairement – puisque l'homme reste toujours libre de transgresser –, ces principes n'en méritent pas moins d'être enseignés. En voulant les taire, on propose de démissionner.

On ne saurait donc dénier à l'éducation nationale le droit d'utiliser le mot de « morale ». Il serait même surprenant qu'on ne lui en imposât pas le devoir. La formation d'hommes et de femmes responsables passe par

tées. C'est pourquoi, tout en renforçant cet enseignement – souvent laissé pour compte – dans les écoles et les collèges, il semble indispensable d'en dispenser un autre, plus original, au lycée qui en est aujourd'hui dépourvu. Outre les aménagements prévus pour la classe de seconde, il est ainsi programmé d'introduire un nouvel enseignement d'« éducation à la citoyenneté » en classe de première, c'est-à-dire à peu près au moment où les élèves deviennent électeurs et seront même désormais inscrits automatiquement sur les listes électorales.

Traditionnellement, dans le collège, l'éducation civique est en général l'apanage des professeurs d'histoire et géographie. En première cet enseignement sera confié prioritairement aux professeurs de philosophie, qui seront chargés d'une mission noble mais

furent les débats, luttes et conquêtes qui fondent la citoyenneté, tout ceci n'a strictement rien de commun avec un quelconque ordre moral, dès lors qu'on pense avec des concepts et non avec des slogans.

L'ordre moral est castrateur, la citoyenneté est libératrice ; l'ordre moral consacre et redouble l'ordre social, la citoyenneté transforme le même ordre ; l'ordre moral fait régner le silence, la citoyenneté libère la parole ; l'ordre moral exténue le jugement, la citoyenneté est l'exercice même du jugement politique ; l'ordre moral maintient dans l'ignorance, la citoyenneté révèle les droits et les devoirs des hommes et des femmes. L'ordre moral fait le lit de l'extrême droite, la citoyenneté nous en protège.

Mais il est vrai que l'éducation à la citoyenneté ne promeut ni le désordre moral ni l'absence de principes. « Nul n'est censé ignorer la loi », ambitionne-t-on dans tout Etat de droit. « Nul n'est censé ignorer les principes de la République », pourrait-on dire à l'occasion de ce nouvel enseignement : il faut comprendre les qualifications de République que la Constitution nous propose (laïque, indivisible, etc.), le sens de l'élection, de la souveraineté nationale, de l'identité nationale par rapport aux appartenances communautaires, etc. On ne naît pas citoyen, on le devient. Le droit du sol pour la nationalité ou l'inscription automatique sur les listes électorales proposent des statuts et des droits ; il importe de favoriser leurs conditions d'exercice.

C'est pourquoi brandir l'épouvantail de l'ordre moral quand on évoque l'éducation à la citoyenneté, c'est prendre les lanternes pour des vessies : la vraie morale se moque de l'ordre moral.

Alain Etchegoyen est professeur de philosophie et conseiller du ministre de l'Éducation, de la recherche et de la technologie.

# Histoires de coolies

par Léopold de Stabenrath

LES exportations de Thaïlande ou de n'importe quel autre pays de l'Asie de l'Est sont essentiellement de la sueur de coolies dont Orwell disait que « de son pillole dépend la prospérité de l'Occident », à quoi il ajoutait, péremptoire : « Je le sais, j'ai été officier de police en Birmanie... »

A part peut-être la soie, les épices et quelques papillons rares, il n'y a pas vraiment dans cette région de produits que l'on ne puisse trouver ailleurs. La véritable mine d'or, c'est une population laborieuse, bien concentrée par le surpeuplement et relativement docile. Le problème est de savoir l'exploiter habilement parce que, en définitive, pour s'enrichir, les vieilles recettes sont encore les meilleures : s'approprier une portion du travail d'autrui sur la plus grande échelle possible.

A ce point il faut opérer un distinguo entre les populations situées en-deçà de la cordillère indochinoise – Thaïlandais, Birmans, Malaisiens, Cambodgiens, Laotiens, Indonésiens – et celles installées au-delà – Vietnamiens, Coréens, Chinois. On brossera de côté les Japonais qui, depuis l'ère Meiji, ont très bien compris la nécessité de l'exploitation de la sueur des coolies.

Les premiers (sauf les Thaïlandais) se sont laissés gentiment coloniser mais, grâce ou à cause du bouddhisme et de l'islam, ils ont toujours tenu la richesse et l'agitation en grande suspicion. Il fallait donc trouver des relais capables de les mettre sérieusement au travail, quitte à leur laisser une part du profit. Les diasporas chinoises se sont chargées de cette tâche ingrate mais rentable. Avec les autres, beaucoup moins malléables car ils croient au moins autant que nous aux bienfaits de l'opulence, des moyens plus obliques ont été utilisés : ports francs, traités de commerce plus ou moins inégaux, concessions ou, en dernier ressort, colonisation pure et simple. Les Occidentaux ne sont d'ailleurs pas seuls en cause, les Japonais ont appliqué la même méthode en Corée et en Mandchourie, avec les succès que l'on sait.

C'était le bon temps de la colonie où la France importait, par exemple, du coton d'Extrême-Orient, dont nos tisserands jurassiens tiraient des cotonnades que les fidèles sujets de l'Empire achetaient au prix fort, pour le plus grand profit de nos industriels métropolitains. Il suffisait d'y penser.

Changement de décors dans les années 50, les coolies se rebiffent, inventent l'homme nouveau en Chine, avec son bol de riz incassable, mettent au point la lutte révolutionnaire, bref, tentent pendant un temps de nous mettre à la porte. Les Japonais avaient bien essayé, des années plus tôt, une formule avoisinante avec leur « sphère asiatique de coprosperité », mais les Américains y avaient mis énergiquement fin. Entracte, donc, qui permet aux pays riches de mettre en piste le libre-échangeisme entre eux. On débouche ainsi sur le fameux miracle asiatique des années 70, qui n'a jamais été autre chose qu'une remise au travail des coolies dans un contexte un peu rénové.

Il s'est agi, dans un premier temps, de faire fabriquer aux Asiatiques les produits des industries à Japon compris, mais un peu plus tard – pouvaient encore tirer profit

en baissant les coûts de fabrication. L'opération a été immensément rentable : les bénéfices commerciaux ont largement compensé ceux de l'ancienne manufacture, et ces transferts nous ont débarrassés tout à la fois des univers disciplinaires de production (chers à Foucault), des contre-pouvoirs syndicaux qui les accompagnaient et de toutes les pollutions qui les suivaient. Ce n'était pas non plus dangereux en terme de stratégie industrielle car nous étions rentrés dans une troisième révolution technologique capable d'assurer une puissance et des rendements supérieurs.

En Asie du Sud-Est, les diasporas chinoises se sont chargées d'attirer les capitaux et d'aligner les coolies. En Asie du Nord (à l'exception notable de la Chine), le nationalisme économique sous protection américaine est parvenu au même résultat. Ce mouvement s'est accompagné

Pendant ces quinze dernières années, la sueur du coolie était tellement bon marché que tout le monde a pu se servir

chez nous du fameux débat sur la délocalisation qui rappelle un peu celui du « déclin inéluctable de la France » après la perte de son empire. Tout le monde sait aujourd'hui que la décolonisation n'a non seulement pas causé de dommage au capitalisme français mais, comme le souligne l'historien Jacques Marseille, « que, bien plus, elle a été une des conditions et l'accompagnement logique de la modernisation ». La délocalisation n'est rien d'autre que la décolonisation au bénéfice de nos vieilles industries : le coolie occidental n'a eu qu'à se reconstruire dans les merveilleuses applications de la troisième révolution industrielle.

Pour en revenir à ces fameuses exportations de l'Asie dont le ralentissement fait aujourd'hui couler tant d'encre, il faut se rappeler que pendant ces quinze dernières années la sueur du coolie était tellement bon marché que tout le monde a pu se servir. Le client, en passant généreusement commande sans regarder de trop près ni la qualité des produits ni la productivité des usines ; les diasporas chinoises, en encaissant une bonne partie de la différence entre les prix d'achat occidentaux et les nouveaux coûts de production et, pour la portion congrue, les petits coolies de Nike, de Levi's ou de Toshiba qui se sont achetés une motocyclette Honda à crédit. Bref tout le monde s'y est retrouvé à un peu près, si on veut bien oublier les forêts coupées, la pollution, les barrages, les usines insalubres, les bidonvilles et les taux de suicide. En prime, on a eu droit à des explications savantes d'économistes sur les « cercles vertueux de ratissage », ou gringantes avec le « déclin de l'Occident », et même moralisantes, avec les « valeurs asiatiques » de M. Lee Kuan Yew.

Quoi qu'il en soit, nos coolies et leurs patrons locaux ont cru que tout cela allait durer éternellement. C'était méconnaître l'esprit rationnel du capitalisme occidental, surtout dans sa version orwellienne. Très vite, on a commencé par les mettre en concurrence entre eux, histoire de ne pas laisser déraiser les prix. Ensuite, on leur a demandé de moderniser leurs usines. Après, on leur a dit d'arrêter de spéculer (le jeu, cette plaie de l'Asie...) sous peine de fermer la pompe à capitaux et, enfin, d'ouvrir leurs frontières à nos splendides produits « conçus ». L'ennui, c'est que certains, comme les Thaïlandais, ont déjà tellement mangé la grenouille qu'il faut maintenant envoyer le Fonds monétaire international pour leur expliquer le code de conduite du bon coolie de libre-échangeisme. Il reste à savoir jusqu'à quel point on peut réduire la part du coolie de base, après prélèvement des élites locales, sans qu'il tourne amok...

Léopold de Stabenrath est l'ancien éditeur de « Une lettre d'Asie ».

# Pour une loi Pons « mesurée » par Eric Fountaine

GÉRANT d'une société de développement et d'investissement aux Antilles, je ne peux que contester l'analyse et les conclusions de l'article paru dans *Le Monde* daté du 17 octobre à propos de ce qu'il est convenu d'appeler la loi Pons. Mon expérience et les sources dont je puis disposer dans ma profession me conduisent à des conclusions bien différentes, qu'il s'agisse des effets fiscaux pour les investisseurs, du coût pour l'Etat ou des conséquences sur l'emploi.

En ce qui concerne les effets fiscaux pour les investisseurs, il est important de se rendre compte sur le sens des mots. Pour le contribuable qui investit dans le cadre de la loi Pons, les effets financiers sont un transfert de charge beaucoup plus qu'une économie d'impôt : les sommes versées sont, au total, proches du montant de son impôt. Simplement, après cinq ans de financement, il devient propriétaire du bien qu'il a financé. Mais, entre la valeur vénale du bien et les plus-values fiscales, son gain est beaucoup plus modeste : globalement, l'opération « loi Pons » lui aura permis seulement une fois (l'année de l'investissement) de ramener sa tranche marginale d'imposition à 35 %, alors que le financement et l'exploitation du bien devront durer au moins cinq ans.

En outre, il est rarissime que les impôts soient ramenés à zéro : le principe de la défiscalisation est d'écrire la tranche marginale. Il est inexact de dire que l'impôt aurait été acquitté si l'investissement en « loi Pons » n'avait pas eu lieu : un contribuable peut organiser ses revenus en fonction des solutions fiscales existantes. Par exemple, un médecin qui réussit peut décider d'alléger ses horaires et donc de diminuer ses revenus...

Dire que le coût pour l'Etat de la loi Pons est de 5 milliards de francs relève d'une large surévaluation. En la matière, l'étude fiscale doit être consolidée. Il faut effectivement mettre au débit le montant probable de l'impôt non

versé par le contribuable, mais il faut mettre dans la colonne crédit les impôts, directs ou indirects, générés par les entreprises intervenantes : TVA, impôt sur les sociétés, taxes, ainsi que les plus-values. Au terme de ce type d'analyse, le bilan consolidé pour l'Etat donne un coût net annuel pour les DOM de l'ordre de 500 millions de francs.

On peut aussi faire valoir que la loi Pons dispense l'Etat de certaines autres subventions. La notion de coût pour l'Etat se mesure aussi par rapport aux créations d'emplois. Mais il est, en ce domaine, bien difficile de comparer des modes d'aides qui ne fonctionnent pas sur le même principe. La loi Pons est une aide exclusive à l'investissement, et non une aide directe à l'emploi. Il faut donc tenir compte de l'ensemble des effets si l'on cherche à établir une comparaison.

Il faut prendre en compte les effets directs (constructions d'usines, de navires, d'hôtels, etc.) et des effets indirects qui touchent de nombreux secteurs économiques. Par exemple, il est évident que le tourisme entraîne des besoins qui vont des infrastructures aéroportuaires à l'usage de taxis ou de voitures de location, en passant par l'hôtellerie et la restauration.

L'intérêt d'une aide directe à l'investissement, à la différence d'une aide directe à l'emploi, est le renforcement et la création d'entreprises. Il est tout de même révélateur que, de 1982 à 1993, la population active employée ait augmenté de 40 % dans les départements d'outre-mer, alors que ce taux était de 0,5 % en métropole. Ce sont 113 000 emplois qui n'ont été créés dans les DOM au cours de cette période. Le fait que, malheureusement, le taux de chômage soit resté élevé est dû à une forte croissance démographique.

Enfin, il ne peut être contesté que c'est l'ensemble des habitants des DOM qui profitent des effets de la loi Pons. La construction et l'exploitation d'aéroports, d'hôtels, de compagnies aériennes, de

compagnies de taxis, de compagnies maritimes, d'installations portuaires ont eu des effets pour tous.

Si l'on admet que le tourisme est une activité majeure et d'avenir pour ces îles, ce que tous les gouvernements successifs ont admis, il n'est pas douteux que la loi Pons, par son apport en infrastructures, a largement contribué à l'essor des départements d'outre-mer. Pour la seule Martinique, le nombre de touristes est passé de 250 000 en 1983 à près d'un million en 1997 !

Il est donc, à mes yeux, incontestable que la loi Pons a eu des effets positifs considérables. Sans elle, le fort développement constaté ces dernières années aux Antilles et à la Réunion n'aurait jamais eu lieu. Comme dans tout domaine, des excès et des anomalies ont été constatés. Précisons que les dérapages relevés dans votre enquête ont eu lieu à partir d'opérations lancées entre 1986 et 1990. Les corrections ont été apportées en 1992 avec la mise en place de l'agrément fiscal délivré par la direction générale de im-

pôts, qui, maintenant, régle et contrôle les montages.

La loi est devenue aduite. La sagesse recommanderait plutôt de continuer à améliorer son contrôle et à veiller à ses effets, d'instaurer donc une loi Pons mesurée. Alors que les dispositions votées à l'Assemblée nationale le 17 octobre induisent non pas la limitation, mais son arrêt quasi complet. Sans imputation des bénéfices industriels et commerciaux, l'investissement devient impossible !

Quelles entreprises peuvent se permettre de voir leur marché disparaître totalement en un jour ? La volonté politique est claire. C'est la volonté du gouvernement et c'est le jeu démocratique. Mais, là encore, la sagesse commande d'agir dans la progressivité et de prévoir, sur deux ou trois ans, des mesures d'accompagnement. Non pas fictives ou illusoire, mais réalistes.

Eric Fountaine est gérant de la société DIVA (Développement-Investissement-Voile-Antilles).

## AU COURRIER DU « MONDE »

### UN PATIENT TRAVAIL D'INVESTIGATION

Concernant le livre que j'ai écrit sur la vie de Che Guevara (*Che Guevara, éd. du Rocher*) et que vous évoquez dans *Le Monde* du 9 octobre, je ne me suis jamais « fait traduire les livres que je ne connaissais pas », pas plus que je ne me suis « fait expliquer ceux que je n'avais pas lus ». J'ai lu et traduit, lorsqu'ils étaient en espagnol – langue que je parle couramment –, une trentaine d'ouvrages traitant du Che. J'ai également bénéficié à Cuba de la complicité d'Alberto Granadín, l'ami d'une vie du Che, et d'Hilda, la fille aînée du Che (co-signataire du livre), pour m'aider à trouver les ouvrages qui me manquaient (...).

Cet ouvrage, tout comme celui

que j'ai également consacré à Che et qui a été publié par les éditions Gallimard (collection Découverte), est le fruit d'un patient travail d'investigation qui s'est étiré sur près de huit ans (...). Grand reporter au *Parisien*, je suis allé seize fois à Cuba et, au total, une cinquantaine de fois en Amérique latine : parlant l'espagnol et le portugais, je pense pouvoir m'exprimer sur le continent de Bolívar et sur l'homme qu'a été Ernesto Guevara de la Serna.

Jean Cormier

### HEURE D'HIVER

De bon matin, profitant du beau temps j'ai entrepris de mettre à l'heure d'hiver mes différentes pendules. Allons-y ! Dans la cuisine : le four. Dans le séjour : la mini-cabine, le magnétoscope, la pendulette. Dans ma chambre : le radio-réveil. Dans la chambre de mon lycéen de fils : son radio-

réveil, son ordinateur (...). Dans mon bureau : le fax, la pendulette, mon ordinateur. Sur les tables de nuit : ma montre, la montre de ma femme. Au parking : la montre de ma voiture. Nous n'avons qu'une montre de mon fils. Sa grande sœur n'habite plus la maison : ce n'est donc pas mon problème. Tout à l'heure je vais rendre visite à ma mère dans sa maison de retraite. Comme elle aura oublié je régralerai sa montre, sa pendule, son réveil. Cela ne fait que 16 minutes, pendules (et autres clepsydres comme dit *Le Monde* !) à régler. Je vais aller voir mon député européen pour lui proposer une nouvelle loi consistant à ce qu'il y ait désormais une heure d'hiver, une heure de printemps, une heure d'été, une heure d'automne !

Philippe Hugon Paris



# Histoires de coolies

par Léopold de Stahenrath

## ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 4 NOVEMBRE 1997

**INDUSTRIE** Les constructeurs ont modifié leurs relations avec leurs équipementiers ces dernières années. Ignacio Lopez, chez General Motors puis chez Volkswagen, avait

imposé un rapport « maître-esclave ». Le constructeur choisissait ses équipements et choisissait le fournisseur à même de les lui facturer au plus bas prix. ● CHRYSLER,

pour survivre dans les années 80, a dû sabrer dans ses équipes d'ingénieurs : ses fournisseurs ont pris en charge une grande part de la conception, et Chrysler a fait vœu de

fidélité. ● LA TAILLE des fournisseurs croît et leur concentration s'accroît. ● PSA comme Renault en comptent aujourd'hui environ 700, contre plus de 1 000 il y a vingt ans.

● LES IMMATRICULATIONS ont reculé de 15 % durant le mois d'octobre par rapport à 1996, une amélioration par rapport à la tendance observée depuis le début de l'année.

## Les équipementiers automobiles regagnent du poids face aux constructeurs

Hier, Renault ou Peugeot avait un droit de vie et de mort sur le sous-traitant maintenu en état de dépendance. Aujourd'hui, le fournisseur conçoit lui-même les pièces et s'internationalise. Certains sont devenus incontournables.

« ON A AU MOINS un fournisseur aussi gros que nous. Quelques autres ont des positions de force, ils sont incontournables », Jean-Baptiste Duzan, directeur des achats de Renault, constate le basculement des rapports qui s'est opéré, ces dernières années, entre constructeurs et équipementiers dans l'industrie automobile.

Hier la relation était du type « maître-esclave » : le fournisseur livrait, à un prix imposé, des pièces qu'avait dessinées le constructeur. Une dépendance complète, qui faisait absorber par la sous-traitance les à-coups de la production et beaucoup de la baisse des prix. Tout a changé en peu de temps. « Il n'y a plus de fournisseur de premier rang avec qui on peut faire ce que l'on veut. Nos rapports sont aujourd'hui quasiment équilibrés », estime Jean Wolff, patron de la Sogedac, la filiale de PSA responsable des achats du groupe.

« Nous nous rendons indispensables à nos clients », développe

Noël Goutard, patron de Valeo. Parce que les constructeurs demandent à leurs équipementiers de baisser leurs coûts, de se montrer toujours plus innovants, de développer et de produire des modules entiers pour leurs voitures, de suivre un rythme croissant de renouvellement de leurs modèles et, surtout, de les suivre partout à l'international, ils les ont forcés à grossir pour survivre. Conséquence de cette politique : le constructeur a, peu à peu, intimement lié son destin à ses fournisseurs. Il ne peut plus en changer du jour au lendemain.

L'époque d'Ignacio Lopez est bel et bien révolue. Celui qui fut directeur des achats chez General Motors avant d'occuper, entre mars 1993 et novembre 1996, les fonctions de directeur d'achat et de la production chez Volkswagen, avait alors révolutionné la profession, en imposant aux équipementiers une concurrence exacerbée : le constructeur concevait lui-même

ses équipements et choisissait le fournisseur à même de les lui facturer au plus bas prix. « Parfois aux dépens de la qualité », estime un cadre dirigeant d'un gros équipementier.

Les adeptes de ce modèle se raréfient. « Volkswagen est en pleine évolution. Il ne reste plus guère qu'Opel et General Motors qui appliquent encore ces recettes », estime Jean Cazade, président de la filiale française de Delphi. « Opel sera obligé d'y renoncer s'il veut tenir ses objectifs : lancer 26 nouveaux modèles d'ici l'an 2001 », estime le patron d'un grand équipementier français.

### VOEU DE FIDÉLITÉ

Le modèle à la mode aujourd'hui est celui de Chrysler. Au bord de la faillite au tournant de la décennie, le plus petit des Big Three américains avait alors été obligé, pour survivre, de sabrer dans ses investissements et dans ses équipes d'ingénieurs : ses fournisseurs avaient donc pris en charge une grande

part de ces éléments. En échange, Chrysler a fait vœu de fidélité. Aujourd'hui, le constructeur le plus rentable du monde est aussi le plus « désigné », celui qui affiche un chiffre d'affaires de recherche et développement le plus bas (2,5 % du chiffre d'affaires, contre 5 % à 6 % en moyenne dans le secteur), et celui qui a les relations les plus fortes avec ses fournisseurs. Désormais, les équipementiers interviennent très en amont dans la conception d'un véhicule : ils développent eux-mêmes, en collaboration avec Chrysler, des modules entiers, les produisent et les livrent sur les chaînes du constructeur.

Chez Renault et, dans une moindre mesure, chez PSA, on s'inspire désormais de cet exemple. « Nous venons de rédiger, en collaboration avec certains de nos fournisseurs, une charte globale qui décrit le type de relations que nous souhaitons désormais avoir avec eux. Y sont définies les critères de sélection, qui nous amèneront à choisir proba-

blement entre 100 et 150 fournisseurs privilégiés. Nous voulons établir une relation de confiance avec eux, sur le long terme. On leur garantira, au sens moral, une relation de travail permanente et continue, avec une part de chiffre d'affaires stable, tant qu'il n'y aura pas de rupture de confiance », explique Jean-Baptiste Duzan.

### SOUS-ENSEMBLES

Pour chaque sous-ensemble (poste de conduite, siège, portes...) entrant dans la composition de la voiture, Renault choisira deux ou trois fournisseurs privilégiés. Pour une nouvelle voiture en préparation, les équipementiers ne seront plus mis en concurrence pour fournir au constructeur une pièce donnée qu'il aura conçue : le fournisseur privilégié et Renault se mettront d'accord sur un prix cible et feront en sorte de l'atteindre lors de la conception.

Même type de réflexion chez PSA. « A terme, nous aurons un petit

nombre de fournisseurs par fonction. Pour une voiture donnée, il n'y en aura qu'un, alors, qu'actuellement, nous en avons parfois trois ou quatre. La Xsara est la première voiture à s'être inscrite dans cette démarche », annonce Jean Wolff.

Le rapport de forces, du coup, est devenu favorable à certains gros fournisseurs, et ce sont les constructeurs qui commencent à s'inquiéter. « Les fournisseurs seraient prêts à fabriquer toute la voiture », prévient Jean Wolff. « Les opérations de regroupement en cours ne doivent pas donner trop de pouvoir à un seul groupe, sinon on s'y opposera ».

Jean-Baptiste Duzan est plus confiant : « Je n'ai pas peur de la montée en puissance des fournisseurs. Elle est souhaitable. Je sais que certains d'entre eux pensent devenir plus gros que les constructeurs et imposer leur loi. Ils se trompent, comme nous avant ».

Virginie Malingre

## Quatre raisons pour changer le rapport de forces

LES ÉQUIPEMENTIERS automobiles français sont l'objet de rumeurs persistantes en Bourse. Eclat, filiale de PSA, pourrait fusionner avec Bertrand Faure, au capital duquel il est entré en octobre 1996, à hauteur de 17,3 %, pour barrer la route au canadien Magna. Valeo pourrait racheter Plastic Omnium ou Sommer-Allibert. A moins que ce soit l'américain Delphi, filiale de General Motors, qui veuille s'en emparer. Saint-Gobain serait également intéressé par Plastic Omnium. Bertrand Faure pourrait reprendre l'activité sièges de Delphi.

Justifiés ou pas, ces spéculations reflètent le mouvement de concentration sans précédent dans lequel est engagé le secteur des fournisseurs de l'automobile depuis quelques années. L'américain Federal Mogul a récemment lancé une OPA pour racheter le britannique T & N. Lucas et Varity ont fusionné. Robert Bosch a repris les activités freins d'Allied Signal.

« Ce mouvement va encore s'accroître », estime Jean-Baptiste Duzan, directeur des achats de Renault. Le nombre de fournisseurs des constructeurs a considérablement diminué. PSA, comme Renault, n'en utilise plus que 700 environ, contre plus de 1 000 il y a vingt ans. Renault est engagé dans un programme d'économies sur ses achats de 10 milliards de francs d'ici à l'an 2000, soit une baisse de plus de 18 %. PSA veut réduire ces dépenses (75 milliards) de 25 % dans les mêmes délais. « Aujourd'hui, les constructeurs sortent des voitures qui sont, en tenant compte de leurs équipements et de leur sophistication, 20 à 30 % moins chères que celles qu'ils remplacent. La nouvelle Golf, par exemple, comprend infiniment plus d'équipements que le modèle de 1972 : conditionnement d'air, ABS, direction assistée... Elle pèse 400 kilos de plus. Et elle est vendue au même prix, inflation prise en compte », souligne Noël Goutard, PDG de Valeo.

Les équipementiers ont quatre bonnes raisons d'augmenter ces dépenses. D'abord, ils doivent, de plus en plus, livrer des modules en-

tières. « De simple plasturgistes, nous sommes devenus ingénieurs, de l'automobile : nous concevons, en tant qu'architectes intégrés, le style et la technique, des postes de conduite complets, en passant par l'électronique, l'électricité, le chauffage, la colonne de direction et la pédalierie », explique Jean Michel Elter, directeur général de Sommer-Allibert Industrie, qui rassemble les activités automobiles du groupe Sommer-Allibert.

« La nouvelle Golf comprend infiniment plus d'équipements que le modèle de 1972 (...). Et elle est vendue au même prix, inflation prise en compte »

Ensuite, les équipementiers doivent être toujours à la pointe de l'innovation. « Nous avons dépensé 2 milliards de francs en recherche et développement en 1997. En 1987, ce poste représentait 450 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 12 milliards de francs. Sur les 36 000 personnes qui travaillent pour le groupe, 5 000 sont des ingénieurs. En valeur absolue, ces chiffres vont continuer à augmenter. Comme notre chiffre d'affaires va également augmenter, sa proportion consacrée à la recherche et au développement devrait se stabiliser aux alentours de 6 à 7 % », indique M. Goutard.

Troisième raison : ils sont en charge d'une part croissante de la voiture, le constructeur se concentrant de plus en plus sur la conception et l'assemblage. L'arrivée de l'électronique a accéléré ce phénomène. VDO, la filiale équipement-

tière de Mannesmann, a acquis dans cet esprit, le 24 octobre, les autoradios et les systèmes de navigation pour l'automobile de Philips pour 4,6 milliards de francs, combinant ainsi son offre dans les systèmes embarqués.

Actuellement, plus de 60 % du prix de revient d'une automobile provient de ses équipementiers. Dans le cas de la Smart, la petite voiture deux places qui sera lancée en mars 1998 par MCC, née de l'association entre Mercedes et SMH (la société de Nicolas Hayek, l'inventeur de la Swatch), ce pourcentage dépasse 80 %.

Soit exemple est éloquent : onze fournisseurs ont développé et conçu, en collaboration avec MCC, l'ensemble de la petite voiture, de la carrosserie au siège. Sept d'entre eux sont installés sur le site de production, à Hambach, en Lorraine : il y produisent, entièrement ou partiellement selon les cas, des modules complets qu'ils livrent sur la chaîne d'assemblage. Un moyen pour MCC de réduire au maximum ses frais de développement et de production. « La Smart représente, à cet égard, le futur », estime Noël Goutard.

Enfin, l'internationalisation. Les équipementiers doivent suivre les constructeurs à l'étranger, pour y produire, à côté d'eux, les modules dont ils sont responsables. Ainsi, Plastic Omnium a, actuellement, deux usines en construction : l'une en Belgique pour fournir la remorque de l'Asra de General Motors, l'autre au Mexique pour équiper la New Beetle de Volkswagen, la nouvelle Coccinelle. Valeo compte 104 usines dans le monde contre 81 en 1996.

La concentration n'est cependant pas la seule réponse à l'ensemble de ces impératifs. De plus en plus d'équipementiers choisissent de s'allier. Ainsi, Plastic Omnium et Valeo vont créer une société commune pour développer, produire et commercialiser des postes de conduite automobile, tout comme le font Sommer-Allibert et Siemens depuis deux ans.

V. Ma.

## Les immatriculations reculent de 15 % en octobre

LES CONSTRUCTEURS automobiles hésitent encore à se réjouir bien que, pour la première fois depuis le début de l'année, la chute des immatriculations en France ait été contenue dans des limites jugées raisonnables. En octobre, les ventes de véhicules aux particuliers devaient s'établir autour de 167 000 unités, selon des estimations provisoires. Elles n'auraient donc baissé « que » de 17 % par rapport à la période correspondante de 1996, au cours de laquelle la « prime qualité » instaurée par le gouvernement d'Alain Juppé faisait sentir ses derniers effets. Avec les petits utilitaires, le marché total se serait établi à près de 200 000 voitures (-15 % par rapport à octobre 1996).

Il s'agit du meilleur résultat mensuel en tendance depuis le début de l'année, en faisant exception du mois de juillet, marqué par le changement de millésime. De quoi susciter de « prudents » es-

poirs dans la profession. Arrêtée théoriquement à fin septembre, la « juppette » avait encouragé, en octobre 1996, environ 20 000 ventes artificiellement dopées par la prime. Sa disparition a conduit à un effondrement, prévisible, du marché français de l'automobile.

Après une hausse des ventes de 10,4 % en 1996, qui succédait à la grave déprime de 1995, les neuf premiers mois de 1997 se sont en effet soldés par une chute cumulée de 24,4 %. En septembre, les immatriculations avaient plongé à 130 230 unités. La baisse avait même frôlé les 40 %. Un passage à vide dont les constructeurs français ont été les premières victimes. Les chiffres définitifs d'octobre, dont la publication était attendue dans la journée du 3 novembre, marquent peut-être le début d'une inversion de tendance.

Anne-Marie Rocco

## Usinor freine la dégradation de ses positions en Espagne

QUATRE MOIS après avoir essuyé un échec lors de la privatisation de l'espagnol Aceralla (ex-CSI), Usinor a décidé de normaliser ses relations avec le sidérurgiste. Les deux groupes détiennent en commun depuis une dizaine d'années des filiales spécialisées dans la production de tôles pour l'automobile et l'électroménager. La reprise d'Aceralla par le luxembourgeois Arbed, au mois de juillet, risquait de remettre en cause ces coopérations, et par contrecoup, le développement d'Usinor en Europe du Sud. Toute la stratégie industrielle et commerciale menée depuis dix ans par le groupe français était menacée.

Vendredi 31 octobre, Francis Mer est allé signer à Madrid un nouvel accord avec Aceralla et Arbed portant sur l'avenir de ces filiales communes. Le texte a été rendu public lundi 3 novembre.

Usinor, par le biais de sa filiale Sollac (produits plats), va faire passer de 35 % à 49 % sa participation dans Sidmed, filiale commune de

laminage à froid. Cette montée en puissance se fait à l'occasion d'une augmentation de capital destinée à financer de nouvelles capacités. Celles-ci seront doublées pour atteindre 2 millions de tonnes.

### PLAINTES RETIRÉES

Ces nouvelles productions servent à alimenter l'autre filiale commune, Galmed, spécialisée dans la fabrication de tôles revêtues. Cette société verra aussi doubler ses capacités de production. Une nouvelle ligne de 400 000 tonnes sera construite. Elle sera dotée d'une hauteur de 75 % par Sollac et 25 % par Aceralla. Au total, le groupe sidérurgique français va investir 1,5 milliard de francs en deux ans dans les deux sociétés espagnoles.

Dans le même temps, Usinor a décidé de retirer sa plainte contre la procédure de privatisation d'Aceralla. Le groupe avait déposé un recours après avoir constaté des différences de traitement entre les candidats à la reprise du deuxième

sidérurgiste espagnol. Le gouvernement de Madrid avait notamment repoussé sa proposition de payer avec ses propres actions la reprise d'Aceralla. Cette formule a été acceptée par la suite pour Arbed, qui a apporté 9 % de son capital en échange de 35 % dans Aceralla.

« Plutôt que de poursuivre des batailles juridiques, nous préférons nous engager dans la voie de la coopération. Cet accord de cohabitation nous permet de mettre un point final à l'affaire Aceralla », remarque Robert Hudry, directeur général adjoint en charge des affaires financières et juridiques du groupe français.

S'il n'efface pas toutes les traces de l'échec espagnol, ce nouveau pacte a le mérite d'en limiter les conséquences. Le sidérurgiste français assure grâce à lui ses débouchés en Espagne, pays qui constitue une pièce maîtresse dans sa stratégie de développement vers les marchés moins concurrentiels de l'Europe du Sud. « Nous nous renfermons même dans la partie qui

nous intéresse le plus, les tôles pour l'automobile et l'électroménager, qui sont deux axes majeurs pour nous », dit M. Hudry.

Libéré de ce poids, le groupe sidérurgique français va pouvoir reprendre sa marche en avant. En octobre, il a repris 50,7 % du capital de la société Fabrique de fer (FAFER) de Charleroi pour 800 millions de francs et pense en acquérir la totalité. En réponse à des invites de Jean Gandois, PDG de Cockenill Sambre, Usinor se dit prêt aussi à réfléchir à d'éventuelles coopérations avec le groupe d'acier belge.

« D'autres occasions devraient se présenter à l'avenir. Car la concentration dans nos métiers va continuer. Nos clients nous l'imposent », note Robert Hudry.

Désendetté, Usinor a la capacité financière de participer à ces mouvements. Soit échec espagnol prouve, toutefois, qu'il ne possède pas encore tout l'art des négociations.

Martine Orange

Après avoir lu cette annonce, relisez la météo.

Paris  
Toulon  
en TGV  
190F\*  
avec Découverte J30

Avec Découverte J30, vous prenez votre billet 30 jours à l'avance pour bénéficier d'une réduction d'au moins 50%. Autrement dit, vous allez directement du centre de Paris au centre de Toulon pour 190F\*. Vous ne trouvez pas que les distances paraissent beaucoup plus courtes tout à coup ?

A NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.



## Cegetel juge la concurrence dans le téléphone déjà menacée

France Télécom aurait la part trop belle

CEGETEL, qui se pose comme le principal rival de France Télécom à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998, dévoilera son offre commerciale le 26 novembre. Déjà, toutefois, la filiale de la Générale des eaux se montre critique sur les conditions de l'ouverture à la concurrence. « Le contexte sera plus difficile que nous le pensions », affirme Charles Rozmaryn, directeur général de Télécom Développement, filiale commune à Cegetel et à la SNCF, chargée de déployer une infrastructure nationale de communication. « L'équilibre actuel est fragile. Il ne faudrait pas s'apercevoir dans deux ans que cela ne marche pas ».

M. Rozmaryn estime que la marge brute des nouveaux acteurs sera d'embellie du même ordre que celle des concurrents de BT en Grande-Bretagne. « Mais après treize ans de concurrence », en 1998, environ la moitié des sommes que nous facturons à nos clients sera reversée à France Télécom.

Dans le collimateur de l'opérateur figure la décision de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) de fixer au niveau du département la frontière entre communications locales et appels longue distance (d'un département à l'autre). Ce découpage s'imposera aux concurrents de France Télécom, qui, dans un premier temps, pour des raisons économiques, s'attaqueront uniquement au trafic longue distance (50 milliards de francs). Il ne s'appliquera pas à France Télécom, qui conservera ses zones locales « élargies » : elles autorisent un abonné à téléphoner dans un rayon de 30 kilomètres en tarif local, même si l'appel se situe dans un département limitrophe. Dans ce cas de fi-

gure, à partir de 1998, l'abonné pourra utiliser Cegetel. Mais ce dernier, pour être compétitif, devra appliquer non pas un tarif longue distance, mais un tarif local. « Nous perdrons de l'argent sur ces appels. La somme facturée au client sera inférieure aux sommes versées à France Télécom (interconnexion à ses réseaux, contribution au service universel) », explique M. Rozmaryn.

### TARIFS TROP BAS

« Pour gagner mieux [sa] vie », Cegetel prévoit de faire évoluer le rattachement de son réseau à celui de France Télécom du niveau des commutateurs de transit régionaux (début 1998) à celui des commutateurs d'abonnés, où les coûts d'interconnexion à acquitter sont plus faibles.

L'autre sujet d'inquiétude de Cegetel concerne les tarifs de France Télécom, qui ont fortement baissé ces derniers mois, réduisant les marges de manœuvre. Le téléphone longue distance est « deux fois moins cher qu'en Allemagne », relève M. Rozmaryn, qui juge qu'il y a un équilibre à trouver entre ce que l'on rend ou consomme et ce que l'on peut prélever les opérateurs en marges. Si on ne règle pas, cela ne marchera pas.

Chez Cegetel, on veut croire que la cotation en Bourse de France Télécom le conduira à ne pas sacrifier ses marges en baissant ses prix pour préserver ses parts de marché. « Cela serait dramatique pour nous, relève M. Rozmaryn. A la fin, ces baisses de tarifs s'arrêteraient, car il n'y aurait plus d'acteurs pour susciter la concurrence ».

Philippe Le Cœur

## McDonnell Douglas, racheté par Boeing, ne produira plus d'avions civils

Airbus a évincé du marché le deuxième constructeur américain

En prenant le contrôle de McDonnell Douglas, le 15 décembre 1996, Boeing cherchait à renforcer ses activités militaires. La branche aéronautique

civile du numéro deux américain, mise à mal par la concurrence des avions européens, ne l'intéressait guère. L'arrêt de la production d'appareils MD devait être annoncé le 3 novembre. Seul le projet d'avion de 100 places pourrait être éventuellement maintenu.

reils MD devait être annoncé le 3 novembre. Seul le projet d'avion de 100 places pourrait être éventuellement maintenu.

l'aéronautique aux Etats-Unis allait définitivement basculer du sud au nord de la côte du Pacifique, de Long Beach, en Californie, vers Seattle, dans l'Etat de Washington.

En 1939, dix-neuf ans après leur création par un jeune ingénieur en aéronautique, Donald Wills Douglas, les usines de Santa Monica, près de Los Angeles, régnaient sans partage sur le ciel américain : 93 % du transport aérien était alors assuré par les DC-3, les célèbres Dakotas. La structure industrielle de Douglas fut rapidement convertie à l'économie de guerre, et devint l'un des éléments clefs de « l'arsenal de la démocratie ». Ses six usines livrèrent 29 385 avions à l'armée américaine.

### GUERRE TECHNOLOGIQUE

A la sortie de la guerre, Douglas repart à la conquête pacifique du ciel avec le DC-6, puis les DC-8 et DC-9. Boeing - qui se lance dans l'aéronautique civile en 1958 - commence à lui faire de l'ombre avec son 707, dérivé d'un programme militaire, et plus tard, en 1969, avec le super-jumbo 747, dont la taille n'a encore jamais été égalée.

En 1967, Douglas fusionne avec McDonnell, un constructeur aéronautique de Saint-Louis, spécialisé

dans les avions de combat. Trente ans plus tard, le groupe réalise 14 milliards de dollars de chiffre d'affaires, et emploie 63 000 personnes. La production d'avions civils a du mal à résister à la guerre technologique et commerciale que se livrent Boeing et Airbus, débarqué sur le marché en 1972. L'euro-péen et Douglas sont au coude-à-coude pendant la décennie 80 et au début des années 90. Ironie de l'histoire, une semaine après qu'Airbus a célébré, mardi 28 octobre 1997, le vingt-cinquième anniversaire de son premier vol, Boeing décide d'immobiliser Douglas sur le tarmac.

En 1996, le groupe avait pourtant essayé de relancer sa branche commerciale, sacrifiée depuis plusieurs années au profit des avions militaires. Les petits porteurs MD-80 et MD-90 ne faisaient plus le poids face aux A-320 d'Airbus et aux 737 de Boeing. Les moyens porteurs MD-11, dérivés des DC-10, avaient une génération de retard. Mike Sears, auréolé de sa brillante carrière dans la branche militaire, est parachuté à Long Beach et promet de redresser la marque. Trop tard. En 1996, le bilan commercial est catastrophique. C'est le dernier coup de semonce : un peu plus d'une vingtaine d'avions vendus contre 301

pour Airbus et 559 pour Boeing. Plutôt que d'investir des milliards, les actionnaires préfèrent vendre.

Pour 73 milliards de francs, Boeing met la main sur le chasseur bombardier F/A-18, le F-15 Eagle, le transporteur C-17, l'hélicoptère AH-64 Apache, les missiles Harpoon et les lanceurs Delta. L'activité commerciale est abandonnée au prix de la casse. Reste l'activité de maintenance et d'assistance aux clients de Douglas, qui devrait être lucrative pendant plus de vingt ans. D'autant que le groupe Boeing, grâce à l'acquisition de Douglas, a la charge d'entretenir 84 % du parc d'avions en service.

Ne restera, en principe, de Douglas que le projet d'avion de 100 places encore dans les cartons, le MD-95, que Boeing se propose de reprendre à son compte. Le projet devra être complètement revu et modifié pour convaincre le marché, au-delà de l'unique client pour l'instant déclaré, la compagnie américaine en difficulté ValuJet, récemment devenue AirTran Airlines. Certains observateurs doutent que Boeing aille au bout de ce projet d'avion sur un créneau qu'il avait abandonné en 1991, en vendant sa filiale de Havilland au canadien Bombardier.

Christophe Jakubyszyn

## A Nantes, la Société générale passe aux 32 heures

DEPUIS le lundi 3 novembre au matin, le département des titres et Bourse de la Société générale à Nantes, situé à deux pas du stade de la Beaujoire, est passé à la semaine de 32 heures - quatre jours par semaine - pour au moins trois

### REPORTAGE

L'accord syndicats-direction a permis de régler un problème de sureffectif chronique

ans. C'est le résultat d'un accord d'entreprise signé le 15 mai, après plus d'un an et demi de discussion. Des négociations difficiles, car les employés ont dû faire un sacrifice financier : pour 32 heures, ils ne touchent plus que 96 % de leur salaire à 39 heures. L'Etat, dans le cadre de la loi Robien, et la banque n'ont compensé qu'en partie la réduction du temps de travail, tout en prévoyant un aménagement particulier pour les salariés les plus bas.

Pour passer à la semaine de quatre jours, la Société générale a mis en place une organisation particulière : la journée de repos est « glissante » : « La première semaine, vous ne travaillez pas le lundi, la semaine suivante le mardi, la troisième le mercredi, et ainsi de suite. Ce faisant, toutes les cinq semaines, vous avez un week-end de quatre jours : vous ne travaillez ni le vendredi ni le lundi suivant », explique Emile Rauleau, délégué syndical de la CFDT, l'une des deux organisations avec le SNE-

CGC, signataires de l'accord. Ce schéma vise à ne léser personne. « Tout le monde aurait voulu avoir son lundi ou son vendredi. En faisant tourner la journée de repos, la solution est plus équitable », précise Dominique Barbier, directeur des ressources humaines du département nantais. Les salariés qui tiennent à avoir un jour libre fixe ne sont donc pas passés à 32 heures payées 39. Ils ont conservé leur statut de temps partiel.

L'organisation dans chaque service n'est pas simple. « Nous pratiquons déjà, depuis plusieurs années, les horaires à la carte dans la journée et 23 % du personnel sont à temps partiel. Il faut s'assurer que les effectifs sont suffisants dans chaque service aux bonnes heures », explique M. Barbier. Pour le « pont » du 11 novembre, des dérogations sont déjà prévues.

### DEUX PLANS SOCIAUX

Syndicats et direction sont, en tout cas, persuadés que les six cent quarante salariés qui viennent de passer à quatre jours ne le regretteront pas, quand le pli sera pris. Même s'ils n'ont fait ce choix que pour éviter une nouvelle vague de licenciements dans ce département qui compte un peu moins de mille salariés. « Nous avions déjà fait les frais de deux plans sociaux, en 1993 et en 1994, et nous étions toujours en sureffectif », souligne M. Rauleau. « Nous avons choisi de réduire le temps de travail à 32 heures et non 35 heures, car cela correspondait à 92 postes, l'équivalent de nos effectifs », explique M. Barbier.

La Société générale avait deux problèmes à résoudre. D'abord, un sureffectif chronique depuis

que l'activité de gestion des titres - qui a occupé jusqu'à mille deux cents personnes - est passée à l'ère du tout-informatique avec la « dématérialisation » des actions et des obligations au milieu des années 80. Une pyramide des âges complètement déséquilibrée ensuite. Le transfert du service à Nantes ne date que de 1979 et s'était traduit par l'embauche massive de jeunes peu qualifiés. Aujourd'hui, la classe d'âge des 40-45 ans forme un énorme ventre dans la structure. En dessous et au-dessus, c'est le vide, ce qui ne laisse aucune marge de manœuvre à la banque pour adapter ses effectifs par le biais des départs en retraite, ou même en préretraite. Et ne permet pas de recruter de jeunes employés mieux qualifiés. Grâce à l'accord, 30 nouveaux emplois devraient être créés.

Preuve que l'accord est purement défensif, il n'inclut pas dans son périmètre les informaticiens. « Pour eux, il n'y a vraiment pas question de sureffectif », précise M. Barbier. Pour les cadres, seule une option était prévue pour quelques dizaines de volontaires éventuels. « Qu'on ramène et un cadre sur deux cent cinquante ont finalement fait la demande », explique Philippe Miéret, responsable de la direction titres, qui s'en dit plutôt satisfait.

Pas question pour autant d'en tirer une leçon pour l'ensemble de la Société générale en France. « L'accord n'a jamais été conçu comme tel. Les négociations sont toujours restées sur une base locale pour régler un problème précis », précise-t-on à Paris.

Sophie Fay

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

Sous le haut patronage de Monsieur Laurent Fabius, Président de l'Assemblée nationale, et à l'initiative de Monsieur Jack Lang, Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

**L'EUROPE APRÈS L'EURO : STRATÉGIES POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI**

Organisé par le Professeur Elie COHEN et le CEPII

JEUDI 6 NOVEMBRE 1997 - 8h45 - 17h30

POUR OBTENIR LES ACTES DU COLLOQUE CONTACTER : AXELLE DE BREMOND D'ARS  
Tél. : 01 53 68 55 70 - Fax : 01 53 68 55 03

AVEC LA PARTICIPATION DE :

Michel Aglietta, CEPII - Philippe Auberger, Député, ancien rapporteur général de la Commission des finances - Jacques Barrot, Député, Président de Force Démocrate, ancien Ministre - Jean-Louis Bianco, Député, ancien Ministre - Christian de Boissieu, Université de Paris I - Franco Bruni, Università Commerciale Luigi Bocconi - Daniel Cohen, CEPREMAP - Elie Cohen, CNRS-FNSP - Jacques Delors, Président de l'Association "Notre Europe" - Laurent Fabius, Président de l'Assemblée nationale - Michel Fouquin, CEPII - Gérard Fuchs, Député, membre de la Commission des finances - Daniel Gros, Center for European Policy Studies - Jürgen von Hagen, Bonn University - Alexander Italianer, Commission européenne - Erik Izraelievicz, Le Monde - Jack Lang, Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale - John Martin, OCDE - Henri Nallet, Député, Président de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, ancien ministre - Jean Pisani-Ferry, Ministre de l'Economie et des Finances - André Sapir, Institut d'Etudes européennes, conseiller de la DGE - Philippe Sigogne, OCCE - Luc Soete, Maastricht Economic Research, Institute on Innovation and Technology - Dominique Strauss-Kahn, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

**CEPII** **Le Monde**

## Les places asiatiques se redressent

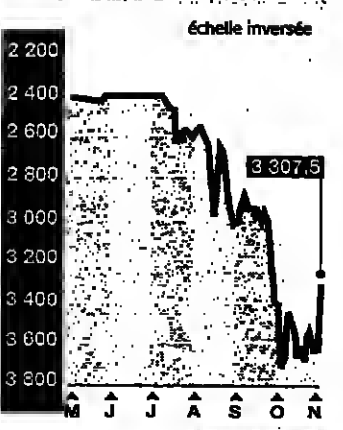
LES MARCHÉS asiatiques se reprennent nettement, lundi 3 novembre. La Bourse de Hongkong gagnait 5,93 % à la mi-séance et celle de Singapour, 5,66 %. A Kuala Lumpur, les actions progressaient de 6,35 % et à Taïwan de 4,55 %.

Sur le marché des changes, la roupie indonésienne s'inscrivait en hausse de 12 % face au dollar, dopée par une intervention concertée des banques centrales de Singapour, du Japon et d'Indonésie.

« Cette opération est destinée à corriger une dépréciation excessive de la roupie », a expliqué le ministre japonais des finances Hiroshi Mitsuoka. « La participation de Singapour reflète notre confiance dans la politique macro-économique du gouvernement indonésien », a, de son côté, relevé le ministre des finances de Singapour, Richard Hu.

Cette action intervient après l'annonce, vendredi 31 octobre, d'un plan international d'aide financière en faveur de l'Indonésie, d'un montant total de 33 milliards de dollars (191 milliards de francs), composé de deux enveloppes. La première, de 18 milliards de dollars, comprend 10 milliards de dollars du Fonds monétaire international (FMI), 4,5 milliards de la Banque mondiale et 3,5 milliards

de la Banque asiatique de développement. La deuxième enveloppe, de 15 milliards de dollars, représente les engagements de gouvernements : 3 milliards de dollars des Etats-Unis, 5 milliards du Japon, un montant identique de Singa-



pour, auxquels s'ajoutent 1 milliard de la Malaisie et 1 milliard de l'Australie.

En contrepartie, Djakarta a annoncé, samedi 1<sup>er</sup> novembre, la fermeture de seize banques de petite et moyenne tailles, dont certaines proches du pouvoir. Le gouvernement s'est aussi engagé à démanteler un premier monopole, connu sous le nom de Bulog, qui contrôlait les importations de blé, d'ail et de soja. Une mesure identique sera prise pour le commerce du ciment.

Le rebond des places asiatiques, s'il se confirme, devrait contribuer à ramener le calme sur les marchés occidentaux. Le financier américain George Soros a affirmé, samedi 1<sup>er</sup> novembre, que la « tempête » est « finie ». Le premier ministre malaisien, Mahatir Mohamad, a, pour sa part, réitéré, lundi, ses attaques contre les spéculateurs internationaux, dont il a comparé l'action à celle des anciens colons d'Amérique échangeant « des bouteilles de whisky et des colliers de verre contre des trésors appartenant aux peuples indigènes ». Début octobre, il avait vu dans la chute du ringgit malaisien la conséquence d'« un complot juif ».

P.-A. D. et J.-C. P.

### DÉPÊCHES

■ **ROTHSCHILD** : le baron Edmond de Rothschild est décédé, dans la nuit du 2 au 3 novembre, à l'âge de soixante et onze ans. Il présidait la Compagnie financière Edmond et Benjamin de Rothschild. Son fils, Benjamin, trente-quatre ans, lui succédera.

■ **RENAULT** : l'annonce par le constructeur de la création d'une société d'assemblage à Moscou a provoqué l'indignation des syndicalistes de Vilvorde. Ceux-ci dénoncent, notamment, la « brutalité » du système économique actuel et le « show médiatique » réalisé dans la capitale russe.

■ **US AIRWAYS** : la compagnie américaine a obtenu, dimanche 2 novembre, l'aval de 84 % de ses pilotes pour l'application d'un plan de réduction des salaires. Cet accord débloque une commande ferme de 124 Airbus.

■ **LLOYDS-TSB** : la banque britannique pourrait fermer jusqu'à 800 agences (sur 2 700) au cours des quatre prochaines années au Royaume-Uni, selon le *Sunday Times*. Un porte-parole de la banque a reconnu que les agences seront moins nombreuses à l'avenir.

■ **ELF-AQUITAINE** : la Commission de Bruxelles a interdit à Borm d'accorder une subvention supplémentaire à Elf-Aquitaine pour la raffinerie de pétrole Leuna, dans l'ancienne RDA, selon *Der Spiegel* du lundi 3 novembre.





# COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 4 NOVEMBRE 1997

## L'Italie choisit une plate-forme de télévision numérique unique

Tous les opérateurs de l'audiovisuel italien sont parvenus à un accord, jeudi 30 octobre, pour participer au bouquet de programmes numériques de la chaîne cryptée Telepiù. L'évaluation financière de la plate-forme devra être réalisée avant le 15 décembre

PARI réussi pour Canal Plus. Il ne devrait pas y avoir, comme en France ou en Espagne, de TPS ou de Via Digital à l'italienne. Dans la Péninsule, une plate-forme numérique unique devrait réunir tous les opérateurs actuels ou à venir de la télévision à péage. Au terme d'une journée marathon, jeudi 30 octobre, la RAI, Telecom Italia et Canal Plus sont parvenus à s'entendre pour se répartir les pouvoirs et les tâches au sein de la plate-forme numérique de Telepiù, télévision à péage italienne. Avec une participation de 40 %, Telecom Italia devient le premier actionnaire devant Canal Plus (30 %) et la RAI (10 %). Cecchi Gori, propriétaire de Telemonterello (10 %), et Mediaset, contrôlé par Silvio Berlusconi (10 %).

Selon Michel Thoulouze, directeur général de Canal Plus, chargé de l'international, cette répartition

est idéale : « Canal Plus conserve les programmes, notre vrai métier, et nous sommes le deuxième actionnaire de la plate-forme dont personne n'a la majorité ». A l'occasion de ces négociations, les partenaires italiens se sont beaucoup inspirés de l'organisation de Canal Plus, et de son bouquet de chaînes cryptées dont Canal Plus conserve « la majorité du capital et la maîtrise ». Selon Michel Thoulouze, « Canal Plus teste maître de Telepiù et de ses dérivés Pay per view ».

A l'occasion de ces négociations, « la minorité de contrôle a été la partie la plus difficile », précise le directeur général de Canal Plus. Telecom Italia voulait la majorité,

mais, selon Michel Thoulouze, « il y a eu un refus de tous les partenaires italiens ». Même l'association de la RAI et de Telecom Italia au sein d'une société commune « n'est pas un pacte d'actionnaires ». Pour lui, « cet accord est parfaitement équilibré ». En outre, il a l'avantage de « prévoir des majorités fluides sur chaque sujet ».

### L'OBSTACLE DE BRUXELLES

Avant de prendre effet, l'accord devra recevoir l'aval de la commission antitrust italienne, puis de Bruxelles. Cela ne sera pas qu'une simple formalité. L'instance européenne pourrait voir d'un mauvais oeil la réunion de tous les opérateurs italiens de télévision sur une même plate-forme numérique touchant au câble et au satellite. Les signataires de l'accord semblent avoir déjà pris conscience. Dans leur communiqué, ils ont assuré

que le futur bouquet, comme les décodeurs numériques, serait ouvert à tous les opérateurs.

Outre le cap de Bruxelles, la seconde difficulté concernera l'évaluation financière de la plate-forme. Selon certains, Canal Plus aurait souhaité faire de cette évaluation un préalable à la signature de l'accord. Une démarche refusée par tous les opérateurs italiens. Deux banques d'affaires ont été chargées de conduire l'évaluation de la plate-forme numérique. Elles devraient remettre leur copie le 1<sup>er</sup> décembre. Les signataires se sont fixés « la date butoir du 15 décembre » pour s'entendre sur une évaluation. Du côté de la RAI, on annonce que les investissements dans la plate-forme numérique pourraient atteindre « 1 600 milliards de francs » (environ 3,4 milliards de francs) dans les prochains mois.

Malgré un « enragement pacifique et positif », dit Michel Thoulouze, toutes les difficultés ne sont pas encore aplanies, le vrai problème étant « la répartition des revenus entre la plate-forme et les chaînes ». Hormis Canal Plus, aucun opérateur italien ne possède de véritable expérience de la télévision à péage. La chaîne cryptée française, opérateur de Telepiù, devra peser de tout son poids pour empêcher que la plate-forme pâtisse de la volonté des chaînes d'être rétribuées au meilleur prix. Canal Plus a déjà lancé des versions italiennes de certaines chaînes thématiques françaises. D'autres doivent suivre dans les prochains mois. A l'instar de la plate-forme, « Canal Plus est prêt à ouvrir le capital de ces chaînes », annonce le directeur général.

Guy Dutheil

## Jean-Marie Messier : « Havas ne peut rester un groupe franco-français »

HAVAS doit s'internationaliser et se renforcer dans le multimédia, a estimé Jean-Marie Messier, président-directeur général de la Compagnie générale des eaux, actionnaire de référence du groupe de communication français, vendredi 31 octobre à Londres, à l'occasion d'une conférence de presse. « Havas ne peut pas rester un groupe franco-français », a-t-il déclaré, rappelant qu'« environ 80 à 85 % du chiffre d'affaires d'Havas dans l'édition sont réalisés en France ».

Le patron de la Générale des eaux a évoqué deux pistes possibles pour le développement international d'Havas : des acquisitions dans des « niches » à l'étranger ou des alliances avec d'autres groupes d'édition. En réponse à une question, M. Messier a indiqué qu'IPC Magazines, la filiale de presse spécialisée que l'éditeur anglo-néerlandais Reed Elsevier a mise en vente après l'annonce de sa fusion

avec Wolters Kluwer (Le Monde du 14 octobre), représentait une possibilité d'investissement. Le néerlandais VNU a déjà fait connaître son intérêt pour les 70 titres et les 3 milliards de francs de chiffre d'affaires d'IPC Magazines. La revue New Scientist n'est pas incluse dans cette vente, qui pourrait s'élever, selon diverses estimations, à près de 7,5 milliards de francs.

Jean-Marie Messier a aussi estimé qu'« Havas a pris du retard par rapport à des groupes comme Reed Elsevier ou Bertelsmann dans les produits multimédias ». M. Messier s'exprimait au lendemain de la décision du Conseil des marchés financiers, estimant que la Générale des eaux n'est pas gestionnaire de fait d'Havas. Aussi a-t-il pris le soin de préciser que son groupe est le « premier actionnaire » d'Havas, avec 29,3 % des parts détenues directement (31,4 % avec Audiopar), et non pas l'« actionnaire majoritaire ».

## Un communiqué de la Société des journalistes de « L'Express »

LE BUREAU de la Société des journalistes de L'Express a publié, vendredi 31 octobre, le communiqué suivant :

« Suite à la parution dans Le Monde daté 1<sup>er</sup> novembre d'un article signé de son directeur, Jean-Marie Colombani, et intitulé « La peur du Monde », le bureau de la Société des journalistes (SDJ) de L'Express s'oppose, sans esprit polémique, à apporter quelques précisions. Ainsi, il est inexact d'affirmer que la rédaction de L'Express aurait voté « sur une offre qui n'existait plus ». En effet, le mardi 28 octobre, à l'heure même où les personnels de L'Express débattaient des atouts et des handicaps des trois candidats, la Financière et Immobilière Dassault avait confirmé le maintien de son offre. Lorsque le scrutin s'est ouvert, le mercredi 29 octobre vers 10 h 15, Dassault, qui s'était engagé à informer la SDJ d'un éventuel retrait, ne s'était nullement manifesté auprès d'elle. Dès lors, la logique exigeait que cette candidature figurât parmi les trois hypothèses soumises au vote.

De même, on ne peut soutenir que la rédaction de L'Express aurait « appelé de ses vœux un industriel de l'armement engagé politiquement à la droite de la droite ». En effet, le communiqué de la SDJ, publié immédiatement après le dépouillement des votes, invitait au contraire très clairement le groupe Havas à « surseoir à la vente ». Par ailleurs, s'agissant des pressions politico-industrielles et des « intérêts caillés », la vérité

commande de souligner qu'elles n'ont pas, tant s'en faut, joué à sens unique.

Loïn de vouloir « donner la main à Dassault », les journalistes de L'Express étaient à l'évidence disposés à la rendre au Monde, tant la perspective d'un rapprochement entre le premier quotidien et le premier news-magazine français s'avérait séduisante. Hélas, la fragilité du montage financier et la mise à l'écart annoncée du directeur d'une rédaction à qui l'on promettait dans le même temps un droit de regard sur ses dirigeants ont suscité des doutes et des réticences dont témoigne le résultat du scrutin.

A notre grand regret, Le Monde aura, en l'occurrence, inspiré moins de peur que de déception.

[NDLR - L'annonce du retrait de l'offre Dassault a été faite par Eric Lécroy, directeur général d'Havas, le mardi 28 octobre en début d'après-midi ; elle a été officiellement confirmée par Serge Dassault à Pierre Daubier, patron d'Havas, à 20 heures le même jour ; mercredi 29 octobre, en début de matinée, le président de la Société des journalistes de L'Express, actionnaire principal de la SA Le Monde, informé de ce retrait, prenait contact avec le président de la Société des journalistes de L'Express pour s'assurer que la nouvelle lui était parvenue. Peu après, la rédaction de L'Express était néanmoins invitée à se prononcer en faveur de cette offre désormais caduque et accordait 53 voix à l'industriel de l'armement, celle du Monde recueillant 19 voix et celle d'Excelsior 1 voix.]

### DÉPÊCHES

■ **RADIO** : les programmes de Sud Radio seront diffusés dans le bouquet CanalSatellite à partir de mardi 4 novembre, permettant à cette radio qui couvre actuellement vingt-deux départements français en Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon d'être captée dans l'ensemble de l'Europe en son numérique. Sud Radio s'ajoute aux trente autres radios déjà proposées par CanalSatellite à partir du satellite Astra.

■ **TELEVISION** : aux termes d'un accord signé, mercredi 29 octobre, avec Multithématiques (Canal Plus, Havas Images et TCI), la chaîne britannique BBC fournira 500 heures de programmes documentaires inédits à Planète, qui les diffusera en exclusivité via le bouquet CanalSatellite.

■ **AUDIOVISUEL** : le numérique a fait ses débuts sur le câble en Allemagne. Le groupe Leo Kirch et la chaîne cryptée Premiere ont indiqué qu'ils ont démarré, samedi 1<sup>er</sup> novembre, la vente aux abonnés du câble de leurs chaînes numériques, jusqu'ici cantonnées sur le satellite. La clientèle du câble est restée inaccessible au numérique du fait de l'absence d'un accord avec Deutsche Telekom, propriétaire du premier réseau câblé, finalement conclu en juillet. Certains Länder (Etats régionaux) n'ont toutefois pas encore autorisé la diffusion de chaînes numériques dans le réseau câblé de leur région. - (AFP)

■ **SONDAGES** : Le groupe Sofres s'implante en Hongrie en acquérant 51 % du capital de la société Modus. Quatrième institut hongrois avec 9 % de parts de marché, Modus, qui emploie 57 personnes, prévoit de réaliser cette année un chiffre d'affaires de 9 millions de francs.

■ **PUBLICITÉ** : Christian Lia-bastre prend la direction générale de l'agence Young & Rubicam en France. Il était jusqu'à directeur du marketing pour le monde de Cognac Hennessy (LVMH).


■ **DISTRIBUTION** : Hachette Distribution Services (HDS) a repris à la société Polskapresse (Nue Passauer Presse, All) deux grosses régions polonaises de presse, Immedia Gdansk (Nord) et Immedia Lodz (Centre). Cette transaction intervient alors que la société mixte créée par HDS et l'organisation des éditeurs de journaux polonais tentent depuis longtemps, sans succès jusqu'ici, de reprendre le plus grand distributeur polonais de journaux, Ruch. - (AFP)

is, racheté par Boeing  
lus d'avions civils

nérale passe aux 32 heures

redressent

Votre sens des affaires doit être inné.  
En effet, l'ABR, le double Airbag<sup>(2)</sup>,  
la climatisation<sup>(3)</sup>, le détecteur de pluie<sup>(4)</sup>  
et l'anti-démarrage codé sont acquis.



**PEUGEOT 605 À PARTIR DE 135 000 F TTC<sup>(1)</sup>**

(1) Prix spécial pour une 605 - 2.0i, essence, A.M. 95 avec ABR, double Airbag<sup>(2)</sup>, climatisation<sup>(3)</sup>, détecteur de pluie<sup>(4)</sup>, anti-démarrage codé, au lieu de 160 000 F TTC (prix conseillé au 1<sup>er</sup> 09-97). Offre spéciale valable du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1997 dans le Réseau Peugeot attachant l'opération. (2) Coques antichocs de sécurité. (3) Réfrigération régulée avec filtre à pollen. (4) Essu-vitre avant automatique à détecteur de pluie. Modèle présenté : 605, 2.0i, essence, A.M. 95 avec les options peinture métallisée et toit ouvrant.

**605**  
PEUGEOT

PEUGEOT. POUR QUE L'AUTOMOBILE SOIT TOUJOURS UN PLAISIR.

مركزنا من راحل

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 3 NOVEMBRE

Liquidation : 22 novembre

Taux de report : 3,50

Cours relevés à 12h30

CAC 40

PARIS

+1,27%

CAC 40

2773,97

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

% variation

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

% variation

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

% variation

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)

31/12 (1)



## AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 4 NOVEMBRE 1997

**SPORTS** A l'occasion des championnats du monde de course sur piste et sur route, qui s'achèveront dimanche 9 novembre, à Mar Del Plata, en Argentine, les patineurs à

roulettes français entendent contester la suprématie américaine dans la spécialité et se faire connaître du grand public. ● **PRATIQUE** par des milliers de jeunes dans la rue et

alors que 1,5 million de paires de rollers ont été vendues en 1996, le roller-skating regroupe à peine 25 000 licenciés officiels. ● **LES MUNICIPALITÉS** ont du mal à appréhender

le phénomène et laissent souvent aux équipementiers le soin d'organiser compétitions et aires de jeu tout en tolérant la pratique sauvage sur les trottoirs et les esplanades.

● **LE PATIN À ROULETTES** regroupe sept disciplines : la randonnée, la course, le roller acrobatique, le rink-hockey, le skate-board, le roller-in-line et le patinage artistique.

## En France, le roller-skating cherche à discipliner ses adeptes

Pratiquées dans la rue par des milliers de jeunes, les diverses formes du patin à roulettes ont du mal à se faire connaître du grand public. Pourtant, en vitesse, les patineurs français pointent au troisième rang mondial, derrière les Etats-Unis et l'Italie

**SUR ROULETTES**, les patineurs de vitesse français sont terriblement ambitieux. Une ambition inversement proportionnelle à la médiatisation de leur discipline. Troisième nation mondiale derrière les Etats-Unis et l'Italie, la France possède un solide palmarès et deux champions du monde de course, Sandrine Plu et Arnaud Gicquel. Mais le haut niveau n'attire pas encore les télévisions, ni les sponsors, ni même les dizaines de milliers de pratiquants français qui ne s'identifient pas à l'élite et pratiquent hors du cadre fédéral. Aux championnats du monde de course sur piste et sur route, qui s'achèveront dimanche 9 novembre, à Mar Del Plata (Argentine), les six garçons et cinq filles, qui constituent l'équipe de France, tenteront néanmoins de concrétiser leurs objectifs : damer le pion aux Italiens et talonner les invincibles Américains.

A vrai dire, ils souhaiteraient également en profiter pour mieux se faire connaître du grand public.

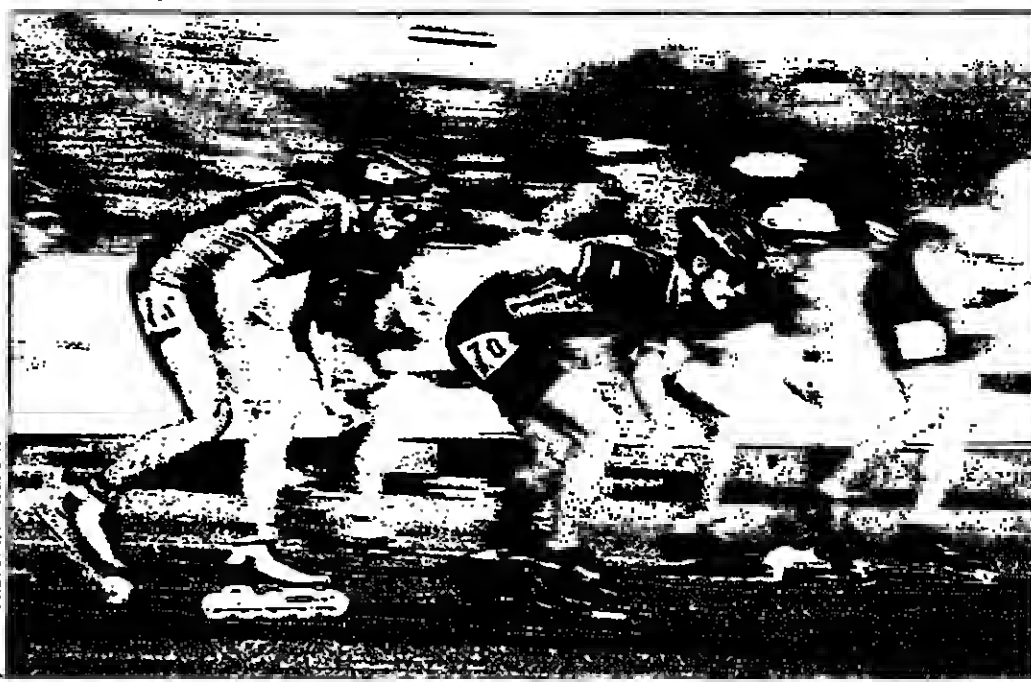
« Depuis longtemps, la grande fu-

mille du roller-skating, qui regroupe sept disciplines sous la même bannière (lire ci-dessous), est assimilée à un sport de trottoir pour adolescents, déplore Dominique Roussel, directeur technique national. Mais, en 1991, l'officialisation des patins en ligne dans les compétitions internationales a révolutionné notre univers. En une année, les athlètes ont gagné 20 % en vitesse pure et la plupart des licenciés ont immédiatement adapté ces nouveaux patins. »

### CROISSANCE DES EFFECTIFS

Grâce à ce progrès technique venu de Californie (les rollers-in-line, ou patins en ligne, ont relégué les patins à roulettes traditionnels - les quads - au rang de reliques, sauf pour certains slalomeurs qui apprécient encore leur souplesse), le roller-skating poursuit sa conquête du bitume français. En 1989, la Fédération française de roller-skating (FFRS) ne comptait qu'un unique cadre technique. Ils seront huit en 1998 et les effectifs de la FFRS ont connu, en deux ans, une extraordinaire inflation, passant de 17 000 licenciés en 1995 à 25 000 aujourd'hui. « Or, lorsqu'on voit que seuls 8 à 10 % des skateurs français sont licenciés, on prend rapidement conscience de l'ampleur du phénomène », note Joël Retureau, président de la FFRS.

« Depuis le début du mois de septembre, ajoute-t-il, nous enregistrons même un nouveau club par jour. Avec presque 1,5 million de paires de rollers vendues en 1996, il s'agit bien sûr d'un boom commercial, mais il me semble que l'effet de mode de ce que l'on a appelé le rollermania ait définitivement laissé place à un véritable enracinement



Le patin en ligne a détrôné le traditionnel « quad » à quatre roues.

dans le paysage sportif. » Par ailleurs, les arrivées indirectes de Nike (propriétaire de l'équipementier Bauer) et d'Adidas (avec le rachat de Salomon) sur un marché dominé par l'américain Rollerblade démontrent l'intérêt économique que suscite ce sport urbain devenu populaire. Et comme les collectivités locales ont réagi avec un temps de retard, c'est le secteur privé - et souvent les équipementiers - qui ont financé les premières initiatives.

En fait, le roller-skating, à l'image d'autres sports nouveaux

comme le basket de rue, présente trois spécificités : il est essentiellement pratiqué dans la rue, ses adeptes sont rarement inscrits en club et la plupart d'entre eux ont banni l'esprit de compétition.

### PROBLÈME JURIDIQUE

Sport de glisse urbain par essence, le roller-skating est confronté à une série de problèmes originaux. Exemple : le statut juridique du skateur. Selon les articles 217 et 219 4 du Code de la route, il est assimilé à un piéton alors qu'il se comporte souvent comme un cy-

cliste... Une commission créée par la FFRS devrait bientôt permettre aux pouvoirs publics de trancher. « Les formes spontanées, éphémères, clandestines ou sauvages que revêtent les nouvelles pratiques sportives des jeunes comme le roller-skating échappent aux circuits classiques et deviennent particulièrement difficiles à appréhender par les acteurs publics », remarque Jean-Charles Basson, politologue à l'Insee (Institut des hautes études de la sécurité intérieure) dans un rapport d'enquête réalisé en décembre 1996 dans le cadre du

Centre de recherche sur le politique, l'administration, la ville et le territoire (Cerati) de Grenoble. Pri-sonniers de vieux schémas (« le sport se pratique en club » et « la subvention annuelle comme unique vecteur de communication des municipalités envers les acteurs sportifs »), les élus locaux adoptent souvent deux postures complémentaires : l'interdiction et/ou l'aménagement d'infrastructures.

### DEUX PROJETS À PARIS

La mairie de Colmar (Haut-Rhin) a pris un arrêté dans ce sens, en mars. « Il interdit la pratique du roller-skating sur les voies et places publiques dans la mesure où celle-ci constitue une entrave aux commodités de déplacement, précise l'avocat colmarien et adjoint aux sports, Dominique Gruenewald. Mais par-rollement nous avons construit une piste pour ne pas brimer les jeunes. » A l'inverse, Paris, comme la plupart des autres municipalités françaises, tolère les skateurs sur ses trottoirs. Et, forte du succès du skate-park couvert de Balard, dans le quinzième arrondissement, la mairie devrait mettre sur pied deux autres projets : « Un anneau de 200 mètres pour le rink-hockey dans le douzième arrondissement et, surtout, l'aménagement des deux côtés de la place des Invalides, si nous obtenons l'accord des architectes des Bâtiments de France », dévoile Dominique Cane, l'adjoint aux sports. Si ce projet, évalué à 1 million de francs, était mené à bien, le roller-skating ferait alors un pas de plus dans sa grande marche vers la reconnaissance.

Paul Miquel

## « On apprend mieux dans la rue, c'est là que s'entraînent les pros »

**MATINÉE D'OCTOBRE** au Trocadéro. Devant le palais à l'architecture écarlate, sur les dalles lissées par les pas des touristes, deux jeunes skateurs disposent une vingtaine de plots en file indienne. Willy Jeanne,

### REPORTAGE

Au Trocadéro, Willy et Fouad parfont leurs « spéciaux », leurs slaloms et leurs « slides »

vingt et un ans, disc-jockey dans une discothèque de la capitale et Fouad Dhiv, lycéen de dix-huit ans en BEP de vente, se retrouvent ici tous les mercredis et samedis. Comme les deux cent quatre-vingt autres membres du 340 Roller Team, ils ont fait de l'esplanade du « Troca » leur aire de jeu. « Notre lieu d'entraînement », corrige Fouad. Le roller-skate doit rester un sport fun, voire rebelle, mais pas question, pour ses adeptes, d'être perçus comme de jeunes irresponsables.

« Ici, nous sommes tolérés par la municipalité, mais cela n'a pas toujours été le cas. Dans d'autres hauts lieux parisiens du roller, comme sur le parvis de Notre-Dame ou au Palais-Royal, la cohabitation avec les riverains, les promeneurs et les forces de l'ordre est parfois électorale », note Willy. « C'est normal, il répond Fouad. Au Palais-Royal, les skateurs se produisent devant le Conseil d'Etat tandis que Notre-Dame jouait quasiment la préfecture. Il ne faut pas, non plus, provoquer les gens qui travaillent. »

Tandis que des autocars déversent leurs fins de touristes venus admirer la tour Eiffel, Fouad et Willy s'installent. Une fois les plots de slalom alignés au cordeau, les deux compères se visent des écouteurs de Walkman dans les oreilles, fixent genouillères, coudières, protège-ombis, protège-poignets et débloquent leur téléphone portable. Bonnet enfoncé jusqu'à la lisière des sourcils, Willy barre le passage aux badauds. Après quelques pas de danse, Fouad prend son élan et enchaîne : slalom avant sur un pied, slalom croisé arrière, enchaînements,

avant et arrière tous les trois plots (un « spécial ») et freinage élegant sur deux jambes parallèles (un « slide ») pour clôturer le spectacle.

### DES TERRITOIRES BIEN DÉTERMINÉS

« Son style paraît inné mais on ne s'imagine pas à quel point tout est compliqué pour arriver là. Il faut répéter ces figures des centaines de fois pour les maîtriser vraiment », explique Willy, droit sur ses quads, des patins à roulettes traditionnels, réputés moins stables que des patins en ligne mais mieux adaptés au slalom. « Je passe en arrière, pour me balader, pour m'entraîner et tout simplement pour me déplacer », assure Fouad. A 1 800 francs la paire, les patins de compétition représentent une lourde charge pour leur budget, sans compter les achats réguliers d'accessoires et l'entretien des roulettes.

Malgré l'éclat d'une demi-douzaine de skate-parks en région parisienne, Willy et Fouad préfèrent la rue. Ils ne sont pas les

seuls. A Paris, les skateurs se sont même appropriés plusieurs espaces publics : la place de la Bastille, les esplanades du Palais omnisports de Paris-Bercy (POPBB) et du Trocadéro, La Villette, le Palais-Royal, Notre-Dame, les Invalides, les escaliers du Musée d'art moderne... « On apprend mieux dans la rue car c'est là que s'entraînent les pros », explique Fouad qui prépare sa première compétition, prévue en avril 1998, à Bercy.

Dans l'après-midi, les slalomeurs seront rejoints par les « streeteurs », ces acrobates urbains qui domptent escaliers, rampes, trempins et obstacles en tout genre. La division géographique du pavé parisien répond d'ailleurs à une stricte et informelle répartition des sites (les « spots »). « Les skateboarders ont, par exemple, choisi l'esplanade du palais de Tokyo et les skateurs le Trocadéro. Chaque intrusion des uns chez les autres est vécue comme un outrage », souligne Fouad. A chacun son territoire. A chacun sa tribu.

Pa. M.

## Enfin sorti du piège gallois, Brive va tomber dans le « guépier » anglais

### BRIVE

de notre envoyé spécial C'est ainsi que commencent les nouvelles histoires. Samedi 1<sup>er</sup> novembre, Brive en a fini avec

Pontypridd et ses cauchemars gallois. Le champion d'Europe s'est débarrassé de cet adversaire trop encombrant (25-20).

Les Brivistes avaient déjà la tête ailleurs. Ils s'embarquent désormais pour une autre aventure sur les rives incertaines du rugby anglais, et du plus prestigieux de ses représentants, le club des Wasps. Au sortir du terrain, samedi, joueurs et entraîneurs ne pensaient déjà plus qu'à

l'Angleterre, à son rugby en pleine révolution, et aux féroces piqures de ses imprévisibles « Guépés », qui, l'an dernier, avaient terrassé le Stade toulousain (77-17). A Londres, dimanche 9 novembre, le Club Athlétique Brive-Corrèze (CABC) misera son avenir dans la compétition. Sur la pelouse des champions d'Angleterre, à Loftus Road, Alain Penaud et ses copains mettront leur troyenne en jeu, avec quatre-vingt minutes pour se sortir d'une situation insidieuse.

Pour la première fois, ils disputeront un match éliminatoire de la phase finale à l'extérieur. Ils pourront mesurer, mieux que nulle part ailleurs, leur véritable valeur sportive cette année. L'édition 1997-1998 de la Coupe d'Europe ne ressemble décidément pas à la marche triomphale de la saison dernière, quand les adversaires défaits venaient tour à tour se faire battre au Stadium, ravi de ces incessants défilés de la victoire à la corrézienne.

La saison passée, le CABC ne

s'était déplacé qu'une fois, pour battre Leicester en finale à Cardiff. Il avait construit une part de son succès sur l'avantage de jouer les rencontres précédentes à domicile. Il avait pu se préparer sereinement, compter sur les coups de gueule et les encouragements du public, évoluer sur une pelouse que les joueurs et le buteur connaissaient par cœur. Les Brivistes sont, cette fois, confrontés à ce difficile rôle du visiteur que l'on attend au tournant d'un quart de finale, dont beaucoup font des Wasps les favoris. En entraîneur consciencieux, Laurent Seigne s'applique à recenser les côtés positifs de ce pénible voyage. « Les rencontres à l'extérieur nous ressemblent toujours davantage », dit-il notamment. « On est outsider, et, l'an dernier, cela nous a plutôt réussi », ajoute aussitôt David Venditti, le trois-quarts centre.

Nul ne doute, cependant, que les Wasps seront un autre défi que les champions du pays de Galles. Ils représentent avec brio le cours

le plus moderne du rugby professionnel anglais, et évoluent dans un confort financier et sportif inconnus des joueurs de Pontypridd. L'équipe de Lawrence Dallaglio, le tout nouveau capitaine du Quinze d'Angleterre, vient de subir deux défaites consécutives en championnat. En Coupe d'Europe, elle n'a jamais failli. Elle s'est amusée lors des matches de poule, dont elle est sortie première, tous les clubs participants confondus. Elle a maintes fois donné l'occasion à son rugby de mouvement, articulé autour d'une troisième ligne de coureurs infatigables, et de trois-quarts rapides et percutants, de s'exprimer pleinement.

### LEÇON UTILE

Aux Wasps, il y a toujours un Dallaglio pour marquer un essai à bout de souffle, toujours un Alex King, le demi d'ouverture, pour lancer une attaque à donner le vertige. Christophe Lamaison refuse pourtant d'avoir peur. « A ce niveau de la compétition, il n'y a

plus vraiment de match à l'extérieur, affirme le trois-quarts centre de Brive et de l'équipe de France. C'est simplement la course au titre. Et je rappelle que la Coupe d'Europe est pour l'instant toujours restée en France. Il faudra juste se concentrer, ne pas commettre les petites fautes de la deuxième mi-temps contre Pontypridd. »

Le match contre Pontypridd pourrait se révéler la meilleure chance des Brivistes, qui n'en sont plus à un paradoxe près dans leur petite chronique galloise. Samedi 1<sup>er</sup> novembre, ils n'ont pu se livrer à une sorte de répétition générale, dont d'autres équipes auront été privées. Pau et Toulon, par exemple, n'ont pas disputé de rencontre officielle depuis plus de deux semaines. Samedi, Brive a assouvi sa soif de compétition, au fil de deux mi-temps un peu folles. Les champions d'Europe se sont offerts une première mi-temps tirée à la façon d'un feu d'artifice, dans la continuité de la grande finale de la sai-

son dernière. Puis, ils ont joué à s'effrayer. Mené 0-18, Pontypridd a un temps pris l'avantage (20-18), au milieu de la seconde mi-temps, comme si les matches entre les deux équipes ne pouvaient se résoudre à l'ordinaire d'une histoire simple. Les Brivistes ont fait le recensement de leurs faiblesses et de leurs forces, en un curieux pêle-mêle.

« C'est une leçon utile, que nous retiendrons. A Londres, nous prendrons le temps de marquer », reconnaissait Alain Penaud, le capitaine. Cette semaine, les joueurs vont s'attacher à soigner leur récupération. Samedi soir, la plupart sont allés boire un verre au Toulzac, le bar où trois d'entre eux avaient été blessés le 14 septembre, dans la bagarre avec des adversaires gallois (Le Monde du 17 septembre). Comme pour prouver que Pontypridd, c'est bien du passé. Que, désormais, Brive n'en a plus que contre les « Guépés ».

Pascal Ceaux

### RUGBY

rejeté au rang d'un mauvais souvenir de Coupe d'Europe. Au coup de sifflet final, comme si de rien n'était, un échange des maillots. Puis, on s'est séparé, sans même se dire adieu.



En dépit d'un bras douloureux, le numéro un mondial a remporté sa deuxième victoire à Bercy

taire de 1998 sera ensuite de gagner les Internationaux de France, la seule épreuve du Grand-Chelem qui manque à son palmarès.

Boris Becker en premier match, puis Petr Korda, sa bête noire. Thomas Muster et, samedi, en demi-finale, le Russe Yevgeny Kafelnikov. Pour les battre, Petr dit avoir utilisé de tout son savoir et de sa barge. C'est que le numéro un est fatigué.

Depuis quelques semaines, il joue avec une épaule douloureuse. Vendredi, contre Muster, il a semblé au bord de l'abandon avant de filer dans une clinique où les examens ont finalement révélé une bégaine inflammation. Les organi-

fautes, la partie a connu ces instants lumineux, quand Bjorkman, corps compact, poignet solide, retournait, en un éclair, un service sorti de la raquette de Sampras à 205 km/h, ou lorsqu'au bout de l'effort, il venait se déployer à la volée, devant un Sampras agacé. Lui pouvait compter sur son service malgré ce bras douloureux, et sur ses accélérations en coup droit, et sur l'amplitude de son smash. Il s'extremait sur son revers et sur sa volée. Après avoir perdu le deuxième set alors qu'il avait eu un service d'avance, il a jeté sa raquette. Signe de fatigue, comme cet avertissement infligé, vendredi, pour avoir juré.

Pete Sampras s'est réservé quelques jours de congé avant la finale du circuit : « J'aurais pu rester ici, mais je préfère rentrer chez moi. C'est là que je rechargerai mes batteries au mieux. » Avec le décalage boréal, il sera chez lui, en Floride, mardi matin et reprendra un léger entraînement mercredi puis s'envolera pour Hanovre vendredi.

Rester numéro un mondial en 1998 ? Il ne sait pas. Il rêve réellement de Roland-Garros. Il s'y est entraîné cette semaine sur les courts synthétiques couverts. Cela lui a fait quelques choses : « C'est le tournoi qui m'a donné le plus de problèmes. Je travaillerais très dur pour en venir à bout. J'y arriverai... »

A vingt-six ans, Peter Sampras est à deux victoires majeures du record (douze) de Roy Emerson : « Dans trois ou quatre ans, je jouerai sous d'autres noms. Ce sont les Grands-Chelems qui feront que je jouerai et travaillerai encore. » En gagnant l'Open de Paris, il a signé la 51<sup>e</sup> victoire de sa carrière et conforte sa place de joueur exerce le plus titré.

**Bénédicte Mathieu**

Avec 72 608 spectateurs contre 81 716 en 1996, l'Open de Paris a enregistré, en 1997, son plus mauvais chiffre de fréquentation depuis sa création, en 1986. Patrice Clerc, directeur du tournoi, ne met pas ce mauvais résultat sur le compte du beau temps. Selon lui, les Parisiens se sont désintéressés d'une épreuve qui rassemble pourtant les meilleurs joueurs du monde : « Les championnats du monde de judo puis Michael Jordan et les Chicago Bulls, cela a fait beaucoup avant l'Open de Paris », a-t-il estimé. Avec une moyenne de 9 000 spectateurs par jour (dont 9 535 pour la finale), la salle a paru vide : elle est la plus grande du circuit, avec 14 000 places (contre 8 000 pour celle de la finale du circuit, à Hanovre). Les organisateurs hésitent pourtant à la modifier : « Il faut que les gens puissent venir », Patrice Clerc plaide surtout pour une nouvelle forme de circuit. Pensée autour des quatre tournois du Grand Chelem, elle serait plus dense pour les champions, plus séduisante pour les amateurs. L'ATP y réfléchit.

sing-shots placés avec une insolente précision, le service toujours, comme si le bras droit de Pete Sampras, qui manie un des cadres les plus petits du moment, cordé avec un cordage très fin (1,22 mm de diamètre) tendu à l'extrême (34 kg), connaissait la géométrie.

Et puis, il y a cette volonté inébranlable. Lui préfère parler d'une passion inouïe pour le jeu et d'une farouche aptitude à terminer le travail. En 1997, il n'a pas encore perdu de finale. A Paris, il a eu le tableau le plus difficile du tournoi.

sateurs du tournoi ont eu chaud. Si l'IRM avait détecté une lésion, Pete Sampras aurait quitté le tournoi de peur de l'aggraver. Rassuré, le joueur américain en reste et a gagné l'Open de Paris pour la deuxième fois après son succès 1995. Dimanche, il a livré un match difficile contre Jonas Björkman, lui aussi émoussé par une longue saison et une semaine épuisante : en onze mois, le Suédois est passé de la soixante-neuvième place à la quatrième.

Souvent assombrie par des

## Le championnat de France de football de D1

CLASSEMENT		Points		Classement		Classement	
Nantes-Châteausaux	3-1						
Gungamp-Monaco	1-2	1	Parte-SG	30	14	9	2
Lyon-Metz	1-1	2	Bastia	28	14	6	2
Lyon-Paris SG	1-0	3	Strasbourg	27	14	6	3
Marseille-Cannes	2-0	4	Marseille	27	14	6	3
Le Havre-Bastia	2-1	5	Monaco	23	14	7	2
Strasbourg-Auxerre	1-1	6	Auxerre	22	14	7	1
Metz-Paris SG	1-0	7	Le Havre	22	14	6	4
Metz-Paris SG	1-0	8	Metz	20	14	5	4
Toulouse-Bordeaux	2-2	9	Toulouse	20	14	5	4
		10	Bastia	19	14	5	5
		11	Lyon	19	14	6	1
		12	Nantes	16	14	4	6
		13	Guingamp	15	14	4	7
		14	Strasbourg	14	14	5	6
		15	Paris SG	13	14	3	7
		16	Le Havre	12	14	2	6
		17	Châteausaux	12	14	3	8
		18	Cannes	6	14	2	10

1 Paris-SG 28 buts • 2 Auxerre 26 • 3 Bordeaux 22 buts.

1 Marseille 10 buts • 2 Paris-SG 11 buts • 3 Metz 12 buts

1 Guivarc'h (Auxerre) • Laslandes (Bordeaux) • Ikpeba (Marseille) 6 buts

15<sup>e</sup> JOURNÉE : Samedi 6 novembre : Bordeaux-Lyon • Metz-Guingamp • Rennes-Lers  
• Cannes-Montpellier • Auxerre-Le Havre • Bastia-Strasbourg • Châteauroux-Toulouse  
Dimanche 9 novembre : Monaco-Nantes et Paris-SG-Marseille.

**LE PARIS-SAINT-GERMAIN**, qui a enregistré sa deuxième défaite de la saison (0-1), vendredi 31 octobre, à Lyon, conserve la tête du championnat de France de première division, après la 1<sup>re</sup> journée, avec deux longueurs d'avance sur Bordeaux. Les Girondins ont en effet manqué l'occasion de rejoindre les Parisiens en ne ramenant qu'un nul (2-2) de Toulouse, dimanche 2 novembre, dans le « derby » du Sud-Ouest.

Les joueurs de Guy Stéphan, qui ont terminé la rencontre à dix après l'exclusion de Michel Pavon, continuent ainsi leur série sans défaite (cinq victoires, trois nuls). Mais ils ont dû remonter un bandicap de deux buts grâce à un doublé de leur attaquant Lilian Laslande en seconde mi-temps. Dans l'autre match en retard de la 14<sup>e</sup> journée, Montpellier s'est imposé sur son terrain (2-0), confirmant sa bonne forme actuelle (quatrième succès consécutif).

Le club parisien voit également revenir, à 3 points, Metz, auteur

d'un nul à Lens (1-1), et Marseille, vainqueur de Cannes (2-0). Deux Messins, qui restaient sur deux défaites, ont obtenu un résultat nul méritoire au stade Félix-Bollaert grâce à un but de Robert Pires. Les Marseillais, qui ont pris 13 points lors de leurs cinq dernières sorties, poursuivent implacablement leur remontée. Ils n'ont pas eu à forcer leur talent pour prendre le meilleur sur la lanterne rouge, Cannes. Deux buts de Laurent et Serge Blanc ont suffi à leur bonheeur. Après deux défaites consécutives (contre Lens et Auxerre), Monaco a bien réagi en l'emportant, vendredi 31 octobre, à Guingamp (2-1). Ce succès relance les hommes de Jean Tigana, qui se retrouvent à la cinquième place et à 7 points du PSG. Enfin, Auxerre, qui restait sur quatre victoires d'affilée, a obtenu son premier nul de la saison à Strasbourg (1-1), qui ne parvient décidément pas à transposer en championnat ses excellents résultats en Coupe d'Europe. - (Avec AFR)

- **FOOTBALL :** Le Mexique est le vingt-deuxième qualifié pour la phase finale de la Coupe du monde 1998, après le match nul obtenu face aux Etats-Unis (0-0), dimanche 2 novembre à Mexico, en match comptant pour la poule finale des éliminatoires de la zone Concacaf.
- Le FC Barcelone s'est imposé sur le terrain du Real de Madrid (3-2), samedi 1<sup>er</sup> novembre, et a porté à sept points son avance sur son grand rival en championnat d'Espagne.
- L'Inter de Milan conserve la tête du championnat d'Italie, avec deux points d'avance sur la Juventus de Turin, après son succès sur Parme (1-0), samedi 1<sup>er</sup> novembre.
- Manchester United, vainqueur de Sheffield Wednesday (6-1), a profité de la défaite d'Arsenal à Derby (3-0) pour accroître à quatre points son avance en tête du championnat d'Angleterre.
- **ATHLETISME :** le Kényan John Kaguwa a remporté la 28<sup>e</sup> édition du Marathon de New York, dans le temps de 2 h 8 mn 12 s, dimanche 2 novembre. Il a précédé son compatriote Joseph Chebet (2 h 09 mn 27 s) et l'Italien Stefano Baldini (2 h 09 mn 31 s).

■ **la bale du Mont-Saint-Michel servira** pour la première fois, le 21 juin 1998, de cadre à un marathon disputé entre Cancale et le célèbre site. L'épreuve, reconnue par la Fédération française d'athlétisme, devrait servir de championnat de Bretagne de la spécialité.

■ **AUTOMOBILISME**: L'Écossais Colin McRae (Subaru Impreza) s'est imposé lors du Rallye automobile d'Australie, avant-dernière épreuve de la saison, dimanche 2 novembre, à Perth, devant le Finlandais Tomi Makinen (Mitsubishi Lancer) et le Français Didier Auriol.

■ **BASKET-BALL** : tenants du titre, les Chicago Bulls ont concédé une défaite à Boston face aux Celtics (85-92), en ouverture du championnat américain NBA.

■ **CYCLISME** : Tony Rominger a mis fin, dimanche 2 novembre, à douze ans de cyclisme professionnel à l'occasion du critérium de Vaux d'Uxo. Âgé de trente-six ans, le triple vainqueur de la Vuelta, en 1992, 1993 et 1994, a aussi remporté le Tour d'Italie en 1995 et établi un record de l'heure sur piste en 1994.

■ **GOLF** : Colin Montgomerie a remporté le Tour européen pour la cinquième fois consécutive, record absolu.

■ **HANDBALL**: la France s'est qualifiée, samedi 1<sup>er</sup> novembre, à Nantes, pour la phase finale des championnats d'Europe après sa victoire sur la Slovaquie (26-24).

■ **PATINAGE ARTISTIQUE** : Le Canadien Elvis Stojko a remporté l'épreuve individuelle de la Coupe des nations de patinage artistique, dimanche 2 novembre à Gelsenkirchen (Allemagne). Le Français Philippe Candeloro termine à la quatrième place.

■ **RUGBY** : l'Italie rejoindra le Tournoi des cinq nations en l'an 2000, a annoncé le président de l'International Rugby Board, Vernon Pugh, qui se rendra à Rome d'ici deux semaines pour mettre la dernière touche à cette petite révolution.

■ **LOTO** : les tirages numéro 88 du Loto effectués samedi 1<sup>er</sup> novembre ont donné les résultats suivants :

● premier tirage : 9, 13, 26, 33, 37, 42, numéro complémentaire : 7. Les rapports sont : pour cinq bons numéros et le complémentaire de 1 694 235 F ; pour cinq bons numéros et le complémentaire de 1 694 235 F ; pour quatre bons numéros, de 4 510 F ; pour quatre bons numéros et le complémentaire de 224 F ; pour quatre bons numéros de 112 F ; pour trois bons numéros et le complémentaire, de 26 F ; pour trois bons numéros, de 13 F.

● second tirage : 3, 19, 29, 31, 33, 45, numéro complémentaire : 7. Les rapports sont : pour cinq bons numéros et le complémentaire de 1 694 235 F ; pour cinq bons numéros et le complémentaire de 1 694 235 F ; pour quatre bons numéros et le complémentaire de 4 510 F ; pour quatre bons numéros, de 224 F ; pour quatre bons numéros et le complémentaire, de 112 F ; pour trois bons numéros et le complémentaire, de 26 F ; pour trois bons numéros, de 13 F.

**Pa. M.**

**LA TRAJECTOIRE** sportive de Julien Bonét est étrange. Accusé de s'être dopé à la testostérone en 1989, mais réhabilité l'année suivante, le numéro un du squash hexagonal est toujours en débâcle avec la Fédération française de squash (FFS), à laquelle il réclame 1 million de francs pour le préjudice moral subi. Depuis plus de six ans, il refuse ainsi d'intégrer la sélection tricolore tant que subsistera le différent judiciaire qui l'oppose à la FFS. Lors des championnats du monde par équipes, qui auront lieu du 10 au 15 novembre à Kuala Lumpur (Malaisie), l'équipe nationale devra donc se passer une nouvelle fois du meilleur joueur français, qui préfère privilégier sa carrière individuelle dans le circuit professionnel.

L'affaire débute en mai 1989, à Aix-en-Provence, lors des championnats de France, quand un contrôle anti-dopage révèle que le jeune joueur du club des Carnaux (Indre-et-Loire) a un taux de sécrétion d'hormones mâles anormal. Il n'a alors que dix-sept ans, symbolise l'espoir du squash français et, en quelques jours, tout s'écroule autour de lui. La FFS, appuyée par son ministère de tutelle,

le suspend immédiatement pendant plusieurs mois. Tandis que médecins, défenseurs et amis prouvent que son taux de testostérone est naturellement élevé, un vice de forme dans la procédure de suspension fédérale complique l'affaire... Jusqu'au 12 octobre 1990, quand la Fédération internationale de squash (la World Squash Association) réhabilite le joueur français. Le 6 décembre de la même année, la FFS revient sur sa décision suspensive, mais la position du ministère de la jeunesse et des sports n'évolue pas. Quatre ans plus tard, le 13 janvier 1994, un arrêt du Conseil d'Etat donne raison à Julien Bonétat.

**SOUTIEN FAMILIAL.** Le marathon procédurier aurait pu s'arrêter là, mais la famille Bonétat, persuadée de l'innocence de son fils, est traumatisée par ces années de suspicion et veut obtenir réparation. Elle propose alors un règlement à l'amiable à la Fédération en échange d'une somme d'argent. Mais la FFS reste silencieuse... ce qui incite le clan Bonétat à porter le dossier sur le bureau du tribunal administratif. A ce jour, rien n'a été décidé.

Toutefois, de 1989 à aujourd'hui,

Julien Bonéfat n'a pas perdu de temps. Il a même accédé aux places d'honneur du squash mondial sans jamais disputer un seul match sous les couleurs de l'équipe de France. « Je damperais tout pour pouvoir défendre les couleurs de mon pays, regrette-t-il, ce serait pour moi un réel plaisir, un bonheur. Mais comment pourrais-je jouer dans l'équipe nationale d'une Fédération contre laquelle j'ai engagé une procédure judiciaire? » Pointant à la seizième place du classement PSA - la Professional Squash Association, qui organise le squash professionnel, qui est donc au squash ce que l'ATP est au tennis, Julien Bonéfat fut le premier joueur de l'histoire du squash français à se classer dans le « Top 20 » du circuit mondial, généralement dominé par les joueurs pakistanais, anglais et canadiens.

Résidant aujourd'hui en Angleterre parce que, d'après Jean-Luc Bonéfati, son entraîneur et père, « il ne trouve pas d'adversaire de son niveau en France », le numéro un français assure « ne plus vouloir polémique » mais estime encore que l'affaire n'est pas finie. « Cette vieille histoire est malheureuse car tout le monde est perdant, soupire

**Bertrand Bonnefoy**, directeur technique national (DTN) du squash, *"C'est dommage... Julien Bonet est un garçon extrêmement talentueux qui mérite sa place en équipe de France. Je comprends que son amour-propre ait pu être profondément meurtri dans cette douloureuse affaire de dopage. Mais tant que le procès qu'il a engagé contre la Fédération ne sera pas terminé, aucun consensus ne pourra être trouvé sur sa participation dans la sélection."*

Arrivé le 1<sup>er</sup> janvier 1997 à la direction technique nationale de la FFS, Bertrand Bonnefoy a récupéré le dossier Bonet avec impuissance. Ancien DTN du tir à l'arc, ce fleuretiste consistait avec amertume que son équipe souffre de l'absence du meilleur joueur français. *"Julien Bonnet porte comme un fardeau cette réputation de dopé alors qu'il faudrait plutôt oublier cette histoire et s'intéresser à ses actuelles performances sportives. De toute façon, l'équipe de France se débrouille aujourd'hui sans lui."*

Classé onzième en 1995 aux championnats du monde du Caire (Égypte), l'équipe tricolore, entraînée par l'ancien champion de France d'origine britannique John Elstob, s'est effectivement étoffée.

*"Depuis deux effets, l'équipe de France commence même à faire peur..."*, note Bertrand Bonnefoy.

Grâce à l'arrivée de jeunes talents comme Thierry Lincou (59<sup>e</sup> au classement P5A), Jean-Michel Arcucci (72<sup>e</sup> mondial) ou Renan Lavigne (75<sup>e</sup>), les Français peuvent espérer cette année passer le cap des poulx qualificatifs pour entrer dans le cercle des huit premières nations mondiales. Classés quatrième en 1996 et cinquième en 1997, lors des derniers championnats d'Europe, les Français se rapprochent petit à petit du niveau des équipes britanniques. Avec Julien Bonétat, ils l'auraient sans doute atteint depuis longtemps.

● **Dates.** Organisés par la Fédération internationale de squash (la World Squash Association), les championnats du monde par équipes se dérouleront du **lundi 10 novembre au samedi 15 novembre** à Kuala Lumpur (Malaisie). Les championnats du monde en individuel (The Men's World Open), qui sont une étape du circuit professionnel organisé par la Professional Squash Association (PAS), s'y joueront du **mardi 4 novembre au dimanche 9 novembre**.

● **La France.** Pour espérer se placer avec les meilleures équipes

du monde, la France devra finir dans les deux premières places de sa poule qualificative, où se trouvent également l'Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne. C'est à cette condition que les Français accéderaient au deuxième tour et joueraient pour se classer entre la 5<sup>e</sup> et la 12<sup>e</sup> place.

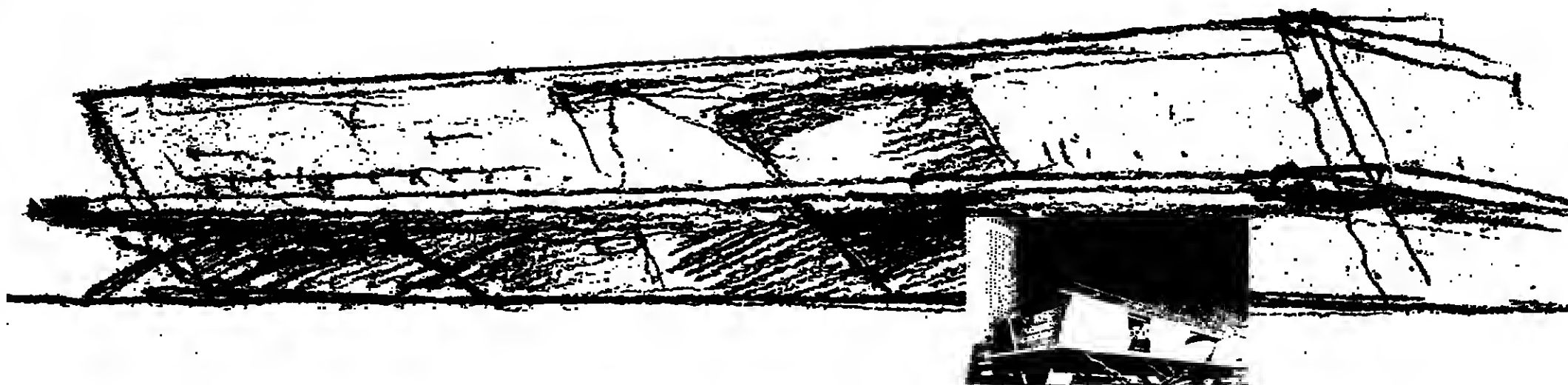
● **Les Français.** Julien Bonétat, 16<sup>e</sup> au classement PSA et numéro un français, n'a pas été aidé par le tirage au sort. Il jouera en effet au premier tour des championnats du monde en individuel contre le jeune Canadien Jonathan Power,

numéro trois mondial. Thierry Lincou, numéro deux français et 59<sup>e</sup> mondial, devra passer le cap des qualifications.

● **Les dotations.** Les principales épreuves PSA du circuit professionnel sont richement dotées. Les compétitions les plus prestigieuses restent le British Open (95 000 dollars) et le Mèhindra International de Bombay (100 000 dollars), aussi appelé « Open des Indes ». Mais l'épreuve la plus lucrative demeure sans conteste les championnats du monde en individuel (135 000 dollars).



PALAIS ET ARCHITECTURE



# Le Palais des Congrès de Paris signé Christian de Portzamparc

Depuis septembre 1996,  
le Palais des Congrès de Paris  
écrit une nouvelle page de son histoire.  
Les travaux engagés, sous l'autorité  
de Christian de Portzamparc,  
s'achèveront fin 1999.

## PORTRAIT

«Grand penseur de la ville»,  
«L'un des architectes les plus doués de sa génération»,  
«Le plus brillant architecte français»...

Le talent de Christian de Portzamparc est incontestable  
aujourd'hui. Couronné par le fameux prix américain  
Pritzker Prize en 1994, cet éternel jeune homme de  
51 ans reste discret en dépit de 25 années d'une carrière  
au palmarès impressionnant.

De Casablanca où il naquit  
en 1944 à Tokyo en pas-  
sant par New-York et de  
nombreuses cités françaises

(Marne-la-Vallée,  
Grasse, Rennes,  
Toulouse), sans  
oublier les Beaux-  
Arts où il fit avant  
l'heure sa propre  
révolution. Christian de  
Portzamparc a laissé une  
empreinte toute  
personnelle, celle  
d'un homme aux  
talents multiples  
tracant son  
propre chemin.  
Au milieu des  
années 60, il s'in-  
surgeait contre les rituels établis  
qui sonnaient le glas de la créa-  
tivité architecturale et permettaient  
la construction de grands  
ensembles dont on reconnaît  
à posteriori le caractère «anti-  
social». Aujourd'hui, il nous  
donne une leçon de cohérence  
avec le chantier du Palais des  
Congrès où cohabitent contraintes  
draconiennes et impératifs écono-  
miques, le tout  
étant imprégné par  
sa vision person-  
nelle de Paris, une  
entité dans laquel-  
le chaque partie  
doit trouver sa  
place. Christian de  
Portzamparc est à  
la fois penseur de  
solutions urbai-  
nes, créateur d'es-  
paces, visionnaire  
des cités de  
demain. Et derriè-  
re le grand archi-  
tecte, il y a l'homme, un homme  
simple, courtois et humble en  
dépit du succès. Brillant architec-  
te et architecte-citoyen qui crée en  
pensant aux autres.



Le père de la Cité de la  
Musique, Christian de  
Portzamparc, explique  
pourquoi et comment il  
s'est lancé dans la grande aven-  
ture du Palais des Congrès de  
Paris.

Question : Vous êtes à la tête du  
plus important chantier parisien  
de la fin du second millénaire.  
Comment est-ce arrivé ?  
Réponse : Je me suis tout simple-  
ment inscrit au concours, parce  
que l'enjeu me paraissait énorme,  
d'un intérêt majeur pour Paris.

Q : C'est-à-dire ?  
R : Aussi parfait soit-il dans son  
fonctionnement, l'architecture du  
Palais des Congrès n'est plus  
adaptée. Et pourtant le Palais des  
Congrès est d'une importance  
capitale parce qu'il est situé sur  
l'axe historique Concorde - La  
Défense. Un axe d'autant plus  
sensible que La Défense est en  
plein essor. Voyez-vous, la forme  
 incurvée du Palais n'est absolu-  
ment pas justifiée, car rien, à l'o-  
pposé, n'y répond. Alors que les  
places de la Concorde et de  
l'Etoile sont des modèles d'équi-  
libre et de cohérence. Si vous  
regardez la Concorde, par  
exemple, c'est un angle droit  
avec, en son centre, l'Obélisque,  
un axe transversal et des bâti-  
ments rectilignes autour. L'Etoile,  
elle, est concentrique, donc les  
bâtiments sont circulaires. Quant  
à la Grande Arche, située à la fin  
de l'axe, c'est une grande fenêtre  
optique, une porte symbolique. La  
Porte Maillot, qui est une porte  
réelle, avait besoin de trouver sa  
propre cohérence.

Q : Et cette cohérence est indisso-  
ciable du Palais...  
R : Oui, bien sûr. Et le problème  
était que le bâtiment semblait  
avoir honte de lui-même. Petitot,  
incurvé, il ne reflétait pas l'am-  
pleur du lieu. Et, comme le rond-  
point est en sens unique, le Palais  
est incontournable, qu'on arrive  
de Paris ou de Neuilly, on ne peut  
pas le rater. Pour que le bâtiment  
prenne enfin toute sa dimension  
urbaine, pour que la Porte Maillot

trouve enfin sa place, j'ai créé une  
parallèle, une dissymétrie qui  
allonge la silhouette du bâtiment.

Q : Quelle a été votre démarche ?  
R : La même que d'habitude,  
c'est-à-dire que je me suis inspiré  
au départ d'un projet - qui, en  
l'occurrence, n'a pas été retenu -  
pour le centre culturel de  
Copenhague. J'ai donc repris  
l'idée d'une façade en verre, qui  
semble suspendue, dans les airs.  
Comme je ne savais pas où placer  
la nouvelle salle de 400 places, je  
l'ai imaginée comme «portée», en  
forme de cône. En imaginant cela,  
je m'autorisais une petite déroga-  
tion, je sortais des limites autori-  
sées. Mais je ne savais toujours  
pas où mettre le cône ! Et c'est en  
y réfléchissant que j'ai réalisé à  
quel point la façade en verre serait  
chère et finalement inutile, voire  
pas fonctionnelle du tout. Imagi-  
nez l'effet de serre en été et les  
efforts constants pour masquer

complètement éparpillés.  
Aujourd'hui, ils sont concentrés  
au dernier étage du bâtiment, sur  
deux niveaux. Les besoins étaient  
en fait extrêmement fonctionnels :  
il fallait faire en sorte que le Palais  
reste numéro 1.

Q : Et la sécurité ?  
R : Les contraintes en matière de  
sécurité étaient énormes. Il faut  
pouvoir évacuer tout ce monde-là  
rapidement en cas d'incendie.  
C'est ce qui explique la présence  
des «pinces de crabe» de l'ancien  
Palais. Pour m'en débarrasser et  
éviter la multiplication des esca-  
liers d'évacuation qui auraient  
alors occupé trop d'espace, j'ai  
croisé un plan oblique et un plan  
horizontal et j'ai mis des escaliers  
en métal entre les deux, comme  
des sculptures. Les escaliers ont  
aussi des sorties sur le balcon. J'ai  
présenté cette solution aux  
Pompiers de Paris, qui l'ont  
approuvée. Pour que la lumière du

## Le plus grand chantier parisien de la fin du siècle

la lumière pendant les séances de  
projection. Alors j'ai pensé à un  
plan incliné et tout est devenu  
simple et limpide. Il ne me restait  
plus qu'à demander l'autorisation  
de «sortir en l'air» ! Il m'a donc  
fallu un mois de réflexion et d'étu-  
de pour trouver «la bonne idée»...  
Le plan incliné, c'est une manière  
de gagner de la surface : non seu-  
lement on en gagne au sol mais  
plus on monte et plus il y en a ! Ça  
m'a permis, par exemple, d'agran-  
dir le parvis réservé aux piétons.

Q : Quelles étaient les principales  
contraintes du cahier des charges ?  
R : Le cahier des charges prévoyait  
une extension des surfaces  
d'exposition, et notamment la  
création d'une salle de conférence  
de 400 places. C'est le fameux  
cône, dans lequel les salles sont  
ovales et de plus en plus petites au  
fur et à mesure que l'on descend.  
Il fallait également réunir les ser-  
vices administratifs qui étaient

jour passe, filtre, j'ai perforé le  
plan horizontal d'une multitude de  
fenêtres. De l'extérieur, la taille  
de la façade est tellement gigan-  
tesque, que ces fenêtres semblent  
minuscules, presque inexistantes.  
Elles ressemblent juste à de  
petites perforations, à de légères  
empreintes. Je les ai positionnées  
de façon très précise pour créer  
une trame géométrique, une  
mosaïque monochrome. Je parle-  
rais d'un rythme de perforation.  
De l'intérieur, ces fenêtres sont de  
taille tout à fait normale et parti-  
culièrement faciles à occulter.

Q : On vous dit impliqué dans les  
travaux jusqu'aux moindres détails ?  
R : Tout dépend de ce que vous  
entendez par «détails» ! Je m'inté-  
resse aux couleurs, aux lumières,  
aux matériaux. Cela me paraît  
essentiel. Je travaille par exemple  
le béton en deux teintes, l'une  
foncée, l'autre plus claire. J'étais  
à l'atelier justement ce matin. Je

Suite page suivante

L'ENTREPRISE PALAIS DES CONGRÈS

voudrais que là où les deux teintes se rencontrent, ce ne soit pas une ligne qui apparaisse, mais une déchirure, une sorte de frise, qui se dessine... Je travaille aussi sur les câbles et leur force, comme sur un gros bateau à voile, pour pouvoir tendre d'immenses

toiles à l'extérieur qui annoncent les événements du Palais.

Q : Quel est le plus grand défi de ce chantier ?

R : Faire avancer les travaux pendant que le Palais continue à fonctionner, comme si de rien n'était. ■



ENTREPRISE

## Cap sur les années 2 000 !

Dominique Fondacci,  
Directeur Général de la Société  
d'Exploitation du Palais  
des Congrès de Paris. (SEPCP)

**« Ces trois années de travaux sont, pour nous, une nouvelle occasion de démontrer nos capacités d'innovation et d'organisation »**

Question : Comment le Palais des Congrès aborde-t-il l'an 2 000 ?

Réponse : Depuis 20 ans, nous sommes le premier Palais des Congrès du monde. Pourtant, en 5 ans, le paysage économique de notre secteur d'activité n'a cessé d'évoluer : accroissement de la concurrence tant hexagonale qu'internationale, regroupement des organisateurs de salons au sein de sociétés souvent basées outre-atlantique, exigences toujours plus grandes du public. Pour conserver sa première place, le Palais des Congrès se devait d'anticiper ces mutations. Et de réagir pour relever un double défi : le passage au deuxième millénaire, et surtout le passage des 20 années à venir en doublant notre chiffre d'affaires et ce, malgré 3 années de travaux gigantesques !

Q : Quels sont vos atouts ?

R : La force de ce grand navire, c'est évidemment l'équipage, son savoir-faire, ses compétences techniques, sa rigueur de travail. Le Palais des Congrès compte 200 hommes qui savent miser sur l'excellence. Des hommes dont la maxime depuis toujours est « quand on promet, on tient ».

Q : Pourquoi avoir entrepris des travaux ?

R : L'image du Palais avait besoin, elle aussi, d'évoluer. Sa façade vieillissante n'était plus à la dimension de l'entreprise et de Paris, capitale internationale, ville des lumières. Son architecture future confèrera au Palais des Congrès une force vive, puissante et innovante, visible par tous, à l'intérieur comme à l'extérieur. Telle une véritable démonstration de notre capacité à bouger.

Q : Quel est le prochain cap à franchir ?

R : Aujourd'hui, nous faisons le chiffre d'affaires de l'an 2 000. Et je ne suis plus dans la phase des travaux, je signe des contrats pour l'année 2 005 ! Car, finalement, notre véritable enjeu stratégique, c'est 2 001, 2 002, puisque nous avons prouvé que, pendant cette phase de travaux, nous étions parfaitement opérationnels. Bref, quand nous couperons le ruban du nouveau Palais en septembre 1999, nous ne serons pas prêts pour l'an 2 000. Nous serons déjà « branchés » sur le XXI<sup>e</sup> siècle ! ■

### CHIFFRES-CLÉFS :

• 41 000 m<sup>2</sup> de surface supplémentaire dès septembre 1999

• 2 hectares au sol de zones d'expositions sur 4 niveaux  
novembre 1997 : 8 000 m<sup>2</sup>  
septembre 1999 : 16 000 m<sup>2</sup>

• Grand Auditorium :  
3 723 places assises

• 9 000 places de congrès en l'an 2 000

• 70 salles de séminaires :  
de 10 à 400 personnes

• Une équipe de 200 professionnels

• 75 commerces

• 9 cafés et restaurants

• 1 800 places de parking en l'an 2 000

## Le pôle économique le plus important du XXI<sup>e</sup> siècle

Philippe André, Président de la Société d'Exploitation du Palais des Congrès expose toutes les raisons qui ont présidé aux travaux d'extension du Palais. Ces travaux ont commencé le 1<sup>er</sup> février 1997 et s'achèveront en septembre 1999.

« Les travaux de cet énorme chantier ont débuté il y a un an déjà. C'est une décision qui avait été prise et votée en Assemblée Générale par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris le 9 novembre 1996. La CCIP, actionnaire principal de la Société d'Exploitation du Palais des Congrès, tenait à affirmer sa volonté, son souhait, de participer activement au maintien de ce capital commun. En effet, grâce à la qualité de ses équipements et à la compétence de ses hommes, le Palais des Congrès de Paris est le premier dans le monde entier. Et Paris, en tant que capitale économique, est le centre le plus important au monde en matière de congrès internationaux grâce à des équipements identiques à ceux proposés par le Palais des Congrès !

Pour rester le pôle économique le plus important du XXI<sup>e</sup> siècle et demeurer leader en matière de congrès internationaux, il était indispensable que l'on envisage l'agrandissement des surfaces d'expositions et des salles de réunions. Nous

avons bien-sûr pris en compte le vieillissement inévitable de l'architecture en général et de la façade en particulier. Nous avons donc pris cette décision de doubler la surface actuelle tout en recréant la façade. Car, plus que jamais, à l'occasion de grandes rencontres, d'importants congrès médicaux, et autres, nos clients ont besoin, non seulement de démontrer, mais aussi d'exposer, de montrer et de présenter l'ensemble de leurs produits et les motivations qui les animent.

Pour conserver cette place en tête de classement et ne pas faire peser sur l'environnement du Palais des Congrès de graves menaces économiques, nous nous sommes engagés à maintenir notre exploitation durant tout le temps des travaux. Pour preuve de notre efficacité, notre chiffre d'affaires pour 1997 est supérieur à celui de 1996. Ce résultat est significatif et nous permet de mesurer la pleine confiance dont nous honorent nos clients. » ■

## Le challenge du Palais des Congrès

Depuis le 1<sup>er</sup> février 1997, le Palais des Congrès s'est transformé en gigantesque chantier. Pourtant, à l'intérieur, rien ne semble avoir bougé, ni bruit, ni poussière, ni gravats. Les clients de la Galerie Commerciale, les congressistes reconnaissables à leurs badges, vont et viennent, circulent comme d'habitude... Il s'agit pourtant bien du dernier gros chantier de Paris !

Rendez-vous était pris le mardi 14 octobre à 14 h 30 avec Laure Mouton, Directrice des Congrès Expositions, pour élucider ce mystère, voire ce tour de force. Arrivée au Palais, premier indice : les bureaux des services commerciaux et de la Direction Informatique ne sont plus au 6<sup>e</sup> étage, mais perchés au dernier étage sur la terrasse dans ce que Laure Mouton appelle « des bungalows de luxe » ! Ce sont des Algéco parfaitement aménagés, avec vue imprenable sur Paris. En un week-end, au mois d'août 1997, 1 000 cartons étaient empilés et déballés pour que les 25 personnes de ces services n'aient plus qu'à changer d'étage sans se soucier du déménagement. Bientôt ce sera le tour de la Direction Technique, de la Sécurité et du Personnel. C'est en septembre 1999 que chacun intégrera son bureau définitif au 8<sup>e</sup> étage virtuel aujourd'hui.

### Preuve de confiance !

Laure Mouton précise qu'avant d'aborder cette période de travaux, toutes les équipes se sont mobilisées pour trouver les meilleures solutions aux problèmes auxquels elles auraient à faire face et pour garantir une qualité de service optimale. Depuis 18 mois, Laure Mouton a rencontré tous ses plus fidèles clients et utilisateurs du Palais afin de leur expliquer l'incidence de l'extension du Palais sur les volumes qu'ils exploitent actuellement. Et elle reconnaît également avoir été très agréablement surprise par la confiance qu'ils lui accordaient pour l'accompagner pendant toute cette période délicate des travaux.

### Murs anti-bruit et anti-poussière.

Des murs anti-bruit et anti-poussière ont été

posés dans le but de préserver le calme inhérent aux salles de réunions et autres rencontres professionnelles. Laure Mouton raconte comment de nombreuses personnes ont été surprises de découvrir, en tournant la tête vers une fenêtre, une manœuvre de béton grignotant, dans un silence absolu, un pan de mur, ou une énorme grue passer telle un fantôme de fer et d'acier !

### Décor de circonstances !

De la même façon, les galeries passantes et commerciales ont été décorées de panneaux peints qui camouflent les fameux murs anti-bruit. Un montage astucieux d'effets de lumière recrée une ambiance conviviale et une atmosphère agréable pour compenser le manque passager de lumière du jour. La phase la plus critique aurait pu être celle de la destruction de la façade, quand il a fallu creuser le sol pour les parkings et les sous-sols du bâtiment. Cependant le trou, vertigineux et digne d'un

bombardement, n'est visible que du haut de la terrasse. La façade est totalement masquée et babilée par une bâche imaginée par Catherine Feff, l'artiste qui avait créé la bâche enveloppant l'Arc de Triomphe. Et, pour les passants, qui ne peuvent qu'admirer les couleurs

franches du Palais des Congrès et l'affiche du prochain opéra-rock *Notre-Dame de Paris*, le spectacle continue... en attendant le Palais nouveau ! ■

### LES 9 DATES CLÉFS DU PALAIS DES CONGRÈS

- 1969 - Etude par la CCIP et la Ville de Paris pour la création du Palais des Congrès.
- 1972 - Pose de la 1<sup>re</sup> pierre.
- 1974 - Inauguration, le 29 février.
- 1974 - 1<sup>er</sup> événement, le 2 mars : le festival du Son.
- 1985 - Programme de rénovation des salles et des espaces.
- 1991 - Rénovation du Grand Auditorium.
- 1996 - Vote en Assemblée Générale de la CCIP des travaux d'extension, le 9 novembre.
- 1997 - Début des travaux d'extension, le 1<sup>er</sup> février.
- 1999 - Inauguration du nouveau Palais des Congrès, le 15 septembre.

Une G  
Comm

CULTURE

Notre  
sous l



LA GALERIE COMMERCIALE

## Une Galerie Commerciale du 3<sup>ème</sup> type

«La Galerie Commerciale du Palais des Congrès n'est pas une Galerie comme les autres», affirme son Directeur Général Bertrand Allain-Dupré. Et c'est bien naturel, puisqu'elle est au cœur du Palais des Congrès, ensemble à triple vocation : centre de Congrès-Expositions-Spectacles, hôtel 4 étoiles «Concorde Lafayette» et Galerie Commerciale.

La galerie, qui bénéficie bien-sûr de la notoriété internationale du Palais des Congrès, a su se doter d'une image forte. Pour s'en assurer, il suffit de demander à n'importe quel chauffeur de taxi de vous conduire au Palais des Congrès : inutile de lui en donner l'adresse.

### Une clientèle à trois têtes !

La Galerie Commerciale reçoit 3 types de visiteurs. En premier lieu, les participants aux 1 000 manifestations annuelles du centre de congrès-expositions et, avec l'extension du Palais, ce sera bientôt plus d'un million de personnes. La deuxième catégorie vient des hôtels «Le Concorde Lafayette» et «Le Méridien». Ces deux hôtels ont chacun une capacité d'accueil de 1 000 chambres, à laquelle s'ajoute, dans un périmètre de 300 mètres autour de la Porte Maillot, une offre hôtelière particulièrement attractive. Le troisième flux de clients vient évidemment de la zone de chalandise, le Palais des Congrès étant au carrefour du 16<sup>ème</sup>, du 17<sup>ème</sup>, de Neuilly et de Levallois. Ces 3 types de clients aient des attentes différentes mais complémentaires.

### Un certain esprit...

Cette clientèle diversifiée et exigeante explique la présence d'enseignes et de marques créatives et prestigieuses. Ainsi aujourd'hui 75 commerces exercent leur activité dans des domaines

aussi variés que l'équipement de la personne, les cadeaux, la décoration, les loisirs... Jean-Paul Gaultier, Cerruti, Escada, Lanvin, Bally, Lancel, Ferrari, Daum, Aldebert, Air France... et bien d'autres seront rejoints par de nouvelles enseignes avant l'an 2 000. Et, parce que le talent va de pair avec l'esprit d'accueil et de convivialité, la Galerie s'emploie à développer des services en adéquation avec les attentes de sa clientèle. Une illustration parmi d'autres étant la mise en place, depuis janvier 1997, d'un service de voitures.

### Un lieu de vie d'exception.

L'extension et la rénovation du Palais des Congrès insufflent à la Galerie Commerciale une formidable ambition d'excellence. Ce sont plusieurs fois par an des ventes aux enchères de voitures de collection sous la houlette de Maître Poulain. Ces magnifiques véhicules sont exposés durant une semaine dans la Galerie. Ainsi les deux prochaines ventes auront lieu le 17 novembre et le 8 décembre. Ou encore, du 11 décembre au 5 janvier, une animation exceptionnelle autour du théâtre pour enfants, où ateliers, spectacles, maquillages, exposition... feront découvrir l'univers de la scène aux enfants. Dans un monde où le commerce a tendance à se modéliser, enfin une galerie qui a le souci de l'originalité et de l'innovation !

## BRÈVES

### CINÉMA

La Galerie Commerciale du Palais des Congrès fait son cinéma dans les 4 salles UGC de 200 places. En raison de sa clientèle internationale, nombre de films y sont diffusés dans leur version originale. Of course !

### PRATIQUE

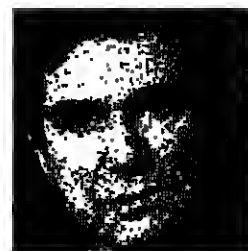
Les services les plus simples mais les plus professionnels sont indispensables parce qu'ils font partie du quotidien. C'est pour quoi, tabac, presse, opticien, pharmacie, coiffeur, parfumerie, bureau de change, photocopie, voyage... ont une place de choix dans la Galerie Commerciale.

### RESTAURATION

Qu'il s'agisse de se restaurer rapidement, de faire un déjeuner d'affaire, de prendre un thé ou de dîner en tête à tête, les restaurants ou salons de thé de la Galerie Commerciale et de l'hôtel Concorde Lafayette, offrent une grande variété de choix selon l'urgence ou l'envie du moment.

## EXCLUSIVITÉ

# Le Général De Gaulle



mis en scène par Robert Hossein

En septembre 1999, pour inaugurer le nouveau Palais, le prochain spectacle de Robert Hossein sera à l'affiche. Cet illustre metteur en scène, habitué au Palais des Congrès, se confie...

Question : Après Danton et Robespierre, Jésus-Christ, pourquoi choisir le Général de Gaulle ? Réponse : En cette fin de siècle, c'est assez logique et normal de rendre hommage à un des plus grands hommes de la période écoulée. J'avais ce projet depuis longtemps. Donc, en septembre 1996, tout était signé, y compris les droits exclusifs sur les mémoires du Général.

Q : Quelles périodes allez-vous montrer ?

R : Celle qui s'étend de 1940 à 1945, de son départ pour Londres jusqu'à la libération de la France. Ce sont les grands événements de l'Histoire avec un grand «H» et ses rapports avec les grands dirigeants de ce monde : Churchill, Roosevelt, Staline, Malraux, Moulin. A la façon d'une grande fresque et d'un véritable hommage aux compagnons de la résistance et de la libération. Bref, il s'agit d'une chronique de ces années-là.

Q : Comment travaillez-vous ?

R : C'est une version à 3 voix : celle des mémoires et celle des 2 auteurs, Alain Peyrefitte et Alain Decaux, qui écrivent l'adaptation. J'ai imaginé le Général à la fin de sa vie, revivant des moments

Suite page suivante

Quelles sont les raisons qui ont poussé le célèbre commissaire-priseur Maître Poulain à organiser des ventes de voitures de collection au Palais des Congrès ?



La Ferrari 225 S adjugée 7 millions et demi... avec les frais !

«Tout simplement parce qu'il n'existe pas à Paris un autre lieu couvert qui permette d'exposer jusqu'à 110 véhicules, d'accueillir 4 000 personnes tout en offrant une infrastructure de cette qualité (gardiennage, organisation, facilité d'accès)... En 1980, à l'occasion des successions Bugatti, j'ai cherché un lieu à la hauteur de cette manifestation et j'ai choisi le Palais des Congrès. Aujourd'hui, c'est le rendez-vous incontournable de tous les amateurs, vendeurs et collectionneurs internationaux. En juin, nous avons enregistré le record mondial de l'année avec une Ferrari 225 S !»

## CULTURE

# Les dessous d'une grande salle

Le Grand Auditorium du Palais des Congrès affiche depuis sa création des succès retentissants : des stars de la variété française et internationale, aux institutions comme les Ballets du Bolchoï et de l'Opéra de Paris... Il accueille aussi de grands événements comme la Nuit des Publivores ou les Victoires de la Musique.

Cette salle, de 3 723 places, offre des qualités techniques exceptionnelles qui reposent sur des équipements scéniques performants et une technologie audiovisuelle innovante. Les dimensions avantageuses de la scène (26 mètres de large et 22 mètres de profondeur) laissent une totale liberté à l'imagination des metteurs en scène.

Au service des plus grands professionnels, entreprises et artistes, l'équipe technique du Grand Auditorium a le talent et la rigueur pour réaliser de véritables prouesses...

### Double face

Dans la journée, cette salle est le théâtre des plus sérieuses conventions et des plus prestigieuses manifestations des entreprises. Et, à la nuit tombante, elle se métamorphose pour recevoir les plus grandes stars. A la fin d'une con-

# Notre-Dame de Paris sous les feux de la rampe...

Qui ne se souvient pas de Starmania, l'opéra-rock composé par Michel Berger et écrit par Luc Plamondon ? C'était au Palais des Congrès, il y a 20 ans déjà ! Aujourd'hui, Luc Plamondon récidive avec Notre-Dame de Paris. Ce sera en septembre 1998... Au Palais des Congrès, évidemment !

«J'ai toujours aimé les mélodies. Celles de Michel Berger, de Julien Clerc, de Diane Dufresne... Et celles de Richard Cocciante, avec lequel j'avais envie de travailler sur un vrai projet d'envergure. Alors, je me suis mis à la recherche d'une histoire, d'une belle histoire lyrique, que l'on pourrait transformer tous les deux en opéra-rock. Et j'ai relu le livre de Victor Hugo. En plus, l'avantage, avec Notre-Dame de Paris, est qu'aucun journaliste ne me demande de raconter l'histoire ! J'ai donc écrit une adaptation de 2 heures. Après coup, j'ai découvert que Victor Hugo lui-même en avait fait un opéra dont la musique a disparu. Quand j'ai lu ce livret,

j'ai été très surpris parce qu'il s'était permis des libertés que je n'avais pas pris moi-même. Par exemple, il n'a pas osé la vraie fin. Moi, je l'ai gardée parce que je trouve très beau le moment où Quasimodo déplaie enfin tout son corps pour soulever Esmeralda à bout de bras. Et puis, le sujet est celui de l'exclusion, du racisme, le tout inclut dans une histoire passionnelle. Je voulais créer ce spectacle au Palais des Congrès, parce qu'en plus de sa scène aux caractéristiques techniques fabuleuses, c'est une véritable salle d'aujourd'hui, merveilleusement située et fréquentée par tous les publics. Car on peut y proposer des places de 150 à 180 francs.»

vention, il est arrivé d'entendre un Président Directeur Général saluer son auditoire et quitter la scène en annonçant l'artiste qui lui succèdera à la même place 2 heures plus tard ! Certains organisateurs de congrès déterminent parfois leur date d'événement en fonction du spectacle programmé au Grand Auditorium, qu'ils achètent pour l'offrir en soirée de clôture à leurs congressistes.

### Côté coulisses

Une organisation parfaite est nécessaire pour gérer ces 2 activités. Recevoir un corps de ballet ou la troupe d'une comédie musicale exige également une infrastructure particulière. Il est indispensable de disposer d'un nombre de loges conséquent : loges de stars, loges de 2 ou 3 personnes mais également de surfaces de loges

transformables pour accueillir 160 danseurs et pouvoir ainsi séparer les hommes et les femmes, stocker les costumes... Et pourquoi pas aménager une bergerie pour héberger les brebis de l'opéra «Porgy and Bess». Ou encore créer une loge spéciale pour une poule magique. Celle de David Copperfield !

Il faut aussi un «catering», c'est à dire une cantine, où l'on peut préparer et servir les repas pour toute l'équipe technique et artistique. Les hommes du Grand Auditorium jouent un rôle capital dans cette organisation. Par exemple, «l'huissier de loge», cet homme qui arrive le premier et part le dernier. Tout simplement, parce qu'il distribue les clefs des loges, filtre l'entrée des artistes et allume en partant «la servante», cette petite lampe qui brille toute la nuit.

## LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

de cette fameuse période, se souvenant de ceux qu'il a aimés, mais également de ses ennemis. L'histoire se jouera sur scène et dans la salle avec 200 acteurs. Une multitude de musiques, des chansons de Lili Marlen au chant des Partisans, accompagneront l'ensemble.

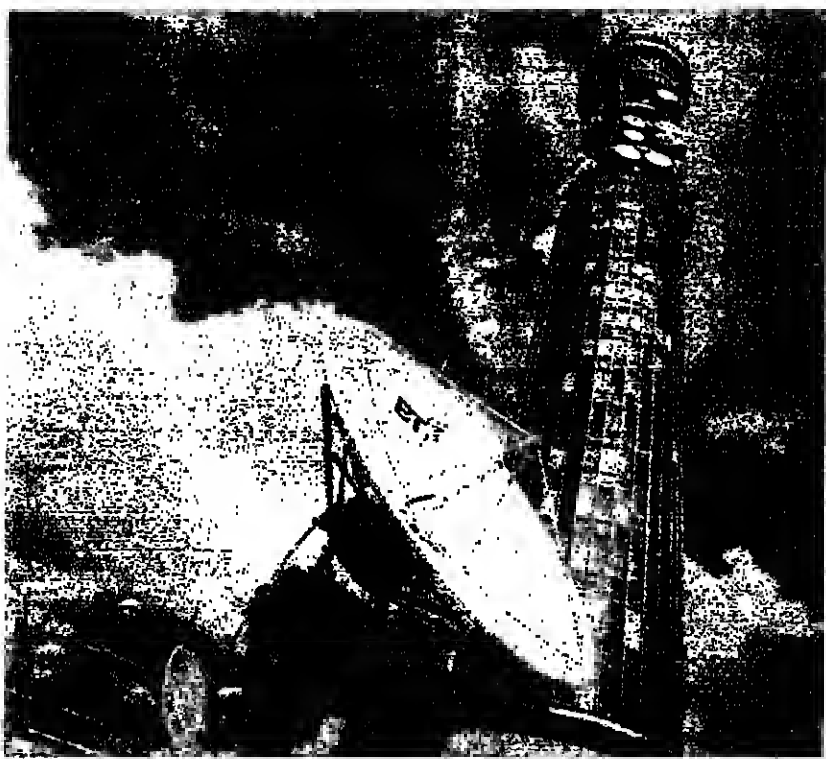
**Q :** A qui pensez-vous confier le rôle du Général?

**R :** L'erreur serait d'avoir une tête d'affiche. Je suis donc à la recherche

de d'un comédien, avec un physique, une voix et un caractère. Je sais qu'il en existe de remarquables même s'ils ne sont pas célèbres. Nous commencerons la préparation à la fin de l'été 1998. Je suis très content de travailler avec le Palais. C'est le lieu idéal pour créer l'osmose entre la salle et la scène, le public et les acteurs. Ce qui est un des buts de ma recherche artistique.

# Liaisons directes avec le monde...

**Le Palais des Congrès propose un département «télévision-production-véo» particulièrement performant : Palais Images. Ce savoir-faire audiovisuel est au service de l'événementiel congrès, conventions ou spectacles et de producteurs privés ou chaînes de télévision. En effet, les moyens techniques sont suffisamment importants pour mener les deux activités de front.**



L'équipe de Palais Images intervient d'abord en pré-production pour assister le service marketing de l'entreprise ou l'agence de communication chargée de l'événement, dans la détermination de ses besoins et des moyens audiovisuels à mobiliser. Ensuite, elle prend en charge le tournage des images. Puis, sur place, elle assure la post-production, c'est à dire le montage, l'habillage et la production des éléments à diffuser le jour «J».

### La technologie communicante !

Les régies de Palais Images sont connectées directement aux 3 amphithéâtres, Grand Auditorium, Salle Havane et Salle Bleue, et permettent de retransmettre en direct, d'enregistrer et de diffuser simultanément, sur grand écran ou dans une autre salle, tout évé-

ment s'y déroulant. Grâce à la vidéotransmission, un intervenant, se trouvant à l'autre bout du monde, ou un chirurgien, en pleine salle d'opération, peut dialoguer en direct et en duplex avec les participants se trouvant dans la salle.

### Une reconnaissance significative.

Pour preuve du professionnalisme des équipes et des équipements de pointe de Palais Images, le nombre important de productions privées ou de chaînes de télévision qui lui font confiance ! Les 2 plateaux de télévision servent ou ont servi pour des émissions comme «Lignes de Mire» (France 3), «Les Enfants de la Télé» (France 2), «M6 Boutiques» (M6), etc...

### Télétransmission : un des points forts de Palais Images.

Disposant de moyens de réception et d'émission en fibres optiques (vers les principales chaînes), en faisceaux hertziens ou par satellites, Palais Images peut répondre à toutes les demandes. Une liaison par satellite a ainsi été réalisée pour «Envoyé Spécial» entre Paris et Jérusalem.

### Le monde en direct...

Palais Images a engagé deux partenariats qui élargissent encore la palette des possibilités offertes aux clients. Le Palais des Congrès héberge ainsi une station d'émissions/réception de l'Américain PanAmSat, filiale de Hughes

Communications, qui opère une liaison numérique bi-directionnelle avec le Canada, utilisée notamment pour transmettre TV5. De la même façon, une station appartenant au département Broadcast Services de la société BT (British Telecom) lance un pont numérique vers Londres, donnant accès aux principaux réseaux satellitaires couvrant l'Europe (Astra, Eutelsat) et le monde (Orion, Intelsat). BT utilise également ce site comme point central de son déploiement en France. Grâce à ces diverses possibilités, Palais Images est à même de monter et de gérer des opérations complexes mettant en jeu plusieurs sites d'émission et de réception dispersés dans l'Hexagone et partout dans le monde. Un véritable téléport même s'il n'en revendique pas l'appellation.



## PARIS, 1997. LES PASSAGERS À DESTINATION DE L'AN 2000 SONT INVITÉS À SE PRÉSENTER PORTE MAILLOT. EMBARQUEMENT IMMÉDIAT.

Non, vous ne rêvez pas. Voici, en avant-première, le Palais des Congrès de Paris tel qu'il sera dans deux ans à peine : de nouveaux espaces, une capacité d'accueil presque doublée et une façade majestueuse dont l'axe historique, si cher aux parisiens, pourra s'enorgueillir.

Mais si, depuis le début de cette année, le Palais «déploie ses ailes», le temps n'a pas pour autant suspendu son vol ! Plus que jamais, se poursuit son extraordinaire effervescence : spectacles, salons, expositions, shows télévisés, séminaires, colloques et réunions de toutes dimensions s'y expriment toujours avec la même force.

D'ici à la fin 1997, plus de 1 000 entreprises (qui n'auront pas attendu l'an 2 000) investiront nos espaces dans un formidable ballet minutieusement réglé par nos équipes, fieres elles aussi d'être déjà dans le XXI<sup>e</sup> siècle !

Vous êtes de ceux qui voient aussi l'avenir au présent. En préparant votre plan d'action 1998, vous vous interrogez sur la faisabilité de votre projet, sur son coût et sur l'espace dans lequel il pourrait s'inscrire. Pour choisir votre terrain d'envol et réserver votre vol, appelez le 01 40 68 25 60...



CHAMP DE COMPÉTENCE ET D'INNOVATION DE PARIS

Le Palais des Congrès de Paris, 2, place de la Porte Maillot, 75017 Paris.

LE PALAIS



DES CONGRÈS DE PARIS



## Le lèche-vitrines sans le cherche-parking.

SERVICE VOITURIER GRATUIT TOUTE L'ANNÉE

Encart conçu et réalisé par : Revolver - 8, Boulevard de la Madeleine 75009 Paris

Directeur de la publication : Dominique Fondacci, Directeur Général de la Société d'Exploitation du Palais des Congrès de Paris, filiale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

Rédaction : Anne-Isabelle Jolly

Illustrations : Christian de Portzamparc/Gabriel Rousseffello

Photos : R. Montovani/Spadea/BT Broadcast Services

Le Palais des Congrès de Paris - 2, place de la Porte Maillot - 75017 Paris

Contacts : Congrès-Expos-Spectacles : 01 40 68 25 60

Galerie Commerciale-CIFCOM : 01 40 68 26 24





مکذا من الاصل

**30 / LE MONDE / MARDI 4 NOVEMBRE 1997**

(Publicité)

**Un Genie<sup>TM</sup>**  
**vraiment**



# PHILIPS

Faisons toujours mieux.



هذامنالاصح

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 4 NOVEMBRE 1997 / 31

## Nuages et douceur s'installent

LE TEMPS PLUVIEUX qui sévit depuis plusieurs jours sur la péninsule ibérique va gagner la France mardi. En contrepartie, les températures seront en hausse. En effet, la dépression qui vient se centrer au large de la Bretagne dirigera un flux de sud-ouest très doux sur le pays.

**Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie.** - Le temps sera changeant. En matinée, les pluies affecteront les régions côtières de la Manche et de l'Atlantique. L'après-midi, elles se décaleront vers l'intérieur. Le vent de sud-ouest atteindra 90 km/h en pointe. Il fera de 17 à 20 degrés.

**Nord-Picardie, Île-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Des Flandres aux Ardennes, la matinée sera encore froide. Ailleurs, la douceur se sera installée. Il pleuvra en matinée de la Haute-Normandie à la Picardie et l'Ardennes. L'après-midi, des pluies toucheront le Centre. Il fera de 12 à 18 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace,**

**Bourgogne, Franche-Comté.** - Nuages et douceur arrivent par le sud-ouest. De faibles pluies tomberont de temps à autre, la plaine d'Alsace sera épargnée avec encore une relative fraîcheur. Ailleurs, il fera de 12 à 15 degrés.

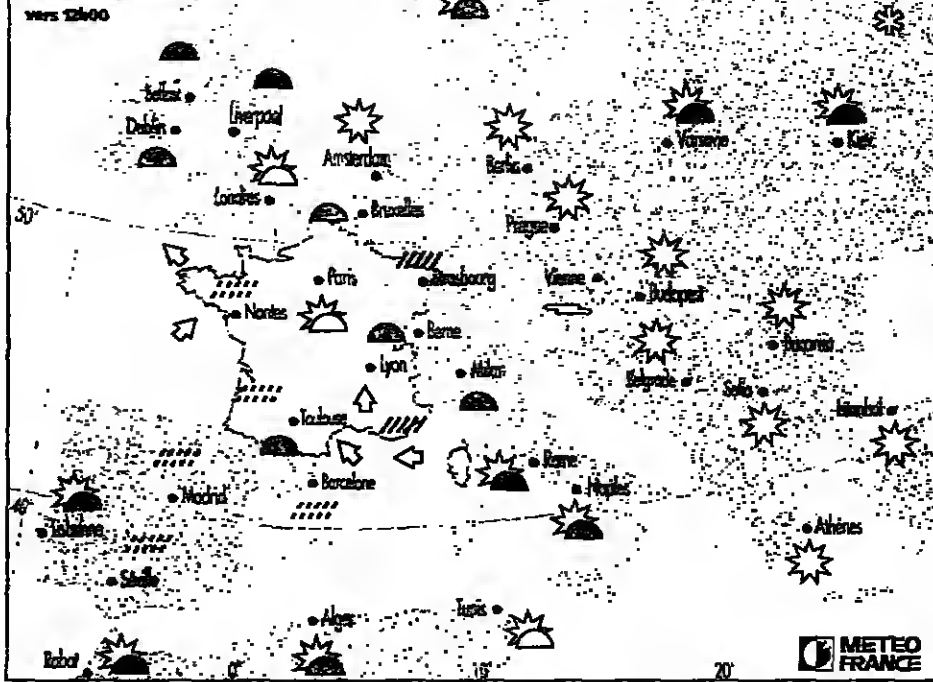
**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Les températures seront douces, de 18 à 21 degrés. Une bande de pluie se décalera d'ouest en est et touchera la façade atlantique en matinée puis le Poitou et le nord de Midi-Pyrénées l'après-midi.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - La pluie dominera. Le vent de sud soufflera avec des rafales à 80 km/h en vallée du Rhône, 100 km/h sur les hauteurs. Il fera de 15 à 20 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le temps sera très perturbé. Il pleuvra fréquemment, avec parfois de l'orage. Le vent d'est à sud-est soufflera fort en montagne et sur la côte varoise. Il fera de 15 à 20 degrés.

04 NOVEMBRE 1997

Prévisions vers 12h00



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ÉTATS-UNIS.** La compagnie américaine Northwest Airlines offre le transfert en linéaire à tous les passagers de la classe Affaires ayant acheté en France un billet pour les États-Unis. Une voiture particulière avec chauffeur assurera leur acheminement (aller et/ou retour) entre Paris ou la proche banlieue dans un rayon de 25 kilomètres et l'aéroport de Roissy. Cette offre est valable jusqu'au 15 décembre.

■ **HONGKONG.** La compagnie aérienne Cathay Pacific vient d'ouvrir trois nouveaux vols hebdomadaires, en Airbus A340, entre Hongkong et Sydney, portant ainsi à dix le nombre de liaisons hebdomadaires entre ces deux villes.

■ **GRANDE-BRETAGNE.** La compagnie British Airways ouvrira, le 17 novembre, une troisième liaison vers Caracas et Bogota au départ de Gatwick.

PRÉVISIONS POUR LE 04 NOVEMBRE 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température

et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE	température	état du ciel
PARIS	11/20 P	N
LYON	11/20 P	N
MARSEILLE	11/17 P	N
NANTES	9/18 P	N
STRASBOURG	8/19 P	N
TOULOUSE	11/20 P	N
BOULOGNE	9/18 P	N
BREST	9/17 P	N
CAEN	9/16 P	N
CHERBOURG	9/16 P	N
CLERMONT-F.	8/20 P	N
DIJON	11/18 P	N
GRENOBLE	8/15 P	N
LILLE	9/11 P	N
LIMOGES	11/18 P	N
LYON	11/17 P	N
MARSEILLE	11/17 P	N

PRÉVISIONS POUR LE 04 NOVEMBRE 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température

et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE	température	état du ciel
PARIS	11/20 P	N
LYON	11/20 P	N
MARSEILLE	11/17 P	N
NANTES	9/18 P	N
STRASBOURG	8/19 P	N
TOULOUSE	11/20 P	N
BOULOGNE	9/18 P	N
BREST	9/17 P	N
CAEN	9/16 P	N
CHERBOURG	9/16 P	N
CLERMONT-F.	8/20 P	N
DIJON	11/18 P	N
GRENOBLE	8/15 P	N
LILLE	9/11 P	N
LIMOGES	11/18 P	N
LYON	11/17 P	N
MARSEILLE	11/17 P	N

PRÉVISIONS POUR LE 04 NOVEMBRE 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température

et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE	température	état du ciel
PARIS	11/20 P	N
LYON	11/20 P	N
MARSEILLE	11/17 P	N
NANTES	9/18 P	N
STRASBOURG	8/19 P	N
TOULOUSE	11/20 P	N
BOULOGNE	9/18 P	N
BREST	9/17 P	N
CAEN	9/16 P	N
CHERBOURG	9/16 P	N
CLERMONT-F.	8/20 P	N
DIJON	11/18 P	N
GRENOBLE	8/15 P	N
LILLE	9/11 P	N
LIMOGES	11/18 P	N
LYON	11/17 P	N
MARSEILLE	11/17 P	N

PRÉVISIONS POUR LE 04 NOVEMBRE 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température

et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE	température	état du ciel
PARIS	11/20 P	N
LYON	11/20 P	N
MARSEILLE	11/17 P	N
NANTES	9/18 P	N
STRASBOURG	8/19 P	N
TOULOUSE	11/20 P	N
BOULOGNE	9/18 P	N
BREST	9/17 P	N
CAEN	9/16 P	N
CHERBOURG	9/16 P	N
CLERMONT-F.	8/20 P	N
DIJON	11/18 P	N
GRENOBLE	8/15 P	N
LILLE	9/11 P	N
LIMOGES	11/18 P	N
LYON	11/17 P	N
MARSEILLE	11/17 P	N

PRÉVISIONS POUR LE 04 NOVEMBRE 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température

et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE	température	état du ciel
PARIS	11/20 P	N
LYON	11/20 P	N
MARSEILLE	11/17 P	N
NANTES	9/18 P	N
STRASBOURG	8/19 P	N
TOULOUSE	11/20 P	N
BOULOGNE	9/18 P	N
BREST	9/17 P	N
CAEN	9/16 P	N
CHERBOURG	9/16 P	N
CLERMONT-F.	8/20 P	N
DIJON	11/18 P	N
GRENOBLE	8/15 P	N
LILLE	9/11 P	N
LIMOGES	11/18 P	N
LYON	11/17 P	N
MARSEILLE	11/17 P	N

PRÉVISIONS POUR LE 04 NOVEMBRE 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température

et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE	température	état du ciel
PARIS	11/20 P	N
LYON	11/20 P	N
MARSEILLE	11/17 P	N
NANTES	9/18 P	N
STRASBOURG	8/19 P	N
TOULOUSE	11/20 P	N
BOULOGNE	9/18 P	N
BREST	9/17 P	N
CAEN	9/16 P	N
CHERBOURG	9/16 P	N
CLERMONT-F.	8/20 P	N
DIJON	11/18 P	N
GRENOBLE	8/15 P	N
LILLE	9/11 P	N
LIMOGES	11/18 P	N
LYON	11/17 P	N
MARSEILLE	11/17 P	N

## CLIMATOLOGIE

### Centenaire, le marégraphe de Marseille a été réformé

Les nouvelles mesures en temps réel des fluctuations du niveau de la mer vont permettre de mieux comprendre l'évolution du climat en corrélation avec les relevés satellitaires

IL Y A tout juste un siècle, il avait permis de fixer le « point zéro » du niveau de la mer. Ensuite, jour après jour, il enregistrait fidèlement la hauteur des marées. Depuis le départ à la retraite, en 1985, du dernier gardien, qui chaque jour venait le visiter, le marégraphe-totaisateur de Marseille ne faisait plus l'objet de la même attention méticuleuse que par le passé : les relevés n'étaient plus effectués qu'une fois par semaine par Michel Rondet et ses collègues, géomètres de l'Institut géographique national (IGN) d'Aix-Marseille. Après un siècle de bons et loyaux services, la belle mécanique s'est mise au rancart. C'est un marégraphe acoustique flamboyant neuf, à transmission entièrement automatique, qui a pris le relais.

C'est en 1883 que le Comité général de la France choisit Marseille - la Méditerranée présentant de faibles amplitudes de marée - pour y installer son marégraphe-totaisateur. Abrité dans un bâti-

ment situé juste en face de l'île du célèbre château d'If, l'appareil est constitué d'un flotteur situé au fond d'un puits communiquant avec la mer par une galerie. Les hauteurs du flotteur, liées aux variations de la marée, s'inscrivent sur un cylindre enregistreur entraîné par une horloge. Les mouvements du flotteur sont également transmis à un chariot se déplaçant devant un disque totalisateur mobile actionné par l'horloge - ce qui permet de calculer le niveau moyen des eaux pour l'intervalle de temps considéré.

**DÉCOUVREUR DU « POINT ZÉRO »**

Entre 1885 et 1897, le marégraphe de Marseille mesura ainsi les oscillations des marées. Vint ensuite l'établissement du « point zéro », ou repère fondamental du nivellement général de la France. Un rivet en bronze le symbolise, encastré dans une plaque de granit scellée dans les rochers à une cote de 1,68 mètre au-dessus du niveau moyen de la mer. Depuis cin-

quante-cinq ans, l'IGN a implanté sous forme de médaillons, scellés dans la pierre des maltrés, des églises, des ponts, des tunnels, des voies ferrées et même des cimetières, 400 000 repères de nivellement. Tous se réfèrent au point zéro du marégraphe de Marseille, et sont les témoins de l'altitude des lieux, calculée, au millimètre près, au-dessus du niveau moyen de la mer.

Sans eux, point de TGV, ni de tunnel sous la Manche, ni de distribution d'eau potable... Compagnon indispensable à toutes ces réalisations, le marégraphe a également permis de constater « qu'en cent ans le niveau de la mer s'est élevé de dix centimètres », précise Michel Rondet.

D'une technologie désormais obsolète, l'appareil centenaire continuera sans doute de fonctionner en parallèle avec son moderne successeur pendant un an. Ce marégraphe dernier cri fonctionne aux ultrasons et il envoie automatiquement ses informations par té-

léphone, via un modem, à un centre de validation. Quoi qu'en pensent les nostalgiques, les avantages du nouvel appareil sont nombreux. Il apportera une précision supplémentaire aux mesures et fournira l'information en temps réel. Les données que livrera le nouveau marégraphe pourront ainsi être confrontées instantanément avec celles recueillies par les engins spatiaux, tel le satellite franco-américain Topex-Poseidon.

Une telle corrélation intéresse tout à la fois les climatologues, les océanologues et les spécialistes de l'environnement, qui espèrent ainsi mieux comprendre les relations entre l'évolution du climat et celle du niveau des mers. D'autant que l'installation du nouveau marégraphe s'accompagne de la mise en place d'une station GPS (Global Positioning System) qui permet une estimation du mouvement absolu de la côte terrestre. Et donc, compte tenu des mesures marégraphiques, de celui du niveau moyen des mers. - (Sag.)

## DÉPÊCHES

■ **VIANDE** : l'Union française des consommateurs (UFC-Que choisir ?), qui vient d'effectuer un sondage sur l'étiquetage de la viande bovine (2 013 barquettes contrôlées au cours de 447 visites), a constaté que l'étiquetage indiquant l'origine, le type et la catégorie du morceau est rarement respecté aussi bien dans le commerce traditionnel que dans la grande distribution. Craignant une levée de l'embargo qui frappe la viande britannique depuis l'affaire de la « vache folle », l'organisation conseille de refuser toute viande non étiquetée. Elle s'inscrit également de l'opacité qui règne dans les secteurs de la restauration d'entreprise, des cantines scolaires et des plats cuisinés. « On l'on risque de voir orienter toute la viande importée, dans la mesure où pas un distributeur n'accepte d'afficher la mention viande anglaise ».

■ **TROISIÈME ÂGE** : vieillir n'est pas forcément une calamité, pour peu que l'on fasse quelques efforts pour garder la forme physique et l'esprit en éveil. Le numéro spécial que consacre la revue 60 Millions de consommateurs aux plus de cinquante ans aborde les thèmes de la santé (mémoire, diététique, sport, esthétique), de la sexualité et des loisirs. Il fait aussi le point sur le chômage et la préretraite, la fiscalité et le logement. Il donne enfin des pistes à ceux qui veulent s'investir dans le bénévolat, s'adonner à leur passion (de l'archéologie à l'écologie) ou voyager de manière originale : échange d'appartements, vie de château, vacances rurales. Avec, pour chaque thème, des adresses utiles. « Seniors actifs », hors-série de 60 Millions de consommateurs, novembre-décembre 1997, 96 p., 38 F.

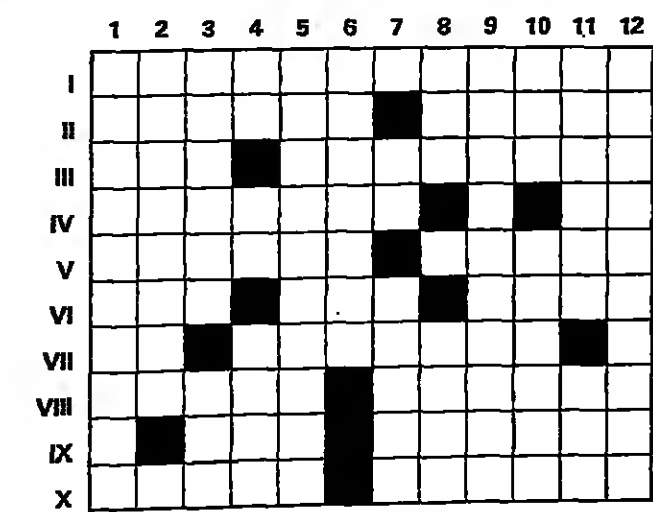
■ **FILIAISON** : quel nom porte l'enfant dont les parents ne sont pas mariés ? Qui peut adopter ? Les enfants légitimes, adoptés et naturels ont-ils les mêmes droits à la succession ? Des concubins peuvent-ils recourir à une assistance médicale à la procréation ? Les réponses à ces questions se trouvent dans la brochure consacrée à La Filiation, qui rassemble les textes de lois sur ce thème (éditions du Journal officiel, collection « La loi au quotidien », 102 p., 39 F., à commander 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15).

■ **HUMANITAIRE** : le Festival du premier pas, organisé du 13 au 15 novembre à l'université Paris-XIII-Villetaneuse par 27 associations de solidarité prestigieuses ou moins connues, doit permettre de découvrir les diverses facettes de l'action humanitaire. \* Association Dédicé, Université Paris-XIII, avenue Jean-Baptiste-Clément, 93430 Villetaneuse ; tél : 01-49-40-38-84.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97243

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



### HORIZONTALEMENT

1. On peut s'y promener entre les gondoies. - 2. Beauté de la perle. Table souvent bien garnie. - 3. Préparation colloïdale. Fera plusieurs cubites. - 4. Intermédiaires entre ânes et chevaux. Le nielsbohrium. - 5. Exprimées en silence. Donne du poids aux pierres. - 6. Extrait de la férule. Il faut le doubler pour faire mouche. Passé à la plume. - 7. Petite mesure. Repris à la plume. - 8. Emmanché d'un long cou. Robespierre fit partie de cette société littéraire. - 9. Roi chez

Alfred. Abaisait les couleurs. - X. Préparée pour recoller plus tard. Provoque.

### VERTICALEMENT

1. Jeu de mots et dialogue de sourds. - 2. Cherche à combler les fossés entre chrétiens. - 3. Sensible aux changements de température. Période chaude. - 4. Dans la gamme. En général. Couleur de cheval. - 5. Qui a certainement trouvé un soutien. - 6. Agressé de toutes parts. - 7. En piste. Le petit est entré dans tous les foyers. - 8. Né dans la rue, on le retrouve en

boîtes. Dans la Botte et en VO. - 9. Mettre à la portée du plus grand nombre. - 10. Fin d'office. Un palmier qui fuit en panier. - 11. Fit le tour. Chez les Grecs. - 12. Permet de retrouver la forme après contrainte.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 97242

#### HORIZONTALEMENT

I. Exfiltration. - II. Défilé. Ge. Pô. - III. Ino. Stérilet. - IV. Lolos. Régina. - V. Ipéacacua. - VI. Th. Riad. Etal. - VII. Alre. Mies. Gl. - VIII. Ile. Auto. Cel. - IX. Représentant. - X. Essorés. Arte.

#### VERTICALEMENT

1. Ediltaire. - 2. Xénophiles. - 3. Fiote. Reys. - 4. If. Ocre. Ro. - 5. Lissal. Aer (réa). - 6. Têt. Camuse. - 7. Erudites. - 8. Agreé. Eon. - 9. Teignes. Ta. - 10. Liât. Car. - 11. Open. Agent. - 12. Notabilité.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0245-0727

Imprimeur du Monde

12, rue M. Gumbourg

94502 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Monde

Publicité

21 bis, rue Claude-Bernard

75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

## AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 42

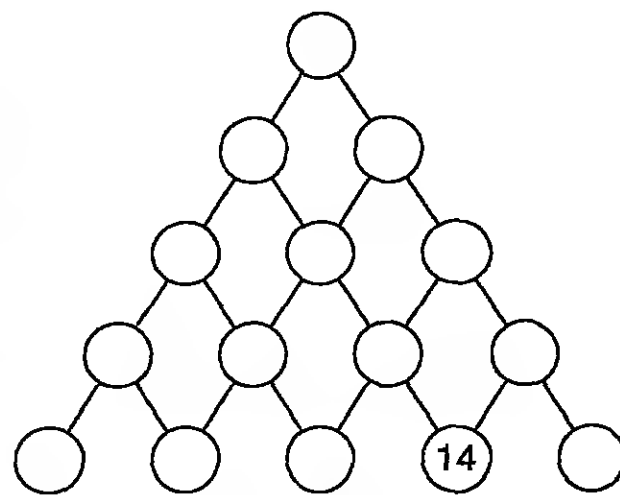
### Magie triangulaire

DISPOSEZ en triangle sur cette figure les entiers de 1 à 15, de manière que chaque nombre soit la différence (en valeur absolue) des deux qui le soutiennent (au rang inférieur). Il n'y a plus qu'une des deux solutions symétriques des lors que, pour vous aider, nous avons placé un des nombres (14).

Solution dans Le Monde du 11 novembre.

Elisabeth Bussier et Gilles Cohen

©POLE 1997



### SOLUTION DU PROBLÈME N° 41

paru dans Le Monde du 28 octobre :

Le garagiste peut servir 4 litres en seulement 4 étapes :  
1. Il remplit le récipient de 6 litres.  
2. Il le vide dans le récipient de 13 litres.  
3. Il remplit le récipient de 11 litres.  
4. Avec son contenu, il complète le récipient de 13 litres. Il reste 4 litres qu'il peut servir, puis il vide dans la citerne les 13 litres excédentaires.

Toute quantité entière de litres peut être mesurée avec ces trois récipients. Il suffit de le montrer pour 1, 2, 3, 4 et 5 litres. Au-delà, on utilisera un ou plusieurs récipients de 6 litres.



**MUSIQUE** La vitalité de la scène scandinave est confirmée aujourd'hui comme une tendance durable, touchant aussi bien le rock, que la pop, le rap ou la techno.

Outre l'Islande, célébrée grâce au phénomène Björk, la Finlande et la Suède s'imposent dans le classicisme anglo-saxon de la pop comme dans l'expérimentation futuriste.

● **LE FESTIVAL Fnac/Inrockuptibles**, qui débute le 6 novembre dans la salleilloise de l'Aérodrome, a convié, parmi vingt groupes et artistes, deux représentants du Grand Nord :

le Suédois Jay Jay Johanson, admirateur de Chet Baker et de Portishead, crooner et bricoleur de boudes trip-hop, et les Islandais de Gus Gus, fascinés par les synthétiseurs.

● **LE DUO ALPHA** se produira aussi dans ce festival. Dernier rejeton du « son de Bristol », il propose pour sa part une musique planante, influencée par le chanvre indien.

## Classicisme pop et bouillonnements futuristes près du cercle polaire

Grâce à sa maîtrise de la langue d'Elvis, la Scandinavie fréquente de plus en plus souvent les scènes et les hit-parades internationaux. Deux de ses meilleurs représentants, le Suédois Jay Jay Johanson et les Islandais de Gus Gus, seront à l'affiche du X<sup>e</sup> Festival des Inrockuptibles

PARMI les vingt groupes et artistes à l'affiche de la dixième édition du Festival Fnac/Inrockuptibles, deux descendront du Grand Nord : le Suédois Jay Jay Johanson et les Islandais de Gus Gus. L'hebdomadaire aurait pu convier bien d'autres représentants du cercle polaire. Sans parler de Björk, star de la Scandinavie branchée (les billets de son concert parisien, le 10 novembre à la Mutualité, se sont vendus en deux heures), on constate que les longs hivers ne nuisent pas à l'éclosion d'une scène multiple : Jini Tenor, Stina Nordenstam, Panavigation, The Cardigans, Eggstone, The Wannadies... Adeptes de la pop traditionnelle ou de l'électronique futuriste, tous auraient pu satisfaire aux critères d'un festival français anglo-américanophile. Cette nouvelle vague scandinave fréquente en tout cas de plus en plus souvent les scènes et les hit-parades internationaux.

Cela, quelques raisons objectives. Traditionnellement, les pays du nord de l'Europe maîtrisent mieux que d'autres la langue d'Elvis. Un atout pour des musiciens souvent frustrés par l'étrénesse de leur marché national. Parallèlement, les techniciens ont adapté leurs compétences à ce désir d'exportation. Dans les studios de Copenhague, Stockholm ou Helsinki, on sait carrosser des productions pop, rock, rap ou techno dignes des canons de la variété anglophone. Mais la Scandinavie n'est pas une entité globale. Nombre de particularismes et d'inégalités distinguent les cinq pays qui la forment. On compte par exemple en Norvège beaucoup plus de fjords que de pop stars. Et si le Danemark peut s'enorgueillir d'avoir produit avec le *Barbie Girl* d'Agua un des seuls singles à avoir concurrencé, en France et ailleurs, le *Condit in the Wind* 1997 d'Elton John, sa scène locale est peu connue d'un tel exploit.

Le cas de la Finlande est plus in-



Le crooner suédois Jay Jay Johanson, fan de Chet Baker et bricoleur trip-hop.

trigant. La spécificité de la langue finnoise, la proximité de la culture slave l'ont singulière. Même influencée par les États-Unis et la Grande-Bretagne, la scène rock s'est distinguée, notamment dans l'étrange garage-pop de 22-Pistepirkko. Aujourd'hui, le trip-hop glissé de Jini Tenor ou le post-rock de Panavigation étonnent à leur tour. Et le meilleur sans doute reste caché. Ainsi Ismo Alanko, personnalité incontournable de la scène d'Helsinki. A la tête de groupes comme Hassinen Kone ou Sielun Veljet, il s'est essayé dans les années 80 à une carrière internationale. Son extrêmeisme psychédélique lui a valu quelques succès dans le reste de la Scandinavie, en Autriche et en Allemagne. En 1990, il a décidé de ne plus chanter qu'en finnois : « La musicalité de ma langue est indispen-

sable à mes chansons. J'écris enfin la musique et les textes dont j'ai toujours rêvé. J'espère qu'un jour les Européens seront capables d'écouter toutes les langues. Mais ce marché de cinq millions d'habitants suffit à mon bonheur. » Pour l'instant, le coffret de quatre CD retraçant l'histoire de son parcours passionnant n'est disponible qu'en Finlande. Il y a quelques semaines, Ismo Alanko a donné un concert intense à Paris, devant les habitués de l'institut finlandais.

On observe en Suède une ten-

dance inverse. « Les groupes suédois m'ont royalement passionné, constate avec sévérité Ismo Alanko, mais ce sont les meilleurs commerçants de la Scandinavie. » Ce savoir-faire s'est d'abord affirmé dans les années 70, quand la pop sucrée d'Abba envahissait les hit-parades de la planète. Après une période creuse, la variété lo-

cale s'est de nouveau exportée avec les tubes de Roxette et Ace Of Base.

### DEUX COURANTS, DEUX VILLES

Plus intéressant sans doute, le développement d'une scène indépendante partagée en deux courants et deux villes. Un mouvement *club culture*, produisant rap, acid jazz et dance music, s'est épanoui à Stockholm. Une tendance pop, érudite et anglophile, bourgeoise à Malmö grâce à un groupe leader, The Cardigans, et un studio d'enregistrement, Tambourine. Caractéristiques de cette dernière tendance, très prise aux États-Unis, les guitares claires, inspirées de la génération post-Smiths, et les refrains, d'une mélancolie primésautière, de préférence chantés par une voix de Lolita. On louera ces groupes - parmi lesquels The Wannadies,

Eggstone, Popsicle... - pour la perfection formelle de leurs mélodies aguicheuses, tout en regrettant leur retenue émotive. Explication du guitariste Jini Novak, leader des mignons Cinnamon : « Les Suédois détestent se livrer. Ils gardent leurs sentiments à distance. Nous préférons souvent le design au blues. »

Jay-Jay Johanson possède précisément une formation de designer. Avant même son premier enregistrement, il concevait et exposait les pochettes de disques fantasmées. Lui aussi s'est inspiré de matériaux anglo-saxons pour élaborer les chansons de *Whiskey*, son merveilleux premier album. Il collectionne les disques de jazz depuis un coup de foudre ressenti lors d'un concert du trompettiste et chanteur américain Chet Baker, alors qu'il avait quatorze ans.

Conjuguant la nostalgie au futur, Jay-Jay électrise ses réveries rétro d'inventions technologiques. Comme pour beaucoup, *Dummy*, l'album fondateur de Portishead, et les expériences du son de Bristol ont été une révélation. Boîtes à rythmes et scratches habillent sa mélancolie fifties. Ce gringalet avoue aussi une passion pour Gainsbourg et le cinéma français. On le connaît d'ailleurs mieux à Paris qu'à Stockholm. Avec la jeune emble Stina Nordenstam, il représente sans doute la personnalité la plus originale de la nouvelle vague suédoise. Peut-être parce que ce casque d'or ténébreux se confie plus que d'autres. « J'écris un journal intime depuis longtemps, explique-t-il. Mes chansons en sont un peu le prolongement. Cela peut paraître paradoxal, mais mes textes sont plus personnels quand j'écris en anglais. J'ose plus facilement me libérer. Alors que je rougis rien que d'écrire "je t'aime" en suédois. » Ce jeu entre flûtes intimes et romances sublimes, profondeur existentielle et roucoulements de latin lover, le décalage entre son physique de blanc-bec scandinave et ses désirs de gran-

deur font tout son charme. Si Jay-Jay perçoit les bouillonnements d'une scène underground suédoise prête à se renouveler, ses oreilles se tendent ailleurs quand il s'agit d'apprécier l'avant-garde scandinave : « Les Islandais possèdent un univers bien à eux. Leur art révèle une magie et des secrets uniques. »

### L'EXCENTRICITÉ ISLANDAISE

Coupée de tout, hantée par ses légendes, habitée par sa nature de feu et de glace autant que par ses 250 000 habitants, l'Islande a enfanté une musique qu'elle a dû réinventer. Björk, la plus libre des musiciennes pop, a montré l'exemple. L'excentricité est devenue la norme. Plus que la star de l'île, c'est son ancien groupe, les Sugarcubes, qui ont servi de modèle à Gus Gus. « Les Sugarcubes n'étaient pas un groupe de rock mais un collectif punk, explique Stefan Arni, un des neuf membres de Gus Gus. Plus que leur musique, c'est leur attitude qui nous a influencés, cette ironie, cette façon de vivre librement ses désirs. La musique n'est qu'un élément de nos activités. Notre collectif rassemble acteurs, peintres, cinéastes, designers, écrivains. Chacune de ces expressions s'enrichit de l'autre. »

Polyesterday, leur premier album, propose un voyage lascif et ludique dans le trip-hop polaire du XXI<sup>e</sup> siècle. Soul aérienne, synthèses grincantes, effets d'ubiquité composent une matière à la fois cérébrale et organique. « Notre musique est forcément marquée par l'étrangeté de la nature qui nous entoure. Mais les Islandais ont tellement peur d'être isolés sur leur îlot qu'ils se tiennent au courant de la moindre avancée technologique. Les ordinateurs ne nous ont jamais effrayés. » La rumeur leur prête une démesure collective spectaculaire en concert. Réponse sur la scène du Festival des Inrockuptibles.

Stéphane Davet

### Les vidéastes moqueurs

Cette année, entre les concerts, les traditionnels changements de groupes du festival Fnac/Inrockuptibles seront rythmés par des projections vidéo. Plus que la diffusion de clips formatés pour les chaînes spécialisées, les organisateurs ont choisi de programmer des artistes vidéastes - Pierick Sorin, Pipiotti Rist, Ange Leccia, Philippe Poirier... - prêts à utiliser autrement le support musical.

La musique russe en images n'est alors plus le propre du star-system avec ses ambiances ouatées et ses canons de beauté ; elle bascule dans le quotidien. On chante, on fredonne en se rasant. Les moyens techniques sont délibérément dénués, voire amateurs. Parfois les images sont floues, le son inaudible. Les vidéastes se moquent, critiquent, affichent un style de vie allant à l'encontre des stéréotypes télévisuels et retrouvent ainsi le sens des premiers jours de leur art. Une façon de provoquer la rencontre d'un public amateur de culture pop et d'artistes qui désertent de plus en plus les galeries.

### Le programme du X<sup>e</sup> Festival Fnac/Inrockuptibles

● Paris  
A la Cigale (tél. : 01-49-25-81-75)  
Le 7 novembre, à 18 h 30 : Finley Quay, Lauren Hoffman, Bentley Rhythm Ace, Jim White.  
Le 8, à 17 heures : Jay Jay Johanson, Stereophonics, Mogwai, Mono.  
Le 9, à 17 heures : Gus Gus, Alpha, Jonathan Fire Eater, Embrace, François Breut.  
Prix location : 140 F, forfait trois soirs 350 F.  
Au Divan du Monde (tél. : 01-44-92-77-66).

Le 8 novembre, à 22 h 30 : Theo Hakola, Elysian Fields, Luna, Strangelove.  
Le 9, à 22 h 30 : Locust, Crustation, Adam F.  
Prix location : 110 F.  
● Lille  
A l'Aérodrome (tél. : 03-20-78-00)  
Le 6 novembre, à 20 h 30 : Embrace, Lauren Hoffman, Jim White.  
Le 7, à 20 h 30 : Jay-Jay Johanson, Stereophonics, Mogwai.  
Le 8, à 20 h 30 : Locust, Gus Gus, Crustation, Adam F, Finley Quay.

Prix location : 100 F.  
● Strasbourg  
A la Laiterie (tél. : 03-88-21-09-10)  
Le 7 novembre, à 21 heures, Gus Gus, Jonathan Fire Eater, Embrace.  
Le 9, à 21 heures : Theo Hakola, Elysian Fields, Luna.  
Prix location : 100 F.  
● Nantes  
A l'Olympic (tél. : 02-51-80-60-80)  
Le 8 novembre, à 20 heures : Bentley Rhythm Ace, Lauren Hoffman, Jim White, Zazé Mago.  
Le 9, à 20 heures : Jay-Jay Johanson, Stereophonics, Finley

Quaye, Mogwai.  
Le 10, à 20 heures : Locust, Gus Gus, Embrace, Strangelove.  
Prix location : 90 F, forfait deux soirs 150 F, forfait trois soirs 210 F.  
● Toulouse  
Au Bihini (tél. : 05-61-55-00-29)  
Le 9 novembre, à 21 h 30 : Bentley Rhythm Ace, Lauren Hoffman, Jim White.  
Le 10, à 21 h 30 : Jay Jay Johanson, Stereophonics, Finley Quay, Mogwai. Prix location : 110 F.  
(Site Internet des Inrockuptibles : <http://www.inrockuptibles.presse.fr>)

**Jiuta-mai**

Danse de cour de tradition féminine

6 au 8 novembre

Maison de la Culture du Japon à Paris

3 représentations seulement

Plus souple dans ses figures que la danse du théâtre nô à laquelle il emprunte ses mouvements, le Jiuta-mai inclut également des gestes propres au kabuki et au bunraku.

01 53 45 17 00

**Alpha plane dans les paradis artificiels**

RÉSoudRA-T-ON un jour le mystère du « son de Bristol » ? Andy Jenks, âgé de trente et un ans, membre d'Alpha, d'un en vogue (et donc programmé au festival Fnac/Inrockuptibles), fournit une explication qu'il conviendra de méditer : « L'importante communauté japonaise de Bristol ne nous a pas fourni que d'excellents sound systems. Nous pouvons aussi obtenir la meilleure herbe. Il ne faut pas oublier que le dub devait accompagner à l'origine l'ivresse des fumeurs de joints. Une vraie culture de la fumée s'est développée dans l'ouest de l'Angleterre. On ne peut pas le nier. Nous jurons sans arrêt quand nous créons. » Et son compère, Corin Dingley, vingt-cinq ans, d'ajouter : « Il y avait un cheval dans un champ en face du studio. Au bout d'un moment, il était le seul à qui nous adressions la parole. Il y avait une onasse parfaite entre lui, nous et la vallée qui s'étendait à nos pieds. » En effet, la beauté lysergique de leur premier album, *Come From Heaven*, décolle en volutes vaporeuses.

Signé sur le label Melankolic (distribué en France par Delabel), créé par Massive Attack, parais respectés de la scène locale, Alpha a pris garde pourtant de ne pas ressasser les tics de ses aînés. Fondus culturel commun : un goût obsessionnel du bricolage et des samples (Corin Dingley depuis toujours, Andy Jenks depuis qu'il a lâché sa guitare punk), un penchant certain pour le spleen et la torpeur sensuelle. Une volonté aussi de se démarquer. « Avant d'enregistrer ce disque, se souvient Andy Jenks, nous avons décidé de ce que nous ne voulions pas. A quel bon utiliser comme tout le monde des rythmes hip-hop et des breakbeats ? » Le duo s'est fixé une ambition presque démesurée. « J'ai toujours été fasciné par la grandeur orchestrale des albums de Lee Hazlewood, Burt Bacharach ou Scott Walker. Ce

paradis semblait inaccessible pour un bricoleur comme moi. Mais avec Corin nous avons finalement décidé de nous lancer dans le grand bain. »

**LES RÊVES ET LES MOYENS**

C'est dans cette disproportion entre ces rêves et ces moyens que va naître la magie du groupe. Sans connaissance musicale autre qu'instinctive, Alpha agence ses échantillons et les triture comme les couteurs d'une toile baroque. Sans doute trop long d'un quart d'heure, *Come From Heaven* s'écoute pourtant d'une traite. Il faut de la patience pour en repérer tous les souterrains. De l'abandon pour apprécier ces expériences d'alchimistes planant entre jazz crépusculaire, soul désolée et élan romantiques.

La générosité de Massive Attack a aussi permis au duo d'aller au bout de ses fantasmes. Un orchestre à cordes a été invité à valser avec les machines. « Cet enregistrement au mythique studio Abbey Road a été l'expérience la plus étonnante de ma vie, affirme Corin Dingley. Nous avions donné à

un transcritteur des arrangements composés au synthétiseur. Nous nous sommes trouvés en face de quelques-uns des meilleurs musiciens classiques londoniens avec nos partitions. Nous avions une dé de ces troupes ! Quand ils ont joué, nous n'en avons pas cru nos oreilles. J'en ai encore des frissons. »

Trois chanteurs sont aussi venus poser des voix se fondant parfaitement dans ces ambiances oniriques. « Nous voulions que ces vocalistes soient déconnectés comme nous des laideurs de la réalité. Nous les enregistrions à 3 heures du matin, le micro dans le jardin. Et jamais sans leur avoir fait fumer avant un petit pétard ! »

S. D.

**DISQUES - CD - LIVRES - FILMS**

- 50 000 disques et CD
- 20 000 livres
- 26 000 films

36 15 LEMONDE

**CONCERTS**

**cité de la musique**

Le 10 novembre, à 20 heures : Locust, Gus Gus, Embrace, Strangelove.  
Le 9 novembre, à 21 h 30 : Bentley Rhythm Ace, Lauren Hoffman, Jim White.  
Le 10, à 21 h 30 : Jay Jay Johanson, Stereophonics, Finley Quay, Mogwai. Prix location : 110 F.  
(Site Internet des Inrockuptibles : <http://www.inrockuptibles.presse.fr>)

**ANDERSON**



## Une leçon de choses sur la lithographie

L'Urdla de Villeurbanne magnifie cette technique de reproduction

**VILLEURBANNE**  
de notre envoyé spécial  
C'est en 1797 qu'Aloys Senefelder (1771-1834), Bavarois né à Prague, petit auteur de théâtre et éditeur de musique à l'affût d'un moyen de reproduction rapide et peu coûteux, met au point par hasard, dans les carrières de Solnhofen, à côté de Munich, le procédé lithographique. Il le nomme « impression chimique ». Le brevet est déposé le 11 février 1802, à Paris. Bonaparte, sous qui perçut déjà Napoléon, comprend le parti qu'il va en tirer. Cartes, plans de batailles, diffusion des ordonnances prennent un tour nouveau. La séduction est aussi instantanée chez les peintres. Tous veulent y passer. C'est la pierre qui le veut.

Cette date, ce virage sec entre l'Ancien Régime et l'ère industrielle, ce pari de la vitesse et de la reproduction, l'intérêt des stratégies autant que la passion des utopistes (Charles Fourier), commandent l'exposition de l'Urdla, Centre international de l'estampe, dans ses 1 000 mètres carrés de Villeurbanne : deux cents ans de lithographie (1797-1997) en quelques centaines de pièces de premier plan. Que les principaux chercheurs en lithographie (Niepce et Daguerre, Nadar et Petit) aient vite poussé leurs trouvailles vers la photographie ou la photolitho (Poitevin), avant de laisser qui de droit fonder vers l'image animée, est un argument de plus.

Avec la lithographie, le geste prend un sens nouveau et le regard diffère. C'est la pierre qui le demande. On ne parle pas dans un atelier de lithographie comme on parle ailleurs (atelier du peintre, de la gravure, de l'eau-forte, marbre du typographe). Le climat est plus doux, plus accueillant. Le premier intérêt de l'exposition de l'Urdla, c'est qu'elle siège dans l'atelier. Les murs sont couverts des œuvres, du début du XIXe à aujourd'hui. En sous-mano (vitrines sur lustrés) s'alignent comme l'autre voix de la lithographie, les exemples aux quels elle s'est immédiatement trouvée associée, caricatures, images pleuses, planches anatomiques, jouets, têtes de lettres, boîtes de tire-lait, cartes d'état-major. Autour, les presses et les machines. Pendant l'exposition, les travaux continuent. La visite se poursuit en leçon de choses.

L'Urdla est une association fondée en 1978, à l'initiative d'un peintre-graveur connu pour son œuvre, ses décors de théâtre et d'opéra, son érudition, sa bibliothèque très personnelle (de vingt

mille volumes), et son talent d'agitateur débinaire : Max Schoendorff. Avec trois ou quatre amis peintres et graveurs, il sauve, sous le nez des bulldozers, l'imprimerie Badier, à Lyon. Suivent la restauration des machines, le développement de son secteur lithographique et la remise par le ministère de la culture de la plus imposante des presses construites (elle vient de l'atelier Arte-Maecht) en 1983. En 1986, l'Urdla s'installe, avec son train de presses qui s'accroît, à Villeurbanne. En 1990, elle s'associe avec l'atelier prestigieux Saint-Prex (Suisse), s'ouvre à la taille-douce, se dote d'une presse à haute performance, achète et récupère des presses typographiques, des collections de caractères, un matériel de sérigraphie. Mais, malgré la reconnaissance des artistes et des institutions, elle vit

### Le ressort de l'image moderne

La lithographie apparaît à l'anbe des temps modernes. Senefelder (1771-1834) constate, dans une buanderie, que, partout où des traces de savon ont marqué le sol, l'eau refusée perle, tandis que le marbre poreux la boit. Grande première : « un agent étranger à la main prend le relais de la discipline artisanale » (Mason), précipitant le « battement de la forme ». La gravure immobilise l'image. La lithographie, elle, la laisse vaporeuse, respecte ses baleines et les fous. Elle n'oblige pas à apprendre l'écriture en miroir, permettant, par encre autographique, le report direct sur la pierre du texte. C'est le ressort de l'image moderne.

comme un oiseau sur la branche. Toute l'histoire de la pierre est là. Cette action à l'écart du marché et de la mode — on dit de la lithographie, pratiquement depuis 1797, qu'elle n'a pas d'avenir ou que son avenir est passé — o'a de sens qu'au contact du public. Les grands cabinets d'estampes (Genève, le Louvre) pourraient réunir en grand nombre des pièces aussi fortes. L'activisme leur donne ici un sens particulier. D'un côté on assiste sur place au travail mélodique des ouvriers et des artistes ; d'un autre, on sait que les œuvres saisissantes sont là, accessibles, chez les marchands de la rue Auguste-Comte. Des incunables aux dessins que Bob Wilson a éla-

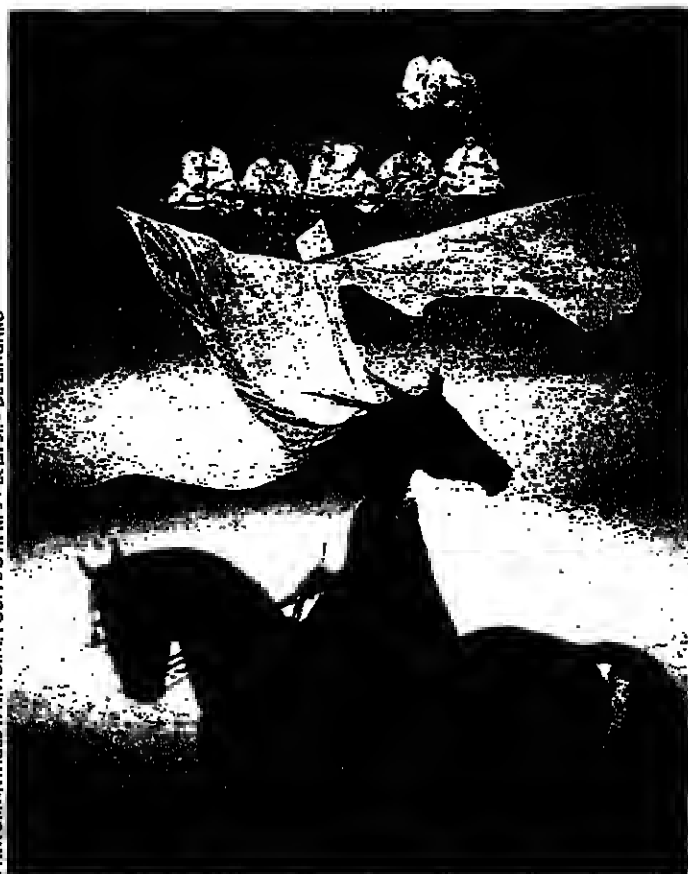
borés en 1986 dans ces locaux de Villeurbanne, entre deux décors, entre deux vodkas, entre deux essais ; des tirages maison aux recherches du musicien d'avant-garde Bill Dixon que Schoendorff a invité, connaissant ses travaux de peintre et de graveur ; de l'album de Nodier, tel un inventaire du patrimoine, aux séries de mai 68 exécutées chez Michel Cassé à Paris, en passant par de troublantes réussites d'Odilon Redon ou de Michaux, c'est une histoire accélérée de deux cents ans, entamée en un siècle qui avait à peine deux ans. Une contre-histoire de la modernité. L'envers du regard convenu. On voit un portrait de Jean Renoir en fille, par Renoir.

Rien dans la technique lithographique qui arrache, entaille, taille ou coupe. Ni acide ni morsure. Le geste palpe et caresse, humectant ou par frottement, dans le mouvement d'aller des éponges et rouleaux, comme s'il s'agissait de baliser la pierre, laquelle rend ce qu'elle doit de mémoire et de traces anciennes. Le calcaire à grain fin que l'on trouvait à Solnhofen ou, plus pur encore, à Cerin-Marchamp, dans le Bugey, doit présenter des microcristaux réguliers, une taille régulière et homogène, sans zones de recristallisation, sans géodes ou inclusions. Le jeu des gras (crayons, encres) et de l'eau qui assure la reproduction sans détournement, jusqu'au balo, jusqu'au battement de la forme, tient à une qualité de porosité rare.

Toutes les pierres ne conviennent pas. Celles qui servent, offrent la singularité de s'abriter sous des tranches de fossiles, poissons de chène, fougères, petits reptiles déjà terrestrés, crocodiles ou lézards jusqu'au préhistorique ; comme une histoire du monde enfouie, parée pour porter par cinq millions successives de leur double doux, ce que Rainer-Michael Mason appelle « le surgissement de la forme ».

C'est évidemment ce mouvement que Schoendorff est un des seuls à savoir rendre. Son texte l'illuminait. « Attention ! fio de siècle », donne bien, entre Sade, Novalis, l'histoire des presses qui escorte celle de la campagne d'Égypte, la visite de Napoléon à Goethe, et les correspondances phalanstériennes de Charles Fourier, le tempo de cette accélération du regard. En tête de l'exposition, à peine de côté, il a installé l'affiche bleue des cycles Fernand Clément, la marque de vélos qu'employait Alfred Jarry. C'est dans la pierre de Bavière, dans la marmaille des siles qui annonce le calcaire à grain fin, qu'on a trouvé l'archéoptéryx, « aiseau », dit Schoendorff, hautement jarryque et quelque peu marmarien ». Ceci explique cela.

Francis Marmande



Des corps et des chevaux

Après le voyage rouge et or de Chimère, l'internationale innombrable des amis du Théâtre équestre Zingaro se demandait, confiante, comment Barabas, écuyer, danseur, poète, allait tracer sa route. La réponse est venue au printemps, affirmée cet été au Festival d'Avignon : Eclipse, sorte de pause envoiante infligée au pas des chevaux et à la fureur des cavaliers. Zingaro voyage ces jours-ci en Corée, au pays du Matin-Calmé, là où une très ancienne tradition née du chamanisme a métamorphosé la voix humaine pour inventer le p'ansori. Six musiciens et une chanteuse exceptionnelle sont donc installés en bord de piste et accompagnent deux heures durant les exploits visibles et invisibles des hommes et des bêtes. Noir et blanc, hommes et femmes, danseurs et cavaliers s'affrontent en un mono a mono tantôt sensuel, tantôt brutal, toujours intense. En peu de gestes, sans aucun mot, ils vont nous dire les paysages, les maisons, les travaux, les repas et les jeux d'une communauté lointaine, plus fantasmagique qu'asiatique, tout entière fédérée par la grâce. Eclipse, par le Théâtre équestre Zingaro, revient au fort d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) à partir du 4 novembre (tél. : 01-49-87-59-59).

## Le rap et le hip-hop squattent la Grande Halle de La Villette

C'EST un festival de l'urgence qui se déroule à la Grande Halle de La Villette sous le nom de Rencontres, plus creux, la salle Charlie-Parker, la plus grande, avec ses mille six cents places, est désormais bourrée à craquer chaque soir. Depuis les bouches du métro, dès la fin de l'après-midi, des centaines de jeunes convergent vers la Grande Halle, suivis par quelques dizaines d'adultes — artistes, programmeurs ou simples amateurs, curieux de ces nouveaux courants artistiques, sans oublier Jack Lang... Quelques parents accompagnent parfois les acteurs les plus jeunes : une trentaine de mères maliennes de Clichy-sous-Bois, vêtues de robes traditionnelles, portant les nourrissons sur la poitrine, ont assisté dans le plus grand recueillement au spectacle de Christiane Vériel, metteur en scène de Lyon. Elle a montré L'Autre Maitié du ciel, une pièce magnifique où jouent des comédiens adolescents, dont deux fillettes africaines.

PROUesses ET « DÉFIS »

De 18 h 30 à 20 heures, la scène appartient à des compagnies qui ne sont pas encore professionnelles. Leur claque les accompagne, les appelant par leur prénom — « Nejib ! », « Régis, an l'aimé ! », applaudissant leurs prouesses. Parfois, le groupe s'est constitué avec des copains de la même cité, comme les danseurs brillants de Génération Ghetto, issus du quartier de la Fontaine-au-Loup à Chalon-sur-Saône. Ailleurs, le noyau est une famille : le chorégraphe d'Atomic Black Style (ABS), Thierry Anoman, a entraîné trois de ses frères et sœurs, dont un de onze ans, et huit autres jeunes de seize à vingt et un ans. Noirs pour la plupart, ces danseurs d'Aulnay-sous-Bois marient danse africaine et hip-hop, avec un talent déjà évident.

En attendant le spectacle du soir, à 21 h 30, pendant que les

adultes grignotent au bar de la Grande Halle ou fument dans la librairie, les jeunes se lancent des « défis » : ils font cercle autour d'un danseur qui doit prouver sa supériorité... Vingt minutes avant le début du spectacle, ils sont déjà prêts. Installés sur les sièges de la salle Charlie-Parker, dans un état de fièvre proche de la transe. Ces mœurs de hip-hop, souvent exotiques pratiquées, savent qu'ils vont voir les meilleurs groupes de danse du moment, comme, ces jours-ci, Melting Spot, de Villeneuve-d'Ascq ; Collectif Mouv', pour une création avec le Groove Gang du saxophoniste Julien Loureau ; l'éblouissant duo berlinois Storm and Swift.

C'est l'occasion de mesurer à quel point le niveau des danseurs, même ceux des groupes les plus jeunes, a progressé. Les chorégraphes s'ouvrent à d'autres influences — danse contemporaine, traditions africaines. Le public s'est laissé gagner à ces nouvelles recherches. Samedi soir, la Compagnie Montalvo-Hervieu, qui mêle danse contemporaine, hip-hop et danse africaine, a reçu une folle ovation. Pourtant, ses quelques balais entre danseurs ont été sifflés par les plus puristes du hip-hop, un genre où les corps ne se touchent jamais.

Les musiques aussi se diversifient : le rap et la boîte à rythmes prédominent, mais les DJs ou les jazzmen apportent leurs créations. Jeudi et vendredi, toute la journée, des ateliers ont permis aux amateurs de travailler sur le scratch (création avec des disques vinyle et des mixages) ou le sample (échantillonnage et travail d'un son). DJ Rebel et Mourad, deux maîtres qui enseignent habituellement à la Friche de La Belle de Mai, à Marseille, ont aidé les hip-hoppeurs bidouilleurs de musiques. Puis, à la fin des spectacles, dans la nuit glaciale, les jeunes mœurs ont lancé leurs derniers « défis », leurs ultimes figures virtuoses, sur le dur pavé parisien.

Catherine Bédarida

\* Parc et Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19e. M° Porte-de-Pantin. Informations : 08-09-30-63-06. Du jeudi au dimanche. Jusqu'au 9 novembre.

## CONCERTS

théâtre des champs-élysées

OPÉRAS RUSSES  
10-16 NOVEMBRE

MOUSSORGSKI  
boris godounov  
PROKOFIEV  
les fiançailles au couvent  
THÉÂTRE MARINSKI DE SAINT-PÉTERSBOURG, dir. VALERY GERGIEV  
places de 60 à 690 f  
Info & location 01 49 52 50 50

JEUDI 13 NOVEMBRE - 20 h 30

SALLE GAVEAU  
Caroline  
SAGEMAN  
piano  
Bach - Mozart - Chopin - Liszt  
Tél. rés. : 01-49-53-05-07

LUNDI 17 NOVEMBRE - 20 h 30

Nouveau Théâtre Moutetard  
73, rue Moutetard - 75005 Paris  
Pierre LANIAU  
« LE VOYAGE DE LA GUITARE »  
Œuvres baroques, romantiques et contemporaines

cité de la musique

• son musée • ses activités  
• ses concerts

les pionniers

13 et 14 novembre « 20h  
Joël Cohen  
Boston Camerata

15 et 16 novembre  
David Robertson, dir.  
Ensemble Intercontemporain  
Orchestre du Conservatoire de Paris (le 16)  
Ives, Ruggles,  
Crawford-Seeger... (le 15)  
Cage, Nancarrow, Cowell... (le 16)

Person de Pantin

01 44 84 44 84

LUNDI 17 NOVEMBRE - 20 h 30

SALLE GAVEAU  
JUNE  
ANDERSON  
soprano  
Scarlatti - Rossini - Donizetti  
Tél. rés. : 01-49-53-05-07

THEATRE DE LA VILLE  
2 PLACE DU CHATELET PARIS 4  
THEATRE DE LA VILLE  
LES ABBESSES  
31 RUE DES ABBESSES PARIS 18  
2 THEATRES POUR LA DANSE

DU JEUL 6 AU SAM. 8 NOVEMBRE 20H30  
Meg Stuart  
Crash Landing @ Paris  
Improvisations

DU MAR. 4 AU SAM. 8 NOVEMBRE 20H30  
Mathilde Monnier  
François Verret  
Jean-Pierre Drouet  
Claudine Brahem  
Qui voyez-vous ? création

LOC. 01 42 74 22 77 • 2 PLACE DU CHATELET PARIS 4  
31 RUE DES ABBESSES PARIS 18

Mer. 5/Mer. 12/Jend. 20 novembre

J.-M. Fournier Prod.

Salle GAVEAU 20 h 30

Intégrale CHOPIN

par

Garrick OHLSSON

Loc. : 01-49-53-05-07



## Un Nice sensuel et féroce dans l'objectif d'Hugues de Wurtemberg

SEPTEMBRE DE LA PHOTO DE NICE, Musée Matisse, 164, avenue des Arènes, 06000 Nice. Tél. : 04-93-81-08-08. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 12 décembre. Catalogue, 220 F.

### NICE

de notre envoyé spécial  
Tout un symbole. Vendredi 24 octobre, le conservateur Xavier Girard faisait « son » vernissage, au Musée Matisse, de « Nice, dix photographes et une ville », trois jours avant d'être remercié par la municipalité, au motif que les bérillers Matisse ne vertèbraient pas d'un bon œil les manifestations qu'il organise dans ce lieu (Le Monde du 31 octobre).

Matisse a, certes, beaucoup regardé de photographes pour réaliser certaines de ses toiles, toutefois la centaine d'images exposées au premier étage de l'extension du musée s'appréciaient en oubliant les liens qui unissent le peintre à une ville où il a habité. Cent photos, donc, et dix auteurs. Claude Neri, Claude Raymond Dityon, Hugues de Wurtemberg, Gabriele Basilico, Michael Kenn, Eric Bourret, Jacques Godard, Peniti Sammalhti, Bogdan Konopka et Daniel Guillaume. Le dosage est un peu trop diplomatique : des signatures étrangères et méconnues ; des étrangers, des Français et des Niçois ; des paysages, marines, rues, architectures, gens, animaux, matières abstraites ; et même un adepte de procédé ancien, le tirage à la gomme bichromatée. Seul point commun, l'usage du noir et blanc et la présentation classique de formats moyens, soigneusement cadrés sur verre.

Tout cela fait une exposition, mais pas une visio d'une ville. Pour beaucoup, le regard porté sur la cité est assez timide, distant, « propre », comme s'il avait été impossible pour la plupart des photographes invités d'entrer véritablement dans la ville, de l'ausculter, d'en cerner les contradictions, et surtout, d'en donner une vision contemporaine. Se pose ici le problème de la commande, quand on n'offre que quelques jours à des auteurs pour redorer leur copie. Et la question du commanditaire - la municipalité, dont le maire, Jacques Peyrat (RPR), ex-Front national, n'a certainement pas envie de voir au Musée des images de quartiers « difficiles ». Jean-Pierre Giusto, maître-d'œuvre de l'exposition - qui dirige le festival Septembre de la photo - résume ce reproche : « Il n'y a pas eu de censure. On n'a pas fait dans le bon chic bon genre. Mais l'exposition et le livre doivent s'adresser à tout le monde. Nous n'avons pas dit aux photographes d'aller à tel endroit. Mais les quartiers populaires comme l'Ariane ou les Moulins représentent quoi dans la ville ? On peut y faire de belles images, mais ce n'est pas les Minguettes ! »

On retiendra une série assez loufoque de Claude Neri sur un Niçois qui essaie d'épater une belle en plongeant à plusieurs reprises depuis le ponton de l'hôtel Négresco - séquence à découvrir non pas au Musée Matisse mais aux Éditions Grégoire Gardette, 26, boulevard Victor-Hugo. Ou les architectures frontales de Basilico, sans piétons, de beaux immeubles qui donnent une structure à la ville. Cependant, seul Hugues de Wurtemberg a réussi à faire éclater le carcan de la commande, et à donner un regard tendre et féroce, sensuel et chaud, sur la ville. En dix formats carrés qui ne paient pas de mine et qui sont autant d'écrans sur Nice, il raconte une histoire qui part de la mer, passe par les ruelles sales et grasses du Vieux Nice, et débouche sur un personnage qui lui fait face, torse nu et short trop large, et s'apprête à lui casser la gueule. Un vrai Niçois, fier, brut, inquiétant. Pour une fois, le décor se brise, la chapeau monte. On sent enfin la ville, moins propre que l'on ne croit.

Michel Guerrin

## Jacques-Emile Blanche, peintre mondain et ambigu

Ce touche-à-tout a regardé passer les avant-gardes du haut de son balcon

Le Musée des beaux-arts de Rouen présente la première rétrospective consacrée à Jacques-Emile Blanche (1861-1942) depuis 1943. Elle rassemble une centaine

d'œuvres venues de collections publiques et privées et sera présentée au Palazzo Martinengo de Brescia de mars à juin 1998.

JACQUES-EMILE BLANCHE, PEINTRE (1861-1942). Musée des beaux-arts de Rouen, square Verdrel, 76000 Rouen. Tél. : 02-35-71-28-40. Jusqu'au 15 février 1998. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 18 heures. Entrée 25 francs. Catalogue édité par la RMN, 272 p., 290 F.

### ROUEN

de notre envoyé spécial  
Pour beaucoup, la peinture de Jacques-Emile Blanche évoque une suite de portraits mondains brossés de triste cire, où des dandys fin de siècle, à moitié crevés, suent l'ennui. D'autres feront remarquer que parmi les plus fervents admirateurs de son œuvre figurent les Allemands, qui, dès janvier 1941, donnent son nom à une rue d'Orléansville, et organisent une rétrospective à l'Orangerie en 1943.

Et pourtant... A voir l'exposition de Rouen, force est de constater que les choses sont moins simples, et que Jacques-Emile Blanche fut un être plein d'ambiguïtés. Et d'abord, était-il peintre ? Son côté touche-à-tout, journaliste, écrivain, mélomane, pourrait en faire douter. Certains de ses tableaux aussi. Lui-même ne se définit-il pas à l'aune du héros d'un de ses romans, Ayméris, « l'histoire douloureuse d'un artiste de plus en plus passionné par mille nouveautés, mais qui, fils de la bourgeoisie, n'a pas réussi à se dégarer de certains modes de penser et de sentir propres au milieu où il fut élevé. Une sorte de raté ? »

Il faut cependant s'attarder dans l'exposition, placée sous le double signe de Proust et de Barrès, peints et accrochés comme des icônes.

Pour tenter de comprendre ce qui rend certains tableaux, et parfois les plus mauvais, si fascinants. C'est une mère qui en fit la meilleure critique : elle avait commandé à Blanche le portrait de son fils, le baronnet britannique Sir Coleridge Arthur Fitzroy Kennard, Roy pour les intimes. Voyant l'œuvre achevée, elle rompit toute relation avec le peintre, qui, alarmé, s'en étonna auprès de son jeune modèle. Roy répondit : « Ma mère (...) ne vous écrit plus (...) à cause du portrait. C'est parce que mon portrait en dit trop. Il lui a révélé le vrai Roy, qu'on fond de son cœur elle imaginait fort différent. Vous avez vu votre mon avenir. » Le tableau refusé fut rebaptisé Portrait de Dorian Gray...

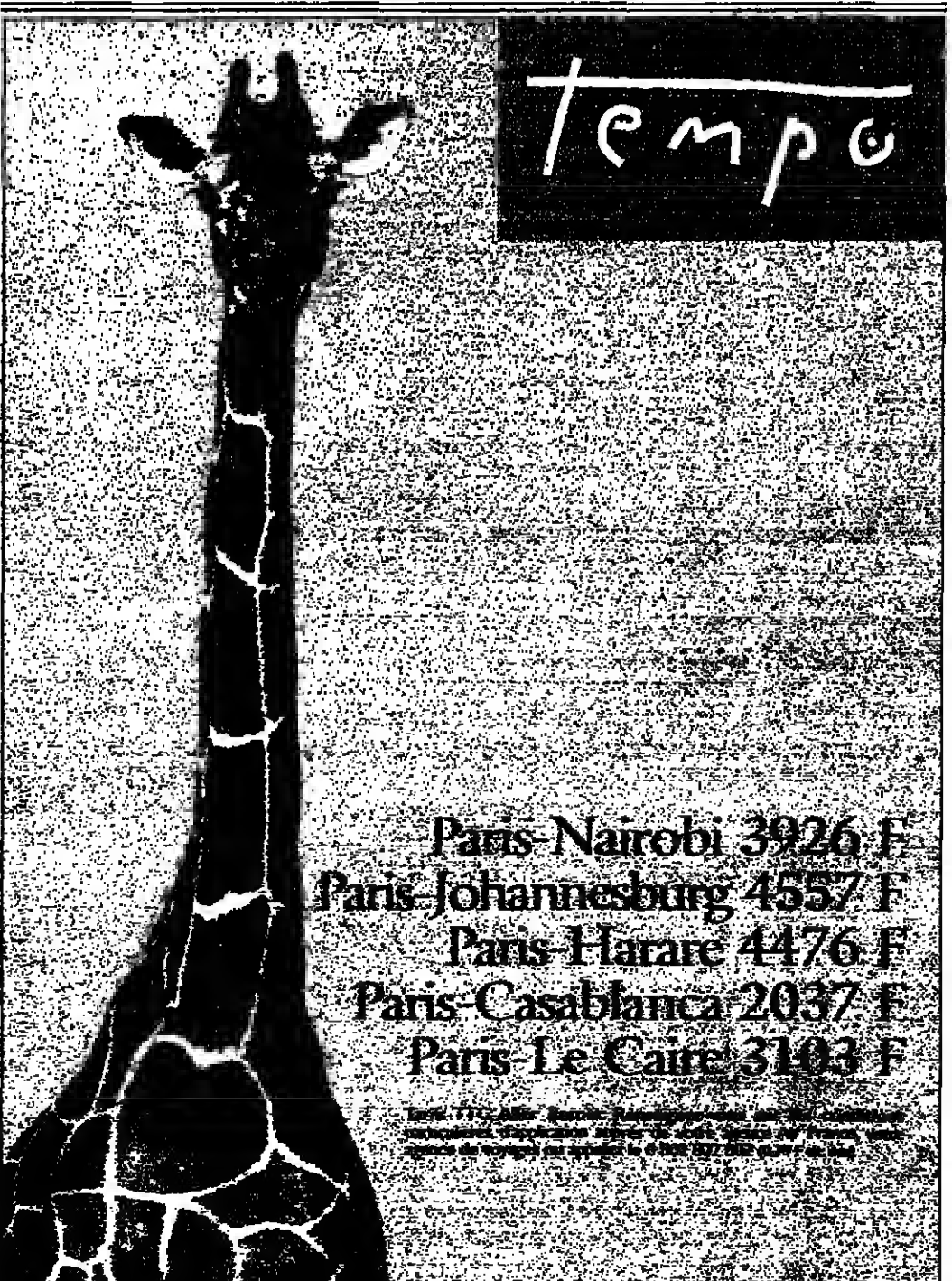
Une exposition placée sous le double signe de Proust et de Barrès, peints comme des icônes

C'est cette force d'analyse psychologique qui fait aujourd'hui encore le prix de la peinture de Blanche. Il avait de qui tenir. Petit-fils et fils d'artistes célèbres (son père soigna Nerval, Van Gogh et Maupassant), Blanche grandit entre les quatre murs d'une clinique psychiatrique. Il en fut marqué : en témoigne une de ses plus belles réussites picturales, un hommage à une des patientes de son père, La Comtesse de Castiglione, souvenir de 1893. Peint en 1914, il fut d'abord titré *Revenant*.

En rend compte également le remarquable et subtil accrochage du musée de Rouen : il faudrait être une buse pour ne pas remarquer la suggestion induite par le regroupement des portraits de son père, de sa mère, et de sa femme. Blanche peint les deux premiers en 1890. Composés presque symétriquement l'un par rapport à l'autre, ils sont conçus comme des pendans, ce qui offre l'indéniable avantage au fils de réunir ses parents, tout en garantissant leur séparation physique. Le père tient le journal des débats, que dirige un de ses amis, John Le-moine. Jacques-Emile en épouse la fille, Rose. « Toi marié, disais M<sup>me</sup> Blanche mère, je ne tarderai pas à mourir. » Quatre jours après la noce, la famille est en deuil.

Très affecté par la maladie puis la mort de sa mère, Blanche produit alors un des ses tableaux les plus joyeux. *Le Peintre Thaulow et ses enfants* est un portrait de famille largement brossé, à la facture enlevée, une réussite. Là, Blanche est un peintre. Il l'est aussi dans le déploiement somptueux des gris du *Chérubin de Mozart*, où pose une étrange jeune fille nommée Désinée qui fut une des modèles préférés de Blanche, et qui fascinait Barrès. Il l'est encore dans ses trop rares pastels, où dans la *Manifestation populaire* (absent de l'accrochage, il est visible sur demande), vision exotique du Front du même nom par un très grand bourgeois. Il l'est enfin dans le très modeste *Autoportrait* de 1920, à la composition astucieuse, où Blanche, à l'abri du reflet d'un miroir, regarde le spectateur, et lui-même, par dessus ses lunettes, l'œil inquiet.

Harry Bellet



Paris Nairobi 3926 F  
Paris Johannesburg 4557 F  
Paris Harare 4476 F  
Paris Casablanca 2037 F  
Paris Le Caire 3103 F

Tempo, se décider plus tôt c'est partir moins cher.

AIR FRANCE  
GAGNER LE CŒUR DU MONDE

## SORTIR

### PARIS

Kiri Te Kanawa (soprano)  
Julian Reynolds (piano)  
Il est toujours dommage qu'une cantatrice consacre un récital d'airs d'opéra sans le support d'un orchestre symphonique. Les admirateurs, fort nombreux, et à juste titre, de Kiri Te Kanawa se réjouiront quand même du retour à Paris d'une artiste devenue hélas ! bien trop rare. Œuvres de Haendel, Strauss, Berlioz, Puccini, Catalani, Massenet, Lloyd-Walker et Cendrars.  
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 3 novembre. Tél. : 01-43-52-50-50. De 60 F à 520 F.

Rembrandt fecit 1669, un drame historique de Jos Stelling (1977), et les documentaires néerlandais Rembrandt, peintre de l'homme, de Bert Haanstra, et Rembrandt, dessinateur, de Kees Van Langeraad.  
Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Luxembourg. Tél. : 01-43-26-19-09. 22 heures, le 3 novembre ; 20 heures et 22 heures, le 4, 10 F et 20 F.  
Un hommage à Colette Magny  
Une dizaine d'artistes, chanteurs et musiciens rendent un hommage à la chanteuse Colette Magny, disparue le 12 juin à l'âge de soixante-dix ans. On notera la présence à l'affiche de plusieurs personnalités partageant la même sensibilité libertaire que la créatrice de Vive Cuba, dont Catherine Ribeiro, Bernard Lubat, André Minvielle, Francesca Solleville, Angélique Ionatos, Jacques Labarrière, François Tusques, Michel Précaudelli...  
Théâtre de la Renaissance, 20, boulevard Saint-Martin, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Strasbourg-Saint-Denis. 20 heures, le 3. Tél. : 01-42-08-18-50, 100 F.

(Publicité)



WILLIAM SHAKESPEARE  
STÉPHANE BRAUNSCHWEIG  
MEASURE FOR MEASURE  
Spectacle en anglais  
surtitré en français  
DU 4 AU 16 NOVEMBRE 1997  
01 46 14 70 00

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

Barcarade (\*)  
de Philippe Halm (France, 1 h 30), avec Jean Rochefort, Guillaume Canet, Claire Keim, Michel Soubeyrou, Rose Thily, Cécile Costa.  
La Basse et le W.  
de Joao Cesar Monteiro (Portugal 2 h 28), avec Hugues Quester, Pierre Clémenti, Joao Cesar Monteiro.  
Bean  
Film américain de Mel Smith (Etats-Unis, 1 h 30), avec Rowan Atkinson, Peter Michael, Pamela Reed, Burt Reynolds, Peter Egan, John Mills.  
La Cirque de Calder  
de Carlos Vilardebo (France, 30 mn).  
Copland  
de James Mangold (Etats-Unis, 1 h 35), avec Sylvester Stallone, Harvey Keitel, Ray Jotta, Robert De Niro.  
En chair et en os  
de Pedro Almodovar (Espagne, 1 h 39), avec Javier Bardem, Francesca Neri, U-berto Rabal, Angela Molina, José Sanch, Penelope Cruz.  
Kaïta ! L'héritage du griot  
de Dani Kouyaté (Burkina Faso, 1 h 34), avec Sotigui Kouyaté, Seydou Boro, Abdoulaye Komboudi, Hamed Dicko, Seydou Rouamba, Mamadou Saré.  
Marthe  
de Jean-Loup Hubert (France, 2 h 01), avec Clotilde Courau, Guillaume Depardieu, Bernard Giraudeau, Gérard Jugnot, Thérèse Liotard, Serge Labouret.  
(\*) Film interdit aux moins de 12 ans.

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

### REPRISES

L'homme au masque de cire  
de André de Toth (Etats-Unis, 1953), avec Vincent Price, Frank Lovejoy, Philip Kirk, Carolyn Jones, Charles Bronson.  
Action Christine, 8<sup>e</sup> (01-43-29-11-30).  
Cesare la ville  
de John Huston (Etats-Unis, 1950), avec Sterling Hayden, Louis Calhern, Marilyn Monroe.  
Action Christine, 8<sup>e</sup> (01-43-29-11-30).  
Les Onze Fierres de François d'Assise  
de Roberto Rossellini (1950), interprétés par des moines franciscains.  
Action Ecoles, 5<sup>e</sup> (01-43-25-72-07).  
Le Limier  
de Joseph L. Mankiewicz (1972), avec Laurence Olivier, Michael Caine.  
UGC Ciné-Cité les Halles, 1<sup>er</sup> (08-36-68-09-50) ; Reflet Médias, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34) ; Le Balzac, 8<sup>e</sup> (01-45-61-10-60) ; Sept Parassiens, 14<sup>e</sup> (01-43-20-32-20).

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.  
L'Atelier d'Alberto Giacometti  
de Jean Genet, mise en scène d'Hervé Lelander, avec Jean-Marie Pim.  
Cité internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdan, Paris 14<sup>e</sup>. REN Cité-Universitaire. 20 h 30, le 3. Tél. : 01-45-69-69-55 F à 110 F.  
Paco Decina, Pedro Pauwels  
Paco Decina : Solo. Pedro Pauwels : Echo, Larmes d'orgueil.  
Théâtre contemporain de la danse, 9, rue Geoffroy-l'Asnien, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Paul. 19 heures, le 3. Tél. : 01-42-74-44-22. 100 F.

Hiram Bullock Group  
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Château-d'Eau. 20 h 30, le 3. Tél. : 01-45-23-51-41. 110 F à 130 F.  
Convergence Quartet  
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>me</sup> Châtelet. 22 h 30, le 3 novembre. Tél. : 01-40-26-46-60, 90 F.  
Atari Teenage et Shizuo  
La Boule noire (salle Valencio-la Cigale), 116, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. 20 heures, le 3. Tél. : 01-49-25-69-99.  
Zaniboni, les Zig Zagans  
Théâtre Clavel, 3, rue Clavel, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Pyrénées. 20 h 30, le 3. 90 F.  
Ignatius  
Péniche Sichu, Qual Malaqual, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Germain-des-Prés. 21 heures, le 3. Tél. : 01-43-80-74-54. 40 F.  
Cuarteto Cedron  
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Sentier. 20 heures, le 3. Tél. : 01-42-36-37-27. 90 F.  
Tenzin Gampo  
Théâtre Molière-Maison de la poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Châtelet. 21 heures, le 3. Tél. : 01-44-54-53-06. 120 F.

### RÉSERVATIONS

Haute surveillance  
de Jean Genet, mise en scène de Jean-Baptiste Sastre, avec Gaël Barron, Nazim Boudjenah, Vincent Dissez, Eric Petit-Jean.  
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Bastille. Du 12 novembre au 13 décembre. Tél. : 01-43-57-42-14, 80 F et 120 F.

A trois mains  
texte et mise en scène de Bruno Bayen, avec Eric Berger, Marc Berman, Valérie Drévillat, Gabriel Monnet, Christophe Odent, Mikael Toru, Dominique Valadé, Frédéric Wouess.  
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Du 20 novembre au 20 décembre. Tél. : 01-41-60-72-72. 60 F à 140 F.  
Kiyohime Mandara  
(marionnettes du Japon)  
par le Donoro Theatre.  
Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Raspail. Du 14 au 18 novembre. Tél. : 01-45-44-72-30. 60 F à 110 F.  
Boy Ge Mendes & Teofilo Chantre  
Artistes du Cap-Vert.  
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Château-d'Eau. 20 h 30, le 7 novembre. Tél. : 01-45-23-51-41, 120 F.  
Brigitte Fontaine  
Auditorium des Halles, Forum des Halles, Niveau -2, Porte Saint-Eustache, Paris 1<sup>er</sup>. Du 11 au 22 novembre. Tél. : 01-44-58-44-08.  
Gilbert Bécaud  
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Opéra. Du 14 au 23 novembre. Tél. : 01-47-42-25-49. Location Virgin. 222 F à 310 F.

### DERNIERS JOURS

9 novembre :  
Allemagne, années 80  
Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-75-00. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi, mardi et jours fériés. 30 F.  
15 novembre :  
Produire-écouter-collectionner  
Musée du Luxembourg, 15, rue de Valenciennes, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Luxembourg. Tél. : 01-42-34-25-95. De 13 heures à 19 heures ; jeudi de 12 h 30 à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 novembre. 20 F.







# FILMS DE LA SOIRÉE

- 13.15 Monsieur Cocinelle** ■ De Bernard Deschamps (France, 1998, 85 min.). **Ciné Cinéma**
- 14.35 Quel des Orfèvres** ■ D'Henri-Georges Clouzot (France, 1947, N., 110 min.). **La Cinquième**
- 14.40 Rendez-vous** ■ D'André Téchiné (France, 1985, 85 min.). **Ciné Cinéma**
- 15.35 La Route semée d'étoiles** ■ De Leo McCarey (Etats-Unis, 1944, N., 130 min.). **Ciné Cinéma**
- 16.05 True Lies, le caméléon** ■ De James Cameron (Etats-Unis, 1994, 140 min.). **Ciné Cinéma**
- 17.45 Coulez le Bismarck** ■ De Lewis Gilbert (Grande-Bretagne, 1960, N., 95 min.). **Ciné Cinéma**
- 18.25 Le Rideau déchiré** ■ D'Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1966, v.o., 125 min.). **Ciné Cinéma**
- 19.20 Le Masque d'or** ■ De Charles Brabin (Etats-Unis, 1932, N., v.o., 70 min.). **Ciné Cinéma**
- 20.25 La Cérémonie** ■ De C. Chabrol (F., 1995, 115 min.). **TSR**
- 20.30 L'Affaire Maurizius** ■ De Julien Duvivier (France, 1953, N., 110 min.). **Ciné Cinéma**
- 20.30 L'Aveu** ■ De Constantin Costa-Gavras (France, 1969, 135 min.). **Ciné Cinéma**

- 20.30 Sois belle et tais-toi** ■ De Marc Allégret (France, 1956, N., 100 min.). **Festival**
- 20.45 Gas, Food, Lodging** ■ D'Allan Anders (Etats-Unis, 1992, 100 min.). **Arte**
- 20.45 La Venue joyeuse** ■ De Curtis Bernhardt (Etats-Unis, 1952, 105 min.). **France Supervision**
- 20.50 Le Silence** ■ De Claude Pinoteau (France, 1972, 120 min.). **France 3**
- 20.50 Le Bounty** ■ De Roger Donaldson (Etats-Unis, 1984, 140 min.). **M 6**
- 21.00 La Quatrième Dimension** ■ De John Landis, Steven Spielberg, Joe Dante et George Miller (Etats-Unis, 1983, 105 min.). **Paris Première**
- 22.05 Point limite zéro** ■ De Richard Sarafian (Etats-Unis, 1971, 95 min.). **Canal Jimmy**
- 22.10 Absence de malice** ■ De Sydney Pollack (Etats-Unis, 1981, 115 min.). **TMC**
- 22.20 Gangway** ■ De Sami Hale (Grande-Bretagne, 1957, N., v.o., 90 min.). **Ciné Cinéma**
- 22.20 Runaway** ■ De L'Evadé du futur ■ De Michael Crichton (Etats-Unis, 1984, 100 min.). **RTL 9**

# NOTRE CHOIX

● **20.30 Ciné Cinéma**  
L'Affaire Maurizius  
Le fils d'un procureur de Berne découvre que son père a, autrefois, fait condamner un homme à la réclusion à vie sur de simples présomptions. Il reprend le dossier et l'enquête. Cette adaptation modernisée d'un roman de Jakob Wassermann, paru en Allemagne dans les années 20, fait partie des films les plus méconnus de Julien Duvivier. C'est à la fois une intrigue criminelle et une étude de mœurs aux implications morales de l'enquête judiciaire. Les images sont soignées, l'atmosphère psychologique et sociale est oppressante, la direction d'acteurs très serrée. Une œuvre qui n'a pas été distribuée dans les salles depuis sa première sortie, en 1953. A découvrir, donc. - J.S.

# PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

- TF1**  
19.05 Walker, Texas Ranger.  
19.30 Météo.  
20.30 Coupe du monde 96 passionnément, Météo.  
20.45 Passeur d'enfants.  
L'Enfant de la Terre promise.  
22.35 52 sur la Une.  
Sonia, fille de la steppe et des bords de Marne.  
0.55 Football.  
1.30 TFI nuit, Météo.  
1.40 Enquêtes à l'italienne.
- FRANCE 2**  
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.  
19.25 et à 1.55 C'est toujours l'heure.  
19.35 Au nom du sport.  
20.00 Journal, A cheval, Météo.  
20.55 Urgences.  
O'Leary était fétide. O'Leary en la vie.  
22.40 D'un monde à l'autre.  
23.45 En fin de compte.  
23.50 Journal, Météo.  
0.05 Le Cercle des arts.  
1.30 Histoires courtes.  
Pourquoi partir ?
- FRANCE 3**  
18.30 Un livre, un jour.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.00 et 22.50 Météo.  
20.05 Pas si vite.  
20.35 Tout le sport.  
20.50 Le Silence ■ Film de Claude Pinoteau.  
23.00 Soit 3.  
23.25 L'histoire du garçon qui voulait qu'on l'embrasse ■ Film de Philippe Harel.
- CANAL +**  
En clair jusqu'à 20.35  
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.  
20.30 Pas si vite.  
20.35 Mort subite.  
Film de Peter Hyams.  
22.20 Flash info.  
22.25 Guantamamera ■ Film de Tomas Gutierrez Alca et Juan Carlos Tablo (v.o.).  
0.10 Le Cercle des arts.  
Téléfilm d'Enzo G. Castellari.

## ARTE

- 19.00 The Monkeys.  
19.30 7 1/2. La sagesse des rieurs.  
20.00 Reportage. Les Lumiers de la came.  
20.25 Contre l'oubli, pour l'espoir.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.45 Gas, Food, Lodging.  
Film d'Allan Anders.  
22.25 Khorama.  
22.35 Clerks.  
Les employés modèles ■ Film de Kevin Smith (v.o.).  
0.00 Court circuit.  
0.40 Carnival of Souls ■ Film de Harold « Herk » Harvey.

## M 6

- 19.00 FX, effets spéciaux : La Série.  
19.54 6 minutes, Météo.  
20.05 Notre belle famille.  
20.35 Décrochages info, 6 sur 6.  
20.50 Le Boninisme.  
Film de Roger Donaldson.  
23.10 Films avec la mort.  
Téléfilm d'Alfred Hitchcock.  
1.05 Jazz & Joe Henderson New Quartet.

## RADIO

### FRANCE-CULTURE

- 20.00 Les Chemins de la musique.  
20.30 Agora. Marc Trillard.  
21.00 L'Histoire en direct.  
Les radio blues, 1977-1983.  
22.10 Fiction.  
La Chambre de Christian Ganschau.  
22.40 La Pire, d'Henri Mitterand.  
23.00 Nuits magiques.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.48 Les Cinglés du music-hall.

### FRANCE-MUSIQUE

- 19.45 Concert. Prom's.  
Johanna, oratorio de Haendel.  
22.30 Musique pluriel.  
Œuvres de Wagner, Ton-That Tilt.  
23.07 Le Bel aujourd'hui, Musiques 97.  
Œuvres de Takemitsu, Neuwirth.

### RADIO-CLASSIQUE

- 20.40 Les Solitaires.  
Paul Tanneur, violoncelle.  
Œuvres de Beethoven, Brahms, Fauré, Ravel, Elgar.  
22.35 Les Solitaires... (suite).  
Œuvres de Fanny Mendelssohn Herse, Mendelssohn.

# GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

- 21.50 L'Ecran témoin.  
L'adoption internationale. **RTBF 1**

## MAGAZINES

- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Enos Ramirez et Martin Sheen. **Canal +**
- 21.00 Enjeux - Le Point. Les enfants de la rue au Mexique. Maurice Papon. **TV 5**
- 22.35 52 sur la Une. Sonia, fille de la steppe et des bords de Marne. **TF 1**
- 22.40 D'un monde à l'autre. La délinquance des mineurs. Avec Jean-Claude Milgrom, Bruno Leroux, Jean-Louis Dupont. **France 2**
- 0.05 Le Cercle des arts. Avec Gisèle Freund, Marc Riboud, Sabine Weiss, Jean-Luc Montminy, Gérard Roudeau, Georges Lavouard, Natcha Malakova. **France 2**

## DOCUMENTAIRES

- 20.00 Sweet Home Chicago. **Muzzik**

## SÉRIES

- 18.05 Sliders, les mondes parallèles. M 6  
18.15 Friends, celui qui vit sa vie. France 2  
20.45 Passeur d'enfants. L'Enfant de la Terre promise. **TF 1**

## MUSIQUE

- 21.00 Aida. Mise en scène de Giancarlo Sgarbi. **Muzzik**
- 23.10 Musique sacrée, de Purcell. **France Supervision**
- 23.40 Fleetwood Mac. **Canal Jimmy**
- 23.50 Programme 5. **Muzzik**

## TÉLÉFILMS

- 20.10 Un enfant à tout prix. De David Atwood. **RTBF 1**
- 22.35 Sandra, princesse rebelle. **TV 5**

## UN MONDE A L'AUTRE

l'émission d'information et de réflexion présentée en direct et en public

**Paul AMAR**

ce soir 22h40 **France 2**

# FILMS DE LA SOIRÉE

- 13.20 Les Quatre Maltrats** ■ De Peter Yates (Etats-Unis, 1972, v.o., 100 min.). **Ciné Cinéma**
- 13.35 Réticence** ■ De Patrice Leconte (France, 1996, 100 min.). **Canal +**
- 13.45 Le Chevalier de Maupin** ■ De Mauro Bolognini (Italie, 1966, 95 min.). **Festival**
- 14.00 L'Affaire Maurizius** ■ De Julien Duvivier (France, 1953, N., 110 min.). **Ciné Cinéma**
- 15.50 Feux croisés** ■ D'Edward Dmytryk (Etats-Unis, 1947, N., 90 min.). **Ciné Cinéma**
- 15.50 Le Passage** ■ De René Marzor (France, 1986, 85 min.). **Ciné Cinéma**
- 16.15 Guantamamera** ■ De Tomas G. Alca et Juan Carlos Tablo (Cuba, 1995, 100 min.). **Canal +**
- 17.15 Taking Off** ■ De Miles Forman (Etats-Unis, 1971, v.o., 95 min.). **Ciné Cinéma**
- 17.20 Gangway** ■ De Sami Hale (Grande-Bretagne, 1957, N., v.o., 90 min.). **Ciné Cinéma**
- 18.50 Trois places pour le 26** ■ De Jacques Deroy (France, 1988, 100 min.). **Ciné Cinéma**

- 18.55 Maître après Dieu** ■ De Louis Daquin (France, 1950, N., 95 min.). **Ciné Cinéma**
- 19.00 Octobre** ■ De Sergueï Mikhaïlovitch Eisenstein (URSS, 1927, N., 120 min.). **Histoire**
- 20.10 Hocus Pocus** ■ De Kenny Ortega (Etats-Unis, 1994, 90 min.). **Disney Channel**
- 20.30 La Route semée d'étoiles** ■ De Leo McCarey (Etats-Unis, 1944, N., v.o., 125 min.). **Ciné Cinéma**
- 20.30 Le Maître d'écriture** ■ De Pedro Olea (Espagne, 1979, 90 min.). **Ciné Cinéma**
- 20.35 Ali Baba et les quarante voleurs** ■ De Jacques Becker (France, 1954, 95 min.). **TMC**
- 20.55 James Bond contre Dr No** ■ De Terence Young (Grande-Bretagne, 1963, 110 min.). **France 2**
- 21.35 La pluie qui chante** ■ De Richard Whorf (Etats-Unis, 1946, 140 min.). **France Supervision**
- 22.00 Made in America** ■ De Richard Benjamin (Etats-Unis, 1972, v.o., 110 min.). **Ciné Cinéma**

# NOTRE CHOIX

● **21.40 Arte**  
Melvin Van Peebles :  
carte blanche  
à un cinéaste noir

Un parrain du cinéma noir indépendant

SWEET SWEETBACK BASSASSSS SONG est l'un des films américains les plus importants des années 70, jamais distribué en France, il est programmé pour la première fois à la télévision dans le cadre d'une soirée thématique consacrée au cinéaste noir le plus marquant de sa génération. Sweet Sweetback sonne comme un coup de tonnerre dans le paysage très normalisé du cinéma américain de l'époque. Après avoir réalisé en France son premier film, La Permission, Melvin Van Peebles tourne Watermelon Man aux Etats-Unis. Désarmé par le scandale suscité par un Noir américain sous la bannière française, les grands studios avaient décidé d'ouvrir leurs portes à trois réalisateurs noirs - Gordon Parks, Michael Schultz et Van Peebles - de manière à corriger leur image ségrégationniste. Sweet Sweetback est le premier film américain réalisé, interprété et financé par un Noir. Devant le refus de tous les studios de produire son film, Melvin Van Peebles réunit lui-même les 500 000 dollars nécessaires pour tourner cette histoire d'un Noir de Harlem poursuivi par tous les flics de la ville à la suite d'un malentendu, et qui réunit toutes les « qualités » prêtées aux Noirs : il fait parfaitement l'amour, il court vite, il se bat continuellement. Sauf que Van Peebles retourne les clichés et décrit une société dominée par les Blancs où le Noir, coupable ou non, sert toujours d'exutoire. Une démonstration appuyée par Classé « X », un remarquable documentaire de Mark Daniels et Melvin Van Peebles sur la place des Noirs dans le cinéma américain. Classé X par la censure, comme un vulgaire film pornographique, Sweet Sweetback sort en 1971 dans deux salles, avant d'être distribué dans tout le pays et de faire 14 millions de dollars de recettes, qui révèle l'existence d'un public noir. Melvin Van Peebles mettra quinze ans pour réaliser un autre film. Les studios, eux, retiennent la leçon : ils lanceront la « blaxploitation ».

Samuel Blumenfeld

# PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

- TF1**  
13.45 Les Feux de l'Amour.  
14.00 Arabesque.  
15.35 Côte Ouest.  
16.30 TFI 1 Jeunesse.  
17.10 Savannah.  
18.00 Pussies d'enfer.  
18.30 Moksh Patil.  
19.05 Walker, Texas Ranger.  
19.30 et 22.45 Météo.  
20.00 Journal, Résultats des comtes.  
20.45 Sister Act, acte 2.  
Film de Bill Duke.  
22.35 Célébrités.  
0.10 Le docteur mène l'enquête.  
1.05 TFI nuit, Météo.  
1.15 Reportages.  
1.40 Histoires naturelles.

## FRANCE 2

- 13.50 Dextrix.  
14.55 Dans la chaleur de la nuit.  
15.45 Tiercé.  
16.00 La Chance aux chansons.  
17.00 Des chiffres et des lettres.  
17.30 et 22.45 Un livre, des livres.  
17.40 Qui est qui ?  
18.15 Freluts.  
18.45 C'est l'heure.  
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.  
19.25 C'est toujours l'heure.  
19.35 Au nom du sport.  
20.05 Pas si vite.  
20.35 James Bond contre Dr No ■ Film de Terence Young.  
22.50 Le Sauvage ■ Film de Jean-Paul Rappeneau.  
0.35 En fin de compte.  
0.40 Journal, Météo.  
0.55 Les Grands Entretiens du Cercle.  
Barabas.

## FRANCE 3

- 13.35 Parole d'Expert.  
14.30 Vivre avec...  
14.48 Le Magazine du Sénat.  
14.58 Questions au gouvernement.  
16.10 Le Jardin des bêtes.  
16.40 Minikéums.  
17.45 Je passe à la télé.  
18.20 Questions pour un champion.  
18.50 Un livre, un jour.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.01 et 22.55 Météo.  
20.05 Pas si vite.  
20.50 Que la musique commence.  
23.05 Soit 3.  
23.30 Science à l'épreuve.  
0.25 Magazine olympique.  
0.55 Rencontres à XV.  
1.20 New York District.

## CANAL +

- 13.35 Réticence ■ Film de Patrice Leconte.  
15.15 Le Grand Forum.  
16.15 Guantamamera ■ Film de Tomas Gutierrez Alca et Juan Carlos Tablo.  
► En clair jusqu'à 18.00  
17.55 Football.  
18.00 Coupe de l'UEFA.  
16<sup>e</sup> de finale retour.  
En direct en multiplex.  
Karlsruhe-Metz, Liverpool-Strasbourg, Lyon-Milan, OFI Crète-Auxerre, Bastia-Stade Rennais.  
0.00 Parfait amour ■ Film de Catherine Breillat.  
1.55 Basket-ball.  
Seattle SuperSonics - Houston Rockets.

## LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.00 Une heure pour l'emploi.  
14.00 Chercheurs d'aventure.  
14.30 Droit d'auteurs.  
15.30 Les Rois d'Afrique.  
16.25 Gala.  
16.55 Cellule.  
17.20 Adieu la terre.  
17.35 De cause à effet.  
17.50 Le Journal du temps.  
18.00 L'ami au Kenya.  
18.30 Le Monde des animaux.  
19.00 The Monkeys.  
19.30 7 1/2.  
Pâtisseries, diagnostic d'un malade.  
20.00 Archimède. Spécial racisme.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.45 La Vie en face.  
Vie de couple avec chien.  
21.40 Soudie ukrainienne.  
Melvin Van Peebles : Carte blanche à un cinéaste noir.  
21.45 L'homme qui court.  
22.10 Classé X.  
23.05 Sweet Sweetback's Bassasssss Song ■ Film de Melvin Van Peebles (v.o.).  
0.35 La Pluralité des cultures, un train pour l'Europe ?  
1.25 L'ABC de l'horreur (1/5).

## M 6

- 13.30 Passion criminelle.  
Téléfilm de Larry Elikson.  
15.20 World, police criminelle.  
16.15 Boulevard des clips.  
17.25 M 6 Kid.  
18.00 Sliders, les mondes parallèles.  
19.00 FX, effets spéciaux : La Série.  
19.54 6 minutes, Météo.  
20.05 Notre belle famille.  
20.35 Décrochages info, 6 sur 6.  
20.50 Docteur Quinn, femme médecin.  
Daniel et Daniel (1 et 2).  
22.50 La Croisière maudite.  
Téléfilm d'Enzo G. Castellari.  
0.30 Zone interdite.  
Interdit aux moins de dix-huit ans ?

## RADIO

### FRANCE-CULTURE

- 19.45 Les Enjeux internationaux.  
20.00 Les Chemins de la musique.  
20.30 Agora. Anne Delbec.  
21.00 Poésie studio.  
22.10 Mauvais genres. Jean-Yves Bocher.  
23.00 Nuits magiques.  
Saint-Pétersbourg.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.48 Les Cinglés du music-hall.

### FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Freluts.  
20.00 Concert.  
Orchestre symphonique de la Radio de Suisse. Œuvres de Franck, Ravel, Debussy.  
22.30 Musique pluriel.  
Concerto pour trompette et orchestre n° 2 de Chaynes.  
23.07 Le Dialogue des musées.

### RADIO-CLASSIQUE

- 19.30 Classique affaires-soir.  
20.40 Les Solitaires.  
La musique dans les films de Michel Deville. Œuvres de Haydn, Beethoven, Rossini, Puccini, Gounod, Janacek.  
22.30 Les Solitaires... (suite).  
Œuvres de Schubert, Saint-Saëns, Granados, Elgar, De Falla, Chostakovich.

## SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

- Signifié dans « Le Monde »  
Télévision-Radio-Multimédia ■  
■ On peut voir.  
■ ■ ■ Ne pas manquer.  
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques

## LES CODES DU CSA :

- Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans  
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément date dimanche-tévé, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

● Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



## Italie : gouvernement et syndicats parviennent à un accord sur le système de retraites

Les mesures adoptées représentent une économie budgétaire de 14 milliards de francs en 1998

**ROME**  
de notre correspondant  
Après quatre mois et demi de difficiles négociations, le gouvernement italien et les trois principales centrales syndicales sont parvenus, samedi 1<sup>er</sup> novembre, à un accord sur l'aménagement du système de retraites qualifié d'« historique » par le président du conseil italien, Romano Prodi. Cette réforme était jugée indispensable afin d'éviter le dérapage de plus en plus important des dépenses sociales qui obèrent les finances de l'Etat et creusent le déficit public. La rigueur imposée par le traité de Maastricht rendait

la révision obligatoire. Le gouvernement de Lamberto Dini était parvenu, en août 1995, à faire adopter une refonte du système en faisant comprendre aux syndicats que la faillite était assurée si rien n'était fait.  
Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996, cette réforme, bien que jugée satisfaisante, pâtissait cependant d'une mise en place beaucoup trop longue notamment en ce qui concerne les retraites d'ancienneté également appelées « baby retraites ». Ces dernières permettent en effet de faire valoir ses droits à partir de trente-cinq années de cotisations, quel que soit l'âge. C'est ainsi que ces jeunes retraités se retrouvent sur le marché du travail et concurrencent les jeunes générations à la recherche d'un emploi. De plus, ces retraites anticipées contribuaient à accroître les inégalités par rapport à d'autres branches professionnelles. Normalement, elles n'auraient dû disparaître qu'en 2008.

Il fallait trouver une formule qui satisfasse tout le monde sur cette question centrale. Fausto Bertinotti, dirigeant de Rifondazione comunista, avait depuis longtemps placé la barre très haut et menacé

de faire tomber le gouvernement s'il était touché aux avantages acquis de certaines catégories comme les ouvriers ou personnels assimilés. Finalement, la base de trente-cinq années de cotisations n'a pas été changée, mais des limites ont été fixées concernant l'âge de départ qui passe de cinquante-trois ou cinquante-quatre ans, selon qu'il s'agit du secteur privé ou du secteur public, à cinquante-sept ans en 2002 ou 2004.

Il est impossible de rentrer dans tous les détails de l'accord dont sont exclus notamment les ouvriers et tous ceux qui ont commencé à travailler à un âge compris entre quatorze et dix-huit ans. Mais les privilèges dont bénéficient les pilotes de ligne, les employés de la banque d'Italie, les magistrats, les professeurs d'université sont supprimés. Pour trente-deux mille enseignants, le départ en retraite est repoussé à 1999. Au total, les nouvelles mesures permettront au gouvernement d'économiser 4 100 milliards de lire (14 milliards de francs) en 1998.

**« PRISE DE CONSCIENCE »**  
« Ce fut une prise de conscience générale des problèmes du pays, et tout le monde a consenti à des sacrifices dont le bénéficiaire a été l'Italie », a fait remarquer Romano Prodi, tout en reconnaissant que tous les objectifs n'avaient pas été atteints. A l'origine, il était question d'épargner 8 000 milliards de lire (27 milliards de francs). En revanche, l'opposition parle d'un accord « cosmétique », tandis que le patronat estime qu'il s'agit d'un renoncement à affronter les vrais problèmes sociaux et que de nouvelles discussions seront nécessaires à brève échéance. Confindustria (équivalent du CNPF) souligne dans son communiqué que le gouvernement s'est plié aux exigences de Fausto Bertinotti, lequel est parfaitement satisfait du résultat.  
Cependant, il reste encore à négocier avec les professions autonomes et agricoles. Et il doit être procédé à des ajustements, tout particulièrement en matière de santé et d'assistance. Le gouvernement a jusqu'au 5 novembre pour présenter les amendements à la loi de finances, mais un bon bout de chemin a été accompli.

Michel Bole-Richard

« Marianne » critique le « mauvais choix » des journalistes de « L'Express »

**Sous le titre « Le mauvais choix des journalistes de L'Express », Jean-François Kahn, directeur de Marianne, écrit dans le numéro du 3 novembre de l'hebdomadaire : « Disons-le franchement : nos confrères de L'Express nous semblent avoir commis une grave faute en rejetant l'affaire de reprise du Monde au profit de la proposition de la Financière Dassault. En préférant l'argent aux principes. Ils ont privilégié en cela des intérêts matériels à très court terme. [...] Nul n'ignore à quel point, sur des problèmes essentiels, notre sensibilité est radicalement différente de celle du Monde, à qui nous reprochons volontiers sa tendance à l'exclusion (et parfois même à la diabolisation) de la différence. Celo dit, le journal de Jean-Maurice Colombani, dont nul ne conteste le sérieux, l'indépendance et la qualité intellectuelle, offrait à nos amis de L'Express la meilleure garantie de conserver leur liberté politique, leur spécificité rédactionnelle, et surtout leur image. »**

Lire aussi page 21

## La mémoire-rutabaga

par Pierre Georges

**ET LE SUCRE ?** Vous avez pensé au sucre ! Et la farine ? Et le lait ? Et le beurre ? Et le café ? Et les pâtes ? Et le thon ? C'est bon, le thon. Et l'huile ? Et l'essence, surtout, des bidons, des jerrycans, des tonnes d'essence, de la cave au grenier, du garage au clapier, plein d'essence pour ne plus rouler si les routes étaient bloquées et pouvoir rouler tout de même, on ne sait jamais.

Quel pays de mémoire, la France ! Une mémoire d'écureuil, une mémoire-rutabaga. Provisionner, provisionner toujours en prévision de la prochaine pénurie, de la disette à venir. Provoquer la rupture de stock par crainte de la subir. Remplir les placards en mémoire de la prochaine. Faire le plein, tous les pleins de toutes les choses, par peur du vide. Passer l'hiver social avec provisions de bouche et de route. Ce n'est pas la guerre. Mais ce n'est plus la paix des ménages. L'intendance précède. La France stocke comme aux pires jours. La France est, comme toujours, en retard, ou en mémoire, d'une guerre. Elle prépare ses conflits routiers comme conflits de canard. A l'ancienne ! Elle est un vieux et beau pays qui a l'horreur du vide des garde-manger et des pénuries. Toujours cela que les Prussiens n'auraient pas pu, par atavisme, expérience et culture, la nation sait que, du jour au lendemain, la route du beurre, du café, du tout peut être coupée. Les antiques réflexes fonctionnent à merveille. Pour la Toussaint, outre les gerbes de chrysanthèmes déposées sur les tombes de glorieux disparus et précisément en mémoire d'eux, le pays a vagué à ses provisions. Dans l'Est, où l'on garde un souvenir précis des flux distendus, on

a pu assister à des scènes étonnantes. Des gens accumulaient l'essence ou le gasoil, par centaines de litres, le fuel par citernes. De quoi tenir l'hiver, puisque l'hiver, en avance de température, s'annonce socialement rude.

Revenant sur Paris, avant que la bourse ne tombe, guettant l'horizon pour voir si quelques gros culs n'auraient pas pris un peu d'avance à l'allumage, on put constater que si la route était libre, les stations-service ne s'effondraient pas. Des files d'attente interminables s'y formaient aux abords de la capitale pour l'ultime plein, le dernier plein.

C'était reparti. Comme en 1996 ! Il faut dire que le pays, cette fois, n'a pas été pris par surprise. Des jours, des nuits entières de négociations suivies à la radio, presque comme une scie, sur l'antenne de France-Info. Rupture, pas rupture. Accord, pas accord. Politique de la chaise vide, noms d'oiseaux. Avancées, reculades, rien ne nous fut épargné. Une autre spécialité française : l'introuvable dialogue social. Discuter pendant des jours, des nuits avec la présumée résolution d'aboutir et la non moins absolue certitude d'échouer. Dix bons jours de négociations pour aboutir à un projet d'accord entre une fédération patronale minoritaire et des syndicats débordés par leurs bases.

Il n'y a pas de quoi paavoiser. Sur tout quand on apprend, parallèlement, que les accords signés en 1996 n'ont même pas été tenus. Un peu comme ces promesses qui n'engageraient que ceux qui les ont entendues. Et l'on voudrait que les chauffeurs routiers ne bloquent pas quelque part quand le tachygraphe social est ainsi maquillé !

## Hausse dans le calme à Paris

**LA BOURSE DE PARIS** a ouvert en hausse, lundi 3 novembre. A la mi-journée, l'indice CAC 40 gagnait 1,11 % à 2 769,71 points. Les autres marchés européens étaient également orientés à la hausse. A Francfort, l'indice DAX du marché électronique Ibois s'appréciait de 2,3 % à 3 840 points et, à Londres, l'indice Footsie gagnait 0,95 % à 4 888,10 points.

SEANCE, 12 h 30	1011 Titres	Capitalisation en F
France Telecom	258694	561354074,90
Elf	257945	178133951
Rhone-Poulenc A	49880	12562131,30
BP	174948	13461194
Total	174625	112333431
Axa	25977	10304593,10
Carrefour	27803	83326542
Société Générale	86305	69668381
BULP	25053	6355971,40
Michelin	3697	6302241

DEVISES	cours 31/10	% 30/10	Actual	Vente
Allemagne (100 dm)	334,9200	+0,04	322	346
Autriche	6,5945	+0,01	—	—
Belgique (100 f)	5,7752	+0,05	5,4500	6,0000
Canada (100 \$)	16,2395	+0,04	15,6600	16,7600
Corée (100 \$)	297,0800	+0,04	—	—
Danemark (100 kr)	3,4120	+0,09	3,1500	3,6500
Espagne (100 pes.)	8,6695	+0,07	8,2200	9,8600
Grèce (100 drach.)	9,6670	+0,06	9,1800	10,0000
Irlande (100 \$)	2,1280	+0,03	1,8500	2,3500
Italie (100 li.)	77,0200	+0,01	77	81
Japon (100 ¥)	412,9600	+0,07	398	422
Norvège (100 kr)	82,7400	+0,01	76,5000	85,5000
Pays-Bas (100 f)	47,5870	+0,05	45,8500	48,5000
Portugal (100 esc.)	3,9655	+0,01	3,6500	4,2500
Republique tchèque (100 Kč)	3,2800	+0,01	2,9000	3,4000
Suède (100 kr)	4,1079	+0,05	3,7900	4,3900
Suisse (100 fr)	4,8022	+0,04	4,6000	4,9500

DEVISES	cours 31/10	% 30/10	Actual	Vente
France Telecom	258694	+0,04	322	346
Elf	257945	+0,01	—	—
Rhone-Poulenc A	49880	+0,06	12562131,30	—
BP	174948	+0,01	13461194	—
Total	174625	+0,05	112333431	—
Axa	25977	+0,07	10304593,10	—
Carrefour	27803	+0,06	83326542	—
Société Générale	86305	+0,01	69668381	—
BULP	25053	+0,01	6355971,40	—
Michelin	3697	+0,04	6302241	—

Tirage du Monde daté dimanche 2-juliet 3 novembre : 532 136 exemplaires

Alors que la Bourse de Tokyo chahotait en raison de la célébration de la fête de la culture, la Bourse de Hongkong effectuait un nouveau rebond. L'indice Hang Seng terminait en hausse de 631,33 points pour finir à 11 255,11 points, soit un gain de 5,94 %. Selon les opérateurs, la tendance a été dopée à la fois par une baisse aux bonnes affaires, la bonne tenue de Wall Street à la veille du week-end ainsi qu'une stabilisation des devises de la région.

TAUX DES TAUX DE REFERENCE	Taux	Taux
TAUX 31/10	jour le jour	10 ans
France	3,31	5,59
Allemagne	4,25	5,59
Grande-Bretagne	7,19	6,58
Italie	6,81	6,25
Japon	0,48	1,83
Etats-Unis	5,53	5,83

NOTIONNEL 10 %	Notionnel	10 %
Déc 97	69,64	100,00
Mars 98	618	96,40
Juin 98	2	97,94

## BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

FERMETURE	OES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE	DES PLACES EUROPEENNES
Tokyo Nikkei	16438,94	+0,57	-14,99
Hong Kong Index	11255,11	+5,94	-16,93
Tokyo Nikkei sur 3 mois	11255,11	—	—
Paris CAC 40	2773,97	+1,27	+19,79
Amsterdam CBS	874,50	+1,74	+34,90
Bourse de Londres	15096	+1,84	+42,24
Frankfurt Dax 30	3838,75	+3,01	+32,89
Irlande ISEQ	3684,25	+0,29	+35,17
Londres FT 100	4882,10	+1,03	+18,78
Madrid IBEX 35	6448,72	+1,07	+25,10
Milan MIB 30	22189	+2,08	+41,36
Zurich SMI	5543,60	+1,40	+40,62

Le mardi 4 novembre retrouvez

# EMILIE JOLIE

Sur

## EUROPE 1

A l'occasion de la sortie de la nouvelle version du conte musical de Philippe Châtel, écoutez Europe 1 et découvrez les nouveaux interprètes d'Emilie Jolie.

Alain Bashung Alain Chamfort Philippe Châtel  
Etienne Daho Danielle Darrieux Jacques Dutronc  
Lara Fabian Michel Fugain Johnny Hallyday  
Florent Pagny Khaled Maurane Art Menjo  
Arnold Turboust Axelle Red Zazie

EMILIE JOLIE

Sortie le 4 novembre

disponible en CD / K7

مركزاً من لاصيل

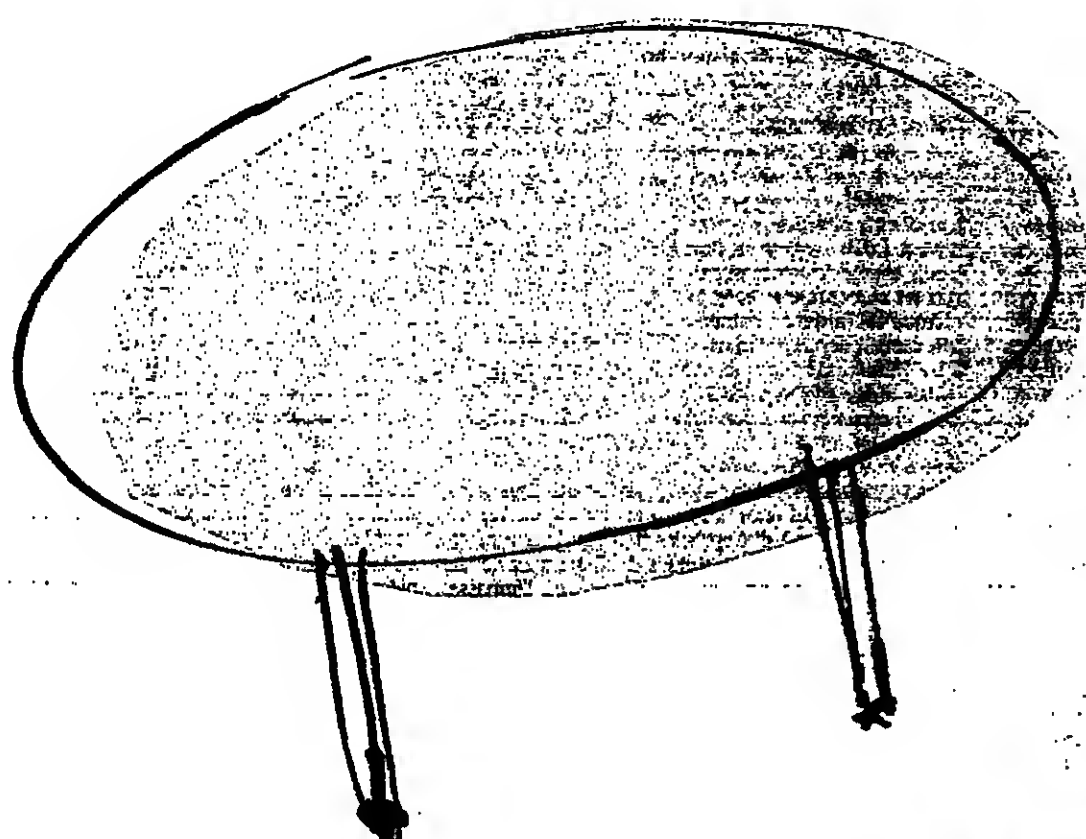
38 / LE MONDE / MARDI 4 NOVEMBRE 1997

(Publicité)

JUSQU'AU 15 NOVEMBRE

# LES Heures H

D'HABITAT, ELLES FONT TOUT  
POUR FAIRE DES HEUREUX !



LES HEURES H D'HABITAT,  
C'EST : L'H

EURE À NE  
PAS MANQUER, L'HEURE  
OÙ TOUT CE QUI SE  
RESSEMBLE S'ASSEMBLE,  
L'HEURE DE CHOISIR  
ENSEMBLE, LE MEUBLE  
ET LES OBJETS QUI  
SONT EN HARMONIE !

PENDANT LES HEURES H  
D'HABITAT, QUAND VOUS  
ACHETEZ UN MEUBLE\*,  
HABITAT VOUS OFFRE  
UNE RÉDUCTION DE **-20%**  
SUR TOUS LES OBJETS  
QUI VONT AVEC.

\*D'UN MONTANT MINIMUM DE 1900 F, PAR EXEMPLE  
UNE TABLE, VOUS AVEZ -20% DE RÉDUCTION SUR LA  
VAISSELLE, LES NAPPES, LES PLATS, LES COUVERTS ET  
LES VERRES. CETTE OFFRE NON CUMULABLE EST VALABLE  
DANS TOUS LES MAGASINS HABITAT SAUF BAZAR BAZAR.



## HALORS, HEUREUX ?

LISTE DES MAGASINS SUR 3615 HABITAT (1.01 F LA MINUTE).

habitat

banques  
en fau



هكذا من راصد

## CONJONCTURE

Asie en crise,  
croissance moins forte  
en Europe  
page IV

## ENJEUX

Oui, la mondialisation  
accroît le chômage  
et les inégalités  
page V

# Le Monde ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

## ENQUÊTE

La Californie  
va déréglementer  
le secteur  
de l'électricité  
page VI

## ANNONCES



IMMOBILIÈRES  
pages VI et VII

MARDI 14 NOVEMBRE 1997

## Les banques prises en faute

DOSSIER

Les économies d'aujourd'hui ont un talon d'Achille. Et c'est le même pour toutes: le système bancaire. La crise asiatique en est le dernier exemple. La même allumée dans les banques thaïlandaises au printemps dernier n'a mis que quelques mois à faire exploser toutes les certitudes financières. On a déconvoqué, s'il en était besoin, qu'aucune économie n'est saine durablement si ses banques sont malades.

Depuis le début des années 80, les banques vivent dans un monde devenu très dangereux. La disparition progressive de métiers protégés et compartimentés, la plus grande brutalité des cycles économiques, le développement de la concurrence et l'explosion des activités de marchés ont totalement changé leur environnement. Les risques augmentant et les bénéfices étant plus difficiles à réaliser, accidents et scandales bancaires se sont multipliés dans les pays développés et émergents au point de faire partie maintenant du paysage.

Au cours des quinze dernières années, de la Suisse à la Thaïlande, du Japon aux États-Unis ou de la France à la Corée du Sud pratiquement aucun pays n'a été épargné par des défaillances de plus ou moins grande ampleur. Les exemples récents « d'arborescences » historiques ne manquent pas, du Crédit lyonnais (100 milliards de francs) aux caisses d'épargne américaines (1 200 milliards de francs) en passant, en Suède, par Nordbanken (90 milliards) ou par les établissements de crédit immobilier japonais (jusqu'à 700 milliards). Le risque-banque a changé de nature: il menace moins désormais les dé-

▼ Au cours des quinze dernières années, aucun pays n'a été épargné par les défaillances bancaires. Mais on commence seulement à envisager des sanctions contre les responsables

posants, généralement couverts par des fonds de garantie, que les contribuables contraints de combler les pertes.

On ne s'en rend pas toujours compte, mais les banques jouent un rôle macroéconomique considérable. Elles drainent l'épargne et répartissent les crédits. Elles créent des instruments qui sont des substituts monétaires et sont irremplaçables pour assurer le fonctionnement du système de paiement. La multiplication des défaillances bancaires a des effets immédiats sur la santé des agents économiques et sur leur confiance. La faillite de 10 000 établissements aux États-Unis entre 1930 et 1933 n'a pas

compté pour rien dans l'ampleur et la durée de la grande dépression.

« On peut affirmer qu'il n'y a pas d'économie et de croissance saine avec un système financier en mauvais état », explique Laurence Scialom, maître de conférences à Paris-X et spécialiste des questions d'économie bancaire. Une règle qui ne souffre pas d'exception et que la situation des pays du Sud-Est asiatique étaye amplement. La croissance économique exceptionnelle enregistrée au cours des dernières années dans la région a fini par sécréter des effets pervers qui ont pour nom spéculation immobilière et boursière. L'afflux de capitaux de l'étranger a rendu le crédit trop facile et multiplié les investissements économiquement injustifiés et trop peu rentables. Les banques ont ainsi commencé à accumuler dans leur bilan des créances de mauvaise qualité. Tant que l'endorsement régnait, la santé des débiteurs n'était pas un problème. Le jour où la croissance s'est ralentie, les doutes sont apparus sur la solidité des banques. Cercle vicieux: les inquiétudes sur les banques et leur capacité à se refinancer à l'étranger ont alimenté la fuite des capitaux, provoquant des chutes des marchés boursiers, de change et immobiliers et rendant la situation des établissements financiers encore plus difficile. Les hausses de taux d'intérêt pour défeindre les monnaies ont achevé de les fragiliser.

Eric Lecer  
Lire suite page II

- Entretien avec Christian de Boissieu (professeur à Paris-I) p. II
- Les institutions financières asiatiques en liberté peu surveillée p. III
- Les caisses d'épargne américaines: un sinistre sans précédent p. III
- Questions-réponses p. III

## CHRONIQUE

par Erik Izraelewicz

## Bientôt, les surplus américains

Masqué par la crise boursière, l'événement est presque passé inaperçu. Il est pourtant considérable. Pour la première fois depuis plus de trente ans, l'État fédéral américain termine son exercice fiscal sur un bilan presque équilibré. Le déficit prévu pour 1997 (1<sup>er</sup> octobre 1996-30 septembre 1997) devait être de 125 milliards de dollars (750 milliards de francs). Il n'aurait été que de 22,6 milliards! Depuis l'arrivée de Bill Clinton à la Maison Blanche, en 1992, l'évolution est spectaculaire. Le déficit, ce mal que l'on disait endémique, y est tombé de 290 milliards de dollars à 22 milliards, de 4,8 % du produit intérieur brut à 0,3 % à peine.

Alors que la France tente de réduire ses déficits, l'Amérique est ainsi engagée dans un autre débat: que va-t-elle faire des surplus qui devraient dégrèver, dans les années à venir, ses finances publiques? Cette perspective n'est peut-être ni aussi proche, ni aussi certaine que veulent bien le croire démocrates et républicains réunis. Les finances de l'État américain sont, elles aussi, infectées par de nombreuses bombes à retardement. Le financement, à terme, de certains programmes sociaux (Medicaid et Medicare notamment, l'aide médicale aux personnes à faible revenu et aux personnes âgées) n'est pas vraiment assuré. Les réformes de structure ont été reportées à 1999, c'est-à-dire après les élections de novembre 1998. Il n'est pas inutile, pourtant, de s'interroger sur les voies qui ont permis cette contraction de l'impasse budgétaire outre-Atlantique.

Le facteur décisif, c'est naturellement la croissance. Régulière et soutenue depuis le printemps 1991, celle-ci a engagé les finances publiques américaines - celles de l'État fédéral comme celles des autres collectivités territoriales, d'ores et déjà excédentaires - dans un véritable cercle vertueux. La croissance y a favorisé, par exemple, la création d'emplois. Davantage d'emplois, ce sont davantage de revenus, davantage d'impôt sur le revenu et donc davantage de recettes fiscales. Côté dépenses, davantage d'emplois, ce sont moins de chômeurs et donc, moins de prestations versées aux chômeurs.

La bonne santé de l'économie a aussi favorisé une envolée des cours des actions à Wall Street et un gonflement des gains réalisés sur les marchés financiers. Le budget américain en a lui profité, avec une augmentation sensible des recettes tirées des taxes sur les plus-values boursières. La contraction du déficit, année

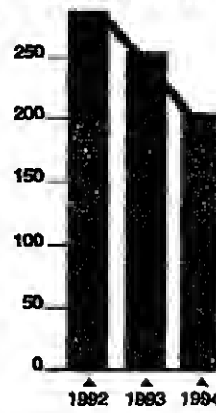
après année, a enfin permis un ralentissement dans la progression de la dette publique. Elle a ainsi favorablement pesé sur les taux d'intérêt et finalement sur les charges de la dette payées par l'État.

Si la croissance a favorisé la baisse du déficit, qu'est-ce alors qui a favorisé la croissance? C'est une « policy mix » pertinente, comme disent les économistes, c'est-à-dire un bon équilibre entre les politiques monétaire et budgétaire. Après avoir mené une politique plutôt restrictive visant à inciter l'État à la rigueur, la Réserve fédérale a progressivement assoupli sa politique monétaire. Des taux d'intérêt faibles et un dollar bas ont largement aidé, pendant toute une partie de la période, au soutien de l'activité. Dans le même temps, l'État a marqué une nette détermination à réduire son déficit. L'accord d'août dernier, entre le Congrès et la Maison Blanche, visant à l'élimination du déficit budgétaire d'ici à l'an 2002, s'inscrit dans cette perspective.

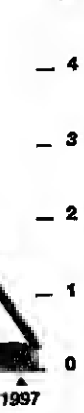
En 1992, le candidat Bill Clinton avait promis un vaste plan de relance. Il y a renoncé et a mené, au contraire, une active politique de réduction des dépenses de l'État. Avec une nouvelle diminution des crédits militaires, la réforme de l'administration, la contraction des effectifs publics et la remise en cause de certains programmes sociaux, il a réussi à stabiliser le poids de la dépense publique dans l'ensemble du PIB - autour de 33 %, contre 54 % en France. Dans le même temps, il est parvenu à accroître rapidement les recettes du Trésor. Pour cela, contrairement à une tradition européenne, il n'a pas procédé à une augmentation générale des taux de certains impôts. Au contraire, il a accepté d'en réduire quelques-uns - comme ceux qui pèsent sur les gains en plus-values. Les rentrées fiscales s'en sont trouvées brusquement gonflées. C'est d'ailleurs, en 1997, ce qui explique la réduction bien plus forte que prévu du déficit. Les experts américains sont à la recherche des origines de quelque 46 milliards de dollars de recettes fiscales inattendues. En France, Bercy est en quête des causes de nombreuses moins-values fiscales.

Même si elle s'inscrit dans un environnement très différent de celui de l'Europe (une monnaie impériale, des marchés dérégulés, etc.), l'expérience américaine illustre une nouvelle fois qu'une réduction des déficits publics n'est pas incompatible avec la croissance et l'emploi. Elle démontre même plutôt que, bien gérée, une contraction du déficit peut être facteur de croissance et d'emplois.

En milliards de dollars



En % du PNB



Source: Congressional Budget Office

La baisse du déficit américain

## FICHE PRAATIQUE du 4.11.1997

Cette fiche hebdomadaire est rédigée par les spécialistes du mensuel immobilier ImmoNeuf.

### Labels et garanties techniques

Normes strictes obligent, la qualité des logements neufs est aujourd'hui très performante. Reste qu'une certification par un label représente pour l'acquéreur une sécurité supplémentaire sur l'aspect technique de la construction.

Véritables attestations de qualité, les labels apportent une réponse adaptée aux acquéreurs qui souhaitent disposer d'une information objective sur l'aspect technique de leur logement. Evidemment, des programmes sans labels peuvent présenter des qualités équivalentes, voire supérieures, dans la mesure où ces certifications ne sont pas obligatoires. Reste que leur présence rassure incontestablement les acquéreurs. D'ailleurs, de plus en plus de constructeurs les utilisent comme argument de vente. De nombreux organismes se chargent de certifier les produits et de délivrer les labels. Ils peuvent être attribués aux logements, mais aussi à des produits comme la moquette, le vitrage, l'installation électrique, l'isolation, l'insonorisation, etc. C'est l'examen approfondi des documents techniques (plans, devis descriptifs, note de calcul...) de la future construction qui détermine leur attribution.

### Quels labels?

Les principaux labels sont Qualitel et Promotelec. Le premier est décerné par l'association du même nom. Créée en 1974 à l'initiative du ministère du Logement, elle accorde sa certifica-

tion en toute indépendance. Le label Qualitel est attribué à l'ensemble d'une construction. Pour son obtention, sept points sont analysés: la protection contre les bruits intérieurs et extérieurs au bâtiment, le niveau prévisionnel des charges de chauffage et d'eau chaude, le confort thermique d'été, la qualité de la plomberie, la qualité de l'installation électrique et le coût d'entretien des façades et toiture. Chaque des rubriques doit au minimum obtenir la note de 3 sur une échelle allant de 1 à 5. A l'issue de l'étude technique, Qualitel certifie le projet et le constructeur s'engage à réaliser la construction en conformité avec les caractéristiques précédemment citées. En cas de non-respect, Qualitel exige des travaux de modification ou de réparation.

Le label Promotelec (normes Confortplus et Vivatélec) porte uniquement sur l'installation électrique, sa qualité, sa performance et sa sécurité (équipement électrique, isolation thermique, aération, vitrage, chauffe-eau, production d'eau chaude sanitaire par l'électricité, chauffage électrique, climatisation). Le processus d'attribution s'effectue en deux temps. Le promoteur ou le constructeur adresse une demande auprès de la délégation

régionale de Promotelec. Sur dossier, un label provisoire est délivré. Il devient définitif un an après l'achèvement de la construction. Enfin, certains constructeurs sont certifiés ISO 9000 ou 9001, une norme très stricte qui couvre tout le processus de fabrication et de commercialisation des logements neufs.

N. G.

Pour d'autres conseils, consultez IMMO NEUF, le mensuel de l'immobilier qui vous aide à acheter dans le neuf.

En vente 20 F chez votre marchand de journaux.

# IMMO NEUF

Plus de 300 pages de conseils et d'adresses

## ESSEC

MBA  
INTERNATIONAL  
AGRI-FOOD  
MANAGEMENT

L'ESSEC crée ce MBA unique au monde pour vous aider à développer les compétences de leader international requises par les grands groupes de l'industrie agro-alimentaire et de la distribution.

- Plus de 50 marques internationales agro-alimentaires sont partenaires du MBA
- Programme à plein temps sur douze mois
- Enseignement dispensé en Anglais à Paris

L'ESSEC est le seul centre européen de management agréé par l'AACSB - The International Association for Management Education.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez: Christine Dupuyet  
Tél.: 01 34 43 32 62  
Fax: 01 34 43 32 60  
E-mail: imba@edu.essec.fr

Rencontrez nous aux forums MBA:  
Amsterdam Hôtel Hilton 8 nov. 97  
Genève Hôtel Penta 13 nov. 97  
Paris Maison de la Chimie 15 nov. 97

Les carrières  
les plus  
extraordinaires  
s'effectuent dans  
l'industrie  
agro-alimentaire



Nous aurions volontiers  
recruté la Vache Qui Rit  
si elle s'était présentée  
au MBA en management  
agro-alimentaire  
de l'ESSEC

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin

Christian de Boissieu, professeur à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

## « Il y a trop de surcapacités bancaires dans le monde »

Comment expliquez-vous la succession des crises bancaires ?  
- La plus grande fragilité bancaire tient aux difficultés d'adaptation, partout dans le monde, d'établissements confrontés, sans y être prêts, à un environnement devenu beaucoup plus dur et plus exigeant. Prenons le cas de la France, sachant qu'à quelques nuances près, on retrouve ce type d'évolution dans de nombreux pays. La France a longtemps été par tradition un pays à faible natalité et à faible mortalité bancaire. Cette situation est en train de changer. La conception très administrative de la vie financière, l'encadrement du crédit, le contrôle des changes, ont créé des rentes qui faisaient que le niveau nécessaire pour faire face aux contraintes de la concurrence et de l'environnement n'était pas très élevé. L'ouverture, la déréglementation, le renforcement de la concurrence, la suppression de toutes les contraintes quantitatives en matière de changes et de crédit, ont tout changé et souvent mis en lumière l'existence de systèmes de contrôle des risques insuffisants.

On peut citer deux exemples de mauvaise gestion des risques. Le premier, c'est celui de la crise de l'immobilier avec des effets de panurgie. En France, on était persuadé que la valeur de l'immobilier ne pouvait pas baisser. Au Japon aussi, d'ailleurs. Les banques nipponnes ne s'en sont toujours pas remises. Le second exemple est celui de l'appréciation des risques de marché et de la qualité des contrôles internes, notamment en matière d'opérations complexes faisant appel aux produits dérivés. Même si les normes internationales érigées par la Banque des règlements internationaux et, pour l'Europe, plus spécifiquement par Bruxelles, obligent maintenant les établissements à couvrir les risques de marché, certaines maisons utilisent des outils très pointus sans en mesurer tout à fait les conséquences et les risques.

Certains pays semblent plus fragiles que d'autres ?  
- Je voudrais insister sur la notion de cycle en matière d'évolution des systèmes financiers et bancaires. Le décalage est flagrant dans le développement des crises immobilières qui ont toujours une influence considérable sur la santé des banques. Il y a, en dépit de la globalisation financière en marche, des phénomènes d'avance et de retard par rapport à des pays qui sont entrés en avance dans la crise bancaire et en sont sortis les premiers. C'est clairement le cas des États-

Unis et du Royaume-Uni. A l'opposé, l'Allemagne est en retard sur la France et n'a pas traversé de période de grande fragilité bancaire. Les banques ont longtemps réussi à fonctionner entre-Rhin dans un marché protégé et cartellisé.

Peut-on faire une distinction entre plusieurs types de crises ?

- Les banques sont soumises à deux types de krachs. Il y a des crises courtes, comme le krach boursier du 19 octobre 1987, qui appellent l'intervention d'un ou plusieurs prêteurs en dernier ressort. C'est la Réserve fédérale américaine qui injecte des liquidités dans le système financier le 20 octobre 1987 pour permettre d'absorber le choc de la veille. Il y a un deuxième type de krach, plus insidieux, plus durable, qui relève d'un temps long. Une crise immobilière profonde comme en ont connu ou en connaissent les États-Unis, la France, le Japon ou la Thaïlande. Elle se prolonge pendant des années au cours desquelles il faut purger le système financier de ces mauvaises créances. Cela ne se traduit pas par des problèmes de prêt en dernier ressort, mais par ce que j'appelle des problèmes d'investisseur en dernier ressort. L'investisseur en dernier ressort est souvent l'État, qui intervient directement ou indirectement par des aides budgétaires, des recapitalisations, des prises en charge de créances pour soutenir ou fermer sans trop de casse des banques en difficultés. Mais l'investisseur en dernier ressort peut aussi être privé. En 1984, c'est l'organisme fédéral américain de garantie des dépôts bancaires, la FDIC, qui intervient pour sauver la Continental Illinois, huitième banque du pays. C'est la même chose pour les caisses d'épargne américaines dont le coût du sauvetage a été à la charge du budget fédéral. Le krach, insidieux et long, est d'une certaine façon plus grave.

De quelle catégorie relève la crise asiatique ?  
- Cette crise me paraît relever plutôt de l'échelle de temps de la crise immobilière que de l'échelle de temps du krach boursier, même si nous venons de vivre une période très agitée. La crise asiatique peut encore durer un ou deux ans compte tenu du fait qu'elle mêle plusieurs origines. D'abord une crise immobilière, ensuite des problèmes de corruption, le non-respect des principes de division des risques et une difficulté de fond qui consiste à transformer les struc-

tures économiques et financières pour leur permettre de passer d'un environnement marqué par un taux de croissance très élevé, de 8 % par an, à des taux de 5 %.

Le paysage bancaire international va-t-il se stabiliser et devenir moins dangereux ?

- Pas tant qu'il y aura une telle surcapacité dans le monde en matière de services bancaires. Il s'agit bien d'un problème à l'échelle de la

planète. La surcapacité tient à l'augmentation du nombre des acteurs et à la diversification de chacun vers de nouveaux métiers plus ou moins proches de l'activité originelle et plus ou moins maîtrisée. L'entrée de nouveaux acteurs, ce sont par exemple des entreprises de la grande distribution qui pénètrent sur le marché de services financiers. La surcapacité cela signifie une offre de produits de services

bancaires et financiers significativement supérieure à la demande. Même si la baisse des marges ne suffit pas à affirmer qu'il existe des surcapacités, je pense que dans certains métiers comme l'intermédiation, la collecte des dépôts, le crédit à la consommation et certaines activités de marché, elle est évidente.

Comment cette surcapacité va-t-elle disparaître ?

- Elle ne va pas se résorber par la

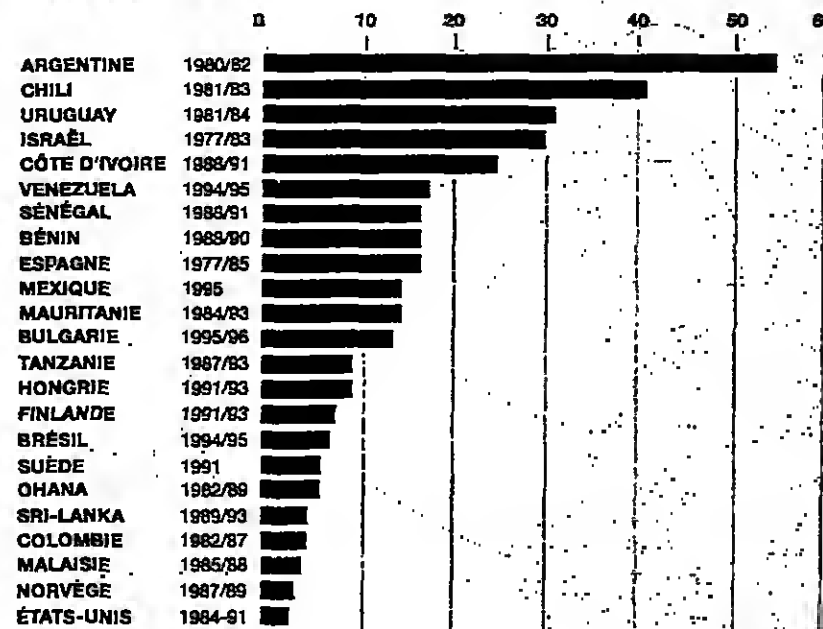
seule augmentation de la demande. L'élimination de la surcapacité se fera par la disparition d'une partie de l'offre et la disparition de certains établissements. D'où l'accélération des fusions et acquisitions dans le secteur sur le plan national comme transnational, surtout en Europe, compte tenu du lancement de la monnaie unique.

Propos recueillis par E. L.

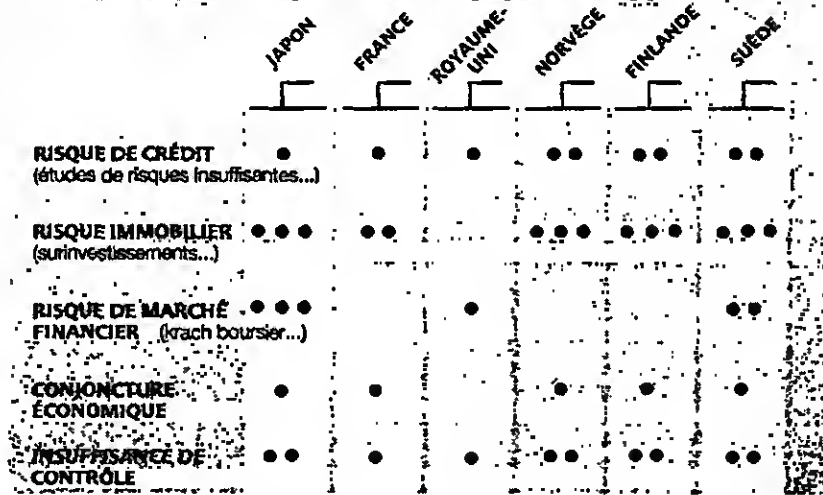
### Le grand malaise

#### Le coût des crises

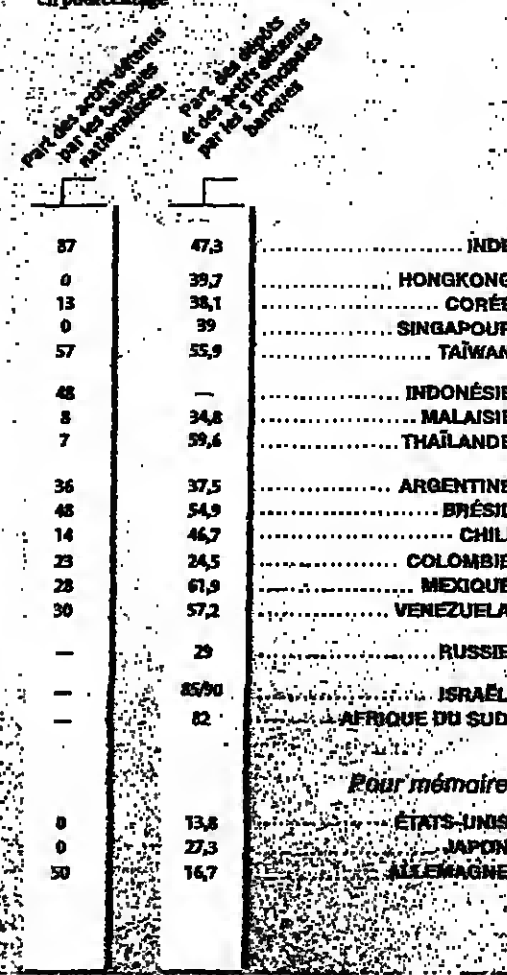
en pourcentage du PIB



#### Les principaux risques dans les pays développés



#### Les indicateurs de concentration dans l'industrie bancaire



### Les banques prises en faute

Suite de la page I

Les crises bancaires suivent toujours le même scénario. Les établissements paraissent soumis à des cycles à l'origine desquels on trouve des phénomènes de mimétisme et de myopie. La phase ascendante est entretenue par une croissance exceptionnelle dans un secteur particulier. L'investissement se concentre trop sur une même catégorie d'actifs. Cette phase optimiste dure en général trois ou quatre années, jusqu'à la surchauffe. Lorsque le cycle se retourne, l'euphorie fait place au pessimisme. Le nombre de créances douteuses augmente et la valeur des actifs chute. Les pertes subies deviennent telles qu'elles conduisent les plus fragiles à la faillite. Les « accidents » ponctuels comme ceux de la BCCI au Luxembourg, de Barings au Royaume-Uni ou de Banesto en Espagne correspondent évidemment moins bien à ce schéma général. Mais ils sont souvent moins graves et résolus plus aisément par les autorités de tutelle.

Les difficultés des établissements bancaires ont de nombreuses origines. La Banque des règlements internationaux (BRI), la « banque des banques centrales », installée en Suisse, à Bâle, distingue quatre grandes catégories de crises. Les plus graves sont directement liées à un choc macroéconomique, notamment après une croissance trop rapide et une surchauffe qui se traduisent à la fois par des investissements économiquement peu viables et souvent par l'apparition

de bulles spéculatives immobilières. Des situations que l'on retrouve aussi bien en Argentine, au Chili et en Uruguay entre 1979 et 1983, en Scandinavie entre 1987 et 1994, au Japon depuis 1992 et en Thaïlande aujourd'hui.

Une autre origine des défaillances bancaires se trouve dans les erreurs de gestion ou le manque de contrôle. Des dysfonctionnements devenus fréquents au cours des dernières années dans des établissements confrontés à la libéralisation et au développement d'activités nouvelles qu'ils ne parvenaient pas à maîtriser. Les marchés financiers dérivés ont souvent été mis en accusation et sont à l'origine de la banqueroute de la Barings ou des lourdes pertes au Japon de Daiwa.

La BRI met aussi en avant la « myopie » des dirigeants d'établissements en difficulté. Il est clair que les patrons du Crédit lyonnais en France, du Banesto en Espagne et de Barings au Royaume-Uni ont eu ce type d'attitude. Les erreurs de gestion les plus lourdes et les malversations s'accompagnent souvent de « prêts accordés à des entreprises ou des individus associés à la banque ou à ses dirigeants ». De tels crédits sont fortement limités par la réglementation dans la plupart des pays, mais les autorités de contrôle sont alors souvent « trompées, contournées ou rendues impuissantes ».

La Banque des règlements internationaux identifie enfin une dernière forme de dérive du contrôle des risques et de la gestion liée au fait que le fonctionnement du secteur bancaire est soumis à la volonté de l'État. « Les banques ne sont plus alors des entreprises autonomes cherchant à réaliser des profits mais des au-

laires de la politique fiscale ou budgétaire d'un gouvernement ». Quand la conjoncture est favorable, un tel système peut fonctionner, mais au moindre choc économique et compte tenu d'engagements dont la qualité n'a jamais été le souci des établissements, les pertes s'accumulent.

#### RETARDS À L'ALLUMAGE

Les conséquences des crises bancaires sont toujours très lourdes et le sont d'autant plus quand les autorités politiques et monétaires en prennent conscience tardivement ou rechignent à prendre les mesures douloureuses qu'il s'imposent. L'insolvabilité des banques, que ce soit dans les pays industrialisés ou émergents, a un coût direct élevé pour la collectivité, car les opérations de sauvetage passent inévitablement, quand la crise devient générale, par une socialisation des pertes. Cela s'est passé ainsi aux États-Unis, au Japon, en France, en Suède, en Bulgarie, en Corée du Sud... La durée et l'intensité des crises sont très différentes, mais leurs coûts sont à chaque fois d'ampleur significative. On estime à près de 500 milliards de dollars (3 000 milliards de francs), 70 000 milliards de francs (3 600 milliards de dollars) et 300 milliards de francs, le coût des défaillances bancaires aux États-Unis entre 1981 et 1992, et au Japon et en France entre 1992 et 1996.

Les moyens mis en œuvre par les autorités suédoises et finlandaises au début des années 90 ont été considérables : les grandes banques ont été nationalisées pour être recapitalisées. Les engagements pris ont bénéficié de garanties inconditionnelles et les recapitalisations ont été faites sans attendre. Dans ces pays, les effets

sur la santé de l'économie des crises bancaires ont été plus limités dans le temps qu'au Japon et en France. Les exemples scandinaves et américains semblent montrer que la vitesse de réaction des autorités de tutelle est un élément important de réussite. Le mode de traitement choisi par les pouvoirs publics en France et au Japon a été très différent. Il a consisté à étaler les pertes dans le temps en multipliant les plans de sauvetage partiels.

Cette situation est d'autant plus dommageable qu'au-delà des coûts directs pour la collectivité, il y a des coûts macroéconomiques indirects à maintenir en survie artificielle des établissements moribonds. Lorsqu'elles subissent des pertes importantes, les banques n'ont plus le même comportement. Elles tentent d'augmenter par tous les moyens leurs marges d'intermédiation. Le crédit est rare et cher pour les nouveaux emprunteurs tandis qu'elles demeurent captives de leurs anciens débiteurs insolubles, à qui elles continuent de prêter.

Un système bancaire longtemps fragilisé et handicapé aggrave les récessions et entrave ensuite la reprise lorsque la demande de crédit se fait plus forte. Si des banques saines et des banques malades coexistent durablement au sein d'un même système bancaire, le coût du crédit dépend non seulement du taux d'intérêt du marché, mais aussi de primes de risque incertaines. La relation entre la baisse des taux d'intérêt monétaire et celle du coût du crédit devient beaucoup moins prévisible, entraînant des comportements attentistes de la part des demandeurs de crédit.

Expliquer les défaillances par la libéralisation et la globalisation ne suffit pas : les systèmes de

contrôle internes et plus encore externes, qu'ils soient nationaux (banques centrales) ou internationaux (Comité de Bâle, Commission européenne), ont aussi une lourde responsabilité.

#### AUTO-CRITIQUES

La Banque d'Angleterre, la Réserve fédérale américaine et le ministère des finances japonais ont reconnu tour à tour avoir commis des erreurs. Ils annoncent de grandes réformes des méthodes de contrôle. En France, rien de tel. La Commission bancaire qui dépend de la Banque de France n'a jamais accepté les critiques et répugne à se remettre en cause. Elle considère encore aujourd'hui ne pas porter la moindre part de responsabilité dans les affaires Crédit lyonnais, Comptoir des entrepreneurs, Crédit foncier, BCP, Pallas Stern... La Cour des comptes en est moins sûre et a décidé d'ouvrir une enquête sur le fonctionnement de la Commission bancaire.

Le problème va bien au-delà des erreurs commises ou non par les « contrôleurs ». Certains experts se demandent si les grandes banques ne sont pas devenues tout simplement incontrôlables. Elles sont engagées dans des opérations toujours plus compliquées, via des filiales et autres succursales installées à l'autre bout du monde dont il est parfois difficile de connaître exactement les engagements. Barings a été la « victime » d'un opérateur de Singapour. Daiwa a été « trompé » par le patron de sa filiale de New York. Le Lyonnais a perdu des milliards de francs dans le financement du cinéma américain.

En durcissant leurs exigences, les grands organismes de contrôle internationaux tentent de s'adapter à ce nouvel environnement.

Mais ils ont toujours un temps de retard. Le Comité de Bâle qui regroupe les gouverneurs des banques centrales des dix pays les plus industrialisés a instauré (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993) le ratio Cooke qui oblige les banques à posséder des fonds propres correspondant au moins à 8 % de leurs engagements. Une nouvelle norme en matière de capital, concernant les risques de marché, est entrée en vigueur cette année. Le Comité de Bâle vient d'édicter des règles universelles et minimum de contrôle des banques au nombre de vingt-cinq destinées à tous les établissements de la planète.

Mais les normes ont leurs limites qui n'empêchent pas les accidents. Dès lors qu'elles se veulent universelles, les contraintes ne répondent pas aux spécificités des établissements et ne prennent toujours pas en compte les engagements hors bilan. Faute de bien maîtriser l'évolution du métier de banquier, les organismes de tutelle se focalisent maintenant plutôt sur la qualité et la fiabilité des contrôles internes. L'idée consiste à évaluer les services de contrôle plutôt que de faire, ce qui est devenu impossible, le travail à leur place.

La nouveauté consiste aussi à prévoir des sanctions contre les établissements et leurs dirigeants en cas de potentiel de pertes importantes. Il faudra qu'elles soient suffisamment dissuasives pour décourager les fuites en avant. Dans tous les cas de défaillance majeure, en France et à l'étranger, les responsables ont tenté de se « refaire » et de cacher l'ampleur des pertes. Une attitude qui conduit invariablement à des désastres.

E. L.



## Les institutions financières asiatiques en liberté peu surveillée

HONGKONG

Correspondance

L'Asie illustre depuis quatre mois la règle qui veut que l'ouverture d'une économie aux capitaux extérieurs sans mise en place concomitante de règles de prudence et de contrôle mène les banques droit dans le mur. La Malaisie, l'Indonésie et les Philippines, malgré les différences structurelles de leurs systèmes bancaires, ont en commun d'avoir connu, depuis cinq à dix ans, un afflux de capitaux important : entre 1990 et 1996, l'Asie a attiré, en moyenne, 60 milliards de dollars par an de flux nets de capitaux, et 107 milliards de dollars sur la seule dernière année. Attirés tant par le maintien d'une croissance économique à deux chiffres que par des monnaies rattachées au dollar, donc ne présentant pas de risque de change, les capitaux étrangers sont venus massivement gonfler la liquidité bancaire. Vivant depuis cinq à dix ans sur un crédit en hausse de 20 % à 30 % l'an, soit une croissance très supérieure à celle de l'activité industrielle, la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie et récemment les Philippines ont donc fini par alimenter une bulle financière en poussant à la hausse le prix des actifs. Une bulle construite largement sur de la dette, comme en Thaïlande ou en Indonésie, où le montant des crédits du secteur bancaire dépasse respectivement 150 % et 170 % du PIB.

Depuis près de cinq ans, ces crédits étaient tirés par des projets immobiliers, dont les rendements étaient supérieurs à ceux dégagés dans l'industrie. Les estimations de banques d'affaires spécialisées dans l'évaluation de bilans bancaires - estimations considérées comme étant plus fiables que celles des banques centrales - échelonnaient le degré d'exposition des banques à l'immobilier à 11 % aux Philippines, 20 % en Thaïlande, 25 % en Indonésie et 28 % en Malaisie. Une estimation elle-même imprécise, certains prêts à usage industriel ayant été détournés

▼ A partir de situations fort différentes, la crise des monnaies se traduit dans chacun des pays par une dégradation des actifs des banques

pour spéculer sur l'immobilier, comme aux Philippines. Deuxième effet de cette croissance du crédit à tout-va : la faible qualité des crédits bancaires, due au fait que les banques locales travaillent avec des procédures d'évaluation du risque souvent sommaires. La pratique d'un prêt sur gages, qu'il s'agisse d'un actif immobilier ou des actions d'une société, les a parfois dispensés de s'interroger sur la capacité de remboursement des emprunteurs. Sans parler des prêts consentis sur la base de relations de clans, d'actions d'appointement à des conglomérats locaux - voire sur la simple recommandation d'un ami ou d'un homme politique influent. Certains projets irrationnels ont trouvé de financement auprès des banques locales que parce qu'ils étaient estampillés « projet national », soutenus par le gouvernement.

Enfin, la libéralisation du secteur bancaire en 1988 en Indonésie et en 1992 aux Philippines a poussé les nouveaux entrants à pratiquer une politique de crédit très risquée à seule fin de prendre des parts de marché. En Indonésie, où le processus de libéralisation est plus ancien, le marché est encombré de petites banques - 237 avant la fermeture, le 1<sup>er</sup> novembre, de 16 banques dans le cadre du plan d'aide du FMI - mal surveillées, faiblement capitalisées, peu rentables et donc vulnérables au premier coup de grisou.

Ledit coup de grisou a surgi avec le ralentissement de la croissance. A force d'investir dans des projets immobiliers à l'infirmité de plus en plus douteuse et au rendement financier décroissant, ces pays ont vu leur compétitivité industrielle se dégrader, leurs exportations se ralentir et les déficits de leurs paiements courants se creuser. Leurs monnaies, fixées au dollar par une parité quasi fixe, se sont trouvées progressivement surévaluées à l'aune d'une compétitivité économique amoindrie. Une faillite identifiée par les hedge funds, ces fonds spéculatifs américains qui, en prévision d'une dépréciation, ont déclenché d'importantes ventes à terme. Faute de réserves de change suffisantes et de banques locales assez solides pour supporter l'assèchement de la liquidité bancaire provoquée par une baisse des taux, les banques centrales se sont résignées à laisser flotter leur monnaie.

Les premières victimes du décalage brutal des monnaies ont été les banques, qui empruntaient du billet vert à faible taux d'intérêt et prêtaient en monnaie locale à des taux plus élevés. Le jour où ces mêmes établissements ont dû honorer leurs engagements en dollars à partir de recettes en monnaie dévaluée, le système a explosé. Comme en Thaïlande, où les banques avaient refinancé jusqu'à 30 % de leurs crédits en devises sous la banque d'affaires américaine JP Morgan. En Malaisie, ce taux ne dépasse pas 7 %. Il est de 12 % aux Philippines et de 15 % en Indonésie.

Mais la hausse générale des taux - à l'exception de la Malaisie, moins dépendante des capitaux étrangers - a placé également les autres banques locales en situation de fragilité. Quatre mois après le début des hostilités, le 2 juillet dernier, les taux interbancaires à trois mois sont encore de 16 % en Thaïlande, de plus de 21 % en Indonésie et de plus de 24 % aux Philippines. Les institutions financières thaïlandaises et une cinquantaine de petites banques privées indonésiennes ont dû affronter une crise

de liquidité immédiate. Les banques qui disposaient de dépôts suffisants n'ont pas été épargnées non plus. En Indonésie, les banques relativement peu endettées en devises ont dû gérer les comptes de grandes entreprises elles-mêmes lourdement endettées en dollars. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, la roupie a dégringolé de 38 % contre le dollar, et ces groupes se trouvent aujourd'hui dans l'impossibilité d'honorer leurs dettes.

Même la Malaisie, où les banques sont parmi les plus saines de la région, ne semble pas à l'abri. Désireuse de maintenir la croissance économique et de ne pas peser sur la liquidité bancaire, la Bank of Negara a, depuis le début de la crise, maintenu des taux d'intérêt faibles. Mais l'économie elle-même est si endettée, et les banques si exposées sur un secteur immobilier qui ne manquera pas de couler sous les surcapacités de l'année prochaine, que les spécialistes du secteur, en particulier l'agence de notation Standard & Poor's, s'attendent à une forte dégradation des actifs des banques.

A partir de situations fort différentes, la crise des monnaies se traduit in fine dans chacun de ces pays par une dégradation des actifs des banques. JP Morgan estime que les créances douteuses, c'est-à-dire d'ayant donné lieu à aucun versement depuis trois mois, atteignent 15 % du total des encours en Indonésie à la fin 1998 et entre 10 % et 15 % en Malaisie. Seules les Philippines, où le gonflement du crédit a été plus tardif, devraient voir les créances douteuses des banques limitées à moins de 8 %.

Pour chacun de ces pays, la bouffée d'oxygène viendra d'une détente de leurs taux d'intérêt, à savoir du retour de la confiance. Plus tard elle reviendra, plus douloureuse sera la purge de la bulle financière. Mais aucun ne fera l'économie d'une restructuration de son secteur bancaire, accompagnée de la mise en place de mécanismes de surveillance plus stricts.

Valérie Brunschwig

## Les caisses d'épargne américaines : un sinistre sans précédent

D'édifice « crise financière généralisée », « un crédit pour le contribuable américain presque aussi élevé que celui de la guerre du Vietnam... La crise des savings and loans, les caisses d'épargne américaines, a défrayé la chronique à la fin des années 80 et au début des années 90. Seule une intervention massive de l'Etat, sous le contrôle étroit du législateur, a pu avoir raison de cette catastrophe financière. La facture s'est élevée pour le contribuable américain à plus de 200 milliards de dollars, plus de 1 000 milliards de francs français... En l'espace de quelques années, les 4 000 caisses d'épargne américaines sont passées à moins de 1 500 (plus de 650 d'entre elles ont été fermées durant la seule période de fin 1988 à fin 1992). Mais, dès 1991, l'ensemble du système bancaire a commencé à reprendre du poil de la bête. A la différence de la crise des banques japonaises (une vingtaine d'établissements ont été clos depuis 1994), la seule crise financière d'une ampleur comparable et qui, elle, perdure, celle du système financier américain, n'est plus qu'un mauvais souvenir.

A crise exceptionnelle, les Américains ont, il est vrai, répondu par la mise en place d'un dispositif exceptionnel, contrairement aux Japonais. Il ne fallait pas préserver la confiance des épargnants dans le système bancaire, mais dans les conséquences de la déréglementation financière, puis par l'effondrement de l'immobilier. Les caisses d'épargne, qui ont été les premières et les plus gravement touchées, étaient le symbole même de la prospérité américaine et de la sécurité aux yeux de l'épargnant.

Trop petites, très dispersées, mal organisées, souvent mal gérées et victimes de pratiques frauduleuses - qui ont notamment impliqué le troisième fils du président George

▼ A la différence de la crise des banques japonaises, celle du système financier américain n'est plus qu'un mauvais souvenir

Bush et de nombreux hommes politiques -, elles n'ont pas pu réagir à la déréglementation, qui a conduit à rémunérer fortement les dépôts tandis que les marges sur les crédits baissaient. Elles étaient déjà mal en point lorsque la crise de l'immobilier a ravagé la qualité de leur portefeuille de crédits.

Après plusieurs faillites de caisses d'épargne, à chaque fois plus lourdes, le Congrès a adopté, le 5 août 1989, une loi, le Financial Institutions Reform Recovery and Enforcement Act, pour créer le Resolution Trust Corp. (RTC). Cette institution, unique en son genre, a eu pour mission de racheter, sur fonds publics, les établissements en faillite, de porter les actifs dans les meilleures conditions. En moins de dix-huit mois, le RTC est devenu la plus grande institution financière des Etats-Unis. Au total, il a liquidé plus de 400 milliards de dollars d'actifs.

Parallèlement, le reste du système bancaire était fragilisé, touché par la déréglementation, mais aussi par la crise des pays latino-américains ou du développement, puis par celle des junk bonds, ces obligations à haut risque, coqueluche des années 80, et enfin par

l'effondrement de l'immobilier. Entre 1986 et 1991, le Federal Deposit Insurance Corporation, le fonds qui assure les dépôts bancaires, a dû lui aussi fermer ou porter assistance à plus de 900 banques commerciales. « Durant ces cinq années nires, 5 % de l'industrie bancaire sont passés entre les mains du Fonds pour cause de faillite », rappelle Isabelle Vaillant Liab, adjointe de direction à la Banque de France.

Les autorités ont fait évoluer rapidement le FDIC, pour lui permettre d'avoir une politique plus active auprès des banques, en renforçant son rôle de prévention, mais surtout en adaptant ses méthodes d'intervention auprès des établissements en difficulté. Le fonds pouvait déjà prendre le contrôle des banques en faillite. A partir de 1987, il a aussi pu mettre en place des « banques relais », à même de reprendre tout ou partie d'une banque pour la soutenir avant de trouver un repreneur ou de procéder à sa liquidation. Sur-tout, le Congrès a permis au Trésor d'ouvrir une ligne de crédit de quelques 70 milliards de dollars au FDIC. Ce dernier, pour se renflouer, a fortement relevé la cotisation des banques, qui devaient lui payer 0,23 dollar pour 100 dollars de dépôts.

Cette politique de sauvetage a été accompagnée, à partir de 1990, par une politique monétaire très accommodante, la Réserve fédérale maintenant les taux courts à un niveau extrêmement bas. C'est elle qui a permis aux banques de reprendre très vite de la vigueur. En replaçant l'argent emprunté à court terme sur les emprunts d'Etat à plus long terme, mieux rémunérés, elles ont engrangé pendant quelques années des bénéfices copieux et faciles. Elles ont ainsi pu absorber leurs pertes dans l'immobilier et s'engager, une fois assainies, dans un vaste mouve-

ment de concentration. A ceux qui avaient déclaré les banques américaines condamnées, au début des années 90, elles répondent aujourd'hui par des profits records et une rentabilité exceptionnelle.

Un contraste saisissant avec l'état des banques japonaises. Entrées en crise après le resserrement de la politique monétaire en 1989 et, deux ans plus tard, l'éclatement de la bulle immobilière, ces dernières n'ont pas bénéficié d'un soutien aussi fort de l'Etat. « Il y a eu très peu d'interventions en fonds publics au Japon, où on a maintenu une situation très opaque jusqu'en 1995, les banques comme les pouvoirs publics espérant que la crise se résoudrait d'elle-même avec le retour de la croissance », explique Stéphane Guichard, économiste au CEPII. Cette politique de fau-truche a contribué à aggraver la crise. Il a fallu attendre 1995 pour que les grandes banques se décident à mettre en place une stratégie d'assainissement agressive de leurs comptes et pour que les autorités mettent en place des politiques de liquidation des petites institutions en difficulté. Entre-temps, la mise au jour du rôle de la pègre japonaise dans le scandale bancaire a rendu toute injection de fonds publics dans le système bancaire extrêmement impopulaire auprès de l'opinion publique. Sur-tout dans un contexte budgétaire déjà difficile.

Et, à la différence des Etats-Unis, le Japon, qui a déjà des taux d'intérêt très bas, ne peut pas utiliser cette arme pour aider son système bancaire, encore fragile, à sortir de la crise. Ses banques, qui ont encore tout un pan de la déréglementation financière à affronter, ne peuvent guère prospérer dans un contexte de croissance peu porteur. La crise du Sud-Est asiatique ne va rien arranger.

Sophie Fay

### BANQUES

## Questions-réponses

1 Quelles ont été les conséquences de la déréglementation sur le système bancaire en France ?

Le nombre total des établissements de crédit en France a diminué, passant de 2 100 il y a dix ans à 1 382 à la fin de 1996, soit une baisse de plus d'un tiers en dix ans. En 1996, 35 établissements ont cessé leurs activités alors que 15 nouveaux ont été créés. L'effectif global des banques habilitées à effectuer des opérations en France s'est réduit à 387 à la fin de 1996, contre 406 à la fin de 1995. Selon le Comité de la réglementation bancaire, la déréglementation de la fin des années 80, le marché unique européen et la perspective de l'euro pour 1999 ont accru la concurrence et la pression sur les marges bancaires. Ils ont coodito les banques à réduire leurs coûts par des économies d'échelle.

Les banques françaises ont aussi recentré leurs activités et simplifié leurs structures. Le nombre de Caisses d'épargne est passé de 186 en 1991 à 34. Les caisses régionales du Crédit agricole ont chuté à 59 fin 1996. Toutefois, la concentration du système bancaire français reste modeste. La part de marché des grandes banques françaises (Crédit agricole, Société générale, BNP, Crédit lyonnais...) se situe autour de 15 %. En Grande-Bretagne, la part des quatre grandes banques est de 80 %. Aux Pays-Bas, ABN Amro détient seule 40 % du marché, et en Allemagne, les Caisses d'épargne s'arrogent aussi 40 %. En plus, la rationalisation des structures du système bancaire français n'a pas donné lieu à une diminution du nombre de guichets, qui est resté stable, aux alentours de 25 500.

2 Quelles sont les principales règles de contrôle définies par le Comité de Bâle ?

Les 25 principes fondamentaux devant servir de référence aux autorités de tutelle du monde entier recouvrent les domaines relatifs aux conditions préalables à un contrôle bancaire efficace, à l'agrément et la structure de propriété, aux réglementations et exigences, prudentielles, et aux méthodes de contrôle bancaire permanent. Les exigences en matière d'information des opérateurs, les pouvoirs institutionnels des autorités de contrôle et l'activité bancaire transfrontalière sont également couverts par ces principes.

La définition des principes qui s'adressent essentiellement aux pays émergents a bénéficié d'une vaste consultation notamment auprès du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Des représentants du Chili, de la Chine, de Hongkong, du Mexique, de la République tchèque, de la Russie et de la Thaïlande ont fait partie du groupe de travail sur les principes. Neuf autres pays - l'Argentine, le Brésil, la Corée, la Hongrie, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, la Pologne et Singapour - ont aussi été associés aux travaux. Les principes sont des « exigences minimales qui, dans de nombreux cas, pourraient être complétées ou besoin par d'autres dispositions destinées à prendre en compte des situations et risques propres au système financier local », souligne le Comité de Bâle. « Il appartient aux autorités nationales de contrôle de revoir leurs procédures prudentielles existantes et d'entreprendre un programme visant à pallier d'éventuelles insuffisances aussi rapidement que leurs pouvoirs juridiques le leur permettent », précise-t-il.

3 Les pays émergents sont-ils plus exposés au risque d'une crise majeure de leur système financier ?

Pour la plupart des experts des grands organismes internationaux, le risque est plus grand dans les pays émergents de voir

la croissance menacée par des crises bancaires. La restructuration du système financier du Chili a amputé sa croissance de 30 % entre 1981 et 1987 tandis qu'au Venezuela, les crises ont coûté jusqu'à 20 % du PIB.

Un rapport de travail analysant les causes de l'instabilité financière, publié au début de l'année par des responsables du G10, qui regroupe 11 pays industrialisés, et par sept pays émergents d'Amérique latine et d'Asie, propose une stratégie internationale concertée pour l'adoption et la mise en œuvre de « principes et pratiques solides pour la stabilité financière ». Le rapport souligne que « les crises bancaires se produisent fréquemment à la suite d'une exposition rapide de l'économie liée à l'apparition de déséquilibres macro-économiques insupportables » qu'il convient de détecter, comme l'hyper-inflation, l'accroissement des déficits budgétaires et des comptes courants ou des distorsions fiscales.

Parmi les conclusions des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Hongkong, figurent en bonne place la nécessité de fournir des cadres financiers solides aux pays émergents, de restructurer et d'ouvrir à la concurrence un système bancaire chinois aujourd'hui techniquement en faillite et, pour le Japon, celle de se doter d'une industrie financière compétitive pour résister à la pression concurrentielle des grands ensembles dollar et euro.

4 Le développement des marchés financiers dérivés est-il un facteur de risque important pour les établissements bancaires ?

Les instruments financiers dérivés, tant décriés en raison de leur caractère spéculatif, ont beaucoup alimenté la chronique des « accidents » sur les marchés. A commencer par la faillite spectaculaire, en 1996, de la banque anglaise Barings. En dépit de multiples études et recommandations, les institutions financières internationales et les banques centrales paraissent souvent impuissantes. Au cours des dernières années, l'explosion des transactions sur les marchés dérivés est la dernière étape de la vaste entreprise de déréglementation et de financiarisation de l'économie mondiale engagée il y a plus de vingt ans. Le problème, c'est que la créature semble avoir échappé à ses créateurs. L'encours des produits dérivés est passé de 5 000 milliards de dollars en 1989 à 20 000 milliards l'an dernier.

Ces contrats à terme et autres options d'achat et de vente sont « normalement » utilisés par les établissements financiers et les entreprises pour se prémunir contre les évolutions de change, de taux d'intérêt ou des matières premières. Ils « dérivent » en ce sens que leur valeur dépend étroitement de celle des devises, des titres ou des cours des matières premières auxquels ils sont liés. Leur avantage est d'utiliser le principe de l'effet de levier. La valeur d'une option ou d'un contrat à terme augmente bien plus rapidement que celle des titres, monnaies et matières premières dont ils dérivent. Une mise de fonds modérée peut entraîner des gains très importants... Mais la réciproque aussi est vraie. Les pertes sont à la mesure des gains... considérables.

S'il ne faut pas sous-estimer les conséquences de prises de position imprudentes sur les marchés, les opérations de crédit bancaires sont tout aussi dangereuses. Ce sont des prêts dans l'immobilier qui ont provoqué la faillite des « junkers » (établissements spécialisés dans le financement de l'immobilier). Ce sont des crédits tout à fait classiques qui ont conduit le Crédit lyonnais ou le Crédit fiscoir de France au bord du gouffre.



مركز الدراسات

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)							
Dernier mois connu	+0,6	+1,5	-2,9	+3,8	+0,1	+0,2	+5,8
Sur 12 mois	+5,8	+3,5	+1,7	+12,5	+2,2	+1,9	+5,8
Taux de chômage (en %)							
Dernier mois connu	+4,9	+3,4	+11,7	+12,5	+11,7	+7,4	+9,9
Un an en avant	+5,2	+3,3	+10,5	+12,4	+11,7	+7,4	+10
Indice des prix (en %)							
Dernier mois connu	+0,2	+0,1	-0,3	+0,2	-0,2	+0,5	+0,1
Sur 12 mois	+1,0	+2,1	+1,9	+1,3	+1,2	+2,7	+1,6
Solde commercial (en milliards)							
Dernier mois connu	-16,1	+749,5	+8,6	+11	+550,8	-0,5	+1,4
Mois en cours	-17,9	+875,6	+115,2	+144,1	+607,8	-9,9	+28,6
Cumul sur 12 mois	-17,9	+74,4	+69,6	+25,5	+38	-16,2	+21
Croissance du PIB (en %)							
Dernier trimestre connu	+3,5	-11,2	+4,1	+4	+6,7	+4	+4,9
Sur 12 mois	+4	-0,3	+2	+2,3	+1,9	+3,9	+3,7
Solde des paiements courants (en % du PIB)							
1997 (estimations OCDE)	-2,3	+1,9	+0,1	+1,7	+4,3	+0,2	-0,2
Déficit public (en % du PIB)							
1998 (projections OCDE)	-1,2	-2,3	-2,7	-3	-3,8	-1,8	+0,5
1997 (estimations OCDE)	-1,1	-3,1	-3,2	-3,2	-3,2	-2,8	-0,2
Dettes publiques en % du PIB							
1997 (estimations OCDE)	63,8	90,8	61,8	57,8	123,3	54,1	97,2

LA SITUATION FRANÇAISE

Ménages	Entreprises	Commerces extérieurs (Feb. en mois de F)
Consommation (en mois de F 1980)	Investissements de l'industrie	Exportations
septembre 97	1996 (en volume)	août 1997
septembre 96	prévisions 1997	août 1996
58,29	+0 %	142,2
59,87	+2 %	128,2
Immatriculations de voitures neuves	Créations d'emplois	Importations
septembre 1997	2 <sup>e</sup> trim. 1997	août 1997
sur un an	sur un an	août 1996
-32,6 %	+35 800	131,2
		116,3
Mises en chantier de logements	Nb de créat. d'entreprises	Taux de couverture
à la fin août 97	total dont reprises	août 1997
(avr.-août 1997)	avril 97	août 1996
184 400	22 530	109,4
-2 %	23 430	106,4
Taux de salaire horaire	Nb de défaillances	Solde agroalimentaire
sur un an	juillet 1997	août 1997
+1,0 %	4 429	+5,4
+2,7 %	4 131	+4,6
Pouvoir d'achat	Invest. français à l'étranger	Solde industriel (hors matériel militaire)
2 <sup>e</sup> trimestre 1997	(en mois de F)	août 1997
sur un an	2 <sup>e</sup> trimestre 1997	août 1996
+0,6 %	54,8	+5,5
+0,6 %	155,6	
Taux d'épargne	Invest. étrangers en France	Solde énergétique
2 <sup>e</sup> trimestre 1997	(en mois de F)	août 1997
un an en avant	2 <sup>e</sup> trimestre 1997	août 1996
13,8 %	+28,3	-7,6
13 %	112,3	-5,6

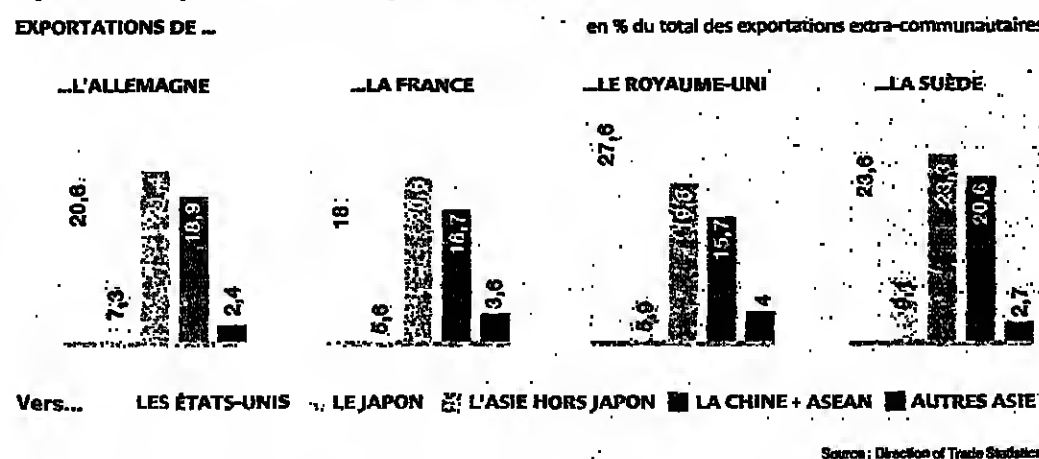
Asie en crise, croissance moins forte en Europe

La Bourse de Hongkong plonge, les marchés boursiers européens suivent. Quel peut être l'impact d'une crise financière asiatique sur la situation économique européenne? Les mécanismes de propagation sont complexes et multiples. Ils résultent à la fois des interdépendances économiques qui régissent aujourd'hui l'économie mondiale et des interférences financières issues de la globalisation des marchés de capitaux.

Les dévaluations des devises asiatiques intervenues depuis le début de l'été sont d'abord un facteur de déstabilisation régionale. Dans une zone à forte concentration des échanges (40 % des échanges extérieurs de l'ensemble des pays d'Asie en développement sont intrarégionaux), tout mouvement important du taux de change d'un ou plusieurs des partenaires régionaux a des répercussions immédiates sur ses voisins. Ces mécanismes expliquent la fragilisation brutale d'une économie, Hongkong, qui n'inquiétait guère jusqu'à récemment, et la propagation rapide du mouvement de défiance à l'égard de l'ensemble des économies industrielles (Japon, Australie, Nouvelle-Zélande) ou en développement (Chine) de la zone. Dès lors, la portion de la planète touchée par cette crise, ou susceptible de l'être, grandit rapidement: d'un peu plus de 5 % du PIB de l'OCDE - si on ne considère que les pays d'Asie en développement rapide - cette portion passe à 28 % si l'on intègre le Japon, 36 % si l'on y ajoute la Chine... Soit le

▼ Interdépendance  
Même si l'environnement international risque d'être moins porteur, l'année 1988 devrait s'avérer meilleure que les précédentes pour l'UE

▼ L'Asie : une zone aussi importante que les États-Unis pour les exportations européennes de marchandises en 1996



quart des débouchés du commerce mondial de marchandises et environ un cinquième des débouchés mondiaux de services commerciaux.

C'est par le jeu de plusieurs mécanismes qu'une contraction, aujourd'hui inévitable, de la croissance économique dans cette partie du monde risque d'affecter la conjoncture européenne.

La crise en Asie amputera la demande en provenance de ces pays, ce qui aura des conséquences économiques directes plus ou moins importantes sur les différents fournisseurs: soit en premier lieu le Japon, l'Union européenne (UE) et les États-Unis. En 1996, l'UE couvrait 15,5 % des importations des marchés de l'Asie en développement rapide (hors Japon), soit une part comparable à celle des États-Unis (14 %), bien que très inférieure à

celle du Japon (20 %). L'exposition de l'Europe à une contraction de l'activité asiatique n'est donc pas négligeable.

Les ventes de marchandises de l'UE vers l'Asie, hors Japon, s'élèvent à 20 % du total des exportations extra-européennes, soit autant que les ventes à destination des États-Unis. Toute contraction des importations asiatiques pourrait donc avoir des répercussions d'ampleur comparable à une contraction équivalente des importations américaines. L'exposition des pays européens n'est cependant pas uniforme. L'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la France sont relativement moins ouverts sur l'Asie que ne le sont l'Allemagne et plus encore la Suède et la Suisse. Ces deux derniers pays réalisent respectivement 23 % et

27 % de leurs exportations extra-communautaires en Asie et développement. Ils sont, avec le Danemark, aussi plus ouverts sur le Japon et à ce titre plus sensibles aux difficultés de l'économie nipponne engendrées par la crise de l'ASEAN. Si l'Asie - hors Japon - importait 15 % de moins, hypothèse de travail se fondant sur l'observation du cas mexicain après la crise de 1995, les pertes pour l'Europe s'élèveraient au minimum à un quart de point de croissance, à quoi il faudrait ajouter les effets additionnels induits par les pertes de croissance mondiale consécutives à la crise asiatique. Au total, ce serait près d'un demi-point de croissance que l'Europe perdrait, dans un tel cas de figure, perdant en moyenne en 1998, abaissant les perspectives de croissance à 2,5 % plutôt que 3 %.

tissement européen des secteurs les plus exposés.

● Au total, l'effet de la crise asiatique sur l'économie réelle a tout lieu d'être déflationniste pour les pays industrialisés. Une baisse de la croissance mondiale va alléger les tensions sur les capacités de production, et les prix des matières premières devraient être les premiers à se détendre. Ces effets seront-ils positifs sur le niveau des taux d'intérêt européens? C'est vraisemblable. Les anticipations de hausse des taux qui prévalaient sur les marchés américains et européens depuis le début de l'été, devraient être corrigées à la baisse et laisser place à une bonne tenue persistante des marchés obligataires.

● Cette crise n'a en revanche aucune raison d'influer sur les perspectives de reprise de la demande domestique des pays européens. La consommation privée, dont la majeure partie des économistes prédisent qu'elle constituera, l'an prochain, le support principal de la croissance européenne, n'a pas lieu d'être affectée: les conditions monétaires restent favorables, la contrainte budgétaire sera globalement allégée à l'échelle européenne et le chômage qui a dès lors commencé à se réduire significativement dans plusieurs pays européens (Espagne, Pays-Bas), plafonne dans les pays les plus en retard sur la reprise (France, Allemagne). En dépit d'un environnement international moins porteur, 1998 devrait s'avérer une bien meilleure année que les années récentes pour l'Union européenne.

Véronique Riches

Une deuxième chance pour le « Marché commun » du Sud-Est asiatique?

▼ Asie du Sud-Est  
A mi-parcours de l'échéance de 2003, les résultats de la baisse de certains droits de douanes demeurent mitigés

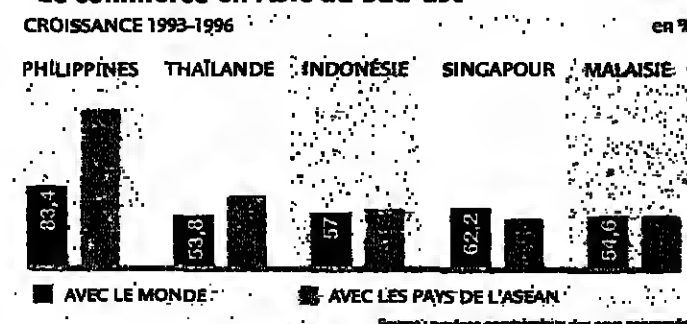
annoncée à grand renfort de publicité en janvier 1993, la création de la zone de libre-échange du Sud-Est asiatique (Afta) dans son acronyme anglais, décidé un an plus tôt à l'occasion du quatrième sommet de l'Asean (1) promettait de ramener sous la barre des 5 %, à l'horizon 2008, les droits de douanes de plusieurs milliers de produits à l'intérieur de l'association. Une procédure accélérée devait même réduire ces barrières, avant la fin du siècle, notamment pour les produits chimiques et pharmaceutiques, l'électronique, le bois et le caoutchouc, les pierres précieuses et la bijouterie. Puis, en janvier 1995, les dirigeants du Sud-Est asiatique décidaient d'avancer la date butoir à 2003. Avec l'Afta, l'Asean poursuivait un objectif précis: s'organiser face aux États-Unis, réorientant ses relations autour d'une zone de libre-échange nord-américaine (Nafta ou Alena), et du Vieux Continent se consolidant à l'intérieur de l'Union européenne.

Deux éléments ont largement contribué à cette prise de conscience: la dépendance atteinte par les pays du Sud-Est asiatique vis-à-vis des pays industrialisés, qui absorbaient 80 % en moyenne des exportations de la région; la fin de la guerre froide, qui imposait à l'Asean de reléguer au second plan la rhétorique politique pour s'atteler au développement de la coopération économique régionale qu'elle avait jusque-là négligée. Les réticences

volume d'échanges régionaux, qui représentait en 1996 respectivement 13 % et 15,5 % de leur commerce extérieur contre 9,1 % et 13,6 % en 1993. Ceux de l'Indonésie plafonnent à 11 %, tandis que ceux de Singapour ont été ramenés de 28,6 % en 1993 à 26,7 % en 1996. La Malaisie, pour sa part, apporte de la coopération Sud-Sud, maintient difficilement ses échanges régionaux à leur niveau de 44 %, alors qu'ils avaient dépassé les 47 % en 1994. Là n'est pas la seule particularité de ce pays, où le volume d'importations en provenance de la région (environ 39 % en 1993) a cru de 26,7 % en moyenne par an pour dépasser les 46 % en 1996, alors que ses importations totales enregistraient une croissance de 17 %. La courbe des exportations connaît, elle, une évolution inverse: le volume global croît de 14,6 % l'an, alors que le volume régional ne progresse que d'un modeste 8,4 %, ramenant la part de l'Asean dans les exportations de la Malaisie de 49 % en 1993 à moins de 42 % aujourd'hui.

Dans tous les autres pays de l'Asean, sauf l'Indonésie, le volume des exportations mondiales croît généralement deux fois plus vite que celui des exportations régionales. L'Indonésie est le seul pays de la zone dont la croissance des exportations destinées à ses partenaires de l'Asean se développe plus rapidement que celle de ses exportations dans le monde: 11,8 % et 10 % l'an, respectivement. Aujourd'hui, seuls Singapour et la Malaisie peuvent estimer être sur

▼ Le commerce en Asie du Sud-Est



le chemin d'une intégration régionale. L'État s'affirme, de loin, comme le premier partenaire de ses voisins; son ancienne puissance tutélaire, la Malaisie, a conquis en 1994 le dernier marché sur lequel elle n'arrivait pas en deuxième position: les Philippines.

La nature toujours plus concurrentielle que complémentaire des pays du Sud-Est asiatique rend laborieuse la mise en place de l'Afta. On peut y voir la conséquence directe de politiques économiques jusqu'alors davantage tournées vers la satisfaction des marchés occidentaux que vers les besoins des populations locales, pour la bonne raison que ces dernières n'avaient au départ pratiquement pas de pouvoir d'achat. Or il n'est pas certain que les secteurs identifiés pour bénéficier du système commun de tarifs préférentiels prévu par l'Afta correspondent aux nécessités industrielles des pays du Sud-Est asiatique. C'est là

que les pouvoirs politiques de l'Asean semblent avoir fait preuve d'une certaine immaturité, voire de légèreté, en ne cherchant pas à canaliser l'afflux massif de capitaux, au moins en partie, vers le développement d'un tissu industriel capable de consolider les bases d'économies vulnérables aux intérêts spéculatifs.

On peut compter sur le premier ministre malaisien, Mohamad Mahathir, pour détourner les turbulences financières actuelles de l'Asie du Sud-Est au profit de son credo Sud-Sud. Son pragmatisme y sera mieux employé que quand il se livrait, en septembre dernier, à des attaques contre le financier américain George Soros. La baisse des monnaies asiatiques depuis le début de l'été - 24 % pour la ténacité malaisienne, un peu plus pour le peso philippin, 48 % pour la rupiah indonésienne et près de 50 % pour le baht thaïlandais - rend de nouveau compétitifs les « tigres » asiatiques, sérieusement concu-

renés depuis quelques années par la main-d'œuvre de pays moins développés. Non seulement la baisse du coût du travail dans l'Asean va ralentir le phénomène de relocalisation d'entreprises vers la Chine populaire et le Vietnam, mais elle pourrait offrir à l'Afta l'occasion de rebondir. Loin d'être une crise conjoncturelle, la tempête monétaire qui s'est abattue sur l'Asie du Sud-Est révèle une crise structurelle à laquelle l'Afta peut apporter une réponse, ne serait-ce que partielle.

Marc Mangin

(1) Fondée par la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie, Singapour et l'Indonésie, l'Association des nations du Sud-Est Asiatique (Asean) a été rejointe ensuite par le sultanat de Brunei et, en 1994, par le Vietnam. L'adhésion de la Birmanie et du Laos a été envisagée ces dernières années, mais elle est suspendue en raison de la situation politique à Pnom Penh.

LES PUBLICATIONS  
du Monde

Un ancien numéro  
vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE





## Oui, la mondialisation accroît le chômage et les inégalités

par Claude Pottier

**S**elon une idée en vogue, l'accroissement du chômage et des inégalités de revenu, observé dans la plupart des pays industrialisés, a très peu à voir avec la mondialisation. Un rapport récent de l'OCDE (« Les perspectives de l'emploi », 1997) souligne que les importations en provenance des pays à bas salaires ont un impact très limité sur l'emploi et les rémunérations dans les pays développés. Nombreux sont ceux qui en concluent que la dégradation de l'emploi n'est pas provoquée par la mondialisation, mais par le progrès technique. C'est là un raisonnement bien rapide.

En imputant le chômage au progrès technique et non aux importations en provenance des pays à bas salaires, on suppose que ces deux facteurs sont indépendants. Or la concurrence avec les pays où les salaires sont moins élevés pousse les entreprises des pays les plus industrialisés à automatiser la production et à substituer ainsi des machines à de la main-d'œuvre. Par ailleurs, calculer l'incidence sur l'emploi et les salaires des importations en provenance des pays à bas salaires revient à mesurer seulement le résultat d'un échec : par définition, ces importations remplacent des productions domestiques. C'est ne pas tenir compte des efforts d'adaptation qui ont été faits par les entreprises des pays industrialisés. Ces « efforts » des entreprises sont en fait un lourd tribut payé par les salariés : baisse des salaires, précarisation de l'emploi, licenciements résultant de l'automatisation.

La mondialisation est souvent réduite à sa dimension commerciale. Mais la réalité nouvelle n'est pas tant l'intensification du commerce international que l'accroissement de la mobilité internationale des facteurs de production. L'impact sur le marché du travail est évident. Dans les pays industrialisés, l'immigration affaiblit le pouvoir de négociation des salariés par rapport à leurs employeurs. En sens inverse, les délocalisations augmentent le chômage, et la simple menace de délocalisation suffit pour obtenir la baisse des salaires ou la dégradation des conditions d'emploi. Plus que l'immigration, la mobilité du capital, productif ou financier, apparaît comme l'élément le plus nouveau et le plus dangereux pour les salariés.

La mondialisation, en tant que mobilité des facteurs de production, et non pas seulement des biens et services, signifie une intensification de la concurrence. Elle provoque surtout une mise en concurrence plus directe des salariés du monde entier, avec une tendance à l'alignement par le bas des conditions d'emploi et de rémunération. Ce résultat n'est pas fortuit.

Mais c'est la relation inverse qui permet de comprendre la genèse du processus : la concurrence pousse à la mondialisation. Celle-ci est l'un des moyens, pour les firmes, d'accroître leur compétitivité, en investissant à l'étranger, d'abord pour conquérir des marchés, mais aussi pour abaisser le coût du travail.

Le processus de mondialisation ne peut être véritablement compris s'il n'est pas rattaché à l'antagonisme fondamental entre le capital et le travail, à la nécessité permanente qu'ont les entreprises de limiter le coût du travail. Ultimement, ce ne sont pas des nations plus ou moins riches qui s'affrontent, mais des firmes qui tirent parti des disparités internationales dans les conditions de rémunération et d'emploi de la main-d'œuvre. Il n'est donc pas question de faire des pays à bas salaires des boucs émissaires. Le faible coût du travail est l'avantage principal qu'ils peuvent faire valoir dans la concurrence internationale.

**La mondialisation provoque surtout une mise en concurrence plus directe des salariés du monde entier, avec une tendance à l'alignement par le bas des conditions d'emploi et de rémunération**

Réduire la mondialisation aux seules importations et focaliser le débat sur les pays à bas salaires est trompeur. Les firmes des pays industrialisés s'implantent rarement dans les pays qui ne peuvent leur offrir que les salaires les plus faibles. Elles recherchent des pays où un coût du travail moins élevé et où des conditions d'emploi et de licenciement moins contraignantes se combinent avec d'autres avantages, notamment une main-d'œuvre qualifiée et des infrastructures de transport et de communication. Ainsi, JVC va transférer sa production de matériel hi-fi de la Lorraine vers l'Ecosse. Thomson fabrique ses petits téléviseurs en Thaïlande, Philips a délocalisé une partie de sa production de magnétoscopes de l'Autriche vers la Hongrie, où le coût du travail des ouvriers était huit fois inférieur et celui des cadres quatre fois inférieur. Dans ce processus,

la périphérie des grandes zones industrialisées occupe une place de choix : le Mexique pour les Etats-Unis, l'Asie du Sud-Est pour le Japon, l'Europe centrale et orientale pour l'Union européenne. Mais le mouvement des entreprises vers les zones à salaires moins élevés s'effectue aussi à l'intérieur même des Etats-Unis et de l'Union européenne. L'expression dumping social s'applique moins aux pays peu développés qu'à un pays comme la Grande-Bretagne, qui a délibérément cherché à réduire le coût du travail afin d'attirer les investissements étrangers.

La dimension financière de la mondialisation a aussi des effets dévastateurs sur l'emploi et les salaires. Dès lors que le système des changes fixes a été abandonné (au début des années 70) et que la mobilité du capital a été organisée (à partir de la fin des années 70), les pays cherchent à défendre leur monnaie par des taux d'intérêt élevés, ce qui accroît les revenus du capital et restreint l'activité économique. Simultanément, pour limiter l'inflation, les gouvernements désindexent les salaires par rapport aux prix. Au total, la mondialisation financière qui a été mise en place par les Etats suscite entre eux une concurrence par les coûts qui déprime l'activité, alimente le chômage et accroît les inégalités de revenu.

En résumé, la mondialisation est tributaire de l'économie capitaliste qui lui donne trois caractéristiques fondamentales.

1. Elle résulte, tout comme le progrès technique, de l'intensification de la concurrence entre les firmes.

2. Elle se manifeste par un fort accroissement de la mobilité des facteurs de production, notamment celle du capital, qui a été organisée par les Etats.

3. Elle met directement en concurrence les salariés du monde entier, ce qui entraîne une dégradation des conditions de rémunération, d'emploi et de protection sociale des salariés des pays d'industrialisation ancienne.

La mise en contact des peuples et des cultures, ainsi que la diffusion mondiale des idées démocratiques, des connaissances et du progrès technique sont de très bonnes choses. La division internationale du travail aboutit à une baisse des prix profitable au consommateur. Mais le consommateur est aussi, en général, un salarié. Si la baisse des prix est obtenue par la volonté forcée des firmes et des Etats de réduire le coût du travail en mettant les gens au chômage, en organisant la précarité de l'emploi, il est normal que les salariés s'opposent à cette façon dont s'opère la mondialisation.

Claude Pottier est chargé de recherche au CNRS

## La fin de la bulle financière ?

par Jacques Ninet

**L**e séisme qui vient d'ébranler les marchés boursiers réactualise le débat sur l'euphorie boursière : signe d'une ère nouvelle ou bulle financière ? Quand les cours baissent, la question revient, inversée : s'agit-il d'une correction de grande ampleur ou d'un retournement de tendance de long terme ? Loin de tenter une interprétation à chaud, le présent article reprend les réflexions menées en juillet dernier, à un moment où l'« antkrach », c'est-à-dire la hausse quasi verticale des marchés, laissait le champ libre aux partisans de l'ère nouvelle.

Cinq éléments ont fondé le bull market et son accélération prodigieuse depuis deux ans.

1) L'absence totale d'inflation ou l'absence de toute pression sur les prix, du fait de la concurrence et des gains de productivité liés aux technologies de l'information.

2) La victoire incontestée du modèle libéral, se traduisant par l'exigence de réduction des dépenses publiques et par la diminution de la part attribuée aux salariés (rémunération ou durée du travail) dans la répartition des gains de productivité.

3) L'augmentation de la profitabilité des entreprises, qui bénéficient en outre de l'élargissement de leur champ d'activité vers des zones en pleine déreglementation et qui ont connu pour la première fois la stabilité monétaire.

4) La nécessité pour les ménages d'augmenter la prévoyance individuelle.

5) L'abondance de liquidités résultant des politiques monétaires expansionnistes ou neutres menées dans les trois zones en liaison avec la permanence du déficit courant américain.

A ces facteurs fondamentaux doit être ajouté un élément technique déterminant qui est l'hégémonie des gestions collectives ou institutionnelles « indicées ». Dans ce système, le gérant n'a pas droit à l'erreur dans un marché haussier, mais il n'est pas considéré comme responsable en cas de marché baissier. La concentration des portefeuilles sur les titres constituant les indices (à Paris, le CAC 40) accentue la surperformance de ces derniers, conduisant les gérants à les répliquer encore plus et ainsi de suite. Sachant qu'aux Etats-Unis l'afflux colossal de capitaux sur le marché des actions - un peu plus de 1 000 milliards de dollars sur les quatre dernières années - cache un désinvestissement direct des ménages de 600 milliards au profit des *mutual funds* et des placements institutionnels, on voit que le phénomène décrit est tout sauf anecdotique.

Avant de conclure qu'une bulle se forme, trois pistes méritent d'être explorées.

1) La disparition de l'inflation. L'inflation n'est pas seulement la hausse des prix de biens et

des services mais la hausse généralisée des prix, résultant de l'existence d'un excès continu de création monétaire au-delà des gains de productivité. Le Japon n'a jamais connu, au cours des années 80, de poussée inflationniste, au sens commun de hausse de l'indice des prix, alors que sa masse monétaire croissait à un rythme voisin de 10 % par an. La réévaluation permanente des actifs, immobiliers ou financiers, peut être la manifestation d'une création monétaire excessive et se trouver par ailleurs légitimée par le nouveau paradigme de stabilité des prix et d'augmentation des profits. La stabilité des prix dans un contexte de croissance de la quantité de monnaie en circulation ne s'explique que par le ralentissement de sa vitesse de circulation. Le caractère potentiellement inflationniste, au plan mondial, du déficit courant américain se trouve renforcé lorsque le dollar est haussier, c'est-à-dire lorsque le caractère récurrent de la création de dollars n'est pas compensé par la dépréciation relative de la devise américaine.

**Les craquements boursiers que nous venons de connaître risquent de n'être que les prémices d'un dégonflement plus important**

2) L'excédent structurel d'épargne (en Europe et au Japon). On constate que, d'une zone à l'autre, la rémunération offerte par les titres d'Etat est inversement proportionnelle à la qualité de gestion de la dette publique telle qu'elle se mesure par les critères de Maastricht ou les agences de rating. Ainsi, les tendances désinflationnistes, voire déflationnistes, observées au Japon et en Europe pimentent sur toute autre considération dans le rendement exigé des titres publics à long terme.

C'est, bien sûr, l'excédent structurel d'épargne domestique qui explique la performance des marchés obligataires japonais et européens, tandis que l'excès d'investissement américain justifie la prime consentie aux acheteurs non résidents de titres du Trésor américain. Mais on est ici très loin du principe selon lequel la prime de risque attachée à un emprunteur doit être liée à sa capacité de générer les cash-flows nécessaires pour honorer sa dette (principe fondateur de la notation).

3) L'euphorie généralisée. La synchronisation de l'euphorie boursière à cela de suspect qu'elle s'articule sur des principes différents suivant les zones. Les pays en crise sociale et/ou démographique compensent l'atonie de leur demande interne par l'excès d'épargne et la baisse des taux en parlant que ces taux bas, la forte demande externe et l'assainissement budgétaire finiront par réveiller la consommation et donc l'investissement.

Le monde anglo-saxon, de son côté, a compensé les effets ravageurs du *downturning* par l'enrichissement patrimonial, un « effet de richesse » organisé. La démolition de ce système est l'élimination des corrections brutales non plus seulement au plan économique, mais aussi nécessairement boursier afin que les fonctions vitales de l'accroissement des patrimoines ne puissent à aucun moment être mises en doute.

Le point commun de ces deux paris est qu'ils reposent tous les deux sur la présomption de l'émergence d'un *homo economicus* nouveau, ayant centré le principe hédoniste sur la prospérité boursière et désormais à l'abri d'excès individuels et collectifs. Parce qu'ils sont construits sur l'hypothèse fondamentale de l'abolition des cycles, ou en tout cas de la disparition de leurs phases les plus aiguës, la viabilité de ces modèles dépend *in fine* de l'élimination des erreurs d'anticipations qui précisément engendrent le cycle : excès de crédit, surestimation de la vitesse de propagation des progrès technologiques, balancier politique...

Réfutant la disparition définitive de l'inflation parce que coexistent désinflation dans les échanges et inflation des actifs, accordant aux excédents d'épargne une signification peu rassurante et rejetant l'hypothèse d'abolition du cycle, cette étude aboutit à une conclusion sans équivoque. La récente euphorie s'apparente bien à ce qu'on appelle une bulle, c'est-à-dire une phase de réévaluation conventionnelle permanente des actifs entretenue par la captation des liquidités. Les craquements boursiers que nous venons de connaître risquent alors de n'être que les prémices d'un dégonflement plus important. Déclenchée dans un premier temps par un phénomène exogène, contestée par les tenants de l'ère nouvelle dans un deuxième temps, la correction pourrait connaître une troisième phase à la fois moins spectaculaire et plus durable qui est sans nul doute ce qu'appelle de ses vœux le président de la Réserve fédérale dans ses propos hésitants mais récurrents sur la surestimation boursière.

Jacques Ninet est directeur des gestions de taux d'intérêt, Barclays Asset Management France (Groupe Barclays)

### LIVRES

## Les idées claires

par Philippe Arnaud

### LES SEPT PILIERS DE LA RÉFORME

de Roger Godino  
préface de Michel Rocard  
Albin-Michel, 270 p., 120 F.

**V**oici un livre d'une simplicité apparente et de bon aloi. Son titre n'évoque-t-il pas cette sagesse accueillant ses hôtes dans sa maison aux sept piliers du *Livre des proverbes* ? Mais ne nous y trompons pas. Les propositions qu'il contient sont portées par un esprit de croisade : celle contre le chômage et la précarité.

Roger Godino, polytechnicien, ancien conseiller auprès de Michel Rocard à Matignon, prend ici parti, clairement. En sept chapitres sur l'Europe, le travail, la Sécurité sociale, l'entreprise, les inégalités, les déséquilibres mondiaux et l'Etat, il fait le tour du possible et du souhaitable. Et trace des perspectives.

« Le fait qu'il y ait en France un grand nombre de travailleurs peu qualifiés qui sont au chômage, écrit-il, semble indiquer que le prix du travail peu qualifié est trop élevé. Il faudrait donc abaisser en priorité le coût du travail non qualifié. »

Or il y a deux façons de le faire. La première est la suppression des « rigidités » de la hausse du salaire, en clair le SMIC. L'autre solution consisterait à moduler les cotisations sociales en fonction des salaires. Un autre type de modulation, en fonction du nombre d'heures travaillées, pouvant être appliqué avec un objectif différent : inciter à réduire le temps de travail.

Ces propositions sont déjà connues. Elles ont été largement diffusées. Elle sont ici présentées dans le cadre d'une réflexion globale sur le travail et les prélèvements obligatoires. On l'aura compris, l'auteur propose d'utiliser de façon plus active les outils à la disposition de l'Etat, en particulier l'arme fiscale, dans une optique de lutte contre le chômage, et non plus dans une simple optique redistributive.

C'est sur la Sécurité sociale que Roger Godino va sans doute le plus loin. Il propose de « financer la santé autrement » en créant notamment une franchise annuelle, fonction du revenu. Par exemple un ménage ayant un revenu de 300 000 francs - c'est le cas d'école choisi - pourrait se voir opposer une franchise de 50 000 francs par an. De quoi boucher le trou de la Sécurité sociale. Mais aussi ouvrir la boîte de Pandore de la médecine à deux vitesses. En tous cas, le problème est posé. Il est éminemment politique... et explosif !

Au chapitre « Libérer l'entreprise », l'auteur reprend l'idée d'un impôt sur le capital. Ce n'est pas un paradoxe. Car, pour l'auteur, il faut cesser de pénaliser les profits, mais taxer tous les investissements. « Formidable incitation à produire », un impôt sur les actifs physiques rapporterait 468 milliards de francs.

L'idée d'un « impôt négatif » pour les plus revenus, elle, n'est ni de droite ni de gauche. Elle consiste à accorder un revenu minimum dégressif aux plus déshérités. En incitant le Rmiste à travailler, elle doit lui permettre de sortir de la « trappe à pauvreté ».

Au total, ce sont trente-cinq propositions, claires, argumentées, qui sont récapitulées en fin d'ouvrage. Certaines sont classiques, comme la suppression d'un échelon de pouvoir dans les collectivités locales, ou encore la création d'une organisation mondiale de la finance, sur le modèle de l'OMC. D'autres plus originales, telle une imposition non pas sur le profit, mais sur la marge brute des entreprises (variante de l'impôt sur le capital). Autant de chantiers pour cette fin de siècle et le début du suivant, et de grain à moudre pour tous ceux qui font l'économie. Le tout est écrit dans une langue simple et directe, volontairement non technocratique. Un bréviaire finalement bien moins sage et bien plus détonant que ne le laisse supposer le titre.

### PARUTIONS

#### LES THÉORIES DE LA MONNAIE d'Anne Lavigne et Jean-Paul Pollin

Pourquoi existe-t-il plusieurs théories de la monnaie ? Les conceptions dichotomiques qui fondent la théorie quantitative de la monnaie sont-elles cohérentes ? Quelle est l'utilité de la monnaie ? Quels sont les apports des keynésiens et des monétaristes à la compréhension de la fonction de demande de monnaie ? Anne Lavigne et Jean-Paul Pollin, tous deux économistes et professeurs à l'université d'Orléans, sont des spécialistes reconnus des questions monétaires. Au moment où les banques centrales relèvent leurs taux sans explication, où les marchés financiers asiatiques donnent des palpitations à tous les gouvernements, ce petit livre dense et très architectural donnera des clés théoriques aux étudiants et aux professionnels qui se heurtent à l'opacité de la monnaie. (La Découverte, Repères n° 226, 122 p., 49 F.)

#### LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES DEPUIS 1974, d'Étienne Mossé

C'est un cours d'économie accéléré que propose Étienne Mossé, ancien administrateur de l'Insee, dans son petit ouvrage. En quatre-vingt-cinq pages, l'auteur fait l'inventaire des politiques économiques depuis 1974. A la suite du premier choc pétrolier, certains pays (Etats-Unis, Japon, RFA) choisissent un ajustement rapide. D'autres tardent à s'adapter à ce contexte de crise (Royaume-Uni, Italie, France). Le second choc pétrolier suscite de nouvelles réponses : libérale avec la réduction des dépenses publiques et la dérégulation aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ; échec d'une politique de relance sociale suivie de la rigueur en France. Durant les années 80 et 90 se juxtaposent au chômage conjoncturel un chômage structurel lié au progrès technique et pour partie à la mondialisation. Pour répondre à ces défis et aux problèmes créés par un système financier international de plus en plus instable, un certain nombre d'organisations économiques régionales se développent. L'Union européenne en est la forme la plus élaborée (Seuil, collection « Mémo », 95 p., 36 F.)

**ANNALES DES MARCHÉS**

**TROIS SÉRIES TRIMESTRIELLES**

- GÉRER & COMPRENDRE • RÉALITÉS INDUSTRIELLES •
- RESPONSABILITÉ & ENVIRONNEMENT •

Abonnement aux trois séries : 960 FF TTC (12 numéros)

5 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. 01 42 86 53 98 - Fax 01 42 46 45 15



## La Californie va déréglementer le secteur de l'électricité

SAN FRANCISCO

de notre envoyée spéciale

**E**clairée ou inconsciente, la Californie ? La petite révolution que s'approprie à faire cet Etat de l'Ouest américain en matière de déréglementation du secteur de l'électricité ressemble à un saut dans l'inconnu. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1998, les consommateurs finaux - particuliers et industriels - auront le choix de leurs fournisseurs. L'entreprise, complexe et risquée, est suivie de près par les compagnies des autres Etats américains, qui pourraient bien, un jour prochain, être contraintes de faire de même. Les pressions politiques ne manquent pas dans ce sens et Dan Schaefer, président de la sous-commission de l'énergie à la Chambre des représentants, a présenté un projet de loi visant à autoriser la concurrence jusqu'au client final au plus tard le 15 décembre 2000. Pour l'instant, de nombreux Etats jugent qu'il est urgent d'attendre. Hormis la Californie, seuls le New Hampshire, le Massachusetts, Rhode Island et la Pennsylvanie ont décidé de permettre aux clients de choisir leur fournisseur.

La volonté de déréglementer le secteur de l'électricité est née aux Etats-Unis d'un sentiment d'injustice. En effet, consommateurs et entrepreneurs se sont vu égarer devant leur facture : le prix moyen du kilowattheure (kWh) peut varier du simple au triple d'un Etat à l'autre. Mieux vaut habiter dans le Kentucky, l'Idaho ou le Wyoming, qui affichent un prix moyen du kWh d'environ 4 cents (0,24 franc) qu'en Californie et dans le Massachusetts, où les tarifs grimpent aux alentours de 10 cents (0,60 franc), sans parler de l'Etat de New York, où le kWh atteint 11,1 cents. Plus grave, des variations peuvent exister au sein d'un même Etat.

Dans un pays qui vante les vertus de la concurrence, force est de constater que le secteur de l'électricité reste en grande partie monopolistique. A partir du milieu des années 80, des producteurs indépendants sont arrivés sur le marché à l'occasion de mises aux enchères de nouveaux équipements. Mais ils ne pouvaient vendre leur électricité qu'à la compagnie locale en situation de monopole. En 1992, une loi a posé le principe de leur accès aux réseaux de transport de l'électricité afin qu'ils puissent vendre à d'autres distributeurs, mais toujours pas au client final. En 1996, une décision de la commission de régulation fédérale a précisé ces conditions d'accès.

Reste qu'aujourd'hui ces producteurs indépendants ne représentent que 8 % de la puissance installée. Et la plupart des compagnies d'électricité américaines sont « intégrées » verticalement : elles concentrent la production, le transport et la distribution. En contrepartie, elles sont sous double surveillance : celle d'une commission de régulation fédérale pour les tarifs et le transport en gros et celle d'une commission d'Etat pour le détail (tarifs, investissements, zone d'intervention). Secteur public ne signifie pas forcément entreprises publiques : plus de 250 sociétés privées intégrées assurent près de 75 % de la production et des ventes au consommateur final. S'y ajoutent 2 900 entreprises publiques, entreprises fédérales, coopératives rurales ou compagnies municipales, lesquelles ont principalement eu charge la distribution.

La concurrence profitera-t-elle au consommateur ? La logique voudrait que oui, mais les spécificités du secteur de l'électricité qui obligent à des investissements à très long terme et pas toujours rentables incitent à la prudence. A court terme, des hausses de tarifs sont fort probables. Car, dans la facture, les consommateurs vont voir apparaître des coûts « échoués » dont ils ne soupçonnaient pas l'existence : c'est-à-dire des indemnités pour les investissements effectués par les compagnies d'électricité qui n'ont perdu leur monopole.

L'enjeu financier est de taille puisque l'échelle nationale le coût avancé va de 100 milliards à 150 milliards de dollars, à comparer au chiffre d'affaires du secteur de l'ordre de 200 milliards. Les sommes se négocient Etat par Etat. « Ces coûts échoués » reposent sur des politiques anciennes d'investissement acceptées ou imposées par les régulateurs et qui se sont avérées par la suite

▼ A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998, les consommateurs de cet Etat de l'Ouest américain pourront choisir leur fournisseur

erronées », explique Gary Simon, analyste au Cambridge Energy Research Associates. Ainsi, pour encourager la cogénération (production conjointe d'électricité et de chaleur) et les énergies renouvelables, les pouvoirs publics ont-ils obligé les compagnies d'électricité à racheter l'énergie produite à des prix parfois prohibitifs, comme ce fut le cas en Californie.

A la suite du choc pétrolier de 1973, les coûts de construction des centrales nucléaires, mais aussi thermiques, ont dérapé. Les commissions de régulation ont alors demandé aux centrales électriques de ne pas répercuter la totalité de ces dépenses sur les consommateurs. A l'heure de la déréglementation du marché, les compagnies ont naturellement réclamé la récupération de ces coûts. La commission de régulation a autorisé, en 1996, l'indemnisation de ces investissements passés, du moins de ceux qui auraient été jugés « justes et raisonnables ». Un principe qui a été inscrit dans les réformes des Etats ayant programmé une ouverture du marché aux clients finaux.

UN ETAT PROMISSEUR

A ces coûts « échoués » vont s'ajouter de nouvelles dépenses liées à la réorganisation du secteur. Ainsi la Californie va mettre en place au 1<sup>er</sup> janvier un marché de l'électricité chargé d'acheter l'éner-

gie aux compagnies qui étaient en position de monopole et d'en fixer le prix en temps réel en fonction de l'offre et de la demande, permettant aux nouveaux fournisseurs d'accéder à l'énergie à un prix fixé par le marché. Une instance de régulation du transport de l'énergie veillera, par ailleurs, à ce que ces fournisseurs disposent d'un libre accès au réseau et que celui-ci fonctionne dans des conditions de sécurité optimales afin, notamment, d'éviter toute panne. Au final, on aboutit à un système extrêmement sophistiqué et complexe dont le coût de fonctionnement s'élevait, dans cet Etat, à quelque 150 millions de dollars par an.

Nettie Hoge, qui a constitué, à San Francisco, une association de défense des consommateurs forte de 30 000 adhérents, raconte comment à travers des campagnes de sensibilisation les autorités ont essayé de convaincre l'opinion publique de la nécessité d'ouvrir le secteur à la concurrence. « Au départ, on parlait de dérégulation du secteur de l'électricité, ce qui faisait redouter le pire à cause de l'exemple du secteur aérien, où les prix ont doublé en cinq ans, raconte cette femme énergique. Alors on nous a parlé de restructuration, mais ce terme évoquait des risques de licenciements dans l'opinion publique. Finalement, on a préféré nous parler de choix : les Américains adorent pouvoir choisir ».

Pourtant, les gains pour les particuliers apparaissent aléatoires. Ces incertitudes ont conduit la chambre des représentants de Californie à imposer, les quatre premières années, une réduction des tarifs de 10 % pour les petits consommateurs. Mais ce que l'Etat donnait d'une main, il le reprenait de l'autre, car il a autorisé parallèlement les compagnies d'électricité à emprunter sur dix ans pour financer cette réduction, dont les intérêts seront répercutés sur la facture des petits

consommateurs ! Enfin, comme l'acheminement d'électricité va continuer de faire l'objet d'un monopole, Nettie Hoge craint que les compagnies d'électricité ne gonflent ces coûts. D'ailleurs, « PG&E, la compagnie d'électricité qui dessert San Francisco et une partie du nord de la Californie, s'apprête à le faire », assure-t-elle.

L'impulsion en matière de déréglementation n'est pas venue des particuliers, mais des industriels. Ils ont probablement beaucoup à gagner, à terme, et sont déjà fortement sollicités par de nouveaux marchands d'électricité. Déjà quelque 200 sociétés ont manifesté leurs intentions d'attaquer le marché californien. « Pour la vaste majorité des particuliers, il ne devrait pas y avoir de grosses différences de prix, pronostique Douglas M. Long, responsable du programme de dérégulation pour l'Etat. En revanche, les tarifs des gros clients devraient baisser davantage, ce qui est bon, à terme, pour l'ensemble de l'économie ».

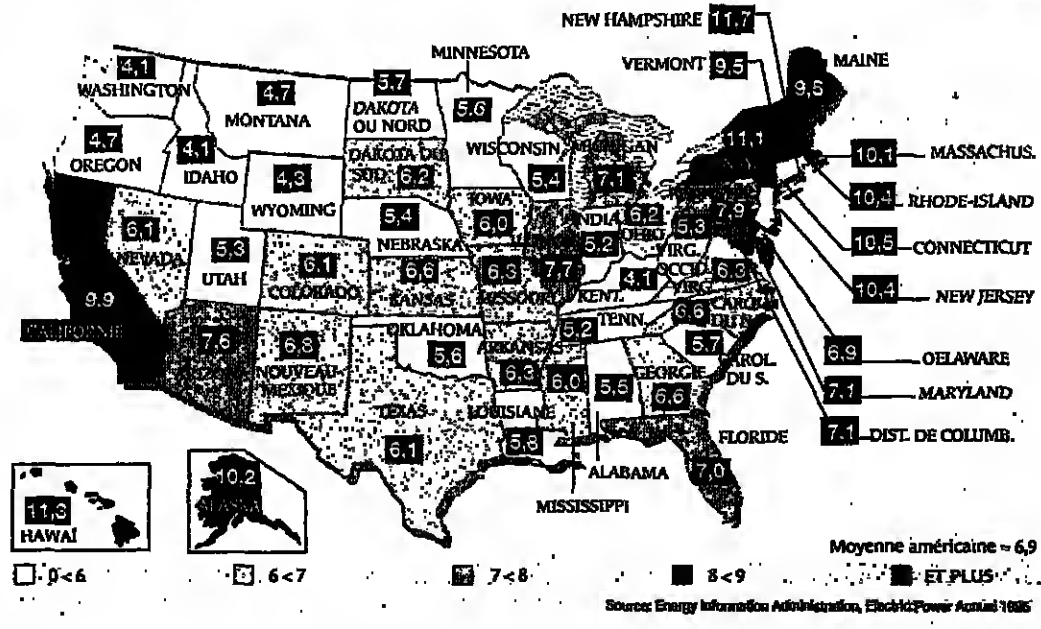
Mais, dans un premier temps, les tarifs pratiqués envers les industriels californiens qui passeront par la nouvelle Bourse de l'électricité ont été gelés afin de récupérer les fameux coûts « échoués » - 0,00 par de 23 milliards de dollars. « En l'absence de déréglementation, nous aurions dû bénéficier d'un déclin des tarifs de l'ordre de 5 % par an », assure Carol Gutierrez, en charge du dossier à la compagnie pétrolière Chevron, gros consommateur d'électricité. Il n'empêche, cet industriel se réjouit de pouvoir mettre désormais ses fournisseurs en concurrence, ce qui lui permettra à terme de négocier des tarifs avantageux.

Les responsables de PG&E assurent que les tarifs devraient, une fois les coûts « échoués » récupérés - à partir de 2002 - baisser de 20 % à 30 %.

Martine Laronche

▼ Prix moyens de vente de l'électricité aux particuliers en 1995

EN CENTS PAR kWh



## Restructuration dans la production d'énergie

**A**fin que la déréglementation ne soit pas un vain mot, certains Etats ont demandé aux compagnies d'électricité « intégrées » - qui concentrent production, transport et distribution - de revendre tout ou partie de leurs actifs de production. Pacific Gas & Electricity Company (PG&E), qui dessert San Francisco et une partie du nord de la Californie, a été ainsi contrainte de revendre au moins la moitié de ses centrales électriques classiques. NEES, une compagnie électrique de la Nouvelle-Angleterre, une des régions avec la Californie les plus avancées sur la voie de la déréglementation, a dû faire de même.

Convaincues que la déréglementation allait entraîner des bouleversements majeurs dans le secteur de l'électricité, les deux compagnies ont élaboré, à partir d'un même constat, des stratégies inverses. Les responsables de NEES ont préféré abandonner la production, ne s'estimant pas en

mesure d'atteindre une taille critique. « Nous estimons que la production actuellement très éparpillée sera, à l'avenir, concentrée dans les mains de quelques compagnies très puissantes y compris étrangères », pronostique Peter G. Flynn, directeur en charge de la tarification. Nous sommes trop petits pour faire partie des survivants dans ce domaine ».

En revanche, la californienne PG&E espère bien être de ceux-là. Contraint de revendre sur le territoire de la Californie ses unités de production, rien ne l'empêche de racheter les centrales thermiques en vente dans les autres Etats. C'est lui qui vient donc de racheter les dix-huit centrales de NEES, en Nouvelle-Angleterre, pour la somme de 1,6 milliard de dollars. Les centrales nucléaires restent en dehors de ces transactions et s'avèrent inévitables à la fin pour des questions de rentabilité, compte tenu des investissements en jeu, mais aussi politiques - on ne sait toujours quoi faire des

combustibles irradiés qui s'entassent dans les piscines de stockage des réacteurs nucléaires. NEES a déjà fermé trois de ses six centrales nucléaires. Le géant, Westinghouse, numéro un du nucléaire, a décidé de se retirer de ce secteur.

Parmi les candidats à la production d'électricité, on compte également de grandes compagnies pétrolières. Shell, Amoco ou Texaco ont annoncé leur intention de construire et d'exploiter des centrales électriques. Le pétrolier Chevron, qui avait envisagé de se lancer lui aussi dans ce secteur, a finalement renoncé. « Certes, nous produisons déjà pour notre usage interne 25 à 30 % de nos besoins en énergie et il y a un moyen de gagner beaucoup d'argent, mais nous sommes trop éloignés de nos compétences de base », estime Carol Guthrie, chargée chez Chevron du dossier de la déréglementation du secteur de l'électricité.

M. L.

## LA MÉCANIQUE DE L'ÉCONOMIE

### La cuisine de la prévision...

**L'**automne est la saison des budgets. Entreprise, administration, Etat, chacun établit ses recettes et ses dépenses pour l'année à venir. Mais si les dépenses sont à discrétion, les recettes restent incertaines et subordonnées à l'activité de l'année prochaine.

Pour un pays, le produit intérieur brut, le PIB, est la grandeur économique de cadrage incontournable. Il représente ce qui sera produit sur le marché intérieur pour satisfaire les demandes finales (consommation, investissement, exportation, stocks). Prévoir le PIB de 1998, c'est en somme répondre à la question : l'environnement sera-t-il meilleur, de combien, et avec quel effet sur l'économie nationale ? Comment donc prévoir le PIB ?

PRÉVOIR LE PRÉSENT

Le PIB est la somme des valeurs ajoutées et représente donc un flux. Sa fréquence d'observation est trimestrielle, si bien que le PIB de l'année est la somme des PIB des quatre trimestres. A ce jour, seule une estimation du deuxième trimestre 1997 est disponible :

	1 <sup>er</sup> trim. 1996	2 <sup>e</sup> trim. 1996	3 <sup>e</sup> trim. 1996	4 <sup>e</sup> trim. 1996	1 <sup>er</sup> trim. 1997	2 <sup>e</sup> trim. 1997
PIB trimestriel	947	945	953	955	958	967

Source : INSEE, en milliards de francs au prix de 1980.

Nous pouvons ainsi calculer le PIB de l'année dernière (3 800 milliards de francs), mais nous ne savons pas encore celui de cette année : le troisième trimestre, bien que révoit, reste incomplet faute de temps pour collecter et synthétiser les statistiques.

La première prévision à faire est donc celle du proche passé (le troisième trimestre) et du proche avenir (le quatrième). La croissance en 1998, c'est-à-dire la progression du PIB entre 1997 et 1998, repose sur une année 1997 à moitié connue.

La première règle du conjoncturiste s'énonce ainsi : établir le présent est la première étape de tout exercice de prévision.

PARTIR DE L'ACQUIS

Que savons-nous de l'année en cours ? Que le premier trimestre a progressé de 3 milliards de francs et le deuxième de 9 milliards. Un petit scénario peut permettre d'apprécier l'amélioration : qu'en serait-il de la croissance annuelle si chaque PIB trimestriel se maintenait au niveau atteint au deuxième trimestre ? Le calcul donne alors : 958 + 967 + 967 + 967, soit 3 859 milliards. Rapporté aux 3 800 milliards de 1996, le PIB 1997 croîtrait donc de 1,5 %.

Ce résultat est dit « acquis » par les conjoncturistes grâce à la bonne progression du PIB au premier et surtout au deuxième trimestre. Même en cas de stagnation à la fin de l'année, la croissance s'élèverait quand même à 1,5 %. L'acquis suppose donc implicitement que le plus mauvais résultat possible est une stagnation. En cas de récession, la croissance pourrait bien sûr se retrouver inférieure. Le terme d'acquis demeure mais il devient trompeur. Comme dit le poète, rien n'est jamais...

Heureusement, divers indicateurs (les ventes de certains commerces, la confiance des ménages...) signalent que l'activité ne semble pas fléchir. Le 1,5 % d'acquis peut donc, sauf accident en fin d'année, être considéré comme une hypothèse plausible pour 1997.

QUE DIRE DE 1998 ?

Et si l'année à venir ressemble aux précédentes ? Une première façon de prévoir l'avenir est de reproduire le passé. Ce n'est certes pas très glorieux puisque c'est admettre d'avoir sur l'avenir aucune idée. Mais, à défaut d'être pertinent, c'est au moins une façon de ne pas dire n'importe quoi.

Cela conduit à la deuxième règle du conjoncturiste : établir une prévision suppose au préalable d'étudier le passé. Quelle est alors la croissance annuelle depuis le début de la décennie ?

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Croissance annuelle en %	2,5	0,8	1,2	-1,3	2,8	2,1	1,5

La série apparaît erratique, sans régularité : aucune tendance ne se dessine, la croissance est médiocre, faite d'une récession, de reprises avortées et de « faux plats » indécis.

La troisième règle s'impose d'elle-même : la prévision est d'autant plus difficile que le passé ne donne pas de message clair. Avec un tel profil de croissance, on conçoit que de nos jours le travail du conjoncturiste soit délicat.

La croissance moyenne depuis 1990 s'établit, d'après ce tableau, à 1,4 %. Obtenir un résultat analogue pour 1998 signifierait donc que persiste la morosité qui caractérise le début de cette décennie. Or nombre d'éléments indiquent que cette période récente n'est pas très significative : par exemple, du fait des crises de change, les taux d'intérêt restent jusqu'à la fin 1995 à des niveaux très élevés, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. La référence au passé nécessite de considérer une période plus longue.

On obtient ainsi une quatrième règle : le passé ne nous donne d'information qu'à la condition de préciser à partir de quel moment il devient pertinent... ce qui n'est pas si facile.

Une fois que ces préliminaires ont permis de dresser la toile de fond conjoncturelle, la prévision proprement dite peut commencer.

LES HYPOTHÈSES DE 1998... ET LE PIB DE 1998

En général, ce n'est pas le PIB lui-même qui fait l'objet de prévision, mais ses composantes. Le PIB s'insère en effet dans l'égalité bien connue suivante :

PIB = importations + consommation + investissement + variation de stocks + exportations.

Chaque terme fait l'objet d'une prévision à partir du troisième trimestre 1997, et l'égalité ci-dessus permet de déduire le PIB. Chaque conjoncturiste ayant ses propres méthodes, il est normal que chaque résultat soit différent. Mais il est rare que les prévisions divergent fortement parce qu'elles reposent sur un même principe : faire dépendre ce que l'on cherche d'autres grandeurs économiques plus facilement prévisibles : la consommation dépendra du revenu, de l'évolution du chômage, des indicateurs de confiance... Les exportations dépendront de la demande extérieure adressée à la France, du taux de change du franc...

En outre, les différentes composantes ne sont pas indépendantes entre elles : l'investissement des entreprises dépend de la consommation et de l'investissement... C'est une logique de modèle qui doit être mise en œuvre.

Par rapport aux pouvoirs publics, le Crédit lyonnais est un peu moins optimiste pour 1998 puisque nous envisageons une croissance de 2,6 %, contre 3 % dans la loi de finances. Vues les difficultés de l'exercice, la différence n'est pas considérable. L'essentiel est sans doute le sentiment partagé que morosité et langueur sont désormais derrière nous... et que les choses iront un peu mieux, un peu.

Direction des études économiques et financières du Crédit lyonnais



Cuisine  
révision...

هكذا من راحل

A propos du dossier... La France  
malade des élites...UNE LETTRE  
D'EDITH CRESSON

Votre article m'a frappée par la contradiction flagrante entre une analyse générale lucide et critique que je partage pleinement (...) et un passage consacré au transfert de l'ENA à Strasbourg qui dénote une incompréhension profonde de ce dossier. D'abord, le transfert à Strasbourg n'était pas une décision isolée mais l'un des éléments d'une relance générale de la politique de l'aménagement du territoire (...). Le terme « petite marée noire financière » a de quoi faire sursauter. L'installation de l'ENA à Strasbourg a en effet coûté plus cher que prévu. Mais l'honnêteté la plus élémentaire est de rappeler que ce n'est malheureusement pas un cas isolé et de mettre en perspective le volume du coût d'installation et le montant du dépeçement par rapport à d'autres chantiers. J'ajoute que ces dépenses d'installation devaient, au terme de la décision que j'avais prise, être couvertes par la vente des locaux parisiens de l'ENA, le surplus étant consacré à la construction de logements sociaux pour les fonctionnaires travaillant à Paris. Il n'était en effet pas question à l'époque que l'ENA conserve une implantation à Paris : elle devait être intégralement transférée à Strasbourg. Si le schéma de délocalisation avait été respecté, cette opération n'aurait rien coûté aux contribuables. La hausse des frais de fonctionnement est de ce fait imputable à la décision, prise par l'un de mes successeurs, de maintenir à Paris une partie de la scolarité de l'école avec, donc, un dédoublement des moyens nécessaires en termes de locaux, de personnel et d'équipements. Voilà un bel exemple de démagogie : satisfaire pour l'essentiel les adversaires de la délocalisation tout en gardant l'affichage de celle-ci comme une sorte de trompe-l'œil pour ne pas mécontenter l'opinion.

Assimiler la décision que j'ai prise alors - et qui, même temporairement - s'est traduite en actes, à des déclarations qui, pour être véridiques, n'ont jamais été suivies d'effets, est profondément choquant. Le transfert de l'ENA n'était

ni une fougade, ni un « coup » publicitaire. C'était la conséquence d'une analyse de la transformation du rôle de l'administration. Je suis profondément attachée à l'existence d'une haute fonction publique de qualité. Mais j'estime, comme les auteurs que vous citez, que notre pays a connu au cours des trente dernières années une évolution malsaine, sous la forme d'une confusion des genres et d'une comminence des pouvoirs de plus en plus forte entre l'administratif, le politique et l'économique. Comme l'Etat dans son ensemble, la haute administration doit changer. Elle doit à la fois revenir aux sources, c'est-à-dire le service de l'intérêt général et non celui des intérêts particuliers de ceux qui la composent, et s'adapter aux grands changements qui marquent la société française : la nécessité d'un pouvoir plus proche des citoyens et de la réalité locale, l'Europe. D'où voit-on le mieux ces changements : du VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ou de Strasbourg ? En 1997 comme en 1991, la réponse ne fait pas de doute dans mon esprit.

Edith Cresson,  
ancien premier ministre,  
membre de la Commission  
européenne

## ABUS DE BIEN NATIONAL

Miracle ! Le Monde se réveille. Devient-il réaliste ? Enfin un article sur les erreurs des énarques et sur leur malhonnêteté intellectuelle. On a beaucoup parlé ces derniers temps d'abus de bien social de la part des dirigeants du secteur privé. L'abus de bien national (ABN) est tout aussi grave et mérite le même traitement judiciaire. Pourquoi des fonctionnaires responsables de faillites immenses traiteraient-ils tranquillement en retraite avec des mensualités plus que confortables.

Pourquoi les travailleurs du privé paieraient-ils ces personnes qui ont toujours su aménager leurs émoluments et leurs retraites, comme vous le démontrez très bien avec ce problème de la CSG qui ne s'applique pas aux primes des fonctionnaires. (...) Pour avoir participé en tant que syndicaliste aux commissions paritaires de la Sécurité sociale, j'ai vu comment les administrations manipulent les

chiffres quand elles sont capables de les sortir. L'absence de contrôle sont abrutissantes dans ce pays ; et, revenant des Etats-Unis, nous ferions bien de prendre quelques leçons de démocratie, quoi que vous en pensiez.

Dr Jean-Paul Cayot  
38150 Roussillon

A propos du dossier consacré au  
mouvement entre la gauche et la  
famille...

CONDITIONS  
DE RESSOURCES

A aucun moment n'est examinée la notion de « conditions de ressources ». Les seuls revenus connus sont ceux déclarés à l'administration fiscale. Les mieux connus sont les salaires, tant la détermination des autres revenus est soumise à de multiples réfractions ou à des insuffisances d'évaluation. Mais, surtout, la masse des exonérations, notamment celles des revenus financiers - PEA, assurance-vie... et même les intérêts des nombreux livrets de la mytique épargne populaire - ainsi que les possibilités extrêmement étendues du prélèvement libératoire font que les revenus déclarés sont en moyenne inférieurs à la moitié des ressources des ménages, mais dans une proportion très inférieure pour certaines catégories socioprofessionnelles.

La plus grande inéquité réside de ce fait en matière de prestations familiales. A titre d'exemple, il est parfaitement possible et légal de déclarer à la caisse d'allocation familiales (CAF) des revenus mensuels de 20 000 francs tout en bénéficiant de ressources s'élevant à 40 000 francs et plus. Il suffit d'un capital de 2 millions ou 2,5 millions de francs dont AUCUN produit ne figure dans les revenus déclarés. Les débats sur le plafonnement des ressources laissent penser qu'il s'agit d'établir la justice sociale. C'est un leurre.

André Clément  
56000 Aradon

## LE COÛT D'UN ENFANT

Ceux qui s'étonnent du « tollé » provoqué par le projet gouvernemental de plafonnement des allocations familiales, le comprendront mieux en se livrant à un simple cal-

cul. Le revenu mensuel par capita d'un ménage de deux enfants percevant 25 000 francs par mois est de 6 250 francs ; pour un ménage de cinq enfants percevant 40 000 francs, il est de 8 000 francs. Or la moyenne nationale était, en 1996, de 11 200 francs par capita. Rappelons que le SMIC était au 1<sup>er</sup> octobre 1997 de 6 663 francs. Les prétendus « privilégiés » ont ainsi un revenu par tête inférieur à la moyenne nationale. On dira que les enfants ne comptent pas pour une unité pleine de consommation. C'était sûrement vrai dans une ferme bretonne du début du siècle : quand il y avait de la soupe pour deux, il y en avait pour trois !

Même si le coût réel d'un enfant est encore objet de controverses, nul ne conteste qu'il va croissant. L'apparement d'une grande famille doit être plus important que celui d'une petite et la taxe d'habitation est en proportion. La voiture aussi doit être plus grande, etc. S'il y a encore, ici ou là, quelques réductions pour familles nombreuses, elles ne jouent qu'à la marge. Ce que l'on sait aussi, c'est que le coût relatif de l'enfant est le plus lourd dans les familles qui se trouvent immédiatement au-dessus des seuils fixés par le gouvernement : elles payent la cantine au plein tarif, n'ont pas accès aux HLM, aux bons vacances de la CAF, n'ont droit ni à l'allocation de rentrée scolaire, ni à l'allocation logement, ni au complément familial. Pour beaucoup de ces familles, le slogan, « Sons les allocations on suffoque » n'est pas une figure de style.

Roland Hureauux  
Professeur à l'université  
de Toulouse

TOUT POUR  
LES FONCTIONNAIRES

Quelques remarques sur votre analyse de l'allocation parentale d'éducation (APE). Cette APE a le mérite de permettre à des femmes de choisir entre les enfants et le reste (argent...). Elle est un succès, ce n'est pas un remède au chômage, et n'a pas été créée pour ça. Lorsqu'on vous donne 1 500 francs par mois pour élever trois enfants, faut-il en plus être l'esclave d'un travail pas drôle pour toutes (caissières...). D'autre part, 1 500 francs pour des salariés, mais le double

pour les fonctionnaires (supplément familial). Pourquoi ? C'est le salarié du privé qui paie aussi ce supplément familial accordé par l'Etat à ses serveurs. Est-ce juste ? Non. Ce n'est d'ailleurs pas pour autant que les fonctionnaires font plus d'enfants. J'attends le premier journaliste du Monde qui mettra les pieds dans le plat. Il semble toujours paradoxal de voir le Monde comme la Cour des comptes éphémère l'APE mais oublier l'ALS. L'ALS, c'est 1 000 francs par mois pour loger les étudiants, fils et filles de parents « aisés » aussi et qui sont tout heureux de voir la solidarité nationale donner le gîte et le couvert.

A propos de la poge enquête  
consacrée à la réduction du temps de  
travail...

LES SURCÔÛTS  
DES ENTREPRISES

Je souhaite vous faire part des conséquences, sur bon nombre d'entreprises, du passage aux 35 heures payées 39. A titre d'exemple, je prends le cas d'une entreprise industrielle dans laquelle les frais de personnel représentent 25 % du chiffre d'affaires, ratio tout à fait classique. Le passage de 39 heures à 35 heures (payées 39) se soldera, à productivité constante, par une hausse de 11 % des frais de personnel. Ainsi, les coûts de production augmenteront de près de 3 %. A noter que plus l'entreprise emploie du personnel, plus elle voit ses coûts de production augmenter.

Quelles sont les solutions qui s'offrent à cette entreprise ? Augmenter ses prix de vente ? La pression du marché et la concurrence étrangère rendent cette solution impossible dans la plupart des cas.

Maîtriser la masse salariale ? Compte tenu du niveau actuel de l'inflation, il faudrait sept ans de gel des salaires. Socialement inacceptable en raison des risques de troubles sociaux (grèves, démotivation...) et des risques de fuite du personnel qualifié. Autre solution : diminuer le personnel. Dans ce cas, on touchera au personnel indirect qui n'est pas indispensable, c'est-à-dire à tout ce qui touche la recherche, le marketing... C'est-à-dire à l'avenir de l'entreprise. Ainsi,

au-delà de la réduction immédiate de ces emplois, l'absence d'investissements matériels et immatériels finira par une perte de compétitivité de l'entreprise, donc par de graves difficultés mais, il est vrai, seulement au bout de cinq à dix ans (...).

L'annualisation du temps de travail, argument souvent repris, ne permet pas EN SOI des gains de productivité et n'entraîne pas de réduction des coûts de production mais simplement un meilleur taux d'utilisation des installations et, surtout, une meilleure réactivité au marché. Cette annualisation ne permet guère de réduire les coûts de production.

Réduire les « profits » ? Comme il y aura augmentation des prix de revient sans pouvoir la répercuter sur les prix, les « profits » seront diminués. Certaines entreprises mettront donc la clé sous la porte.

Certes, la réduction du temps de travail pourra à court terme créer quelques emplois mais, à long terme, les effets seront terribles pour l'emploi, d'autant plus que la mondialisation ne cessera de se développer et touchera tous les secteurs.

Pour créer des emplois, la seule solution consiste à baisser le coût du travail (le problème français étant le niveau des charges sociales et non celui des salaires nets), ce qui évitera la trop forte substitution des machines aux hommes et la déqualification, ainsi que la baisse des prélèvements obligatoires.

Jacques Farines  
68190 Ensisheim

## RECTIFICATIFS

● Le revenu par habitant des Chypriotes grecs est de 13 500 dollars et non de 6 600 comme écrit par erreur dans « Le Monde économie » daté du mardi 28 octobre. Le chiffre cité de 6 600 était en fait exprimé en livres chypriotes. En termes de revenu par habitant, Chypre se place devant la Grèce, l'Irlande et le Portugal.

● Le Japon n'orientait pas 83 % de ses exportations vers les pays d'Asie orientale, comme mentionné dans la chronique intitulée « Tourné de verre et bols de riz » du « Monde économie » daté du 28 octobre, mais 40 % seulement.

## REPRODUCTION INTERDITE

VENTES  
APPARTEMENTS4<sup>e</sup> arrondissement

MARSA/ARCHIVES  
100 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> ét.  
2 chbres, gde cuis., il. conf.  
Px : 21 MF. Particulier  
Tél. : 01-42-71-59-51 (soir).

5<sup>e</sup> arrondissement

Rue de la  
Montagne-Sainte-Geneviève  
Duplex, 3 P., 85 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> ét.  
poutres, gd sél., belle  
sdb, 2 chbres, cuis., équipée,  
très bon état.  
Px : 2 250 MF  
Tél. : 01-40-51-09-18 (rép.).

VAL-DE-GRACE  
Vue except. récent stand  
gd 3 P. s-jard. 1 800 000 F.  
park poss. MEL. : 01-43-25-32-58

MAUBERT, 3<sup>e</sup> ét.  
Imm. XVII<sup>e</sup> S. Gd studio  
45 m<sup>2</sup>, caractère, plan à  
revoir, 830 000 F.  
Tél. : 01-44-07-37-05

6<sup>e</sup> arrondissement

WAVIN Pdt. ét. élevé  
2/3 P., entrée, cuis., bain  
WC 75 m<sup>2</sup>  
pl. sol, charme  
01-43-35-19-36

7<sup>e</sup> arrondissement

AV. SUFFREN  
97 m<sup>2</sup> s-jard., imm. stand.  
Gd sél., 1 chbre, calme, clair  
Park. Px : 1 950 MF  
Tél. : 01-45-66-00-75

8<sup>e</sup> arrondissement

MADELINE  
3 pièces, asc. 3<sup>e</sup> niveau  
ni bruit, ni pollution  
NEUF et LUX. Décoré  
Tél. : 01-49-24-00-98

9<sup>e</sup> arrondissement

## VUE DÉGAGÉE

3/4 P., 107 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> asc., soleil  
1 700 000 F. - 01-40-25-07-05

3 P. 70 m<sup>2</sup>, CHARMÉ

anc., calme, excellent état  
1 280 000 F. - 01-40-25-07-05

LIÈGE 3 P. 75 m<sup>2</sup>, Pdt.

asc., imm. ravale, chbre serv.  
1 050 000 F. - 01-53-82-25-24

11<sup>e</sup> arrondissement

## QUARTIER BASTILLE

Vue privée, calme, soleil.  
Surt., suite 115 m<sup>2</sup>. Original  
1,5 MF. - 01-45-46-26-25

12<sup>e</sup> arrondissement

PROPRIÉTAIRE VEND  
34, RUE CLAUDE-DECAEN  
TRES BEAUX  
APPARTS

2 P. 52 m<sup>2</sup>, 680 000 F.  
3/4 P. 83 m<sup>2</sup>, 1 135 000 F.  
4 P. 99 m<sup>2</sup>, 1 405 000 F.  
5 P. 113 m<sup>2</sup>, 1 685 000 F.  
Bureau de vente s/plice  
du lundi au samedi 11 h à 19 h.  
01-43-43-89-68

13<sup>e</sup> arrondissement

Peupliers maison 1806 s/s niveau  
7/8 P. 200 m<sup>2</sup>, cuis., équipée.  
sur jard. 125 m<sup>2</sup> - 01-43-35-19-36

14<sup>e</sup> arrondissement

MONTMARNASSE Gd stand. 5 P.  
111 m<sup>2</sup>, sél., s/plice terrasse  
2 bns park. - 01-43-35-19-36

ALESIA, maison rénovée 11.  
3 chbres, cuis. éq., 2 bns, 140 m<sup>2</sup>  
jard. pht. sol. - 01-43-35-19-36

15<sup>e</sup> arrondissement

## MONTMARNASSE

Imm. fin années 60  
820 rue du Cdt-R. Mouchotte  
Stud. à part. 495 000 F.  
2 P. à part. 630 000 F.  
3 P. à part. 879 000 F.  
4 P. à part. 1 320 000 F.  
App. donnant pour la  
majorité s/plice jardins  
Poss. Park. s/sol  
Bur. s/p. du mardi  
au samedi 14 h 30-19 h  
Tél. : 01-43-20-85-94

16<sup>e</sup> arrondissement

## DIRECT PROPRIÉTAIRE

SQUARE LAMARTINE  
TRES CALME 250 m<sup>2</sup>  
DUPLIX 67 m<sup>2</sup> jard. privé  
Saura - Jacuzzi URGENT  
accepte les offres raisonnables  
s/plice 5 villa

JOCELYN, 16<sup>e</sup> les 3, 4 et  
5 novembre de 10 h à 19 h

## HAUTS-DE-SEINE

## 92

## ENCHÈRE NOTAIRE

Boulogne  
58, rue Denfert-Rochereau  
Studio 15,8 m<sup>2</sup>, 1<sup>e</sup> ét.  
Loulé : 25 740 F/an  
Mise à prix : 155 000 F  
Visites 4 et 13/11 de 11 h à 18 h  
H. Louvel 01-44-53-80-00

## BOULOGNE PRÈS PTE ST-CLLOUD

2 P. à part. 101 000 F.  
ét. asc. 395 000 F.  
A.C. - 01-48-26-10-80

## ILE ST-GERMAIN (ISSY)

Sur jardin et Seine, vue dégagée  
expo sud. 3 P. de 74 m<sup>2</sup> dans  
petite résidence + parking.  
1 180 000 F.  
Tél. : 01-47-44-44-24 (jour) et  
01-48-62-68-49 (soir).

## SEINE-SAINT-DENIS

## 93

F3, F4 80 m<sup>2</sup> pte résid.  
calme, terrasse sans vis-à-vis  
park. interphone, raval.  
récant. métro, rare  
Px : 925 000 F.  
Tél. : 01-48-44-80-04

## VAL-D'OISE

## 95

Pour investisseurs, part.  
vend à Sarcelles, de imm.  
bon stand. F5 tout, bon rand.  
Tres agréable, 102 m<sup>2</sup>, 6<sup>e</sup> ét.  
740 000 F. Tél. : 02-37-47-22-50

## PROVINCE

Landes, 20<sup>e</sup> océan  
45<sup>e</sup> Bordeaux, 1 km, A10  
rond. terrain, 1900, chauff.  
central. Sans truv. 350 m<sup>2</sup>  
hab. dépendance 66 m<sup>2</sup> hab.  
de parc arboré 1 ha 15 MF.  
T. 05-58-90-97-61 (H3)

## LUBÉRON 5 km Gordes

Pt culmin. authent. vill. prov.  
propriétaire vend maison 18<sup>e</sup>.  
restaurée s et o  
sél. + chem. bbl. + gde chem.  
3 ch., bain, loggia, terrasse vue  
panoramique exception.  
1 520 000 F.  
Tél. : 01-47-05-42-82  
Fax : 01-45-51-22-27

## Propriété de rapport à Londres

rendement 9 %  
Prix : 2 500 000 DEM.  
Revenu : 475 000 DEM/an.  
assurances comprises.  
Fin de bail : 2004.  
La localité est une société cotée  
à New York et à Londres. La  
propriété a été complètement  
rénovée  
en 1997.  
Pour informations contacter :  
Scheepers Consulting SARL au :  
Tél. : (352) 42-74-86-01.  
Fax : (352) 42-74-86-28.

## Vd, St-Raphaël Var

6 mois, multipropriété  
duplex, 4 pers., park.,  
nov./avr. 90 000 F.  
Tél. : 02-38-35-90-80

## PROPRIETES

## A vendre ou louer

Côte d'Azur - Var  
Frdjus-St-Raphaël, 20 km  
entre mer et montagne.  
Propriété, style provençal  
villas (180 m<sup>2</sup> et 280 m<sup>2</sup>),  
+ logt gardien (65 m<sup>2</sup>) et  
dépendances 500 m<sup>2</sup> sur  
pinède 7 250 m<sup>2</sup>. Piscine  
16 x 6,5. Tennis à l'entour  
direct prop. : 6,5 MF  
(Frais compris).  
Tél. 04-94-04-69-68  
ou 04-94-04-61-63

## Cannes, Croix-des-Gardes

villa 260 m<sup>2</sup>, gd sél. chem.  
Terrain dominant 4 400 m<sup>2</sup>  
sud, vue mer, terrasses, pisc.  
2 570 MF : 04-93-80-74-96

Landes, 20<sup>e</sup> océan

45<sup>e</sup> Bordeaux, 1 km, A10  
rond. terrain, 1900, chauff.  
central. Sans truv. 350 m<sup>2</sup>  
hab. dépendance 66 m<sup>2</sup> hab.  
de parc arboré 1 ha 15 MF.  
T. 05-58-90-97-61 (H3)

## Lyon, prox. paro Tête d'Or

calme, bel imm., gard., digic.  
Vla. cuisine décor. appl. 85 m<sup>2</sup> env.  
Hall, sél. dble, 2 chbres, parquet,  
haut plafond 3 m, cave, gar.  
710 000 F. Tél. : 01-34-60-10-99

## GRASSE (06) centre-ville, Rés.

part., case décor., imm. récent  
gd stand, appt. 4/5 P.  
dble expo  
6<sup>e</sup> ét., dernier ét.,  
100 m<sup>2</sup>  
vue panor.  
gar. fermé, cave  
aménagée  
Px : 1 400 000 F. Tél. : 01-45-35-82-71

## Vd, St-Raphaël Var

6 mois, multipropriété  
duplex, 4 pers., park.,  
nov./avr. 90 000 F.  
Tél. : 02-38-35-90-80

## ACHATS

## APPARTEMENTS

Rech. Urgent 100 à 120 m<sup>2</sup>  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

## LOCATIONS

## OFFRES VIDES

Bd Mahebert, appt  
d'exception 190 m<sup>2</sup>  
entièrement refait.  
Tél. : 01-40-23-94-34

## Villeneuve-sur-Seine (78)

propriété 450 m<sup>2</sup>. Habit.  
Pisc., chauff., gar., alarme,  
terrain 1 700 m<sup>2</sup> clos.  
Prix. gar. terr. boisé intm.  
25 000 F/mois. 01-44-54-84-84

## MAISONS

Croix-à-Ville Oise, 20<sup>e</sup>  
Paris, mais. 1976, pl. pied 85 m<sup>2</sup>  
ent. sél. 28 m<sup>2</sup>, 3 chbres,  
cuis. équip., w.c., s.d.b., poss.,  
combles amén., sél. total gar.  
2 voit., cave, buanderie,  
salle d. jeux, chauff. gaz,  
terr. 326 m<sup>2</sup>.  
950 000 F. A voir absolument.  
Tél. : 03-44-58-81-19

## IMMOBILIER D'ENTREPRISE

ETOILE  
Pptaire loue 4 bureaux  
hall 107 m<sup>2</sup>, 18 000 F/m cc.  
Tél. : 01-46-47-58-75

## Quai Voltaire

60 m<sup>2</sup>, à vendre dans cadre  
exceptionnel. 1 600 000 F.  
01-45-67-09-09

## VIAGERS

Ile St-Louis  
Béthune, beau 90 m<sup>2</sup>  
occupé 77 ans, 400 000 F +  
7 000 F/mois.  
01-42-65-07-57.

## L. CHAPEAU

15, c. des Vires-Husseau  
37270 Montlouis-sur-Loire  
Tél. : (02) : 47-50-80-64

## DEVELOPPEMENT

## EMBASSY SERVICE

43, avenue Marceau, 75116  
rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPRIS  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS DUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE.  
01-47-20-30-05

## Journaliste cherche à louer

3 pièces de 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> ou  
12<sup>e</sup> arr. (5 500 F max.).  
Tél. : 01-42-17-29-23

## A LOUER LOCAUX PROF.

80, bd Raspail, 8<sup>e</sup>  
2<sup>e</sup> ét. asc. 112 m<sup>2</sup>.  
Libre au 30 oct. 97.  
Loyer : 15 000 F. ch.  
Tél. : 04-70-43-32-07

## Noël et vacances d'hiver

au ski, gd chalet confort.  
10-12 pers., près des pistes  
Tél. : 01-45-41-58-97  
ou : 04-42-06-41-90

## SKI DE FOND

Haut Jura, 3 H Paris TGV  
Yves et Liliane vous accueillent  
de anc. Ferme cotisée du XVII<sup>e</sup>  
Gd ctt ambiance conviviale  
Table d'hôte, produits maison  
et régionaux, chbre avec sdb  
+ WC. Tarifs selon période :  
semper. 2 700 F à 3 200 F  
tt compris : pension complète  
+ vin au repas, monteur  
et matériel ski.  
Tél. : 03-81-38-12-51

## NEUF ET RÉSIDENTIEL

## PARIS

## arrondissement

Mais en vertu de quelques apparentes providences ne cesse de l'être. Entre lavandiers et Champ de Mars, dans le 7<sup>me</sup> le pain conserval, le riz, les Saint-Hippolyte et le riz, les Saint-Hippolyte nous offrent, à l'usage de tous les âges, les avantages du neuf : qualité de la construction et des prestations, dernières normes techniques, balcon, terrasse, parking en vote-vote... et une surprise révolution avec une note et le cachet de l'amica, qui bénéficie également des frais de notation réduits.

Aujourd'hui, si se trouve que quelques appartements livrables immédiatement à partir de 34 000 F le m<sup>2</sup>. Du studio au 6 pièces duplex (dont quelques surfaces spéciales investisseurs).

Venez uniquement sur rendez-vous.

Commercialisation :  
**SODEMI**  
Pour tous renseignements :  
**Tel. 01 41 92 22 21**

10<sup>e</sup> arrondissement

**APARTEMENTS DU STUDIO AU 3 PIÈCES.**

Proche du Canal Saint-Martin, STIM BATIR propose une nouvelle résidence de standing de 45 appartements, dans un quartier équipé de tous commerces et services.

Exemple de prix : studio à partir de 365 000 F parking inclus.

Consultez sur les mesures incitatives, avantageusement "Péris-ol".

**Renseignements et ventes : 01 47 12 54 66**

**STIM BATER**  
De-de-France Résidentie  
Bouygues Immobilier,  
92513 Boulogne-Billancourt  
cedex 01 47 12 54 44  
Internet : <http://www.stimbater.fr>

## 1.5.4. Le rondissement

**DU STUDIO AU 6 PIÈCES.**  
Deux petits immeubles neufs, R+3, à l'architecture soignée, dans le "village de la Bette au Châlier". Appartements de grande qualité avec terrasses et balcon, d'un côté des jardins. Côté tradition, "La Bette au Châlier", ses maisons, ses rues pittoresques, son charme préservé. Côté moderne, le centre commercial "Galaxy" et ses 50 boutiques, le complexe climatologique "Grand Ecran"... Mètre à 300 m.  
Bureaux de ventes : 1, place Paul Verlaine, du mardi au samedi de 14h30 à 16h.

#### 14<sup>e</sup> arrondissement

**DU STUDIO AU 5 PIÈCES AVEC PARKINGS ET CAVES AU SOUS-SOL.**

**Franco Construction vous propose une nouvelle résidence à 2 pas du Parc Montsouris.**

**Cadrez et verturez, conception contemporaine : larges ouvertures, balcons et terrasses « à vivre », aux prestations de qualité écologiques dans les moindres détails, pour vous garantir confort et sécurité au quotidien.**

**Pour concevoir l'appartement dont vous rêvez, avec l'aide de nos**

## 15<sup>e</sup> arrondissement

**De pied à terre aux appartements d'exception.**  
**De studios ou 6 pièces duplex terrasse**  
 SOFOP (Groupe Générale des Eaux) et UNADQ (Crédit Agricole) ont choisi le site le plus prestigieux de l'avenue de Saint-Omer et du Champ de Mars pour édifier leur nouvelle réalisation : **LE BAILLU DE SUPPLEN** en l'honneur de son fondateur. Implantés sur la colline de la rue E. Fauré et d'un beau jardin paysager incantateur, les résidences vous offrent un large choix de studios ou 6 pièces duplex terrasse. Les prestations haut de gamme sont à la hauteur du standing de cet emplacement.

**Commercialisation : GFS** Ouverture des bureaux de vente situé à l'angle de la

Le charme tranquille de Montparnasse entre la rue de Vaugirard et le boulevard de Montparnasse.

Le 12, rue Dolac : une petite résidence de quatre comprise de 17 appartements et d'une maison de ville.

De studio au 5 pièces, prix à partir de 23 000 F le m<sup>2</sup> habitable.

Profiter des avantages de la loi "Mérisol".

**TEL 01 40 48 56 30**

Un programme superbe à découvrir absolument et choisissez le meilleur du 15<sup>e</sup> arrondissement : A deux pas du métro Conventiens et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : Plus que 3 appartements disponibles du studio au 5 pièces avec caves et parkings en sous-sol.

**NEUF ET RESIDENTIEL**  
**C'EST CHAQUE LUNDI (daté mardi)**  
**POUR ACHETER, INVESTIR...**

## 16<sup>e</sup> arrondissement

**De studio au 4 pièces duplex.**

Dans le meilleur 16ème, au cœur d'un vaste jardin intérieur, un bel immeuble de seulement 22 appartements, aux façades oniriques. Terrasses, balcons et jardins. Ces appartements bénéficient de très belles prestations (parquet, marbre, volets électriques, sécurité renforcée...).

**Renseignements et vente : tél n° 0 800 544 000**

KAUFMAN  
A  
BROAD

## 19<sup>e</sup> arrondissement

**Premier promoteur certifié selon ISO 9001**  
 Prix à partir de 180 000 F m<sup>2</sup> hors chauffage et dans la limite du stock disponible.

Le cahier d'une petite résidence de charme à 100 m du Parc des Buttes-Chaumont et du métro. Très belles prestations : nombreux balcons et vue sur un beau jardin intérieur. Plus que 12 appartements disponibles de studio à 4 pièces avec parking en sous-sol.

Livraison fin 1997. Idéal dévotionnel ou Pécuniaire.

Bureaux de vente : 3, rue du Général Bruneau, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 10h à 19h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14 à 19 h.

## RÉGION PARISIENNE

**LOI MORAIGNERIE : CHOISISSEZ  
L'INVESTISSEMENT MAISONS INDIVIDUELLES**

Investisseurs, profitez des dernières livraisons possibles avant le  
31 décembre 97 pour décaisser sur Mélagre.

Encore quelques semaines pour bénéficier de cette disposition!

Opportunités à saisir dans plusieurs départements (77, 78, 91, 95).

## 92 Boulogne-Billancourt

**Pris de l'immobilier :** à partir de 17 500 F de m<sup>2</sup> en haut de gamme et deux en fin de gamme stock disponibles.

A deux pas des commerces et des transports, l'Agence Construction vous propose une nouvelle résidence de 50 appartements 3 pièces avec parking et cave les uns et les autres. Les conceptions et les prestations des appartements ont été étudiées dans les plus beaux détails pour vous assurer confort et sécurité au quotidien (balcons, terrasses, sous-sol, appartements avec double orientation, grandes pièces, grand hall, grand garage, grande cave, piscine, sous-sol, grand parking).

Pour connaître l'appartement dans son détail, avec l'aide de nos architectes et la qualité France Construction et identifier le meilleur choix, appelez-nous maintenant le 01 68 25 22 00.

## 92 Levallois-Perret

**Du studio au 5 pièces.**

Au cœur de Levallois, à 2 pas des commerces et des transports (métro Louis Michel), un bel immeuble de 28 appartements avec terrasses, balcon, donnant sur un jardin paysager. Du studio au 5 pièces, ces appartements bénéficient de belles prestations.

Barreau de vente ouvert : 6, rue Rivay à Levallois, tous les jours sauf dimanche et lundi, de 10h à 13h et de 14h à 19h.

Tel n° vert 0 896 546 000

## PROVINCE

**PERUSSOL. LE PLAISIR EN PLUS...**

Un chalet à la montagne, au cœur du plus grand domaine skiable de Haute-Savoie.  
Disponible pour Noël 97.

Un patrimoine familial à court terme bénéficiant de l'avantage fiscal de l'amortissement Pécupol.

Tous renseignements : 01 43 53 53 36

## 05 Embrun

**MÉHAIGNERIE... JUSQU'AU 31-12-1997**

A proximité des parcs naturels, à deux pas du Lac de Serre Ponçon (3 000 hectares).

Appartement de 3 pièces au dernier étage d'une petite résidence, grande terrasse, plein sud.

Vue magnifique sur les Ores.

Un patrimoine familial bénéficiant de l'avantage de la loi Méhaignerie.

Renseignements et ventes : 01 42 93 63 36

# IMMO NEUF

**Le mensuel qui vous aide  
à acheter dans le neuf.  
Chez votre marchand  
de journaux.**